100e ANNÉE
VOL. 100

N° 19
2683

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 11 mai 1968

Quebec, Saturday, May 11, 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 13 mars 1968

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number, the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, March 13, 1968 24070 — 14-38-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

A-1 Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Georges Paradis, 717, Bishop Power, LaSalle, Dante Panzieri, 8340, Du Chardonnet, Anjou, et Guy Girard, 4330, 1re Avenue, Laval, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « A-1 Lumber Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1627-68

A. B. L. distribution inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: René Aubé, marchand, 162, Lafontaine, Hubert Bédard, notaire, 40, de la Cour, et Jean-Noël Lagacé, industriel, 41, St-Louis, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Letters Patent

A-1 Lumber Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Paradis, 717 Bishop Power, LaSalle, Dante Panzieri, 8340 Du Chardonnet, Anjou, and Guy Girard, 4330, 1st Avenue, Laval, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "A-1 Lumber Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1627-68

A. B. L. distribution inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Aubé, merchant, 162 Lafontaine, Hubert Bédard, notary, 40 de la Cour, and Jean-Noël Lagacé, industrialist, 41 St-Louis, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

Faire le commerce de distributrices automatiques, sous le nom de « A. B. L. distribution inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1165-68

A. L. D. L. distributeurs ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Claude Picard, 7821, rue d'Aubigny, Anjou, Laurier Dugas, 2975, boulevard St-Joseph est, app. 1A, tous deux avocats, et Jeanne Fortier, secrétaire, fille majeure, 1260, rue MacKay, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, bibelots, ameublements, quincaillerie et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « A. L. D. L. distributeurs ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4159, 50e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1313-68

Alex's Radiator Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Stevens J. Selseotes, mécanicien, Lilianne Selseotes, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stevens J. Selseotes, tous deux de 22, St-Charles, Noranda, et Réjean Roy, soudeur, 75, chemin Abbeyville, Rouyn, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties et spécialement faire la réparation et la vente de radiateurs d'automobiles, sous le nom de « Alex's Radiator Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1595-68

Pierre Allard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Allard, agent d'assurances, Catherine Bertrand, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Allard, tous deux de 31, boulevard des Vétérans, Lac-Mégantic, et Bertrand Allard, notaire, 111, L'Ange-Gardien, L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Pierre Allard inc. », avec un capital divisé en 1,250 actions ordinaires sans valeur nominale et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

To carry on business dealing in vending machines, under the name of "A. B. L. distribution inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1165-68

A. L. D. L. distributeurs ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Picard, 7821 d'Aubigny street, Anjou, Laurier Dugas, 2975 Saint-Joseph boulevard East, Apt. 1A, both advocates, and Jeanne Fortier, secretary, spinster of the full age of majority, 1260 MacKay street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, knick-knacks, furniture, hardware and all kinds of related specialties, under the name of "A. L. D. L. distributeurs ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4159, 50th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1313-68

Alex's Radiator Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stevens J. Selseotes, mechanic, Liliane Selseotes, housewife, wife separate as to property of said Stevens J. Selseotes, both of 22 St-Charles, Noranda, and Réjean Roy, welder, 75 Abbeyville Road, Rouyn, for the following purposes:

To operate and manage garages and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts and especially to repair and sell automobile radiators, under the name of "Alex's Radiator Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1595-68

Pierre Allard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Allard, insurance agent, Catherine Bertrand, housewife, wife separate as to property of said Pierre Allard, both of 31 des Veterans boulevard, Lac-Mégantic, and Bertrand Allard, notary, 111 L'Ange-Gardien, L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Pierre Allard inc.", with a capital stock divided into 1,250 common shares with no nominal value and 150 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Lac-Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1468-68

Ameublements Acton ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Yolande Desautels, marchande, épouse séparée de biens de Denis Dorais, 809, rue Pion, Norman Prescott, administrateur, 1883, rue Rousseau, tous deux d'Acton Vale, et Suzanne Dorais, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Blais, 184, Louis-Hébert, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ameublements de maison et de bureau, accessoires électriques, nouveautés, quincaillerie et de toutes autres spécialités connexes, sous le nom de « Ameublements Acton ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 111, rue Boulay, Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1409-68

Aquastructures inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Marc Beaulieu, comptable, 1013, Chapleau, Lucie Girard, esthéticienne, fille majeure, 500, Bowen sud, Réal Bibeau, plombier, 29, Hall, Gérard Beaudoin fils, commis, 184, Frontenac, tous quatre de Sherbrooke, Paul Lemieux, avocat et conseil en Loi de la reine, Cécile G. Lemieux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Lemieux, et Pierre Lemieux, étudiant, ces trois derniers de 409, Vauquelin, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Aquastructures inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 700 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,930 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, rue Bowen sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1407-68

Arenco ltée
Arenco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Julien Plouffe, avocat, 11605, Lépine, Pierrefonds, Yves Gauthier, 10215, Gouin est, et Roland Milette, 8989, Gouin est, ces deux derniers notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Lac-Mégantic, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1468-68

Ameublements Acton ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yolande Desautels, trader, wife separate as to property of Denis Dorais, 809 Pion Street, Norman Prescott, administrator, 1883 Rousseau Street, both of Acton Vale, and Suzanne Dorais, secretary, wife separate as to property of Gaston Blais, 184, Louis-Hébert, Beloeil, for the following purposes:

To deal in house and office furniture, electrical accessories, novelties, hardware and all other specialties related thereto, under the name of "Ameublements Acton ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1111 Boulay Street, Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1409-68

Aquastructures inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Beaulieu, accountant, 1013 Chapleau, Lucie Girard, aesthetician, spinster of the full age of majority, 500 Bowen south, Réal Bibeau, plumber, 29 Hall, Gérard Beaudoin Jr., clerk, 184 Frontenac, all four of Sherbrooke, Paul Lemieux, advocate and Queen's Counsel, Cécile G. Lemieux, housewife, wife separate as to property of the said Paul Lemieux, and Pierre Lemieux, student, the three latter of 409 Vauquelin, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Aquastructures inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 700 common shares of a nominal value of $1 each and 3,930 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 500 Bowen St. South, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1407-68

Arenco ltée
Arenco Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine, Pierrefonds, Yves Gauthier, 10215 Gouin East, and Roland Milette, 8989 Gouin East, the latter two notaries of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Arenco ltée — Arenco Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1052-68

Arga ltée
Arga Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, secrétaire, fille majeure, 1011, McManamy, et Nicole Racine, secrétaire, épouse séparée de biens de Yves Racine, 630, boulevard Jacques-Cartier nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de véhicules, moteurs ou appareils de toutes sortes, sous le nom de « Arga ltée — Arga Ltd. », avec un capital total de $300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 750 actions privilégiées « A » de $100 chacune, 20,000 actions privilégiées « B » de $5 chacune et en 115,000 actions privilégiées « C » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1389-68

Aspell's Ranch & Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Claire Dolling ménagère, veuve, 5551, chemin Côte des Neiges, Montréal, Earl James Aspell, hôtelier, St-Adolphe d'Howard, et Ralph Aspell, garçon de table, 527, 69e avenue, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter un « dude ranch », hôtel, taverne, auberge et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Aspell's Ranch & Lodge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1573-68

Association des Écoles de Sports aquatiques du Québec, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Julien, étudiant, 3026, Raudot, Sainte-Foy, Paul Larue, professeur, Sainte-Agathe-des-Monts, et Léopold Vigeant, chiropraticien, 1123, boulevard St-Joseph est, Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Arenco ltée — Arenco Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and into 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1052-68

Arga ltée
Arga Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Françoise Fouquet, secretary, spinster of the full age of majority, 1011 McManamy, and Nicole Racine, secretary, wife separate as to property of Yves Racine, 630 Jacques-Cartier Boulevard North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of motor vehicles or appliances of all kinds, under the name of "Arga ltée — Arga Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 750 preferred "A" shares of $100 each, 20,000 preferred "B" shares of $5 each and into 115,000 preferred "C" shares of $1 each.

The head office of the company is at Rural Route Number 1, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1389-68

Aspell's Ranch & Lodge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claire Dolling, housewife, widow, 5551 Côte des Neiges Road, Montreal, Earl James Aspell, inn keeper, Saint-Adolphe-d'Howard, and Ralph Aspell, waiter, 527, 69th Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a dude ranch, hotel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Aspell's Ranch & Lodge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Adolphe-d'Howard, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1573-68

Association des Écoles de Sports aquatiques du Québec, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Julien, student, 3026 Raudot, Sainte-Foy, Paul Larue, teacher, Sainte-Agathe-des-Monts, and Léoplold Vigeant, chiropractor, 1123 Saint-Joseph boulevard East, Montreal, for the following purposes:

Grouper les personnes intéressées à la pratique des sports aquatiques et promouvoir de toutes manières leurs connaissances dans la pratique de ces sports, sous le nom de « Association des Écoles de Sports aquatiques du Québec, inc.».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Val des Lacs, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1424-68

To group together people interested in the practice of aquatic sports and to promote in every way their knowledge of said sport, under the name of "Association des Écoles de Sports aquatiques du Québec, inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable properties which may be acquired and owned by the corporation is $25,000.

The head office of the corporation is at Val des Lacs, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1424-68

Association des enseignants professionnels de la danse du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Lapointe, 31, Broadview, Pointe-Claire, Jeannine Lavarte, épouse séparée de biens de Jean Lavarte, 2, Émile, app. 2, Laval, et Lise Gagnier, épouse séparée de biens de Salvator Carioto, 5635, Deschênes, Montréal, tous trois professeurs de ballet, pour les objets suivants:

Aider les professeurs dans l'exercice de leurs fonctions par des cours, conférences, films, revues, bibliothèques, discothèques, brevets et certificats, sous le nom de « Association des enseignants professionnels de la danse du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 31, rue Broadview, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1432-68

Association des enseignants professionnels de la danse du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Lapointe, 31 Broadview, Pointe-Claire, Jeannine Lavarte, wife separate as to property of Jean Lavarte, 2 Émile, Apt. 2, Laval, and Lise Gagnier, wife separate as to property of Salvator Carioto, 5635 Deschênes, Montreal, all three ballet professors, for the following purposes:

To help professors within the exercise of their functions by courses, conferences, films, reviews, libraries, discothèques, diplomas and certificates, under the name of "Association des enseignants professionnels de la danse du Québec".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 31 Broadview Street, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1432-68

L'Association des Épiciers Détaillants du Comté de Bonaventure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Léon Viens, Carleton, Lionel Bujold, Saint-Siméon, comté de Bonaventure, et Edmond Loisel, Paspébiac, tous trois épiciers, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts économiques et sociaux des épiciers-bouchers détaillants du comté de Bonaventure, sous le nom de « L'Association des Épiciers Détaillants du Comté de Bonaventure inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000

Le siège social de la corporation est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1167-68

L'Association des Épiciers Détaillants du Comté de Bonaventure inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léon Viens, Carleton, Lionel Bujold, Saint-Siméon, county of Bonaventure, and Edmond Loisel, Paspébiac, all three grocers, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic and social interests of retail grocers-butchers of the county of Bonaventure, under the name of "L'Association des Épiciers Détaillants du Comté de Bonaventure inc.".

The amount to which the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1167-68

L'Association Québécoise de judo et des disciplines associées inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

L'Association Québécoise de judo et des disciplines associées inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued

patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Couture, vendeur, boulevard Pie XII, Jean Leclerc, directeur de loisirs, 62, Cimon, tous deux d'Alma, Léonce Vaillancourt, contremaître, Hébertville-Station, et Jean-Yves Asselin, marchand, 138, Boivin, Mistassini, pour les objets suivants:

S'occuper dans la province de Québec, de l'étude, de la promotion, de la coordination et de l'enseignement du judo et des disciplines associées, sous le nom de « L'Association Québécoise de judo et des disciplines associées inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1539-68

patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Couture, vendeur, boulevard Pie XII, Jean Leclerc, directeur de loisirs, 62, Cimon, tous deux d'Alma, Léonce Vaillancourt, contremaître, Hébertville-Station, et Jean-Yves Asselin, marchand, 138, Boivin, Mistassini, pour les objets suivants:

S'occuper dans la province de Québec, de l'étude, de la promotion, de la coordination et de l'enseignement du judo et des disciplines associées, sous le nom de « L'Association Québécoise de judo et des disciplines associées inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1539-68

Auberge des Pins inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Claude Boilard, Yves Leclerc, tous deux courtiers en assurances, de Pont-Rouge, et Eugène Boilard, industriel, Sainte-Catherine, comté de Portneuf, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps, chalets et maisons de touristes, sous le nom de « Auberge des Pins inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Fossambault-sur-le-Lac, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1606-68

Auberge des Pins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Boilard, Yves Leclerc, both insurance brokers of Pont-Rouge, and Eugène Boilard, industrialist, Sainte-Catherine, county of Portneuf, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps, chalets and tourist homes, under the name of "Auberge des Pins inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Fossambault-sur-le-Lac, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1606-68

Les Auberges Espagnoles ltée
Spanish Inns Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en dtae du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Rafael Rubio, agent commercial, 3835, Wilson, Montréal, Gregorio Layos, restaurateur, 640, avenue de l'Épée, et Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowshi, avocat, 15, avenue Duverger, app. 2, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Auberges Espagnoles ltée — Spanish Inns Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1136-68

Les Auberges Espagnoles ltée
Spanish Inns Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rafael Rubio, commercial agent, 3835 Wilson, Montreal, Gregorio Layos, restaurant keeper, 640 de l'Épée Avenue, and Ludwik Kos-Rabcewicz-Zubkowski, advocate, 15 Duverger Avenue, Apt. 2, the latter tow of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Les Auberges Espagnoles ltée — Spanish Inns Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1136-68

Au Vrai Smoke Meat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Yvon Hubert, vendeur, Aline Malenfant, ménagère, épouse séparée

Au Vrai Smoke Meat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Hubert, salesman, Aline Malenfant, housewife, wife separate as to pro-

de biens dudit Yvon Hubert, tous deux de 89, Place du Paysan, et Jean-Louis Vallières, commis de bureau, 1066, Commerciale, tous trois de Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Au Vrai Smoke Meat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 89, Place du Paysan, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1352-68

Balmoral Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Alphonse Barbeau, 847, Dunlop, Outremont, Antoine Paré, 1115, Sherbrooke ouest, et John Archambault, 5724, Deom, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Balmoral Construction Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1507-68

Basics Little Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de papeterie, cartes de souhaits, articles de toilette, articles de bureau et divers objets de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Basics Little Shops Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1574-68

Becker & Son Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1968, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, C. Ralph Lipper, 4350, ouest, rue Sherbrooke, Westmount, et David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

perty of the said Yvon Hubert, both of 89 Place du Paysan, and Jean-Louis Vallières, office clerk, 1066 Commerciale, all three of Saint-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Au Vrai Smoke Meat inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 89 Place du Paysan, Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1352-68

Balmoral Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Barbeau, 847 Dunlop, Outremont, Antoine Paré, 1115 Sherbrooke West, and John Archambault, 5724 Deom, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Balmoral Construction Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1507-68

Basics Little Shops Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper products, greeting cards, toiletries, office supplies and sundries of every kind and description, under the name of "Basics Little Shops Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1574-68

Becker & Son Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, C. Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke Street West, Westmount, and David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de « Becker & Son Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6355, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 966-68

Bellefeuille tailleur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Louis Bellefeuille, tailleur, Marie-Paule Baron, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Bellefeuille, tous deux de 690, Les Abbés Primeau, Boucherville, et Robert Beauchanp, estimateur, 6125, 28e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Bellefeuille tailleur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, boulevard de Varennes, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1354-68

Beloin auto & camion service inc.
Beloin Auto & Truck Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Georges Beloin, Arthur Beloin, tous deux commerçants, et Léon Beloin, entrepreneur, tous trois d'East Hereford, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, moteurs, machines et leurs accessoires et parties, sous le nom de « Beloin auto & camion service inc.— Beloin Auto & Truck Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hereford, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1336-68

Claude Benoit ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Claude Benoit, 661, Jeannotte, Réjean Benoit, 663, Claude de Ramesay, tous deux de Marieville, et Roland Besner, Richelieu, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques, matériaux de construction, pièces et accessoires d'automobiles,

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Becker & Son Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 6355 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 966-68

Bellefeuille tailleur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Bellefeuille, tailor, Marie-Paule Baron, housewife, wife of said Jean-Louis Bellefeuille, both of 690 Les Abbés Primeau, Boucherville, and Robert Beauchamp, appraiser, 6125, 28th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors and to deal in clothing of all kinds, under the name of "Bellefeuille tailleur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 25 de Varennes Boulevard, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1354-68

Beloin auto & camion service inc.
Beloin Auto & Truck Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Beloin, Arthur Beloin, both traders, and Léon Beloin, contractor, all three of East Hereford, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, trucks, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Beloin auto & camion service inc.— Beloin Auto & Truck Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Hereford, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1336-68

Claude Benoit ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Benoit, 661 Jeannotte, Réjean Benoit, 663 Claude de Ramesay, both of Marieville, and Roland Besner, Richelieu, all three traders, for the following purposes:

To deal in all hardware articles, electric appliances, building material, automobile parts and accessories, sport articles and all other

articles de sport et généralement tous autres articles ou marchandises semblables, sous le nom de « Claude Benoit ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1446-68

similar merchandise, under the name of "Claude Benoit ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1446-68

John Bertozzi Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: John Bertozzi, constructeur, 1325, rue Brochu, Saint-Laurent, Gerard Massy, comptable, 11605, rue Tanguay, et et Mike D'Ambrosic, administrateur, 3440, rue Durocher, appartement No 1714, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « John Bertozzi Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1325, rue Brochu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1395-68

John Bertozzi Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Bertozzi, builder, 1325 Brochu Street, Saint-Laurent, Gerard Massy, accountant, 11605 Tanguay Street, and Mike D'Ambrosic, executive 3440 Durocher Street, Apartment No. 1714, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "John Bertozzi Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 1325 Brochu Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1395-68

Charles Omer Bérubé ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: André-P. Casgrain, rue de la Sapinière, Marcel Crevier, 255, rue St-Jean Baptiste, tous deux avocats, et Charles Omer Bérubé, homme d'affaires, 33, 9e rue est, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et chaussures de toutes sortes, sous le nom de « Charles Omer Bérubé ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 250 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 250 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 108, rue St-Germain ouest, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1341-68

Charles Omer Bérubé ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-P. Casgrain, de la Sapinière Street, Marcel Crevier, 255 St-Jean-Baptiste Street, both advocates, and Charles Omer Bérubé, businessman, 33, 9th Street East, all three of Rimouski, for the following purposes:

To deal in clothing and shoes of all kinds, under the name of "Charles Omer Bérubé ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of a nominal value of $100 each; 250 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and into 250 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 108 St-Germain Street West, Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1341-68

Blow-Up Photo Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Antonio Papalia, vendeur, Robert Papalia, courtier, tous deux 7347, Papineau, et Liboria Gentile, coupeur, 7405, Cartier, app. 1, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Blow-Up Photo Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Papalia, salesman, Robert Papalia, stockbroker, both of 7347 Papineau, and Liboria Gentile, cutter, 7405 Cartier, Apt. 1, all three of Montreal, for the following purposes:

Exploiter et gérer des discothèques, restaurants, bars, clubs de nuit, compagnies de disques et studios de photographies, sous le nom de « Blow-Up Photo Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1494-68

Boutique Bagatelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jack Margolis, manufacturier, 5508, Silverson, Côte Saint-Luc, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, et Nicole Scheib, secrétaire, épouse séparée de biens de David J. Scheib, 5481, Queen Mary, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements, articles vestimentaires et articles de sport de tous genres et de toutes descriptions, en faire le commerce sous le nom de « Boutique Bagatelle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1132-68

Boutique Chérie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Seymour Blumer, marchand, Roslyn Blumer, ménagère, épouse séparée de biens dudit Seymour Blumer, tous deux de 5051, avenue Glencairn, Montréal, et Frances Fothergill, vendeuse, célibataire, 1, place Longueuil, Longueuil, pour les objets suivants:

Confectionner des blouses et robes et tous autres articles vestimentaires pour dames, en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Chérie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Greenfield Park Shopping Centre, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1528-68

La Brasserie du Relais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, tous deux avocats, et Nicole Charron, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Charron, 5132, Rimbaud, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

To operate and manage discotheques, restaurants, bars, nightclubs, record companies and photographic studios, under the name of "Blow-Up Photo Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1494-68

Boutique Bagatelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jack Margolis, manufacturer, 5508 Silverson, Côte Saint-Luc, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, and Nicole Scheib, secretary, wife separate as to property of David J. Scheib, 5481 Queen Mary, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing and sporting apparel of every nature and description, under the name of "Boutique Bagatelle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1132-68

Boutique Chérie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour Blumer, merchant, Roslyn Blumer, housewife, wife separate as to property of the said Seymour Blumer, both of 5051 Glencairn Avenue, Montreal, and Frances Fothergill, saleslady, spinster, 1 Place Longueuil, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's dresses, blouses and all other women's apparel, under the name of "Boutique Chérie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Greenfield Park Shopping Centre, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1528-68

La Brasserie du Relais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Blvd., Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount-Royal, both advocates, and Nicole Charron, secetary, wife separate as to property of Guy Charron, 5132 Rimbaud, Saint-Léonard, for the following purposes:

Exploiter, administrer et louer des hôtels, motels, auberges, bars et tavernes, sous le nom de « La Brasserie du Relais inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège scial de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1332-68

Build-Fast Structures Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Laszlo Szemenyei, 5012, King Edward, Eugene Jurisic, 3555, chemin Côte des Neiges, et Joseph Di Clementi, 4300 Western, app. 630, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Build-Fast Structures Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, suite 750, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1416-68

Le Cachet Rouge inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, Georgette Lavoie, secrétaire, célibataire, 9340, rue Lajeunesse, tous deux de Montréal, et Phyllis Stern, secrétaire, épouse séparée de biens de Allan Yaphe, 2200, rue Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de nouveautés, sous le nom de « Le Cachet Rouge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 79, place Bourget, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1430-68

Camat Transportation Consultants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre-A. Boisseau, architecte et ingénieur des constructions navales, 820, place Val Royal, Brossard, Pierre Hébert, avocat, 188, Roy, Lemoyne et Lucille St-Denis, secrétaire, célibataire, 5617, De Carignan, Montréal, pour les objets suivants:

Accomplir tout travail se rapportant aux réseaux de transport, sous le nom de « Camat Transportation Consultants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions

To operate, manage and lease hotels, motels, inns, bars and taverns, under the name of "La Brasserie du Relais inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1332-68

Build-Fast Structures Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laszlo Szemenyei, 5012 King Edward, Eugene Jurisic, 3555 Côte des Neiges Road, and Joseph Di Clementi, 4300 Western, Apt. 630, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Build-Fast Structures Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Suite 750, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1416-68

Le Cachet Rouge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, both advocates, Georgette Lavoie, secretary, spinster, 9340 Lajeunesse Street, both of Montreal, and Phyllis Stern, secretary, wife separate as to property of Allan Yaphe, 2200 Gold Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as dry goods merchants, under the name of "Le Cachet Rouge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 79 Place Bourget, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1430-68

Camat Transportation Consultants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-A. Boisseau, naval architect and marine engineer, 820 Place Val Royal, Brossard, Pierre Hébert, lawyer, 188 Roy, Lemoyne, and Lucille St-Denis, secretary, spinster, 5617 De Carignan, Montreal, for the following purposes:

To perform all work involved in the application of transportation systems, under the name of "Camat Transportation Consultants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into

ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 974-68

Jacques Canetti inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Daniel Lazare, 4590, Michel-Bibaud, Montréal, Max M. Teitelbaum, 2365, Stevens, et Samuel Shriar, 2445, Valade, ces deux derniers de Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir et offrir des concerts, récitals et productions théâtrales et cinématiques, sous le nom de « Jacques Canetti inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2121, Tupper, Suite 609, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1264-68

Les Carrières du Golfe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: André Perrault Casgrain, rue de la Sapinière, Marcel Crevier, 211, rue St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 280, rue St-Laurent ouest, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de pierres et exploiter toutes sortes de carrières, sous le nom de « Les Carrières du Golfe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1110-68

Le Centre de Nettoyage de Repentigny inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean Gauthier, 1070, Des Laurentides, Gérard Lavoie, 1690, rue Trépanier, tous deux notaires, et Monique Provost, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Levesque, 166, Poitou, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Le Centre de Nettoyage de Repentigny inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1075-68

20,000 common shares of the par value of $1 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 974-68

Jacques Canetti inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Lazare, 4590 Michel-Bibaud, Montreal, Max M. Teitelbaum, 2365 Stevens, and Samuel Shriar, 2445 Valade, the latter two of Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To promote and present concerts, recitals and theatrical and cinematographic productions, under the name of "Jacques Canetti inc.", with a total capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2121 Tupper, Suite 609, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1264-68

Les Carrières du Golfe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Perrault Casgrain, de la Sapinière St., Marcel Crevier, 211 St-Jean-Baptiste St., both advocates, and Annette Blais, secretary, spinster of the full age of majority, 280 St-Laurent St. West, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as stone merchants, and to operate all kinds of quarries, under the name of "Les Carrières du Golfe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1110-68

Le Centre de Nettoyage de Repentigny inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Gauthier, 1070 Des Laurentides, Gérard Lavoie, 1690 Trépanier Street, both notaries, and Monique Provost, secretary, wife separate as to property of Maurice Levesque, 166 Poitou, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Le Centre de Nettoyage de Repentigny inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1075-68

Centre de réadaptation du Lac Édouard

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: David Beaulieu, médecin, 40, Montcalm, Jean-Jacques Pichette, ingénieur, 559, St-Maurice, et Jacques Baribeau, notaire, 8, Iberville, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Établir et opérer un centre pour la réadaptation de toute personne malade et particulièrement de celles qui souffrent de troubles para-psychiatriques avec caractères sociaux, sous le nom de « Centre de réadaptation du Lac Édouard ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Édouard, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1116-68

Centre de réadaptation du Lac Édouard

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: David Beaulieu, physician, 40 Montcalm, Jean-Jacques Pichette, engineer, 559 Saint-Maurice, and Jacques Baribeau, notary, 8 Iberville, all three of La Tuque, for the following purposes:

To set up and operate a centre for the rehabilitation of any sick person and, particularly, people who suffer from para-psychiatric disorders with social characteristics, under the name of "Centre de réadaptation du Lac Édouard".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and own, is of $10,000,000.

The head office of the corporation is at Lac Édouard, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1116-68

Centre Médico-Social des Monts

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Therrien, courtier d'assurances, Saint-Joachim-de-Tourelle, Gaston Henley, marchand, Maurice St-Pierre, directeur du personnel, Benoit Jean, directeur, Marc-Yvan Pelletier, gérant, Albert L'Italien, médecin, Marie-Georges Marin, homme d'affaires, tous six de Sainte-Anne-des-Monts, Gaétan Côté, homme d'affaires, et Lise Gagnon, sans occupation, fille majeure, ces deux derniers de Cap-Chat, pour les objets suivants:

Promouvoir la recherche, la prévention, le traitement et la réhabilitation des malades mentaux, sous le nom de « Centre Médico-Social des Monts ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 287-68

Centre Médico-Social des Monts

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roch Therrien, insurance broker, Saint-Joachim-de-Tourelle, Gaston Henley, merchant, Maurice St-Pierre, staff director, Benoit Jean, director, Marc-Yvan Pelletier, manager, Albert L'Italien, physician, Marie-Georges Marin, businessman, all six of Sainte-Anne-des-Monts, Gaétan Côté, businessman, and Lise Gagnon, no occupation, spinster of the full age of majority, the latter two of Cap-Chat, for the following purposes:

To promote research, prevention, treatment and rehabilitation of the mental by ill, under the name of "Centre Médico-Social des Monts".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $300,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 287-68

Napoléon Chabot & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Napoléon Chabot, Edgar Chabot et Robert Chabot, tous trois commerçants, de Sainte-Justine-de-Newton (Sainte-Justine-Station), pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Napoléon Chabot & fils inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Justine-de-Newton, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1503-68

Napoléon Chabot & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Napoléon Chabot, Edgar Chabot and Robert Chabot, all three traders, of Sainte-Justine-de-Newton (Sainte-Justine-Station), for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, builders and general building contractors, under the name of "Napoléon Chabot & fils inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Sainte-Justine-de-Newton, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1503-68

F. Charest ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1968, constituant en corporation: Fernand Charest, négociant en gros, Fernande Martel, ménagère, épouse dudit Fernand Charest, tous deux de 500, 18e rue, Saint-Georges-Ouest, et Robert Lessard, notaire, 422, 1re avenue, Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres de toutes sortes, sous le nom de « F. Charest ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chaune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges-Ouest, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1211-68

F. Charest ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1968, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Fernand Charest, wholesale dealer, Fernande Martel, housewife, wife of the said Fernand Charest, both of 500, 18th St., Saint-Georges-West, and Robert Lessard, notary, 422, 1st Ave., Saint-Georges-East, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, groceries, meat, fowl and supplies of all kinds, under the name of "F. Charest ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges-West, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1211-68

Roméo Charest ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Roméo Charest, marchand, Simone Fisette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roméo Charest, tous deux de 952, King ouest, et Pierre Charest, commis, 1012, King ouest, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des boulangeries, boucheries, épiceries, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Roméo Charest ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1383-68

Roméo Charest ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roméo Charest, merchant, Simone Fisette, housewife, wife separate as to property of the said Roméo Charest, both of 952 King west, and Pierre Charest, clerk, 1012 King west, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate bakeries, butcher shops, grocery stores, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Roméo Charest ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1383-68

Château Montlabert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: J.-Lambert Toupin, 227, Lockhart, Mont-Royal, Jean-L. Sansoucy, 1485, Bernard, Outremont, tous deux avocats, et Roger-L. Beaulieu, avocat et conseil en Loi de la reine, 3044, chemin St-Sulpice, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de fabricants de vins et négociants en vin, sous le nom de « Château Montlabert inc. », avec un capital divisé en 35,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1370-68

Château Montlabert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor-Governor of the Province, incorporating: J.-Lambert Toupin, 227 Lockhart, Mount Royal, Jean-L. Sansoucy, 1485 Bernard, Outremont, both advocates, and Roger-L. Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 3044 St-Sulpice Road, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wines, under the name of "Château Montlabert inc.", with a capital stock divided into 35,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1370-68

Chaussures Chez Pat ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1967,

Chaussures Chez Pat ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Patrice Blanchet, pompier, Marie-Paule Robert, vendeuse, épouse dudit Patrice Blanchet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2600, d'Orléans, et Eudore Blanchet, rentier, 5210, rue Berri, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Chaussures Chez Pat ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal' district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 3939-67

Robert Chenard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gabrielle Vallée, fille majeure, 798, de Longpré, Sainte-Foy, Henri Beaudry, 159, Principale, Saint-Romuald-d'Etchemin, et Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Robert Chenard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Philippe-de-Néri, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1544-68

Chez Melina (Montreal) Ltd.
Chez Melina (Montréal) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gerald W. Postelnik, 7355, Ostell Crescent, Braham L. Campbell, 4530, chemin Côte des Neiges, tous deux avocats, et Audrey Sutherland, secrétaire, veuve de feu John Sutherland, 1641, ouest, de Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner, importer et exporter des bas de dames, articles vestimentaires et tous accessoires connexes, sous le nom de « Chez Melina (Montreal) Ltd.— Chez Melina (Montréal) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1525-68

Cinevision Studios Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, cons-

incorporating: Patrice Blanchet, fireman, Marie-Paule Robert, saleslady, wife of said Patrice Blanchet, and duly authorized by him for these presents, both of 2600 d'Orléans, and Eudore Blanchet, annuitant, 5210 Berri street, all three of Montreal, for the following purposes:

Manufacture and deal in all kinds of shoes, leather articles and accessories, under the name of "Chaussures Chez Pat ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 3939-67

Robert Chenard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabrielle Vallée, spinster of the full age of majority, 798 de Longpré, St. Foy, Henri Beaudry, 159 Main St., Saint-Romuald-d'Etchemin, and Gaston Michaud, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Robert Chenard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Philippe-de-Néri, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1544-68

Chez Melina (Montreal) Ltd.
Chez Melina (Montréal) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald W. Postelnik, 7355 Ostell Crescent, Braham L. Campbell, 4530 Côte des Neiges Road, both advocates, and Audrey Sutherland, secretary, widow of the late John Sutherland, 1641 De Maisonneuve West, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import and export ladies' hosiery, ladies' apparel and all accessories thereto, under the name of "Chez Melina (Montreal) Ltd.—Chez Melina (Montréal) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1525-68

Cinevision Studios Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

tituant en corporation sans capital-actions: David Greenblatt, 1212 ouest, avenue des Pins, Melvin Hoppenheim, 5525, Trent, tous deux de Montréal, Gerald Josephson, 5748, Parkhaven, Côte Saint-Luc, tous trois administrateurs, et Joel Arnold Pinsky, avocat, 69, chemin Downshire, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire affaire comme producteurs de films et exploiter des studios de vues animées, sous le nom de « Cinevision Studios Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1567-68

porating: David Greenblatt, 1212 Pine Avenue West, Melvin Hoppenheim, 5525 Trent, both of Montreal, Gerald Josephson, 5748 Parkhaven, Côte Saint-Luc, all thre executives, and Joel Arnold Pinsky, advocate, 69 Downshire Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Cinevision Studios Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1567-68

Jules Clément & fils assurances inc.
Jules Clément & Sons Insurance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: J.-H.-Hector Simoneau, 460, Boischatel, André-P. Charpentier, 1071, Prospect, tous deux comptables agréés, et André Goulet, comptable, 762, Argyle, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Jules Clément & fils assurances inc. — Jules Clément & Sons Insurance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1477-68

Jules Clément & fils assurances inc.
Jules Clément & Sons Insurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-H.-Hector Simoneau, 460 Boischatel, André-P. Charpentier, 1071 Prospect, both chartered accountants, and André Goulet, accountant, 762 Argyle, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Jules Clément & fils assurances inc.— Jules Clément & Sons Insurance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1477-68

Club Ami-Sport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Rémi Lalonde, distributeur, 273, St-Pierre, Jean-Guy Gagnon, gérant, 161, Notre-Dame, Gaston Rioux, représentant, 59, D'Auteuil, J.-Claude Côté, ajusteur, 259, St-Jean-Baptiste, Gilles Côté, 39, rue de l'Évêché, Raymond Lavoie, 86, 2e rue, Wilson Janelle, 54, 2e rue, tous trois commis, Gilles-E. Côté, vendeur, 94, Ste-Marie, Sylvio St-Pierre, surintendant, 9, St-Louis, Philippe Cliche, courtier, 721, St-Germain est, et Roger Breton, commerçant, 315, St-Germain, tous onze de Rimouski, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club sportif et social, sous le nom de « Club Ami-Sport inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 504-68

Club Ami-Sport inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Rémi Lalonde, distributor, 273 St-Pierre, Jean-Guy Gagnon, manager, 161 Notre-Dame, Gaston Rioux, representative, 59 D'Auteuil, J.-Claude Côté, adjuster, 259 St-Jean-Baptiste, Gilles Côté, 39 de l'Évêché Street, Raymond Lavoie, 86, 2nd Street, Wilson Janelle, 54, 2nd Street, all three clerks, Gilles-E. Côté, salesman, 94 Ste-Marie, Sylvio St-Pierre, superintendent, 9 St-Louis, Philippe Cliche, broker, 721, St-Germain East, and Roger Breton, trader, 315 St-Germain, all eleven of Rimouski, for the following purposes:

To establish and operate a social and sports club, under the name of "Club Ami-Sport inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $200,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 504-68

Club Clé Theresien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Wurtele, avocat, 32, Blainville est, J.-Gaston Mongeau, comptable, 12, des Cèdres, tous deux de Sainte-Thérèse, et Michel Hétu, notaire, 10, Féré, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club Clé Theresien inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 49, rue St-Lambert, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1351-68

Club Clé Theresien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Wurtele, advocate, 32 Blainville East, J.-Gaston Mongeau, accountant, 12 des Cèdres, both of Sainte-Thérèse, and Michel Hétu, notary, 10 Féré, Saint-Eustache, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club Clé Theresien inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 49 St-Lambert Street, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1351-68

Club des 1000 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Beaudry, Clément Beaudoin, tous deux garagistes, Marcel Marcoux, Émilien Boulanger, Réal Bureau, Jean-Marc Lagueux, tous quatre professeurs, Bertrand Carrier, Bruno Dubord, Henri-Georges Veilleux, tous trois cultivateurs, Philippe Quirion, contremaître, Claude Labonté, technicien, Lorenzo Jacques, commerçant, Aurélien Lachance, constructeur, et Guy Poulin, épicier, tous quatorze de Saint-Évariste-de-Forsyth, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club social, sous le nom de « Club des 1000 inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Évariste-de-Forsyth, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 705-68

Club des 1000 inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Bertrand Beaudry, Clément Beaudoin, both garage keepers, Marcel Marcoux, Émilien Boulanger, Réal Bureau, Jean-Marc Lagueux, all four professors, Bertrand Carrier, Bruno Dubord, Henri-Georges Veilleux, all three farmers, Philippe Quirion, foreman, Claude Labonté, technician, Lorenzo Jacques, trader, Aurélien Lachance, constructor, and Guy Poulin, grocer, all fourteen of Saint-Évariste-de-Forsyth, for the following purposes:

To form and operate a social club, under the name of "Club des 1000 inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $300,000.

The head office of the corporation is at Saint-Évariste-de-Fosyth, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 705-68

Le Club social de la Loge 2161 Jonquière — Kénogami inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Fortin, 627, rue St-Bernard, Normand Casaubon, 653b, rue Pasteur, tous deux commis, et Clermont Fortin, technicien, 755, boulevard du Centenaire, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Le Club social de la Loge 2161 Jonquière-Kénogami inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 972-68

Le Club social de la Loge 2161 Jonquière — Kénogami inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gaston Fortin, 627 Saint-Bernard Street, Normand Casaubon, 653b Pasteur, both clerks, and Clermont Fortin, technician, 755 Centenary Boulevard, all three of Jonquière, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Le Club social de la Loge 2161 Jonquière-Kénogami inc.".

The amount to which the immovables which the corporation may acquire and own is limited, is of $10,000.

The head office of the corporation is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 972-68

Le Club social de Saint-Raphaël inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Martineau, Ronald Bolduc, tous deux gérants, Alphée Dutil, garagiste, Maurice Morency, contremaître général, Jean-Charles Labrecque, menuisier, Venance Lemieux, cultivateur, Paul Pigeon, entrepreneur en excavation, et Jacques Guillemette, couleur, tous huit de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Le Club social de Saint-Raphaël inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Raphaël, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1560-68

Le Club social de Saint-Raphaël inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Louis Martineau, Ronald Bolduc, both managers, Alphée Dutil, garage keeper, Maurice Morency, general foreman, Jean-Charles Labrecque, carpenter, Venance Lemieux, farmer, Paul Pigeon, excavation contractor, and Jacques Guillemette, caster, all eight of Saint-Raphaël, county of Bellechasse, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Le Club social de Saint-Raphaël inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Raphaël, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1560-68

Club social Thermo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Routhier, technicien, 3215, La Vérendrye, Tracy, Jules Turcotte, opérateur, 408, Bourassa, et Claude Grégoire, mécanicien, 423, Béatrice, ces deux derniers de Saint-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club social Thermo inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1362-68

Club social Thermo inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Joseph Routhier, technician, 3215 La Vérendrye, Tracy, Jules Turcotte, operator, 408 Bourassa, and Claude Grégoire, mechanic, 423 Béatrice, the latter two of Saint-Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To set up and manage a social club, under the name of "Club social Thermo inc.".

The amount to which the value of the immovables which the corporation may acquire and own is limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1362-68

Comptoirs Michel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Michel Décarie, étudiant, Simone Pépin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Décarie, tous deux de 5954, Sommerled, Montréal, et Lise Pépin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gilles Mercille, 216, De Champagne, Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseur sous toutes ses formes et exploiter des magasins, ateliers et boutiques, sous le nom de « Comptoirs Michel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, boulevard Charles Lemoyne, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1504-68

Comptoirs Michel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Décarie, student, Simone Pépin, housewife, wife contractually separate as to property of Roger Décarie, both of 5954 Somerled, Montreal, and Lise Pépin, housewife, wife contractually separate as to property of Gilles Mercille, 216 De Champagne, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as confectioners in all its forms, and to operate stores, shops and boutiques, under the name of "Comptoirs Michel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 100 Charles Lemoyne Blvd., Longueuil, judicial district of Montreal

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1504-68

Ned Conlon Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Ned Conlon, annonceur de radio, 2150, ouest, rue Sherbrooke, Ginette Leroux, secrétaire, célibataire, 2200, rue Des Carrières, app. 7, tous deux de Montréal, et Sarah E. Toledano, secrétaire, célibataire, 615, avenue Hudson, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'imprésario et représentant pour spectacles de théâtre, de film, de radio et de télévision, sous le nom de « Ned Conlon Enterprises Inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1524-68

La Corporation de l'Hôpital Saint-Charles Borromée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Scott, administrateur, Jean-Joseph Boily, enseignant, tous deux de 555, boulevard Gouin ouest, Montréal, et Élie Legresley, administrateur, 425, Blainville est, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, organiser, développer et administrer un hôpital pour malades chroniques et convalescents, sous le nom de « La Corporation de l'Hôpital Saint-Charles Borromée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000,000.

Le siège social de la corporation est 66, Dorchester est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 4753-67

Cortunon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marielle Perrault, secrétaire, fille majeure, 6440, Marie Victorin, Montréal-Nord, Gilles Boisvert, comptable agréé, 8100, Mirepoix, et André Fortin, notaire, 7047, Verdier, ces deux derniers de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits chimiques, sous le nom de « Cortunon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 119, Dufferin, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 481-68

Les Cosmétiques Rodriguez inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi tes compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Ned Conlon Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ned Conlon, radio announcer, 2150 Sherbrooke Street West, Ginette Leroux, secretary, spinster, 2200 des Carrières Street, Apt. 7, both of Montreal, and Sarah E. Toledano, secretary, spinster, 615 Hudson Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of theatrical, film, radio and television booking agents and representatives, under the name of "Ned Conlon Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1524-68

La Corporation de l'Hôpital Saint-Charles Borromée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Conrad Scott, administrator, Jean-Joseph Boily, teacher, both of 555 Gouin Boulevard West, Montreal, and Élie Legresley, administrator, 425 Blainville East, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To set up, maintain, organize, develop and manage a hospital for chronic patients and convalescents, under the name of "La Corporation de l'Hôpital Saint-Charles Borromée".

The amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may acquire and own, is $10,000,000.

The head office of the corporation is at 66 Dorchester East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 4753-67

Cortunon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marielle Perrault, secretary, spinster of the full age of majority, 6440 Marie Victorin, Montreal-North, Gilles Boisvert, chartered accountant 8100 Mirepoix, and André Fortin, notary, 7047 Verdier, the latter two of Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of chemical products, under the name of "Cortunon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 119 Dufferin, Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 481-68

Les Cosmétiques Rodriguez inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the

patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Bertrand Bernier, 1062, Michel-Moreau, Boucherville, Benoit Gonthier, 69, Pointe Langlois, Laval, tous deux avocats, et Doreen Foss, secrétaire, épouse judiciairement séparée de Émile Basick, 8174, Des Belges, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits de beauté de toutes sortes, sous le nom de « Les Cosmétiques Rodriguez inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1166-68

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bertrand Bernier, 1062 Michel-Moreau, Boucherville, Benoit Gonthier, 69 Pointe Langlois, Laval, both advocates, and Doreen Foss, secretary, wife legally separate of Émile Basick, 8174 Des Belges, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of beauty products, under the name of "Les Cosmétiques Rodriguez inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial distridt of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1166-68

D & M Sales Agency Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Abel Selick, 1595, chemin Norway, Mont Royal, Allan Marcus, 1212, Pine West, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, célibataire, d'âge majeur, 10437, D'Auteuil, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles, produits et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « D & M Sales Agency Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1518-68

D & M Sales Agency Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abel Selick, 1595 Norway Road, Mount Royal, Allan Marcus, 1212 Pine West, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, spinster of the full age of majority, 10437 D'Auteuil, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, products and merchandise of every kind and description, under the name of "D & M Sales Agency Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1518-68

Jean C. Dagneault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean-Charles Dagneault, courtier en assurance, Ginette Dagneault, ménagère, épouse dudit Jean-Charles Dagneault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 303, avenue des Pins, Maple Grove, et Charles-Adrien Marleau, courtier en assurance, 29, McLaren, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Jean C. Dagneault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maple Grove, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1064-68

Jean C. Dagneault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Charles Dagneault, insurance broker, Ginette Dagneault, housewife, wife of the said Jean-Charles Dagneault, and duly authorized by him for these presents, both of 303 des Pins Ave., Maple Grove, and Charles-Adrien Marleau, insurance broker, 29 McLaren, Salaberry-de-Valleyfiled, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Jean C. Dagneault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Maple Grove, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1064-68

D'Aoust et Montpetit auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Roger D'Aoust, comptable, Francine M. D'Aoust, infirmière licenciée, épouse dudit Roger D'Aoust, tous deux de 4021,

D'Aoust et Montpetit auto ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger D'Aoust, accountant, Francine M. D'Aoust, registered nurse, wife of said Roger D'Aoust, both of 4021 Forest street, Apt. 1,

rue Forest, app. 1, Montréal-Nord, Henri Montpetit, garagiste, et Fernande G. Montpetit, ménagère, épouse dudit Henri Montpetit, ces deux derniers de route rurale numéro 5, Lachute, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles de toutes sortes et exploiter des garages et stations de service, sous le nom de « D'Aoust et Montpetit auto ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 5, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1359-68

Delâge & Parent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Georges Taschereau, 1055, Mont St-Denis, Maurice Taschereau, 2170, Marillac, tous deux de Québec, et Charles-A. Roberge, 2847, St-Narcisse, Giffard, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Agir comme agents de recouvrement, sous le nom de « Delâge & Parent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 417, St-Vallier est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1248-68

Delly Burger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Guido Broccoli, restaurateur, Nicole Dagenais, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guido Broccoli et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 462, Paquin, LaSalle, et Michael Tatsis, restaurateur, 4873, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et faire le commerce de produits qui se rattachent à la boulangerie, à la laiterie, à la boucherie et à la charcuterie, sous le nom de « Delly Burger Inc. », avec un capital total de $4,000 divisé en 3,100 actions ordinaires de $1 chacune et en 900 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la corporation est 5462, Westminster, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1591-68

Delmar Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jack Lightstone, 4505, Maplewood, Montréal, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback, 5621, rue Palmer, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Montreal-North, Henri Montpetit, garage-keeper, and Fernande G. Montpetit, housewife, wife of said Henri Montpetit, the latter two of Rural route number 5, Lachute, for the following purposes:

To deal in all kinds of motor vehicles and operate garages and service stations, under the name of "D'Aoust at Montpetit auto ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Rural Route Number 5, Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1359-68

Delâge & Parent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Taschereau, 1055 Mont St-Denis, Maurice Taschereau, 2170 Marillac, both of Quebec, and Charles-A. Roberge, 2847 St-Narcisse, Giffard, all three notaries, for the following purposes:

To carry on business as collection agents, under the name of "Delâge & Parent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 417 St-Vallier East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1248-68

Delly Burger Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guido Broccoli, restaurateur, Nicole Dagenais, housewife, wife separate as to property of the said Guido Broccoli, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 462 Paquin, LaSalle, and Michael Tatsis, restaurateur, 4873 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs and to deal in merchandise relating to a bakery, dairy, butchery and delicatessen business, under the name of "Delly Burger Inc.", with a total capital stock of $4,000, divided into 3,100 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5462 Westminster, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1591-68

Delmar Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 4505 Maplewood, Montreal, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Marvin Riback, 5621 Palmer Street, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Delmar Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1397, rue Muir, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1490-68

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Delmar Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1397 Muir Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1490-68

Les Déménagements Tremblay Express ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Adrien Roy, industriel, Jeanne d'Arc Tremblay, femme d'affaires, épouse séparée de biens dudit Adrien Roy, tous deux de 314, Montfort, Jonquière, et Charles Tremblay, comptable agréé, 504, Chabanel, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Déménagements Tremblay Express ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 766, boulevard Centenaire, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1340-68

Les Déménagements Tremblay Express ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien Roy, industrialist, Jeanne d'Arc Tremblay, businesswoman, wife separate as to property of said Adrien Roy, both of 314 Montfort, Jonquière, and Charles Tremblay, chartered accountant, 504 Chabanel, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Les Déménagements Tremblay Express ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 766 Centenaire Boulevard, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1340-68

Deny's Drive-In Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Denis Latulippe, commerçant, 1540, Jacques, Françoise Proulx, acheteuse, fille majeure, 95, 5e Avenue, tous deux de Laval, et Denis Galarneau, gérant, 11415, Éthier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille et exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Deny's Drive-In Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1095-68

Deny's Drive-In Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Latulippe, trader, 1540, Jacques, Françoise Proulx, buyer, spinster of the full age of majority, 95, 5th Ave., both of Laval, and Denis Galarneau, manager, 11415, Éthier, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, and to operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Deny's Drive-In Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1095-68

Jean-Paul Desgagné (caboteur) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Desgagné, navigateur, Jeanne Tremblay, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Desgagné, et André Desgagné, étudiant, tous trois de Saint-Joseph-de-la-Rive, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation, sous le nom de « Jean-Paul Desgagné (caboteur) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Jean-Paul Desgagné (caboteur) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Desgagné, navigator, Jeanne Tremblay, housewife, wife of the said Jean-Paul Desjagné, and André Desgagné, student, all three of Saint-Joseph-de-la-Rive, for the following purposes:

To operate a shipping company, under the name of "Jean-Paul Desgagné (caboteur) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1321-68

Dial Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Fulford, 2236, Trepanier, Richard Fulford, 505, Gervais, tous deux de Laval, et Les Enberg, 4812, Nanterre, Pierrefonds, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement; manufacturer toutes sortes de matériaux de construction et de produits connexes et en faire le commerce, sous le nom de « Dial Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1529-68

Domaine du Parc Bonaventure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Sylvia Paradis, secrétaire, fille majeure, 10587, St-Hubert, Maurice Bastien, notaire, 118, Liège ouest, tous deux de Montréal, et Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine du Parc Bonaventure inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1462-68

Domaine Joseph Bastien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Joseph Bastien, homme d'affaires, 11, chemin de la Station, Saint-Sauveur, Pierre Bastien, agent, Saint-Adolphe-d'Howard, et André Bastien, vendeur, rue Laviolette, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine Joseph Bastien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1329-68

The head office of the company is at Quebec judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1321-68

Dial Distributors Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province, incorporating: Robert Fulford, 2236 Trepanier, Richard Fulford, 505 Gervais, both of Laval, and Les Enberg, 4812 Nanterre, Pierrefonds, all three executives, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, and to manufacture and deal in all kinds of construction materials and any articles associated therewith, under the name of "Dial Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1529-68

Domaine du Parc Bonaventure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvia Paradis, secretary, spinster of the full age of majority, 10587 St-Hubert, Maurice Bastien, notary, 118 Liège West, both of Montreal, and Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude 69, 5th Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine du Parc Bonaventure inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1462-68

Domaine Joseph Bastien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Bastien, businessman, 11 de la Station Road, Saint-Sauveur, Pierre Bastien, agent, Saint-Adolphe-d'Howard, and André Bastien, salesman, Laviolette St., Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine Joseph Bastien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1329-68

Dynamique électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Raoul Émond, entrepreneur général, 739, Colonel Jones, Sainte-Foy, Marcel Bolduc, voyageur, 645, 23e rue, André Bolduc, estimateur, 554, 6e rue, tous deux de Québec, et Armand Fradet, entrepreneur électricien, 261, Dubé, Duberger, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité et faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appreils et accessoires électriques ou électroniques, sous le nom de « Dynamique électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 645, 23e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1796-68

Dynamique électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raoul Émond, general contractor, 739 Colonel Jones, Sainte-Foy, Marcel Bolduc, traveller, 645, 23rd Street, André Bolduc, appraiser, 554, 6th Street, both of Quebec, and Armand Fradet, electrician-contractor, 261 Dubé, Duberger, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors and to deal in and repair all kinds of electrical or electronical appliances and accessories, under the name of "Dynamique électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 645, 23rd Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1796-68

École de Karate de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean Brunet, homme d'affaires, Jacqueline Gosselin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Brunet, tous deux de 7135, Dabancourt, Saint-Léonard, et Romulus Brunet, rentier, 9950, Christophe-Colomb, Montréal, pour les objets suivants:

Enseigner à toutes personnes l'art de se défendre et de contrôler ses réflexes par la méthode connue sous le nom de karate, sous le nom de « École de Karate de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 930, Jean-Talon ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1200-68

École de Karate de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Brunet, businessman, Jacqueline Gosselin, housewife, wife separate as to property of said Jean Brunet, both of 7135 Dabancourt, Saint-Léonard, and Romulus Brunet, annuitant, 9950 Christophe-Colomb, Montreal, for the following purposes:

To teach the art of self-defense and the controlling of reflexes by the method known under the name of karate to everyone, under the name of "École de Karate de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The heead office of the company is at 930 Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1200-68

Enseignes Nationales (1968) inc.
National Signs (1968) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation: Guy Letarte, 2753, Valcourt, Sainte-Foy, Jean-Claude Royer, 1135, Holland, Sillery, et Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'enseignes, lumineuses ou non, sous le nom de « Enseignes Nationales (1968) inc.— National Signs (1968) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 335, rue St-Vallier est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1293-68

Enseignes Nationales (1968) inc.
National Signs (1968) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Letarte, 2753 Valcourt, St. Foy, Jean-Claude Royer, 1135 Holland, Sillery, and Paule Gauthier, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette, Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of signs, luminous or otherwise, under the name of "Enseignes Nationales (1968) inc.— National Signs (1968) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 335 St-Vallier St. East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1293-68

Les Entreprises Des Écores inc.
Des Écores Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Louis-J. Dubuc, comptable, 7950, Des Écores, Miguel Gagnon, 10525, Iberville, et Georges Arcouette, 7466, Christophe-Colomb, ces deux derniers notaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Des Écores inc. — Des Écores Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7950, rue Des Écores, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1471-68

Les Entreprises Des Écores inc.
Des Écores Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-J. Dubuc, accountant, 7950 Des Écores, Miguel Gagnon, 10525 Iberville, and Georges Arcouette, 7466 Christophe-Colomb, the latter two notaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Des Écores inc. — Des Écores Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,600 common shares of $25 each.

The head office of the company is at 7950 Des Écores street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1471-68

Les Entreprises Hudon-Paquin inc.
The Enterprises Hudon-Paquin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1968, constituant en corporation: Yvon Paquin, fonctionnaire, Mariette Giroux, ménagère, épouse dudit Yvon Paquin, tous deux de Pointe-Gatineau, Jacques-A. Hudon, gérant, et Pierrette Paquin, ménagère, épouse dudit Jacques-A. Hudon, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Entreprises Hudon-Paquin inc. — The Enterprises Hudon-Paquin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Quyon, district judiciaire de Pontiac.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 952-68

Les Entreprises Hudon-Paquin inc.
The Enterprises Hudon-Paquin Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1968, have been issued by the Government Administrator, of the Province, incorporating: Yvon Paquin, civil servant, Mariette Giroux, housewife, wife of said Yvon Paquin, both of Pointe-Gatineau, Jacques-A. Hudon, manager, and Pierrette Paquin, housewife, wife of said Jacques-A. Hudon, the latter two of Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les Entreprises Hudon-Paquin inc. — The Enterprises Hudon-Paquin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Quyon, judicial district of Pontiac.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 952-68

Équipement Adamo ltée
Adamo Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1967, constituant en corporation: Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, C. Stephen Cheasley, 3440, rue Peel, app. 44, Montréal, et J.-Lambert Toupin, 227, Lockhart, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires de véhicules automobiles et de carburants, sous le nom de « Équipement Adamo ltée — Adamo Equipment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 5210-67

Équipement Adamo ltée
Adamo Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, C. Stephen Cheasley, 3440 Peel Street, Apt. 44, Montreal, and J.-Lambert Toupin, 227 Lockhart, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in motor vehicle acessories, and fuels under the name of "Équipement Adamo ltée — Adamo Equipment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 5210-67

Escourt auto service ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Bossé, administrateur, Gérard Hudon, Fernand Hudon, tous deux garagistes, tous trois de Saint-Pascal, et Louis-Marie Dionne, comptable, La Pocatière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules à moteur, ainsi que tous instruments aratoires, sous le nom de « Escourt auto service ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1461-68

Escourt auto service ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Bossé, administrator, Gérard Hudon, Fernand Hudon, both garage-keepers, all three of Saint-Pascal, and Louis-Marie Dionne, accountant, La Pocatière, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, trucks, tractors and other motor vehicles, as well as in farming implements, under the name of "Escourt auto service ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1461-68

Executive Automobile Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1967, constituant en corporation: Mel Martin, vendeur, 11345, Place Salk, Frederick Martin, gérant de production, 11558, Joseph-Boyer, tous deux de Montréal-Nord, et Alex Gordon MacAskill, vendeur, 1620, Tassé, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et machinerie, sous le nom de « Executive Automobile Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4401, rue Charleroi, Montréal-nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1292-68

Executive Automobile Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mel Martin, salesman, 11345 Place Salk, Frederick Martin, production manager, 11558 Joseph-Boyer, both of Montreal North, and Alex Gordon MacAskill, salesman, 1620 Tassé, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburettors, accessories, parts and machinery, under the name of "Executive Automobile Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4401 Charleroi Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1292-68

Expert Tailor Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Lawrence Diner, avocat, 4085, Harvard, Montréal, Louis-A. Simon, comptable agréé, 5627, Melling, Côte Saint-Luc, et Tommaso Renda, surveillant, 7147, Candiac, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Expert Tailor Shops Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1320-68

Expert Tailor Shops Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence Diner, advocate, 4085 Harvard, Montreal, Louis-A. Simon, chartered accountant, 5627 Melling, Côte Saint-Luc, and Tommaso Renda, supervisor, 7147 Candiac, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Expert Tailor Shops Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1320-68

Fab Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Robert Golfan, 3475, Durocher, Edward Aronoff, 4095, chemin Côte des Neiges, et Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes, et exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Fab Holdings Limited », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 499,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1491-68

Fab Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Golfman, 3475 Durocher, Edward Aronoff, 4095 Côte des Neiges Road, and Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds and to carry on the business of an investment company, under the name of "Fab Holdings Limited", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 499,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1491-68

Ferme Lambert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1968, constituant en corporation: Maurice Lambert, cultivateur, Liliane G. Lambert, ménagère, épouse dudit Maurice Lambert, Céline Lambert, ménagère, fille majeure, tous trois de 780, Beauséjour, Pierre Lambert, cultivateur, 620, Village des Noël, tous quatre de Louiseville, et Marcel Julien, cultivateur, 180, Pied de la Côte, Maskinongé, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Ferme Lambert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1101-68

Ferme Lambert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Maurice Lambert, farmer, Liliane G. Lambert, housewife, wife of said Maurice Lambert, Céline Lambert, housewife, spinster of the full age of majority, all three of 780 Beauséjour, Pierre Lambert, farmer, 620 Village des Noël, all four of Louiseville, and Marcel Julien, farmer, 180 Pied de la Côte, Maskinongé, for the following purposes:

To deal in farming products of all kinds, under the name of "Ferme Lambert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1101-68

Fermes Dune inc.
Dune Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean Lussier, pomiculteur, Gisèle Parent, ménagère, épouse dudit Jean Lussier, tous deux de Huntingdon, Gilles Lussier, pomiculteur, et Monique Usereau, ménagère, épouse dudit Gilles Lussier, ces deux derniers d'Ormstown, pour les objets suivants:

L'achat, la vente, la production, l'importation et l'exportation de fruits et céréales, sous le nom de « Fermes Dune inc. — Dune Farms Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Anicet, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1296-68

Fermes Dune inc.
Dune Farms Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Lussier, apple-grower, Gisèle Parent, housewife, wife of said Jean Lussier, both of Huntingdon, Gilles Lussier, apple-grower, and Monique Usereau, housewife, wife of said Gilles Lussier, the latter two of Ormstown, for the following purposes:

To purchase, sell, produce, import and export fruits and cereals, under the name of "Fermes Dune inc. — Dune Farms Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Anicet, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1296-68

Fonds Global ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Domenico Madrigrano, 7471, De Normandville, Montréal, Raffaele Reda, 42, 16e avenue, tous deux contremaîtres, Antonio Porco, 237, Molière, Dominique A. Di Blasio, 86, Desrochers, tous deux constructeurs, tous trois de Laval, et Sabatino Fuoco, journalier, 7528, Cartier, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Fonds Global ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 12 actions ordinaires de $100 chacune et 2,488 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 4041, est, Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1393-68

Fonds Global ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Domenico Madrigrano, 7471 De Normandville, Montreal, Raffaele Reda, 42, 16th Avenue, both foremen, Antonio Porco, 237 Molière, Dominique A. Di Blasio, 86 Desrochers, both builders, all three of Laval, and Sabatino Fuoco, labourer, 7528 Cartier, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Fonds Global ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 12 common shares of $100 each and 2,488 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4041 Jean-Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1393-68

Fortin & Benoît inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gilles Benoît, vendeur de gaz, Donald Fortin, contremaître, tous deux de Siscoe, et André Fortin, comptable, 1171, 4e avenue, Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme grossiste et marchand général, sous le nom de « Fortin & Benoît inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18, chemin Sullivan, Jacola, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1358-68

Fortin & Benoît inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Benoît, gas salesman, Donald Fortin, foreman, both of Siscoe, and André Fortin, accountant, 1171, 4th Avenue, Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as wholesalers and general traders, under the name of "Fortin & Benoît inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 18 Sullivan Road, Jacola, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1358-68

Foyer de Coaticook inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-E. Bolduc, gérant général, 179, Bellevue, Bruno Guimond, gérant des ventes, 231, rue Orcutt, Marcel Denis, comptable, 428, St-Jean-Baptiste, Paul Fortin, électricien, 360, Major, et Armand Benoit, négociant, 228, St-Paul est, tous cinq de Coaticook, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer de Coaticook inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 666-68

Foyer de Coaticook inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre-E. Bolduc, general manager, 179 Bellevue, Bruno Guimond, sales manager, 231 Orcutt street, Marcel Denis, accountant, 428 Saint-Jean-Baptiste, Paul Fortin, electrician, 360 Major, and Armand Benoit, merchant, 228 Saint-Paul East, all five of Coaticook, for the following purposes:

To provide elderly couples and aged persons of both sexes with a home enabling them to live in security in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Foyer de Coaticook inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is of $2,000,000.

The head office of the corporation is at Coaticook, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 666-68

Le Foyer de Vallée, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Cliche, marchand, Valérien Cliche, Georges-Marie Turcotte, tous deux comptables, François Giguère, gérant, Jules-Aimé Jacques, garagiste, Jean-Marie Lessard, agent d'assurances, et Louis-Aimé Nadeau, vendeur, tous sept de Vallée-Jonction, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Le Foyer de Vallée, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Vallée-Jonction, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1382-68

Le Foyer de Vallée, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Camille Cliche, merchant, Valérien Cliche, Georges-Marie Turcotte, both accountants, François Giguère, manager, Jules-Aimé Jacques, garage-keeper, Jean-Marie Lessard, insurance agent, and Louis-Aimé Nadeau, salesman, all seven of Vallée-Jonction, for the following purposes:

To provide aged couples and elderly people of both sexes with a home allowing them to live within the security and atmosphere of a true family spirit, under the name of "Le Foyer de Vallée, inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is of $1,000,000.

The head office of the corporation is at Vallée-Jonction, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1382-68

Fusey Bar-B-Q inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Reginald Migneault, restaurateur, 70, Mère Gamelin, Fernand Dufour, garçon de table, 452, Rochefort, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et André Desaulniers, constable, 1, rue St-Maurice, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Fusey Bar-B-Q inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1564-68

Fusey Bar-B-Q inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Reginald Migneault, restaurant keeper, 70, Mère Gamelin, Fernand Dufour, waiter, 452, Rochefort, both of Cap-de-la-Madeleine, and André Desaulniers, constable, 1 St-Maurice Street, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Fusey Bar-B-Q inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1564-68

G. R. B. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Germain Angrignon, représentant, 6340, Hadley, Roger Boudreault, représentant, et Geneviève Gougeon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Boudreault, ces deux derniers de 2511, chemin Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de toutes sortes d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « G. R. B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1592-68

G. R. B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Angrignon, representative, 6340 Hadley, Roger Boudreault, representative, and Geneviève Gougeon, housewife, wife separate as to property of said Roger Boudreault, the latter two of 2511 Ste-Catherine Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in and lease all kinds of accessories for domestic or commercial purposes, under the name of "G. R. B. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1592-68

Gallec électrique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Gallec électrique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the

patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Eddy Gallagher, garagiste, 15, avenue Tremblay, Lévis, Jean-Louis Lecours, électricien, 21, rue Ste-Catherine, et Yves Nolin, comptable, 16, rue Bourassa, ces deux derniers de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appareils électriques, sous le nom de « Gallec électrique ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Route Président Kennedy, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1444-68

Garage St-Adolphe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Georges Allard, garagiste, Saint-Adolphe-d'Howard, André Duranleau, avocat, 2395, Bord du Lac, Dorval, et Rachel Bouchard, secrétaire, fille majeure, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage St-Adolphe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1080-68

Gaudet T.V. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Roger Parenteau, avocat, 1450, Fradet, Rosaire Perron, journalier, 508-A, Lindsay, et Françoise Béland, secrétaire, fille majeure, 1000, 104e Avenue, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, appareils électriques ménagers, toutes parties et accessoires de cesdits appareils et autres marchandises semblables, sous le nom de « Gaudet T.V. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $20 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 54-68

Gerelco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Eric L. Clark, 3856,

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eddy Gallagher, garageman, 15 Tremblay Avenue, Lévis, Jean-Louis Lecours, electrician, 21 Ste-Catherine St., and Yves Nolin, accountant, 16 Bourassa St., the latter two of Lauzon, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and repair all kinds of electrical appliances, under the name of "Gallec électrique ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is on the President Kennedy Highway, Lévis, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1444-68

Garage St-Adolphe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Allard, garage-keeper, Saint-Adolphe-d'Howard, André Duranleau, advocate, 2395 Bord du Lac, Dorval, and Rachel Bouchard, secretary, spinster of the full age of majority, Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage St-Adolphe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Adolphe-d'Howard, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1080-68

Gaudet T.V. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Parenteau, advocate, 1450 Fradet, Rosaire Perron, labourer, 508-A Lindsay, and Françoise Béland, secretary, spinster of the full age of majority, 1000, 104th Avenue, all three of Drummondville, for the following purposes:

To deal in and repair radio and television appliances, electrical accessories, home electrical appliances, all parts and accessories of these said appliances and other similar merchandise, under the name of "Gaudet T.V. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $20 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 54-68

Gerelco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eric L. Clark, 3856 Draper Ave., Suzan-

avenue Draper, Suzanne Bourdeau, fille majeure, Habitat 67, app. 1009, Robert Boyer, 4931, avenue Patricia, tous trois de Montréal, J. Fraser Martin, 691, rue Allion, LaSalle, et Bernard Faribault, 640, rue Dunlop, Outremont, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Gerelco inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 4,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 284-67

Girard publicité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marcel Belleville, avocat et conseil en Loi de la reine, Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, tous deux de 200, rue St-Jacques ouest, et Robert Benoît, avocat, 5325, rue Jean-Talon est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Girard publicité inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, Place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1406-68

Goudreault Chain Saw Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Michael M. Bone, comptable agréé, 46, Beaumont, Maurice Gilbert, dentiste, 34, Maisonneuve, et Lucien Dallaire, avocat, 498, St-Antoine, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de scies mécaniques et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Goudreault Chain Saw Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1368-68

Goulet, Marengo & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gaston Goulet, agent d'assurance, Gervaise Scalabrini, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Goulet, tous deux de 181, Chartier, et Michel Marengo, agent d'assurance, 269, Morris, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

ne Bourdeau, spinster of the full age of majority, Habitat 67, Apt. 1009, Robert Boyer, 4931 Patricia Ave., all three of Montreal, J. Fraser Martin, 691 Allion St., LaSalle, and Bernard Faribault, 640 Dunlop St., Outremont, all five lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gerelco inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 4,800 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 284-67

Girard publicité inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Belleville, advocate and Queen's Counsel, Monique Léonard, secretary, spinster of the full age of majority, both of 200 Saint-James Street West, and Robert Benoît, advocate, 5325 Jean-Talon East street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and counsellors, under the name of "Girard publicité inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 110 Place Crémazie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1406-68

Goudreault Chain Saw Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel M. Bone, chartered accountant, 46 Beaumont, Maurice Gilbert, dentist, 34 Maisonneuve, and Lucien Dallaire, advocate, 498 Saint-Antoine, all three of La Tuque, for the following purposes:

To manufacture and deal in chain-saws and their accessories and parts, under the name of "Goudreault Chain Saw Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1368-68

Goulet, Marengo & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Goulet, insurance agent, Gervaise Scalabrini, housewife, wife separate as to property of said Gaston Goulet, both of 181 Chartier, and Michel Marengo, insurance agent, 269 Morris, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Goulet, Marengo & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnieest à Sherbrooke district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1486-68

Gremont ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Émé Lacroix, 280, Appin, Mont-Royal, Raymond Pagé, 31, rue Sunset, Outremont, et Paul Mailloux, 3260, Monsabré, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Gremont ltée », avec un capital total de $51,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1405-68

Guilbault, Spénard et associés, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gérard Beaudry, avocat, 21, Nelson, Monique Bellemare, téléphoniste, fille majeure, 2121, Tupper, app. 409, et Aline Fiset, secrétaire, fille majeure, 956, Sherbrooke est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, graveurs, lithographes et éditeurs, sous le nom de « Guilbault, Spénard et associés, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1156-68

Harel & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gérard Harel, 240, Maurice L. Duplessis, Trois-Rivières, Gilles Harel, 58, rue de l'Armée, tous deux plombiers, et André Leroux, représentant, 341, rue Arcand, ces deux derniers de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, ventilation et climatisation de l'air, sous le nom de « Harel & frères inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1500-68

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Goulet, Marengo & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1486-68

Gremont ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émé Lacroix, 280 Appin, Mount Royal, Raymond Pagé, 21 Sunset Street, Outremont, and Paul Mailloux, 3260 Monsabré, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Gremont ltée", with a total capital stock of $51,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1405-68

Guilbault, Spénard et associés, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Beaudry, advocate, 21 Nelson, Monique Bellemare, telephone operator, spinster of the full age of majority, 2121 Tupper, Apt. 409, and Aline Fiset, secretary, spinster of the full age of majority, 956, Sherbrooke East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, engravers, lithographers and publishers, under the name of "Guilbault, Spénard et associés, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1156-68

Harel & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Harel, 240 Maurice-L. Duplessis, Trois-Rivières, Gilles Harel, 58 Army street, both plumbers, and André Leroux, representative, 341 Arcand street, the latter two of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating, ventilating and air-conditioning contractors, under the name of "Harel & frères inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1500-68

Hellenic Canadian Philatelic Society
Société des Philatélistes Canadiens Helléniques

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Aristides Syropoulos, courtier en assurances, Stamatios Calivocas, mécanicien, tous deux de 1431, Mackay, Nicholas Lagios, restaurateur, 710 ouest, Sainte-Catherine, et Demetrios Koritsidis, menuisier, 8355, Birnam, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager les collectionneurs de timbres-poste et promouvoir la philatélie, sous le nom de « Hellenic Canadian Philatelic Society — Société des Philatélistes Canadiens Helléniques ».

Le montant auquel se limite la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 668-68

Hellenic Canadian Philatelic Society
Société des Philatélistes Canadiens Helléniques

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Aristides Syropoulos, insurance broker, Stamatios Calivocas, mechanic, both of 1431 Mackay, Nicholas Lagios, restaurant owner, 710 St. Catherine West, and Demetrios Koritsidis, carpenter, 8355 Birnam, all four of Montreal, for the following purposes:

The promotion of the postage stamp and generally the development of the philatelic idea, under the name of "Hellenic Canadian Philatelic Society — Société des Philatélistes Canadiens Helléniques".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 668-68

Hôtel Motel Lucien Gagnon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1968, constituant en corporation: Joseph Coiteux, garagiste, 5235, Papineau, Madeleine Clermont, secrétaire, fille majeure, 568, Jarry est, tous deux Montréal, et Lucien Gagnon, hôtelier, Huberdeau, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Motel Lucien Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Huberdeau, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1085-68

Hôtel Motel Lucien Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Coiteux, garage-keeper, 5235 Papineau, Madeleine Clermont, secretary, spinster of the full age of majority, 568 Jarry East, both of Montreal, and Lucien Gagnon, innkeeper, Huberdeau, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Motel Lucien Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Huberdeau, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1085-68

Hum Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean Guilbeault, 4180, avenue Melrose, Jacques Clément, 3508, avenue Marcil, tous deux de Montréal, Pierre Verdon, 3354, Gouin est, Montréal-Nord, Jean-Pierre Bonin, 6201, boulevard Roi-René, Anjou, tous quatre avocats, et Doris Dufour, secrétaire, fille majeure, 4688, Mentana, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Hum Investments Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 37, Devonshire Road, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1260-68

Hum Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Guilbeault, 4180 Melrose Avenue, Jacques Clément, 3508 Marcil Avenue, both of Montreal, Pierre Verdon, 3354 Gouin East, Montreal-North, Jean-Pierre Bonin, 6201 Roi-René Boulevard, Anjou, all four advocates, and Doris Dufour, secretary, spinster of the full age of majority, 4688 Mentana, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Hum Investments Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 37 Devonshire Road, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1260-68

Les Immeubles La Gaude inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre Gaudreault, avocat, Pointe-au-Pic, Jean-Marc Lamoureux, courtier, Claude Lamoureux, homme d'affaires, tous deux de La Malbaie, et Paul-Henri Deschênes, charpentier-menuisier, Cap-à-l'Aigle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles La Gaude inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1387-68

Les Immeubles La Gaude inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Gaudreault, advocate, Pointe-au-Pic, Jean-Marc Lamoureux, broker, Claude Lamoureux, businessman, both of La Malbaie, and Paul-Henri Deschênes, carpenter-joiner, Cap-à-l'Aigle, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles La Gaude inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

24498 1387-68

Industries Manicoua ltée
Manicoua Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Bruno Tremblay, homme d'affaires, Ghislaine Morin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bruno Tremblay, tous deux de Long House, et Camille Richard, gérant, 5, de Bienville, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et exploiter une compagnie de transport, sous le nom de « Industries Manicoua ltée — Manicoua Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 328, rue Puyjalon, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1012-68

Industries Manicoua ltée
Manicoua Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Tremblay, businessman, Ghislaine Morin, housewife, wife contractually separate as to property of said Bruno Tremblay, both of Long House, and Camille Richard, manager, 5 de Bienville, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors and to operate a transport company, under the name of "Industries Manicoua ltée — Manicoua Industries Ltd." with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 328 Puyjalon Street, Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1012-68

Industries R. T. inc.
R. T. Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Yvon Théroux, restaurateur, Lise Martin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvon Théroux, tous deux de 4687, Notre-Dame est, et Armand Roy, machiniste, 4723, Adam, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes pièces de métal ou de plastique, sous le nom de « Industries R. T. inc.— R. T. Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une vlaeur nominale de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1428-68

Industries R. T. inc.
R. T. Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Théroux, restaurateur, Lise Martin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yvon Théroux, both of 4687 Notre-Dame East, and Armand Roy, machinist, 4723 Adam, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all metal or plastic parts, under the name of "Industries R. T. inc.— R. T. Industries Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1428-68

Inter-Ex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Michael E. Hickson, 330, Richelieu, Michel Lemieux, 368, 24e rue, tous deux avocats, de Québec, et Roger Bégin, comptable, 18, Louis Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Inter-Ex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1568-68

Inter-Ex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael E. Hickson, 330 Richelieu, Michel Lemieux, 368, 24th Street, both advocates, of Quebec, and Roger Bégin, accountant, 18 Louis-Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To manufacture and deal in construction material of all kinds, under the name of "Inter-Ex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1568-68

Island Tasteasers Inc.
Les Amuse-Gueules des Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 6240, Westbury, tous deux avocats, et John R. Howard, secrétaire, 1420, Towers, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, gérer et administrer des salles de rafraîchissement, de repas légers, de produits laitiers et restaurants, sous le nom de « Island Tasteasers Inc.— Les Amuse-Gueules des Iles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1404-68

Island Tasteasers Inc.
Les Amuse-Gueules des Iles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury, both advocates, and John R. Howard, secretary, 1420 Towers, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate, manage and conduct refreshment rooms, lunchrooms, dairy lunchrooms and restaurants, under the name of "Island Tasteasers Inc.— Les Amuse-Gueules des Iles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1404-68

J. M. Alloys & Steel Ltd.
Alliages & Acier J. M. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: John Murray, homme d'affaires, Pierrette Perrault, ménagère, épouse séparée de biens dudit John Murray, tous deux de 7392, rue De Belfroy, Anjou, et Gérard Bourbonnière, notaire, 9101, rue Airlie, LaSalle, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de métaux, en faire le commerce, sous le nom de « J. M. Alloys & Steel Ltd.— Alliages & Acier J. M. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7392, rue De Belfroy, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1489-68

J. M. Alloys & Steel Ltd.
Alliages & Acier J. M. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Murray, businessman, Pierrette Perrault, housewife, wife separate as to property of the said John Murray, both of 7392 De Belfroy Street, Anjou, and Gérard Bourbonnière, notary, 9101 Airlie Street, LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, under the name of "J. M. Alloys & Steel Ltd.— Alliages & Acier J. M. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of $10 each and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 7392 De Belfroy Street, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1489-68

Jacmond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783. De Marillac, Monique Bellemare, réceptionniste, fille majeure, 2121, Tupper, app. 409, et Jean-Claude Roger, étudiant en droit, 9846, Merritt, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, restaurant, cabaret, café et taverne, sous le nom de « Jacmond inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1445-68

Jacmond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, 7783 De Marillac, Monique Bellemare, receptionist, spinster of the full age of majority, 2121 Tupper, Apt. 409, and Jean-Claude Roger, law student, 9846 Merritt, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business operating hotels, restaurants, cabarets, cafés and taverns, under the name of "Jacmond inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1445-68

Jawsop Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars, 1968, constituant en corporation: Warren Soper, 1415, Scarboro, Mont Royal, Jean-Louis Beaudoin, 246, Léger, Laval, tous deux administrateurs, et Jean-M. Tardif, avocat, 360, avenue Hall, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Jawsop Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1333-68

Jawsop Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Warren Soper, 1415 Scarboro, Mount Royal, Jean-Louis Beaudoin, 246 Léger, Laval, both executives, and Jean-M. Tardif, advocate, 360 Hall Avenue, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Jawsop Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1333-68

La Jeune Chambre de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Rousseau, comptable agréé, 11979, Albert-Duquesne, J.-F.-André Prud'homme, secrétaire-trésorier, 11231, Éthier, tous deux de Montréal-Nord, et J.-N.-Pierre Gadbois, secrétaire général, 7670, Iberville, app. 101, Montréal, pour les objets suivants:

Agir dans l'intérêt et pour le bénéfice des jeunes gens du district de Montréal afin de les intéresser et de les préparer à diverses activités d'ordre social, national, philanthropique ou charitable, sous le nom de « La Jeune Chambre de Montréal. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1526-68

La Jeune Chambre de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Rousseau, chartered accountant, 11979 Albert-Duquesne, J.-F.-André Prud'homme, secretary-treasurer, 11231 Éthier, both of Montreal-North, and J.-N.-Pierre Gadbois, general secretary, 7670 Iberville, Apt. 101, Montreal, for the following purposes:

Act in the interest and for the benefit of young men in the district of Montreal, with a view to interest them in different social, national, philanthropic or charitable works, under the name of "La Jeune Chambre de Montréal".

The amount to which is limited the value of immovable property which the corporation may acquire and own is of $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1526-68

Kart Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Kart Equipment Co. Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued

patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Alexandre Biega, avocat et conseil en Loi de la reine, 105, chemin Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, et Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de machines, moteurs, engins, instruments, quincaillerie et spécialement d'équipement de construction et de matériel roulant, sous le nom de « Kart Equipment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1390-68

La Kasba inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Samuel S. Shriar, Maximilien Polak et Harvey M. Cooperstone, tous trois avocats, de 1010, Ste-Catherine ouest, suite 620, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et faire le commerce et l'importation de nouveautés et produits alimentaires, sous le nom de « La Kasba inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 460, Marquette, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1394-68

Kealin Studies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, 90, avenue Elgin, Pointe-Claire, Jack D. Dubney, administrateur, 4334, Harvard, et Claire Wilisky, secrétaire, célibataire, 3420, Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Préparer, fournir et procurer toutes et aucune des possibilités pour les études concernant le développement de projets industriels, commerciaux et résidentiels ou gouvernementaux et les questions s'y rapportant, sous le nom de « Kealin Studies Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1422-68

L. P. J. garage, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, advocate and Queen's Counsel, 105 Upper Bellevue Road, Westmount, Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, and Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of machinery, motors, engines, instruments, hardware and particularly construction equipment and rolling stock, under the name of "Kart Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1390-68

La Kasba inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel S. Shriar, Maximilien Polak and Harvey M. Cooperstone, all three advocates, of 1010 Sainte-Catherine West, Suite 620, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs and to deal in and import food products under the name of "La Kasba inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 460 Marquette, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1394-68

Kealin Studies Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David A. Schwartz, advocate, 90 Elgin Avenue, Pointe-Claire, Jack D. Dubney, executive, 4334 Harvard, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To prepare, furnish and provide any and all feasability studies and reports relating to industrial, commercial, residential or governmental development projects and matters connected therewith, under the name of "Kealin Studies Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1422-68

L. P. J. garage, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued

patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Léo Grégoire, garagiste, Louisette, Labbé, ménagère, épouse dudit Léo Grégoire, tous deux de 67, Duberger, Duberger, Jean-Paul Ruel, garagiste, et Cécile D. Ruel, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Ruel, ces deux derniers de 92, rang Ste-Geneviève, Bélair, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « L. P. J. garage, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 69, avenue Plante, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1542-68

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Grégoire, garage-keeper, Louisette Labbé, housewife, wife of said Léo Grégoire, both of 67 Duberger, Duberger, Jean-Paul Ruel, garage-keeper, and Cécile D. Ruel housewife, wife of said Jean-Paul Ruel, the latter two of 92 Sainte-Geneviève Range, Bélair, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles, motors machines and all their accessories and parts, under the name of "L. P. J. garage, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 69 Plante avenue, Vanier, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1542-68

Chas. A. Lacasse ltée
Chas. A. Lacasse Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, rue des Écores, Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, et Diane St-Hilaire, 6356, rue Iberville, toutes trois secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes catégories et sortes de marchandises articles et produits, sous le nom de « Chas. A. Lacasse ltée — Chas. A. Lacasse Ltd. », avec un capital total de $260,000, divisé en 100 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 9,900 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1755, rue Grenet, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1579-68

Chas. A. Lacasse ltée
Chas. A. Lacasse Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 Des Écores Street, Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, and Diane St-Hilaire, 6356 Iberville Street, all three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds and classes of goods, wares and merchandise, under the name of "Chas. A. Lacasse ltée — Chas. A. Lacasse Ltd.", with a capital stock of $260,000, divided into 100 class "A" shares of the par value of $1 each, 9,900 class "B" shares of the par value of $1 each and 25,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1755 Grenet Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1579-68

Lake Copper Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: André Valiquette, 3340, Beauséjour, J. V.-Bernard Boudrias, 1307, rue Brochu, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, Paul Grégoire, 3193, St-Charles, tous quatre avocats, de Saint-Laurent, et Danielle St-Cyr, secrétaire, célibataire, 9118, rue Foucher, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Lake Copper Ltd.» (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1110, ouest, rue Sherbrooke, Cantlie House, suite 406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1451-68

Lake Copper Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Valiquette, 3340 Beauséjour, J. V.-Bernard Boudrias, 1307 Brochu Street, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, Paul Grégoire, 3193 St-Charles, all four lawyers, of Saint-Laurent, and Danielle Saint-Cyr, secretary, spinster, 9118 Foucher Street, Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Lake Copper Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 1110 Sherbrooke Street West, Cantlie House, Suite 406, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1451-68

Lake Rinfret Mines Limited
Les Mines du Lac Rinfret limitée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: J. Maurice Cantin, 3854, chemin Ste-Foy, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, René W. Dionne, 1253, Fontenay, Sillery, tous deux avocats, et Gilles de Billy, avocat et conseil en Loi de la reine, 1090, Moncton, Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations, pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Lake Rinfret Mines Limited — Les Mines du Lac Rinfret limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, d'Youville, suite 430, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1345-68

Louis Langis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Louis Langis, assureur-vie, 194, rue Fortin, Laval, Pierre Sauvé, 155, Ashton, Saint-Laurent, et Paul Jolin, 346, rue Robin, Belœil, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Louis Langis inc. », avec un capital total de $55,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1433-68

La Lanterne Noire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Claude Audet, homme d'affaires, 1051, Bar LeDuc, Patrick (Pat) Hallissey, agent d'assurances, 3473, Place Trianon, et Maurice Poitras, dessinateur-graphiste, 3199, Marsolet, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « La Lanterne Noire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1638-68

Marcel Lapointe, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marcel Lapointe, électricien, 45, avenue des Bouleaux est, Eugène

Lake Rinfret Mines Limited
Les Mines du Lac Rinfret limitée

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J. Maurice Cantin, 3854 Ste. Foy Road, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, René W. Dionne, 1235 Fontenay, Sillery, both advocates, and Gilles de Billy, advocate and Queen's Counsel, 1090 Moncton, Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Lake Rinfret Mines Limited — Les Mines du Lac Rinfret limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 100 d'Youville, Room 430, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1345-68

Louis Langis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Langis, life insurer, 194 Fortin street, Laval, Pierre Sauvé, 155 Ashton, Saint-Laurent, and Paul Jolin, 346 Rodin street, Belœil, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Louis Langis inc.", with a total capital stock of $55,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1433-68

La Lanterne Noire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Audet, businessman, 1051 Bar LeDuc, Patrick (Pat) Hallissey, insurance agent, 3473 Place Trianon, and Maurice Poitras, designer-layout man, 3199 Marsolet, all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "La Lanterne Noire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1638-68

Marcel Lapointe, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lapointe, electrician, 45 des Bouleaux Ave. East, Eugène Fortin, techni-

Fortin, technicien, 250, Fraser, tous deux de Québec, et Paul Chartrain, avocat, 1550, Mgr Taché, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens et faire le commerce et la réparation d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Marcel Lapointe, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5362, des Écureuils, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1543-68

Lavalco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Aloys Sybertz, Mike Skrinjaric et Sigfried Ohm, tous trois commerçants, de 765, rue Lavallée, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction et faire le commerce d'articles fabriqués totalement ou en partie de bois et/ou de métal, sous le nom de « Lavalco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8834, Pascal Gagnon, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 750-68

Pierre Le Blanc musique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre Le Blanc, commerçant, Yvette Lamarche, ménagère, épouse dudit Pierre Le Blanc, tous deux de 1220, Mont-Royal est, Montréal, et Pierre Routhier, comptable agréé, 659, rue Verschelden, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et faire le commerce et la réparation d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, enregistrement de musique et autres marchandises semblables, sous le nom de « Pierre Le Blanc musique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de a province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1506-68

Levitt's Strictly Kosher Restaurants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Esther Levitt, gérante, célibataire, Nathan Levitt, tous deux de 4607, Kent, Louis Levitt, 2067, Goyer, tous trois de Montréal, et David Warren, 329, 36e Avenue, Canton, Ohio, des États-Unis d'Amérique, ces trois derniers marchands de produits alimentaires, pour les objets suivants:

cian, 250 Fraser, both of Quebec, and Paul Chartrain, advocate, 1550 Msgr. Taché, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors, and to deal in and repair electrical appliances, and accessories under the name of "Marcel Lapointe, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 5362 des Écureuils, Orsainville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1543-68

Lavalco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aloys Sybertz, Mike Skrinjaric and Sigfried Ohm, all three traders, of 765 Lavallée St., Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, and to deal in articles made wholly or partially of wood and/or metal, under the name of "Lavalco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 8834 Pascal Gagnon, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 750-68

Pierre Le Blanc musique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Le Blanc, trader, Yvette Lamarche, housewife, wife of the said Pierre Le Blanc, both of 1220 Mount-Royal East, Montreal, and Pierre Routhier, chartered accountant, 659 Verschelden St., Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, book-binders, and to deal in and repair radios, televisions, electrical appliances, music recorders and other similar merchandise, under the name of "Pierre Le Blanc musique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1506-68

Levitt's Strictly Kosher Restaurants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Esther Levitt, manager, spinster, Nathan Levitt, both of 4607 Kent, Louis Levitt, 2067 Goyer, all three of Montreal, and David Warren, 329, 36th Avenue, Canton, Ohio, of the United States of America, the latter three food merchants, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Levitt's Strictly Kosher Restaurants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4420, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1332-68

Librairie Cosmos limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Bernard Benoit, 2108, Fullum, Montréal, John Hykawy, 2218, Papineau, Jacques-Cartier, tous deux avocats, et Yves Lussier, comptable agréé, 279, Berkley, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exploiter une librairie, sous le nom de « Librairie Cosmos limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1238-68

Lionel Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Robert Golfman, 3475, Durocher, Edward Aronoff, 4095, Côte des Neiges, et Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles, produits de toutes sortes, en faire le commerce, et exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Lionel Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1493-68

M. L. transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Maurice Larivière, entrepreneur, Rita Larivière, ménagère, épouse dudit Maurice Larivière, tous deux de 1140, De Lorimier, et Louisette Normand, ménagère, épouse de Jacques Normand, 626, Marquette, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et faire le transport de matériaux de construction, sous le nom de « M. L. transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Levitt's Strictly Kosher Restaurants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 4420 St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1332-68

Librairie Cosmos limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Bernard Benoit, 2108 Fullum, Montreal, John Hykawy, 2218 Papineau, Jacques-Cartier, both advocates, and Yves Lussier, chartered accountant, 279 Berkley, Saint-Lambert, for the following purposes:

To operate a bookshop, under the name of "Librairie Cosmos limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1238-68

Lionel Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Golfman, 3475 Durocher, Edward Aronoff, 4095 Côte des Neiges, and Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, merchandise of all kinds and to carry on the business of an investment company, under the name of "Lionel Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1493-68

M. L. transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Larivière, contractor, Rita Larivière, housewife, wife of said Maurice Larivière, both of 1140 De Lorimier, and Louisette Normand, housewife, wife of Jacques Normand, 626 Marquette, all three of Longueuil, for the following purposes:

To operate a trucking business and the transportation of building materials, under the name of "M. L. transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 8720, Place Laurentides, Charlesboug, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1225-68

La Maison de Caroline inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Mercier, restaurateur, 3450, chemin St-Louis, Québec, Marcel Gelly, commerçant, 1248, Bishop, et Manuel Nuno-Valverde, professeur, 791, Place Philippe, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et discothèques, sous le nom de « La Maison de Caroline inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Petit Champlain, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1447-68

La Maison Tomasso Spaghetti et Vins inc. Tomasso Spaghetti and Wine House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Richard Gareau, avocat, 2225, Benjamin-Sulte, Madeleine Tessier-Lavigne, secrétaire, célibataire, 1616, rue St-Hubert, et Liette M. Parent, secrétaire, épouse séparée de biens de J.-J. Parent, 2449, avenue Benny, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « La Maison Tomasso Spaghetti et Vins inc.— Tomasso Spaghetti and Wine House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5249, rue de la Savanne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1464-68

Albert Masson ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marcel Belleville, avocat et conseil en Loi de la reine, Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, tous deux de 200, rue St-Jacques ouest, et Jean-Paul St-Louis, avocat, 215, rue St-Jacques ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous sacs et contenants destinés à l'emballage des aliments et des autres produits, sous le nom de « Albert Masson ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

The head office of the company is at 8720 Place Laurentides, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1225-68

La Maison de Caroline inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Mercier, restaurateur, 3450 St-Louis Road, Quebec, Marcel Gelly, trader, 1248 Bishop, and Manuel Nuno-Valverde, professor, 791 Place Philippe, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To operate hotels, taverns inns, restaurants and discothèques, under the name of "La Maison de Caroline inc.", with a capital stock divided into 100 common shares of no nominal value and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is on Petit Champlain St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1447-68

La Maison Tomasso Spaghetti et Vins inc. Tomasso Spaghetti and Wine House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Gareau, advocate, 2255 Benjamin-Sulte, Madeleine Tessier-Lavigne, secretary, spinster, 1616 St. Hubert Street, and Liette M. Parent, secretary, wife separate as to property of J.-J. Parent, 2449 Benny Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Maison Tomasso Spaghetti et Vins inc.— Tomasso Spaghetti and Wine House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 5249 de la Savanne Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1464-68

Albert Masson ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Belleville, advocate and Queen's Counsel, Monique Léonard, secretary, spinster of the full age of majority, both of 200 St. James St. West, and Jean-Paul St-Louis, advocate, 215 St. James St. West, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all bags and containers used in packing food and other products, under the name of "Albert Masson ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 8471, boulevard Haut Anjou, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1357-68

The head office of the company is at 8471 Haut Anjou Blvd., Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1357-68

Mallard Maintenance Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Dov Kravetz, 4969, Isabella, Joseph J. Oliver, 4801, Grand Boulevard, et Jacob H. Woloshen, 1452, Mackay, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'entretien et de réparations, sous le nom de « Mallard Maintenance Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la corporation est 8382, Place Montrichard, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1588-68

Mallard Maintenance Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dov Kravetz, 4969 Isabella, Joseph J. Oliver, 4801 Grand Boulevard, and Jacob H. Woloshen, 1452 Mackay, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a maintenance and repair business, under the name of "Mallard Maintenance Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 350 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 8382 Place Montrichard, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1588-68

Marché M. Girard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Raymond Picard, notaire, Denise Duguay, et Juliette Tellier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 204, Notre-Dame ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché M. Girard limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 3878-67

Marché M. Girard limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Picard, notary, Denise Duguay, and Juliette Tellier, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of 204 Notre-Dame west, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché M. Girard limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 3878-67

Marché R. Mayrand (Montréal-Nord) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Robert Mayrand, commerçant, 12127, rue Ontario est, Pointe-aux-Trembles, Armand Séguin, vendeur, 10855, rue Cobourg, Montréal-Nord, et Arthur Mayrand, rentier, 127, Terrasse Pelletier, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Exploiter des marchés d'alimentation, sous le nom de « Marché R. Mayrand (Montréal-Nord) ltée », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,560 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3380, rue Monselet, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1520-68

Marché R. Mayrand (Montréal-Nord) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Mayrand, tradesman, 12127 Ontario Street East, Pointe-aux-Trembles, Armand Séguin, salesman, 10855 Cobourg Street, Montreal-North, and Arthur Mayrand, annuitant, 127 Terrasse Pelletier, Lavaltrie, for the following purposes:

To operate food markets, under the name of "Marché R. Mayrand (Montréal-Nord) ltée", with a capital stock divided into 200 common shares with no nominal value and 1,560 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 3380 Monselet Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1520-68

Les Marchés Godbout inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gilles Godbout, 1495, Leblanc, Bernard Laroche, 3235, Lévesque, tous deux épiciers, et Pierre Grenier, gérant,175, boulevard Je Me Souviens, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Les Marchés Godbout inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1515, boulevard Leblanc, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1367-68

Les Marchés Godbout inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Godbout, 1495 Leblanc, Bernard Laroche, 3235 Lévesque, both grocers, and Pierre Grenier, manager, 175 Je Me Souviens Blvd., all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Les Marchés Godbout inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 1515 Leblanc Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1367-68

Martel & Héroux Auto Body Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Roger Martel, débosseleur, Gisèle Nault, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Martel, tous deux de 7259, rue Shelley, Saint-Michel, Onil Héroux, débosseleur, et Yolande Dumont, ménagère, épouse séparée de biens dudit Onil Héroux, ces deux derniers de 7418, Baldwin, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires de parties, sous le nom de « Martel & Héroux Auto Body Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1326-68

Martel & Héroux Auto Body Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Martel, auto body repairman, Gisèle Nault, housewife, wife common as to property of the said Roger Martel, both of 7259 Shelley St., Saint-Michel, Onil Héroux, auto body repairman, and Yolande Dumont, housewife, wife separate as to property of the said Onil Héroux, the latter two of 7418 Baldwin, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Martel & Héroux Auto Body Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1326-68

Martin & Godin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Lucien Martin, Simon Godin, tous deux commerçants, et Émile Godin, opérateur de machine, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de mercerie, salon de coiffure, station de service et garage, sous le nom de « Martin & Godin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1535-68

Martin & Godin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Martin, Simon Godin, both traders, and Émile Godin, machine operator, all three of Amos, for the following purposes:

To operate a haberdashery, beauty salon, service station and garage business, under the name of "Martin & Godin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1535-68

Marton's Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, consti-

Marton's Stores Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

tuant en corporation sans capital-actions: Louis Marton, négociant, Sadie (Sylvia) Chirnomas, ménagère, épouse dudit Louis Marton, tous deux de Huntingdon, et Mary Marton, ménagère, épouse de Seymour Singer, 1164, Emerson Crescent, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme grands magasins de vêtements, sous le nom de « Marton's Stores Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la corporation est à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 5093-67

Matane courrier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: François Vinet, administrateur, Ghislaine Gagnon, ménagère, épouse dudit François Vinet, tous deux de 160, avenue Fraser, et Maurice Caron, pilote aérien, 873, avenue St-Jérôme, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Exploiter des aéroports et des lignes aériennes pour le transport des passagers, de la poste ou de colis et faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, sous le nom de « Matane courrier inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1366-68

Menuiserie Syrica ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Albert Jolette, menuisier, Lorrainville, Roger Vincent, avocat, et Jeanne Vincent, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Ville-Marie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme menuisiers et faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de bois, sous le nom de « Menuiserie Syrica ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lorrainville, district judiciaire de Témiscamingue.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1348-68

Metro Answering Service (1968) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Joel Arnold Pinsky, 69, chemin Downshire, Hampstead, Harold Dizgun, 1000, avenue Pratt, Outremont, tous deux avocats, et Isobel Nicholson, secrétaire, célibataire, d'âge majeure, 3661, rue Ste-Famille, Montréal, pour les objets suivants:

rating: Louis Marton, merchant, Sadie (Sylvia) Chirnomas, housewife, wife of the said Louis Marton, both of Huntingdon, and Mary Marton, housewife, wife of Seymour Singer, 1164 Emerson Crescent, Laval, for the following purposes:

To carry on business of clothing department stores, under the name of "Marton's Stores Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 5093-67

Matane courrier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Vinet, administrator, Ghislaine Gagnon, housewife, wife of said François Vinet, both of 160 Fraser Avenue, and Maurice Caron, air pilot, 873 St-Jérôme avenue, all three of Matane, for the following purposes:

To operate airports and airlines for the transportation of passengers, mail or parcels and to deal in aircraft of all kinds, under the name of "Matane courrier inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1366-68

Menuiserie Syrica ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Jolette, joiner, Lorrainville, Roger Vincent, advocate, and Jeanne Vincent, secretary, spinster of the full age of majority, the two latter of Ville-Marie, for the following purposes:

To carry on business as joiners, and to deal in all kinds of articles and merchandise made wholly or partially of wood, under the name of "Menuiserie Syrica ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Lorrainville, judicial district of Temiscamingue.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1348-68

Metro Answering Service (1968) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joel Arnold Pinsky, 69 Downshire Road, Hampstead, Harold Dizgun, 1000 Pratt Avenue, Outremont, both advocates, and Isobel Nicholson, secretary, spinster of the full age of majority, 3661 St. Famille Street, Montreal, for the following purposes:

Entreprendre le commerce d'un service d'appels téléphoniques, sous le nom de « Metro Answering Service (1968) Inc. », avec un capital total de $100 divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue University, suite 1516, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1426-68

Metropolitan Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Alexander Biega, avocat et conseil en Loi de la reine, 105, chemin Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont Royal, et Pierre Lacaille, 1230, McGregor, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « Metropolitan Securities Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 486, avenue Portland, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 451-68

Meunerie St-Guillaume inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Roger L'Heureux, commerçant, Pierre L'Heureux, journalier, tous deux de 124, avenue Des Merisiers, Drummondville, et Charles Doucet, homme d'affaires, 1775, Fradet, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits agricoles et alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Meunerie St-Guillaume inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Guillaume, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1484-68

Miss Chinatown (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Ley Tong Tom, restaurateur, Lan Ying Ng, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ley Tong Tom, Kwong Young Tom, restaurateur, tous trois de 714, Querbes, Outremont, et Seymour Luterman, avocat, 7920 Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Miss Chinatown (Montreal) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

To engage in the business of a telephone answering service, under the name of "Metro Answering Service (1968) Inc.", with a total capital stock of $100 divided into 100 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 1516, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1426-68

Metropolitan Securities Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, lawyer and Queen's Counsel, 105 Upper Bellevue Road, Westmount, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, and Pierre Lacaille, 1230 McGregor, Montreal, the latter two lawyers, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Metropolitan Securities Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 486 Portland Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 451-68

Meunerie St-Guillaume inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger L'Heureux, trader, Pierre L'Heureux, labourer, both of 124 Des Merisiers Avenue, Drummondville, and Charles Doucet, businessman, 1775 Fradet, Drummondville-South, for the following purposes:

To carry on business dealing in farm and food products of all kinds, under the name of "Meunerie St-Guillaume inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Guillaume, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1484-68

Miss Chinatown (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ley Tong Tom, restaurateur, Lan Ying Ng, housewife, wife separate as to property of the said Ley Tong Tom, Kwong Young Tom, restaurateur, all three of 714 Querbes, Outremont, and Seymour Luterman, advocate, 7920 Côte St. Luc, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Miss Chinatown (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1374-67

Moderno Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bijoutiers, sous le nom de « Moderno Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 8,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1427-68

Monette et Frères transport inc.
Monette Brothers Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Léopold Monette, transporteur-routier, Rollande Parent, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léopold Monette, tous deux de 11010, Tanguay, et Denise Monette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Hubert Racine, 11801, Poincaré, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Monette et Frères transport inc. — Monette Brothers Cartage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 420-68

Monnoir Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Joseph-Stalislas-Bernard Gélinas, entrepreneur en construction, Marie-Andrée-Alice Authier, ménagère, épouse commune en biens dudit Joseph-Stalislas-Bernard Gélinas, tous deux de Sainte-Angèle-de-Monnoir, et Joseph-Goerges-Gilles Larose, technicien-arpenteur, 52, Bussières, Verchères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Monnoir Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1374-68

Moderno Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Moderno Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares having a par value of $1 each, 1,000 preferred shares class "A" having a par value of $10 each and 8,000 preferred shares class "B" having a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1427-68

Monette et Frères transport nc.
Monette Brothers Cartage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léopold Monette, long distance mover, Rollande Parent, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léopold Monette, both of 11010 Tanguay, and Denise Monette, housewife, wife contractually separate as to property of Hubert Racine, 11801 Poincaré, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Monette et Frères transport inc.— Monette Brothers Cartage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 420-68

Monnoir Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-Stanislas-Bernard Gélinas, building contractor, Marie-Andrée-Alice Authier, housewife, wife common as to property of said Joseph-Stanislas-Bernard Gélinas, both of Sainte-Angèle-de-Monnoir, and Joseph-Georges-Gilles Larose, technician-land-surveyor, 52 Bussières, Verchères, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Monnoir Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Angèle-de-Monnoir, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 5309-67

Montreal Crispy Pizza Ltd.
La Pizza croustillante de Montréal ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Claude Maynard, marchand, 11727, Laurier, Montréal-Nord, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, et Nicole Scheib, secrétaire, épouse séparée de biens de David J. Scheib, 5481, Queen Mary, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Montreal Crispy Pizza Ltd. — La Pizza croustillante de Montréal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1298-68

Montreal Lightning Rods Inc.
Paratonnerres Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jacques Pelletier, 9052, 9e avenue, Saint-Michel, Léopold Pelletier, 3490, Messier, tous deux gérants, et Camille Noiseux, surintendant, 2190, des Carrières, app. 7, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'installation et le commerce de paratonnerres, sous le nom de « Montreal Lightning Rods Inc. — Paratonnerres Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4045, rue Parthenais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1369-68

Georges Niels (Québec) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jules Dupré, 160, Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, Guy Dupré, 4580, Lavoie, Montréal, tous trois avocats, Louise Bédard, secrétaire, fille majeure, 8090, Dalkeith, Anjou, et Hélène Séguin, téléphoniste, fille majeure, 10187, Garnier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Georges Niels (Québec) inc. », avec

The head office of the company is at Sainte-Angèle-de-Monnoir, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 5309-67

Montreal Crispy Pizza Ltd.
La Pizza croustillante de Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Maynard, merchant, 11727 Laurier, Montreal North, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, and Nicole Scheib, secretary, wife separate as to property of David J. Scheib, 5481 Queen Mary, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products of all kinds, under the name of "Montreal Crispy Pizza Ltd. — La Pizza croustillante de Montréal ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1298-68

Montreal Lightning Rods Inc.
Paratonnerres Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Pelletier, 9052, 9th Avenue, Saint-Michel, Léopold Pelletier, 3490 Messier, both managers, and Camille Noiseux, superintendent, 2190 des Carrières, Apt. 7, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To set up and deal in lightning rods, under the name of "Montreal Lightning Rods Inc. — Paratonnerres Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4045 Parthenais street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1369-68

Georges Niels (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, Guy Dupré, 4580 Lavoie, Montreal, all three advocates, Louise Bédard, secretary, spinster of the full age of majority, 8090 Dalkeith, Anjou, and Hélène Séguin, telephonist, spinster of the full age of majority, 10187 Garnier, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Georges Niels (Québec)

un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 50,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1584-68

V. Ottoni & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Gabriel Ottoni, 6255, McLynn, Anthony (Tony) Ottoni, 5381, avenue Van Horne, tous deux paysagistes, de Montréal, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de jardiniers et entrepreneurs paysagistes, sous le nom de « V. Ottoni & Sons Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6255, avenue McLynn, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1285-68

Ouellette & Laforest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Réal Laforest, agent distributeur, 1653, Beaudry, app. 1, Montréal, Yvan Ouellette, gérant des ventes, 1140, De Callières, Laval, et Georges Durocher, comptable, 2440, Moreau, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Ouellette & Laforest inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 555-68

Pantoufle Mauricienne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Marcel-J.-G. Beaumier, 2965, St-Louis, Robert Huard, 2497, Normand, tous deux avocats, de Trois-Rivières, et Hélène Baribeau, secrétaire, fille majeure, 110, Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de chaussures et leurs accessoires, sous le nom de « Pantoufle Mauricienne inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 495, 1re avenue, Saint-Tite, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1337-68

inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and into 50,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1584-68

V. Ottoni & Sons Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabriel Ottoni, 6255 McLynn, Anthony (Tony) Ottoni, 5381 Van Horne Avenue, both landscapers, of Montreal, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as landscape gardeners and contractors, under the name of "V. Ottoni & Sons Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 6255 McLynn Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1285-68

Ouellette & Laforest inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Laforest, distributing agent, 1653 Beaudry, Apt. 1, Montreal, Yvan Ouellette, sales manager, 1140 De Callières, Laval, and Georges Durocher, accountant, 2440 Moreau, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Ouellette & Laforest inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 555-68

Pantoufle Mauricienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel-J.-G. Beaumier, 2965 St-Louis, Robert Huard, 2497 Normand, both advocates, of Trois-Rivières, and Hélène Baribeau, secretary, spinster of the full age of majority, 110 Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate a shoe shore and their accessories, under the name of "Pantoufle Mauricienne inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 495, 1st Avenue, Saint-Tite, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1337-68

Auguste Pepin et fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Auguste Pepin, Donald Pepin, et Jean-Pierre Pepin, tous trois cultivateurs, de Saint-Stanislas-de-Kostka, pour les objets suivants:

Faire tout commerce relatif à l'agriculture et à la vente, l'achat, l'échange des produits de la terre et de leurs sous-produits, sous le nom de « Auguste Pepin et fils ltée », avec un capital total de $90,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 160 actions privilégiées de $500 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Stanislas-de-Kostka, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1381-68

Auguste Pepin et fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Auguste Pepin, Donald Pepin and Jean-Pierre Pepin, all three farmers, of Saint-Stanislas-de-Kostka, for the following purposes:

To deal in agricultural products, the sale, the purchase, the exchange of farming products and by-products, under the name of "Auguste Pepin et fils ltée", with a total capital stock of $90,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 160 preferred shares of $500 each.

The head office of the company is at Saint-Stanislas-de-Kostka, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1381-68

Pik-A-Toy Hosiery Division Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Ben Milner, manufacturier, Ross Milner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ben Milner, tous deux de 357, Laird, Mont-Royal, et Jacob Baum, gérant, 3305, Barclay, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Pik-A-Toy Hosiery Division Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1488-68

Pik-A-Toy Hosiery Division Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ben Milner, manufacturer, Rose Milner, housewife, wife separate as to property of the said Bel Milner, both of 357 Laird, Mount Royal, and Jacob Baum, manager, 3305 Barclay, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Pik-A-Toy Hosiery Division Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1488-68

Gaetan Pilon ltée
Gaetan Pilon Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: René Beaulac, 268, rue Molière, Jean-R. Boivin, 1455, Cap Éternité, tous deux avocats, de Laval, et Jacques Laurier, étudiant, 508, Bishop Power, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce, l'entretien et la réparation de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Gaetan Pilon ltée — Gaetan Pilon Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1330-68

Gaetan Pilon ltée
Gaetan Pilon Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Beaulac, 268 Molière Street, Jean-R. Boivin, 1455 Cap Éternité, both advocates of Laval, and Jacques Laurier, student, 508 Bishop Power, LaSalle, for the following purposes:

To deal in, maintain and repair merchandise of all kinds, under the name of "Gaetan Pilon ltée — Gaetan Pilon Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Rigaud, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1330-68

Placements T. R. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Placements T. R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by

patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Marthe Lessard, 354, Lavigueur, et Irène Bernatchez, 1247, de la Ronde, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et construction, sous le nom de « Placements T. R. inc. », avec un capital total de $40,000, divise en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1478-68

Place Berlin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Guy Lacoste, 3787, Vendôme, Bernard-C. Forest, 3760, Harvard, et Bernard Laberge, 5546, Decelles, tous trois notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Place Berlin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6736, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1541-68

Placements Anik ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Sylvia Paradis, secrétaire, fille majeure, 10587, St-Hubert, Maurice Bastien, notaire, 118, rue Liège ouest, tous deux de Montréal, et Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Anik ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 25 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2244, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 763-68

Les Placements A.P.M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Andrée Préville, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Malo, 356, De Lanaudière, Joliette, Lucien Letarte, marchand, 153, 1re avenue, et René Malo, agent distributeur, 9, avenue Pierre, ces deux derniers de Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th street, Marthe Lessard, 354 Lavigueur, and Irène Bernatchez, 1247 de la Ronde, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Placements T. R. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1478-68

Place Berlin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Lacoste, 3787 Vendôme, Bernard-C. Forest, 3760 Harvard, and Bernard Laberge, 5546 Decelles, all three notaries of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Place Berlin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6736 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1541-68

Placements Anik ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylvia Paradis, secretary, spinster of the full age of majority, 10587 St. Hubert, Maurice Bastien, notary, 118 Liège St. West, both of Montreal, and Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude, 69, 5th St., Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Placements Anik ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 25 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 2244 Fleury St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 763-68

Les Placements A.P.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Préville, housewife, wife contractually separate as to property of Jean Malo, 356 De Lanaudière, Joliette, Lucien Letarte, merchant, 153, 1st Ave., and René Malo, distributing agent, 9 Pierre Ave., the latter two of Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements A.P.M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,990 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 356, rue De Lanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1223-68

Plaza Jean-Talon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Réjean-R. Lefrançois, 5325, Jean-Talon est, Robert-M. Benoit, 9260, Bastogne, tous deux avocats, de Saint-Léonard, et Louise Rancourt, secrétaire, épouse séparée de biens de Normand Lépine, 7884, Notre-Dame est, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer et exploiter un centre commercial, sous le nom de « Plaza Jean-Talon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1473-68

Port Royal Packaging Industries Inc.
Les Industries d'emballage Port-Royal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Sydney Bernstein, rentier, Bessie Bernstein, ménagère, épouse séparée de bien dudit Sydney Bernstein, tous deux du 1424, rue Page, Laval, et Loretta Audrey, ménagère, épouse séparée de biens de David Russel Henders, 11819, Filion, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matières en plastique ou polyéthylène, sous le nom de « Port Royal Packaging Industries Inc.— Les Industries d'emballage Port-Royal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1266-68

Productions Croto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Guy Genest, 374, Châtelaine, Pierre Langlois, 121, 4e avenue, app. 14, tous deux notaires, et Gérard-E. Desmarais, avocat, 477, La Sapinière, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Pourvoir et aider à pourvoir à la promotion, au développement et à la vulgarisation de toute forme d'activité de vie en plein air, soit sportive,

To carry out the operations of a holding company, under the name of "Les Placements A.P.M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $1 each and 3,990 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 356 De Lanaudière St., Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1223-68

Plaza Jean-Talon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réjean-R. Lefrançois, 5325 Jean-Talon Est, Robert-M. Benoit, 9260, Bastogne, both advocates of Saint-Léonard, and Louise Rancourt, secretary, wife separate as to property of Normand Lépine, 7884 Notre-Dame East, Montreal, for the following purposes:

To operate and manage a shopping centre, under the name of "Plaza Jean-Talon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1473-68

Port Royal Packaging Industries Inc.
Les Industries d'emballage Port-Royal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Bernstein, gentleman, Bessie Bernstein, housewife, wife separate as to property of the said Sydney Bernstein, both of 1424 Page Street, Laval, and Loretta Audrey, housewife, wife separate as to property of David Russel Henders, 11819 Filion, Montreal, for the following purposes:

To deal in plastic or polyethylene substances of every kind and description, under the name of "Port Royal Packaging Industries Inc.— Les Industries d'emballage Port-Royal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1266-68

Productions Croto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Genest, 374 Châtelaine, Pierre Langlois, 121, 4th Avenue, Apt. 14, both notaries, and Gérard-E. Desmarais, advocate, 477 La Sapinière, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To provide for and help to provide for the promotion, the development and the popularization of any kind of outdoor activity, being athletic,

scientifique ou autre quelconque, sous le nom de « Productions Croto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province.
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1396-68

scientific or otherwise, under the name of "Productions Cròto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1396-68

Les Productions Vendôme ltée
Vendôme Productions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous deux avocats, de Mont-Royal, et Mariette Dupré, secrétaire, fille majeure, 6550, 19e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs, réalisateurs et éditeurs de films et projections animées de toutes sortes, sous le nom de « Les Productions Vendôme ltée — Vendôme Productions Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 109, 2e rue, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1438-68

Les Productions Vendôme ltée
Vendôme Productions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Ave., Jean Lefrançois, 41 Morrison, both advocates, of Mount-Royal and Mariette Dupré, secretary, spinster of the full age of majority, 6550, 19th Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as producers and editors of films and motion pictures of all kinds, under the name of "Les Productions Vendôme ltée — Vendôme Productions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 109, 2nd St., Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1438-68

Progress Sealing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcrest, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, et Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des substances plastiques, en faire le commerce, sous le nom de « Progress Sealing Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 99, ouest, rue Chabanel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 829-68

Progress Sealing Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, and Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell and deal in plastic substances, under the name of "Progress Sealing Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 99 Chabanel Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 829-68

Publicontact inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Roger Charette, 74, Place Rupert, Repentigny, Yvon Martin, 27, 8e avenue, Roxboro, tous deux vendeurs, et Bertrand Joseph Brac de la Perrière, rédacteur concepteur, 766, Querbes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers ou agents de publicité, sous le nom de « Publicontact inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Publicontact inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Charette, 74 Place Rubert, Repentigny, Yvon Martin, 27, 8th Avenue, Roxboro, both salesmen, and Bertrand Joseph Brac de la Perrière, author, 766 Querbes, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising counsellors or agents, under the name of "Publicontact inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 74, Place Rupert, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1361-68

Quebec Dynatherm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jacques Marceau, comptable, 2960, Livernois, Gaston Simard, représentant, 476, des Lilas est, tous deux de Québec, et André Hains, technicien, 2178, de la Lande, Giffard, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage et de bouilloires, sous le nom de « Quebec Dynatherm Inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1234-68

Quebec Shipriggers & Sailmakers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Michel Lemieux, avocat, 368, 24e Rue, app. 3, Hugues Poulin, étudiant, 875, Bougainville, tous deux de Québec, et Roger Bégin, comptable, 18, Louis Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Exercer le métier de gréeurs de navires, arrimeurs et voiliers, sous le nom de « Quebec Shipriggers & Sailmakers Inc. ». avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1476-68

J. R. Quevillon & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean-Raymond Quevillon, homme d'affaires, Thérèse Beaudry, ménagère, épouse dudit Jean-Raymond Quevillon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 360, Champlain, et Ronald Plouffe, boucher, 375, Lallemand, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « J. R. Quevillon & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360, rue Champlain, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1487-68

The head office of the company is at 74 Place Rupert, Rependigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1361-68

Quebec Dynatherm Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Marceau, accountant, 2960 Livernois, Gaston Simard, agent, 476 des Lilas East, both of Quebec, and André Hains, technician, 2178 de la Lande, Giffard, for the following purposes:

To deal in and rent all kinds of heaters and boilers, under the name of "Quebec Dynatherm Inc.", with a capital divided into 100 common shares without nominal value, and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1234-68

Quebec Shipriggers & Sailmakers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Lemieux, attorney, 368, 24th Street, apt. 3, Hugues Poulin, student, 875 Bougainville, both of Quebec, and Roger Bégin, accountant, 18 Louis Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To carry on the trade of shipriggers, shiphandlers and sailmakers, under the name of "Quebec Shipriggers & Sailmakers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1476-68

J. R. Quevillon & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Raymond Quevillon, businessman, Thérèse Beaudry, housewife, wife of the said Jean-Raymond Quevillon, and duly authorized by him for these presents, both of 360 Champlain, and Ronald Plouffe, butcher, 375 Lallemand, all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "J. R. Quevillon & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 360 Champlain Street, Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1487-68

Quincaillerie DuRi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Louis-Marie Dubreuil, marchand, Jacques Richard, photographe, et Suzanne Flamand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Richard, tous trois de Senneterre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie DuRi inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1051-68

Quincaillerie DuRi inc.

Notice si given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Marie Dubreuil, trader, Jacques Richard, photographer, and Suzanne Flamand, housewife, wife contractually separate as to property of said Jacques Richard, all three of Senneterre, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Quincaillerie DuRi inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1051-68

Rapido Auto Secours inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, 6280, Northcrest, app. 818, Montréal, Hugues Ferron, 2450, Athlone, app. 204, Mont-Royal, tous deux avocats, et Marcel Dagenais, commis, 237, rue Hector, Rosemère, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers, facteurs ou agents de commerce pour toutes personnes ou corporations, sous le nom de « Rapido Auto Secours inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,880 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1431-68

Rapido Auto Secours inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Leboeuf, 6280 Northcrest, Apt. 818, Montreal, Hugues Ferron, 2450 Athlone, Apt. 204, Mount-Royal, both advocates, and Marcel Dagenais, clerk, 237 Hector, St. Rosemère, for the following purposes:

To act as business brokers, middlemen or agents for all individuals or corporations, under the name of "Rapido Auto Secours inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares of $1 each and 3,880 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1431-68

Restaurant « Roesti » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Harvey Crestohl, 158, Lockhart, Mont Royal, Avrum Cohen, 4460, 3e rue, tous deux avocats, et Sandra Cons, secrétaire, fille majeure, 494, 97e avenue, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant « Roesti » inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1523-68

Restaurant "Roesti" inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey Crestohl, 158 Lockhart, Mount Royal, Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, both advocates, and Sandra Cons, secretary, fille majeure, 494, 97th Avenue, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant "Roesti" inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1523-68

Roy & Cloutier plomberie et chauffage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Emmanuel Roy,

Roy & Cloutier plomberie et chauffage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emmanuel Roy, heating contractor,

entrepreneur en chauffage, Sylvia Giguère, ménagère, épouse dudit Emmanuel Roy, et Denis Cloutier, plombier, tous trois de Saint-Prosper, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Faire l'installation de systèmes de chauffage à l'air chaud, à l'eau chaude ou à la vapeur; ventilation et plomberie, sous le nom de « Roy & Cloutier plomberie et chauffage inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Prosper, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1452-68

Yvon Roy sports ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat et conseil en Loi de la reine, 800, Carré Victoria, Andrée Provencher, secrétaire, fille majeure, 4435, Jeanne d'Arc, tous deux de Montréal, et John H. Dawson, avocat, 28, Stratford Road, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, vêtements et équipement de sport de toutes sortes, sous le nom de « Yvon Roy sports ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1436-68

St. Maurice Travelodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre Rousseau, administrateur, 735, Stuart, Montréal, Jean Girouard, 2575, Marie-Leneuf, et Marcel-J.-G. Beaumier, 2965, St-Louis, ces deux derniers avocats, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « St. Maurice Travelodge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1372-68

Jacques St-Onge inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jacques St-Onge, garagiste, Josette Gélinas, bibliothécaire, épouse séparée de biens dudit Jacques St-Onge, tous deux de Caplan, et Raoul Poirier, avocat, Maria, pour les objets suivants:

Sylvia Giguère, housewife, wife of said Emmanuel Roy, and Denis Cloutier, plumber, all three of Saint-Prosper, county of Dorchester, for the following purposes:

To install hot air, hot water or steam heating systems ventilation and plumbing, under the name of "Roy & Cloutier plomberie et chauffage inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Prosper, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1452-68

Yvon Roy sports ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 800 Carré Victoria, Andrée Provencher, secretary, spinster of the full age of majority, 4435 Jeanne d'Arc, both of Montreal, and John H. Dawson, advocate, 28 Stratford Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in sports articles, clothing and equipment of all kinds, under the name of "Yvon Roy sports ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1436-68

St. Maurice Travelodge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Rousseau, administrator, 735 Stuart, Montreal, Jean Girouard, 2575 Marie-Leneuf, and Marcel-J.-G. Beaumier, 2965 St-Louis, the latter two advocates, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "St. Maurice Travelodge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1372-68

Jacques St-Onge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques St-Onge, garage-keeper, Josette Gélinas, librarian, wife separate as to property of said Jacques St-Onge, both of Caplan, and Raoul Poirier, advocate, Maria, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Jacques St-Onge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Caplan, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1519-68

Marcel Sanschagrin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marcel Sanschagrin, entrepreneur-peintre, Denise Bronsard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Sanschagrin, tous deux de 974, Hemlock, Shawinigan, et Denis Beaumier, notaire, 3605, rang St-Mathieu est, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en peinture, décorateurs, ensembliers et faire le commerce de toutes sortes d'outillage, matériaux et appareils, sous le nom de « Marcel Sanschagrin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 974, Hemlock, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1131-68

Sereq inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Maurice Joubert, agronome, 1900, Lévesque, Laval, Georges Robert, 4785, Maplewood, Montréal, Pierre Larouche, 32, Plateau Belmont, Repentigny, tous deux urbanistes, et Pothier Ferland, avocat, 735, Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Faire des études et des recherches en matière de planification et de développements, d'ordre économique et social, tant sur le plan humain que sur le plan physique, sous le nom de « Sereq inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1360-68

Au Service du Cultivateur (1968) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Guy Genest, 374, Châtelaine, Pierre Langlois, 121, 4e avenue, app. 14, tous deux notaires, et Gérald-E. Desmarais, avocat, 477, La Sapinière, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Jacques St-Onge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Caplan, judicial district of Bonaventure.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1519-68

Marcel Sanschagrin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Sanschagrin, painter-contractor, Denise Bronsard, housewife, wife contractually separate as to property of said Marcel Sanschagrin, both of 974 Hemlock, Shawinigan, and Denis Beaumier, notary, 3605 Saint-Mathieu Range East, Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as paint contractors, decorators, and deal in all kinds of equipment, material and appliances, under the name of "Marcel Sanschagrin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 974 Hemlock, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1131-68

Sereq inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Joubert, agronomist, 1900 Lévesque, Laval, Georges Robert, 4785 Maplewood, Montreal, Pierre Larouche, 32 Plateau Belmont, Repentigny, both town-planners, and Pothier Ferland, advocate, 735 Wilder, Outremont, for the following purposes:

To carry out studies and research of an economic and social nature into planning and development, on the human and physical levels, under the name of "Sereq inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1360-68

Au Service du Cultivateur (1968) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Genest, 374 Châtelaine, Pierre Langlois, 121, 4th Avenue, Apt. 14, both notaries, and Gérald-E. Desmarais, advocate, 477 La Sapinière, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

Faire le commerce de produits agricoles de toutes sortes, élévateurs, instruments aratoires et machineries de ferme, sous le nom de « Au Service du Cultivateur (1968) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Waterville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1408-68

Les Services Disco-Tech inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Paul Fleury, vendeur, 4857, Jean-Brillant, Pierre Savard, réalisateur de cinéma, 3250, Forest Hill, app. 706, tous deux de Montréal, et Simon Venne, avocat, 133, Willowdale, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'entretien d'appareils et d'équipements audio-visuels, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Les Services Disco-Tech inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4857, Jean-Brillant, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1566-68

Sherbrooke contrôle ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Édouard Bourdon, marchand, 3600, Louis-Dantin, Montréal, Goby C. Chopra, ingénieur, 190, rue Deguire, Saint-Laurent, et Richard Chicoine, électricien, 1616, rue Larocque, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et installer toutes sortes d'appareils et accessoires électriques et en faire l'entretien, sous le nom de « Sherbrooke contrôle ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 26, rue Bowen, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1306-68

Silbro Boutique Ltd.
La Boutique Silbro ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1968, constituant en corporation: David Litner, avocat, 4012, Marlowe, Esther Mishkin, 4101, Kent, tous deux de Montréal, et Ida Larocque, 66, 13e avenue, Deux-Montagnes, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, usant le deurs droits, pour les objets suivants:

To deal in farm products of all kinds, elevators, farm implements and farm machinery, under the name of "Au Service du Cultivateur (1968) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Waterville, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1408-68

Les Services Disco-Tech inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Fleury, salesman, 4857 Jean-Brillant, Pierre Savard, movie producer, 3250 Forest Hill, Apt. 706, both of Montreal, and Simon Venne, advocate, 133 Willowdale, Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in and repairing audio-visual equipment, electrical appliances, musical instruments, their parts and accessories and other similar merchandise, under the name of "Les Services Disco-Tech inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4857 Jean-Brillant, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1566-68

Sherbrooke contrôle ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Édouard Bourdon, trader, 3600 Louis-Dantin, Montréal, Goby C. Chopra, engineer, 190 Deguire Street, Saint-Laurent, and Richard Chicoine, electrician, 1616 Larocque Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and install all kinds of electrical appliances and accessories and to service them, under the name of "Sherbrooke contrôle ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 26 Bowen Street, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1306-68

Silbro Boutique Ltd.
La Boutique Silbro ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: David Litner, advocate, 4012 Marlowe, Esther Mishkin, 4101 Kent, both of Montreal, and Ida Larocque, 66, 13th Avenue, Deux-Montagnes, the latter two secretaries, filles majeures usant de leurs droits, for the following purposes:

Fabriquer toutes sortes de tissus, en faire le commerce, sous le nom de « Silbro Boutique Ltd.— La Boutique Silbro ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6599, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1201-68

To manufacture and deal in all kinds of fabric products, under the name of "Silbro Boutique Ltd.— La Boutique Silbro ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6599 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1201-68

La Société des Dessinateurs de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Philippe Gélinas, 179, chemin Dufferin, Hampstead, Paul Gélinas, 37, rue Albert, tous deux avocats, et Monique Beauséjour, secrétaire, épouse séparée de biens de Réal Laferrière, 22, rue St-Henri ouest, ces deux derniers de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer les métiers, occupations, professions ou commerces de dessinateur, maquettiste, photograveur, graveur, photographe, imprimeur, éditeur et tous autres métiers, occupations, professions ou commerces relatifs, connexes ou analogues aux arts graphiques, sous le nom de « La Société des Dessinateurs de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4003, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 5467-67

La Société des Dessinateurs de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Gélinas, 179 Dufferin Road, Hampstead, Paul Gélinas, 37 Albert Street, both advocates, and Monique Beauséjour, secretary, wife separate as to property of Réal Laferrière, 22 St-Henri Street West, the latter two of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on trades, occupations, professions or businesses as designers, layout-men, photo-engravers, engravers, photographers, printers, editors, and any other trades, occupations, professions or businesses related to the graphic arts, under the name of "La Société des Dessinateurs de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4003 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 5467-67

Société musicale Sainte-Agathe-des-Monts

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Raymond, Lucien Raymond, tous deux imprimeurs, Maurice Langlais, Jean Raymond, tous deux conseillers en main-d'oeuvre, Gilles Raymond, plombier, Claude Raymond, commis-comptable, Pierre Hamel, courtier d'assurances, Raymond Pichette, employé à la compagnie de téléphone Bell du Canada, et Jean-Paul Paradis, gérant, tous neuf de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Établir et opérer une société musicale pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps de ses membres et de leurs invités, sous le nom de « Société musicale Sainte-Agathe-des-Monts ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1454-68

Société musicale Sainte-Agathe-des-Monts

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy Raymond, Lucien Raymond, both printers, Maurice Langlais, Jean Raymond, both labour counsellors, Gilles Raymond, plumber, Claude Raymond, clerk-accountant, Pierre Hamel, insurance broker, Raymond Pichette, Bell Telephone Company of Canada employee, and Jean-Paul Paradis, manager, all nine of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To establish and operate a musical society for the recreation and relaxation of the spirit and body of its members and their guests, under the name of "Société musicale Sainte-Agathe-des-Monts".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1454-68

Julian Skolar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1968, constituant en corporation: Julian Skolar, marchand, Rona Werbitt, gérant, épouse contractuellement séparée de biens dudit Julian Skolar, et Aron Skolar, marchand, tous trois de 4200, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce de bijouterie, diamants, nouveautés et pierres semi-précieuses, sous le nom de « Julian Skolar Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1440-68

Julian Skolar Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julian Skolar, merchant, Rona Werbitt, manager, wife contractually separate as to property of the said Julian Skolar, and Aron Skolar, merchant, all three of 4200 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To deal in jewellery, diamonds, novelties and semi-precious stones, under the name of "Julian Skolar Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1440-68

Stainless Container Corporation
La Corporation de récipients inoxydables

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 4530, Côte des Neiges, Gerald Postelnik, 7355, Ostell Crescent, tous deux avocats, et Marvin Schecter, étudiant en droit, 708, Johnson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes et genres de récipients, en faire le commerce, sous le nom de « Stainless Container Corporation — La Corporation de récipients inoxydales », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1423-68

Stainless Container Corporation
La Corporation de récipients inoxydables

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges, Gerald Postelnik, 7355 Ostell Crescent, both advocates, and Marvin Schecter, law student, 708 Johnson, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of containers, under the name of "Stainless Container Corporation — La Corporation de récipients inoxydables", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1423-68

Sussex Candy Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Hyman Leibovitch, marchand, Fanny Phillips, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hyman Leibovitch, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 822, rue Stewart, Outremont, et Beatrice Shubert, ménagère, épouse séparée de biens de Ralph Leibovitch, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 1350 Ridgewood Drive, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer des bonbons, chocolats, « popcorn » et noix de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Sussex Candy Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1425-68

Sussex Candy Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hyman Leibovitch, merchant, Fanny Phillips, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Leibovitch, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 822 Stewart Street, Outremont, and Beatrice Shubert, housewife, wife separate as to property of Ralph Leibovitch, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 1350 Ridgewood Drive, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in candy, chocolates, popcorn and nuts, of every description, under the name of "Sussex Candy Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1425-68

Bertrand Tessier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation: Bertrand Tessier, opérateur, Cécile Tessier, ménagère, épouse dudit Bertrand Tessier, tous deux de 390, Darche, Sherbrooke, et Jacques Codère, courtier, route rurale numéro 1, North Hatley, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Bertrand Tessier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1243-68

Tierco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Herman Rodrigue, opérateur, 116, Grande-Ile, Marcel Roy, statisticien, 390, Taillefer, Réal Talbot, acheteur, 544, St-Jean-Baptiste, Barthélémi Brunette, électricien, 17*a*, Hermine, Richard Boyer, magasinier, 281, St-Thomas, Yvon Bourassa, courtier, 363, Taillefer, Clément Soucy, 297, Victoria, René Latour, 102, St-Laurent, tous deux commerçants, Gilles Brunet, technicien, 181, Laroche, Réal Mercier, surveillant, 173, Laroche, Philippe Billette, fleuriste, 31, Alexandre, et Viateur Lemyre, garagiste, 125, Ellen, tous douze de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Tierco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1414-68

Tytex Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Philip Adam Secretan, 1433, rue Towers, Fergus Byrnes, 2150, de Maisonneuve, app. 610, Turlough Cott, 3455, chemin de la cote des Neiges, et Dermotte O'Riordan, 4610, chemin de la Reine-Marie, tous quatre administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, d'équipement électronique ou tous autres matériaux ou articles, sous le nom de « Tytex Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Mlntréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1453-68

Bertrand Tessier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bertrand Tessier, operator, Cécile Tessier, housewife, wife of said Bertrand Tessier, both of 390 Darche, Sherbrooke, and Jacques Codère, broker, Rural Route Number 1, North Hatley, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Bertrand Tessier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1243-68

Tierco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herman Rodrigue, operator, 116 Grande-Ile, Marcel Roy, statistician, 390 Taillefer, Réal Talbot, purchaser, 544 St-Jean-Baptiste, Berthélémi Brunette, electrician, 17*a* Hermine, Richard Boyer, stock-keeper, 281 St-Thomas, Yvon Bourassa, broker, 363 Taillefer, Clément Soucy, 297 Victoria, René Latour, 102 St-Laurent, both traders, Gilles Brunet, technician, 181 Laroche, Réal Mercier, supervisor, 173 Laroche, Philippe Billette, florist, 31 Alexandre, and Viateur Lemyre, garage-keeper, 125 Ellen, all twelve of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Tierco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1414-68

Tytex Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Adam Secretan, 1433 Towers Street, Fergus Byrnes, 2150 de Maisonneuve, Apt. 610, Turlough Cott, 3455 Côte des Neiges Road, and Dermotte O'Riordan, 4610 Queen Mary Road, all four executives, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in commodities, electronic equipment or any other material or item, under the name of "Tytex Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1453-68

Union Dante Agence d'assurance générale ltée
Union Dante General Insurance Agency Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pasquale Cardone, homme d'affaires, Angelina Lizzadro, ménagère, épouse commune en biens dudit Pasquale Cardone, tous deux de 10490, rue Paris, Montréal-nord, et Gerald Y. Green, avocat, 3235, Appleton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « Union Dante Agence d'assurance générale ltée — Union Dante General Insurance Agency Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 253, rue Dante, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1204-68

Union Dante Agence d'assurance générale ltée
Union Dante General Insurance Agency Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pasquale Cardone, businessman, Angelina Lizzadro, housewife, wife common as to property of the said Pasquale Cardone, both of 10490 Paris Street, Montreal North, and Gerald Y. Green, advocate, 3235 Appleton, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents, under the name of "Union Dante Agence d'assurance générale ltée — Union Dante General Insurance Agency Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 253 Dante Street, Montreal judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1204-68

Van Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Samuel Vaintrup, agent d'immeubles, 386, Vivian, Montréal, Billy Mauer, 955, Plymouth, Mont Royal, et James Khazzam, 44, Sunnyside, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Van Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 1392-68

Van Realties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Vaintrub, realtor, 386 Vivian, Montreal, Billy Mauer, 955 Plymouth, Mount Royal, and James Khazzam, 44 Sunnyside, Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Van Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 1392-68

Les Vêtements Kébec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean-Louis L'Écuyer, industriel, Micheline Levac, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Louis L'Écuyer, tous deux de 1094, rue Dijon, Sainte-Foy, et Ronald Sans Cartier, contremaître, 326, rue St-André, Gatineau, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Les Vêtements Kébec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, boulevard Charest ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1634-68

Les Vêtements Kébec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis L'Écuyer, industrialist, Micheline Levac, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Louis L'Écuyer, both of 1094 Dijon St., St. Foy, and Ronald Sans Cartier, foreman, 326 St-André St., Gatineau, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wearing apparel, under the name of "Les Vêtements Kébec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 25 Charest Blvd. West, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1634-68

Le 188 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel-J.-G. Beaumier, 2965, St-Louis, Robert Huard, 2462, La Jonquière, tous deux avocats, de Trois-Rivières, et Hélène Baribeau, secrétaire, fille majeure, 110, Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Le 188 inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 188, Radisson, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 1371-68

Le 188 inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel-J.-G. Beaumier, 2965 St-Louis, Robert Huard, 2462 La Jonquière, both advocates of Trois-Rivières, and Hélène Baribeau, secretary, spinster of the full age of majority, 110 Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Le 188 inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 188 Radisson, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 1371-68

Ministère du Travail

Avis de modification

Corporation des Maîtres Électriciens du Québec

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis, conformément à l'article 13 de la Loi des Maîtres Électriciens du Québec, que la Corporation ci-haut mentionnée a modifié ses règlements de façon qu'ils se lisent comme suit:

« 5e ÉDITION

« *Règlements refondus 1968* »

Corporation des Maîtres Électriciens du Québec

Préambule:

Article 1. Les règlements ci-après cités en leur entier constituent les règlements de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec, connus et désignés sous le nom de « Règlements Refondus 1968 » – Corporation des Maîtres Électriciens du Québec:

a) Ces « Règlements Refondus 1968 » ne font pas office de nouvelle loi mais doivent être interprétés et avoir force de règlements à titre de refonte des règlements qu'ils remplacent;

b) Au cas de divergence sur un point quelconque entre les versions française et anglaise des « Règlements Refondus 1968 » le texte français prévaut;

c) Au cas d'incompatibilité entre les anciens règlements et les « Règlements Refondus 1968 », ces derniers prévalent dans la mesure de cette incompatibilité;

d) Tout article ou partie d'article des anciens règlements non reproduits dans les « Règlements Refondus 1968 » est considéré comme abrogé et de nul effet à toute fin que de droit;

e) Les « Règlements Refondus 1968 », ci-après énoncés sont complets et constituent les seuls règlements régissant la Corporation et ses membres.

Dispositions déclaratoires et interprétatives:

Article 2. Dans les présents règlements, les mots et expressions suivants, à moins que ce soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit:

Department of Labour

Notice of Amendment

Corporation of Master Electricians of Quebec

Pursuant to section 13 of the Master Electricians Act (RSQ 1964, c. 153), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the abovementioned Corporation has amended its by-laws to read as follows:

"5th EDITION

"*Revised by-laws, 1968*"

Corporation of Master Electricians of Quebec

Preamble:

Article 1. The following by-laws reproduced in their entirety constitute the by-laws of the Corporation of Master Electricians of Quebec, named and known as the "Revised By-Laws, 1968", Corporation of Master Electricians of Quebec.

(*a*) These "Revised By-Laws, 1968" do not act as new by-laws but must be considered and interpreted as a complete revision of the by-laws they are replacing.

(*b*) In the case of a conflict in the interpretation of the French and English texts of the "Revised By-Laws, 1968", the French text prevails;

(*c*) In the case of inconsistence between the former by-laws and the "Revised By-Laws, 1968", the latter will prevail to the extent of this inconsistence.

(*d*) Any article or part thereof of the former by-laws, not reproduced in the "Revised By-Laws, 1968", shall be considered as abrogated and void for any purpose it may serve.

(*e*) The "Revised By-Laws, 1968" hereafter stipulated, are complete and constitute the only by-laws regulating the Corporation and its members.

Declaratory and interpretative provisions:

Article 2. In these By-Laws, the following words and expressions, unless incompatible with the text, shall be interpreted as follows:

a) Le mot « Ministre » désigne le ministre du Travail de la province de Québec;

b) Le mot « Corporation » désigne la Corporation des maîtres électriciens du Québec;

c) Le mot « Conseil » désigne le conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens du Québec;

d) Les mots « Comité exécutif » désignent le comité exécutif du conseil provincial d'administration de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec;

e) Le mot « Président » désigne le président du conseil provincial d'administration de la Corporation des Maîtres Électriciens du Québec;

f) Les mots « Loi concernant les électriciens et les installations électriques » désignent la loi concernant les électriciens et les installations électriques S.R.Q. 1964, chapitre 152 et amendements.

CHAPITRE I

Candidats:

Article 3. Le candidat doit avoir:

a) réussi l'examen pour l'obtention de la licence d'entrepreneur conformément à la loi concernant les électriciens et les installations électriques;

b) Fait une demande d'admission accompagnée du dépôt de la somme de soixante-quinze dollars ($75) à titre d'honoraires d'inscription avec, en outre, le montant de la cotisation annuelle. Si le candidat n'est pas admis, ces montants lui seront remboursés moins la somme de cinquante dollars ($50) pour couvrir les frais encourus par la Corporation. Si le candidat fait de nouveau une demande, il doit renouveler, à chaque fois, sa demande d'admission, le dépôt des honoraires d'inscription et la cotisation annuelle.

c) Cette demande doit être adressée au secrétaire exécutif de la Corporation.

Elle (la personne qui qualifie, s'il s'agit d'une compagnie, société, corporation) doit passer les examens prescrits par le comité des membres suivant l'article 68, y conserver le minimum de points requis et fournir les informations et les pièces requise par ledit comité. Avant d'émettre le certificat de membre, le secrétaire exécutif doit exiger une preuve que le candidat s'est conformé aux dispositions de l'article 10. Le certificat octroyé sera remis au nouveau membre à une assemblée de sa section par le président de cette dernière.

Reprise d'examen: Tout individu qui a échoué les examens prescrits par le comité des membres doit attendre une période d'au moins deux (2) mois à la suite de ce premier échec avant de se présenter de nouveau aux examens; une période d'au moins six (6) mois à la suite d'un second échec; et une période d'au moins un (1) an à la suite de tout échec ultérieur.

Décès: Advenant le décès d'un membre, la succession ne pourra continuer l'exploitation que pour une période n'excédant pas six mois de la date du décès.

Matières d'examen:

Article 4. L'examen des candidats pourra porter sur les matières suivantes:

a) Estimation du coût d'installation d'équipement électrique.

b) Lecture de plans.

c) Calcul de charges électriques.

d) Problèmes techniques rencontrés dans l'exercice de la profession.

(*a*) The word "Minister" designates the Minister of Labour of the Province of Quebec.

(*b*) The word "Corporation" designates the Corporation of Master Electricians of Quebec.

(*c*) The word "Council" designates the Provincial Council of Administration of the Corporation of Master Electricians of Quebec.

(*d*) The word "Executive" designates the Executive Committee of the Provincial Council of Administration of the Corporation of Master Electricians of Quebec.

(*e*) The word "President" designates the President of the Provincial Council of Administration of the Corporation of Master Electricians of Quebec.

(*f*) The words, "Act respecting Electricians and Electrical Installations" designate the Electricians and Electrical Installations Act (RSQ 1964, c. 152 and amendments).

CHAPTER I

Applicants:

Article 3. An applicant is required to:

(*a*) Successfully pass the examination required for the securing of a contractor's license in accordance with the Electricians and Electrical Installations Act.

(*b*) Fill in an application form for admission, accompanied by a deposit of the sum of seventy-five dollars ($75) for the registration fee in addition to the amount of the annual membership fee. Should the candidate not be admitted, these amounts shall be refunded to him, less the sum of fifty dollars ($50) to cover the expenses incurred by the Corporation. Should the candidate apply again, he must renew each time, his application form for admission, the deposit of the registration fees and the annual membership fee.

(*c*) This application must be addressed to the Executive-Secretary of the Corporation.

The representative, (as in the case of a company, society or corporation) must undergo exams prescribed by the Membership Committee as per Article 68. He must obtain the minimum points required and also furnish the information and certificates required by said Committee. Before issuing the certificate of membership, the Executive-Secretary must insist on proof that the candidate has abided by the terms of Article 10. The certificate will be presented to the new member by the president of his section at a regular meeting.

Supplemental examination: Any individual failing to pass the examinations prescribed by the Membership Committee must wait for a period of at least two (2) months following this first failure before sitting again for examinations; a period of at least six (6) months following a second failure, and a period of one (1) year following any subsequent failure.

Decease: In the event of the death of a member, his estate may continue the operations only for a period not exceeding six (6) months from the date of the member's death.

Examination subjects:

Article 4. The examination of the candidates may cover the following subjects;

(*a*) Evaluation of the installation cost of electrical equipment

(*b*) Reading of plans

(*c*) Calculation of electrical loads

(*d*) Technical problems encountered in the exercise of the profession

e) Facteurs importants de gestion:
1° De l'entreprise (gestion physique);
2° Du personnel et des employés (gestion humaine);
3° De ses rapports avec les clients et le public (gestion sociale) – vente – contrats;
f) Facteurs de sécurité;
g) Notions sommaires d'éléments comptables nécessaires à l'entreprise:
Tenue des livres – Actif et passif – Dépréciation – Amortissement – Réserve – Coût de revient – Inventaire – Frais d'administration – Profit;
h) Les estimations – éléments constitutifs;
i) Rapports mensuels et annuels obligatoires:
1° A l'État fédéral;
2° A l'État provincial;
3° Aux corps administratifs (Commission des accidents du travail – assurance chômage – Comité paritaire, etc.);
j) Les règlements des compagnies d'énergie électrique applicables aux maîtres électriciens;
k) Connaissance générale de certaines dispositions législatives ayant, avec l'exercice du métier, un rapport:
1° *Direct:* Loi concernant les électriciens et les installations électriques, S.R.Q. 1964, Ch. 152, amendements et règlements. Loi des Maîtres Électriciens de la province de Québec, S.R.Q. 1964, chapitre 153.
Les règlements de la Corporation (Compétence – Conditions d'admission – Catégories de licence – Éthique professionnelle, etc.)
2° *Indirect:* Responsabilité civile – Loi de taxe sur la vente – Loi du salaire minimum – Loi des accidents du Travail – Décrets, Comité Paritaire – Loi des décrets de convention collective – Loi des statistiques, etc.
Le candidat peut obtenir de la Corporation, en vue d'une préparation suffisante à la passation des examens, un exposé des matières ci-dessus.

Compagnie, corporation, société:

Article 5. Toute compagnie, corporation, société peut devenir membre de la Corporation pourvu que:
a) Elle satisfasse aux articles 3 et 8 des présents règlements;
b) Son ou ses directeurs ou membres selon le cas, dont les qualifications personnelles lui permettent d'obtenir la licence d'entrepreneur et l'admission dans la Corporation, soient véritablement intéressés dans l'entreprise, et non seulement des prête-noms. Seulement celui qui dirige l'entreprise ou participe habituellement à tous ses risques ou y trouve sa principale occupation ou principal moyen de gagner sa vie, est véritablement intéressé au sens du présent règlement;
c) Nul ne peut qualifier à la fois plus d'une société, compagnie ou corporation comme membre de la Corporation et nul ne peut, non plus, en même temps, exercer à son compte et qualifier une compagnie, société ou corporation;
d) Est exempt de l'examen celui qui antérieurement, a passé avec succès les examens du comité des membres pour son admission personnelle ou pour qualifier une compagnie, société ou corporation.
e) 1° Le détenteur de la licence A-2 prévue par la Loi des maîtres électriciens du Québec qui qualifie et non son employeur, peut devenir membre de la Corporation;
2° Tel détenteur de la licence A-2 est exempt de passer l'examen d'admission de la Corporation tant et aussi longtemps qu'il ne détient que cette licence;

(*e*) Important management factors:
1. The undertaking (physical management);
2. The staff and employees (human management);
3. The relations with clients and the public (social management) — sales — contracts;
(*f*) Safety factors
(*g*) Summary notions of accounting elements required by the enterprise:
Bookkeeping – Assets and liabilities – Depreciation – Amortization – Reserves – Net cost – Inventory – Administration costs – Profit

(*h*) Estimated – constituent elements
(*i*) Compulsory monthly and annual reports:
1. Federal
2. Provincial
3. Administrative (Workmen's Compensation Commission – Unemployment Insurance – Parity Committee, etc.)
(*j*) Power company rules and regulations applicable to master electricians
(*k*) General knowledge of certain laws connected with the trade:

1. *Direct:* The Act respecting Electricians and Electrical Installations, (R.S.Q. 1964, Ch. 152), amendments and rules. The Act respecting Master Electricians of Quebec, (R.S.Q. 1964, Ch. 153).

Rules of the Corporation (Jurisdiction, conditions of admission, license categories, professional ethics, etc.)
2. *Indirect:* Civil responsibility – sales tax law – minimum wages, workmen's compensation – decrees – Parity Committees – collective agreements – statistics, etc.

A candidate may obtain from the Corporation literature on the above subjects for study purposes prior to exams.

Companies, corporations, societies:

Article 5. Any company, corporation, may become a member of the Corporation provided:

(*a*) It complies with Articles 3 and 8 of the present by-laws;
(*b*) A director or member, as the case may be, whose personal qualifications permit him to obtain the contractor's license and admission into the Corporation must be truly interested in the enterprise and not a mere "prête-nom" (Figure-Head). Only the person who operates the enterprise or usually participates in all its risks, or finds in it, his main occupation or principal means of living, is truly interested, according to the terms of this article.
(*c*) No one may represent at a time more than one society, company or corporation as member of the Corporation and no one, at the same time, may personally operate and qualify a company, society or corporation;
(*d*) Exempt from exams is the party who previously passed, with adequate marks, the Membership Committee exams for his personal admission or as representing a company, society or corporation.
(*e*) 1. The holder of an A-2 license prescribed by the law which rules the master electricians of Quebec and not his employer may become a member of the Corporation.
2. The holder of an A-2 license is exempted from passing the admission examination for as long as he only holds this license.

3° Cependant, ce membre doit, lorsqu'il change sa licence A-2 pour une licence A, B ou toute autre catégorie de licence d'entrepreneur électricien, pour demeurer membre de la Corporation, passer l'examen d'admission sinon il en est exclu automatiquement.

Article 6. Lorsque la personne qualifiant une société, compagnie ou corporation, membre de la Corporation, quitte celle-ci, cesse d'y être véritablement intéressée ou de la qualifier auprès du Bureau des examinateurs des Électriciens, la compagnie, société, ou corporation doit aviser le secrétaire exécutif de la corporation dans les six jours de telle éventualité et se faire qualifier par une autre personne, suivant les prescriptions des présents règlements, dans les 90 jours de telle éventualité ou dans les six mois lorsqu'il s'agit du décès de la personne qui qualifie, faute de quoi, elle doit être exclue de la corporation et voir son certificat de membre révoqué par le comité d'éthique professionnelle et de discipline. La nouvelle personne qui qualifie doit faire preuve de sa compétence et rencontrer les exigences des articles 3 et 5 des présents règlements.

Lors d'un changement de la personne qui qualifie une compagnie, société ou corporation, celle-ci doit acquitter les frais d'inscription tel que prévu à l'article 3 des présents règlements, sans répéter cependant la cotisation annuelle si elle est déjà payée.

Article 7. Dans les cas de dissolution ou d'abandon de charte, la corporation ou compagnie cesse d'être membre de la Corporation.

Changement ou cessation de société:

Article 8. *a*) Lorsque la société, tout en gardant la même raison sociale, perd le membre dont les qualifications personnelles avaient permis l'obtention de la licence d'entrepreneur en électricité et l'admission dans la Corporation, elle pourra se prévaloir des dispositions de l'article 6.

b) Lorsque la société change de raison sociale seulement, il lui suffit d'en donner avis écrit au secrétaire exécutif et sa désignation sera changée dans les registres de la Corporation.

c) Lorsqu'un ou plusieurs membres d'une société, à la suite de la dissolution de cette dernière pour quelle que raison que ce soit, continue sans interruption l'exercice du métier sous la même raison sociale, ils pourront se prévaloir des dispositions de l'article 6.

d) Dans tous les autres cas de cessation ou de dissolution de société, telle société est rayée du registre des membres de la Corporation.

Article 9. Il y a exemption des frais d'inscription et du paiement de cotisation additionnelle pour l'année en cours lorsqu'un membre modifie son statut juridique pour l'exercice de sa profession, soit: à titre individuel, en société, en compagnie, pourvu que la personne qui qualifie et le délégué auprès de la Corporation de l'ancien comme du nouveau membre et, s'il y a lieu, l'individu qui cesse ou redevient membre à titre personnel, soit une et la même personne pour au moins jusqu'à la fin de l'année en cours.

Conditions postérieures:

Article 10. Le membre doit, sous peine de voir son certificat révoqué par le comité de discipline dont la décision est finale:

a) Tenir réellement un bureau ou atelier soit au moins une surface minimum de 150 pieds carrés;

3. This member must, however, when exchanging his A-2 license for an A or B license or any other category of electrical contractor's license, in order to remain a member of the Corporation, pass the admission examination, failing which he is automatically excluded.

Article 6. Whenever a member of the Corporation representing a company, society or corporation decides to leave our Corporation or shows complete disinterestedness or to qualify it before the Board of Examiners of Electricians, his company, society or corporation shall give notice of separation to the Executive-Secretary of the Corporation within six days of such eventuality and replace said person as per prescribed rules within 90 days, or within the following six (6) months in the case of the death of a qualified license holder failing which, it must be excluded from the Corporation and its certificate of membership must be revoked by the Professional Ethics and Discipline Committee. The replacement must demonstrate ability and meet the terms of Articles 3 and 5 of the present by-laws.

When the qualified license holder of a company, society or corporation is replaced, the company, society or corporation must pay the registration fees, as provided for in Article 3 of the present by-laws without, however, paying the annual membership fee if the latter has already been paid.

Article 7. In case of dissolution or surrender of charter, the corporation or company ceases to be member of the Corporation.

Change or dissolution of partnership:

Article 8. (*a*) When the organization, while keeping the same name, loses the member whose personal qualifications had permitted the obtainment of a contractor's license and the admission into the Corporation, it may take advantage of the provisions of Article 6.

(*b*) When the organization changes its name, it is sufficient to give a written notice to the Executive Secretary and its designation as member of the Corporation will be changed accordingly in the register of the Corporation.

(*c*) When one or several members of the organization, following dissolution of same continue, for any reason whatsoever, to do business under the same name, he or they may take advantage of the provisions of Article 6.

(*d*) In all other cases of termination or dissolution of partnership, said organization shall be eliminated from the register of members of the Corporation.

Article 9. Exemption from subscription fees and payment of extra contribution for the current year is granted when a member modifies his juridical status for the exercise of his profession either as an individual, an association or company, provided that the representative and the delegate to the Corporation of the past as well as the new member and, if need be, the individual who ceases or resumes membership as an individual, be one and only person for at least until the end of the current year.

Subsequent conditions:

Article 10. The Discipline Committee may, by final decision, decertify a member for failure to:

(*a*) Run an office or a workshop of 150 square feet minimum floor space;

b) Avoir un téléphone d'affaires à son nom avec l'inscription appropriée dans l'annuaire téléphonique de sa localité, ou fournir la preuve qu'il a fait une demande à cet effet.

c) Ne pas occuper un emploi d'électricien à titre de salarié. La personne qui qualifie ne doit pas non plus occuper un autre emploi d'électricien à titre de salarié.

Le présent paragraphe ne s'applique pas:

1° À celui qui le 31 mars 1963 était membre de la Corporation et occupait également un emploi d'électricien à titre de salarié, tant qu'il demeure membre de la Corporation; aux fins du présent sous-paragraphe, celui qui a cessé d'être membre de la Corporation depuis le 31 mars 1963 et qui en est à nouveau devenu membre avant le 1er novembre 1965 est réputé n'avoir jamais cessé d'être membre de la Corporation;

2° À un membre pendant l'année suivant sa première admission dans la Corporation;

3° À un membre de la Corporation pour les travaux qu'il exécute dans une municipalité où il occupe un emploi d'électricien à titre de salarié ou dans laquelle il a sa résidence, sauf si un membre de la Corporation, n'occupant pas un emploi d'électricien à titre de salarié, a sa place d'affaires dans cette municipalité ou dans les cinq milles de ses limites.

Le présent article ne s'applique pas:

1° aux détenteurs de la licence A-2 émise en vertu de la loi concernant les électriciens et les installations électriques.

2° aux individus, membres de la Corporation, qui n'exercent pas à leur nom ou à leur compte le métier d'entrepreneur électricien, pourvu qu'une déclaration écrite à cet effet soit déposée au secrétariat de la Corporation.

Entrepreneur étranger – membre temporaire:

Article 11. Une personne domiciliée en dehors de la province de Québec, une compagnie, corporation, société, qui n'a pas de place d'affaires dans la province de Québec, peut obtenir un certificat de membre temporaire de la Corporation, pourvu que:

a) Elle ait subi avec succès l'examen pour l'obtention de la licence d'entrepreneur conformément à la loi concernant les électriciens et les installations électriques;

b) Avant de soumissionner et de prendre des contrats, elle ait subi avec succès les examens devant le comité des membres, selon l'article 68;

c) Elle paie à la Corporation des honoraires annuels équivalents à la cotisation que paient les membres actifs, les frais d'inscription, avec en outre un honoraire additionnel de $100 par contrat intervenu ou exécuté dans la province de Québec;

d) Elle se conforme aux règlements de la Corporation dans la pratique du métier dans la province.

Membres honoraires:

Article 12. Le conseil peut, sur résolution adoptée par la majorité de ses membres, émettre un certificat de membre honoraire à toute personne, pour services rendus à la Corporation, soit à l'occasion de sa constitution juridique ou par la suite. Ce certificat peut être révoqué.

(*b*) Have a business telephone number suitably inscribed in the local telephone directory or proof of having applied for same.

(*c*) Not to accept employment as a salaried electrician. Neither must the qualified license holder be employed as a salaried electrician.

The present paragraph does not apply:

1. To one, who, on March 31, 1963, was a member of the Corporation and was also employed as a salaried electrician, for as long as he remains a member of the Corporation; for the purpose of the present sub-paragraph, the one who ceased to be a member of the Corporation since March 31, 1963, and who again became a member before November 1, 1965, is considered as not having ever ceased to be a member of the corporation;

2. To a member during the year following his first admission to the Corporation;

3. To a member of the Corporation for the work he executes in a municipality where he is employed as a salaried electrician or where he resides, except if a member of the corporation, not employed as a salaried electrician, has his place of business in a municipality or within five miles from its limits.

The present article does not apply:

1. To the holder of an A-2 license issued under the Electricians and Electrical installations Act.

2. To the individuals, members of the Corporation, who do not exercise under their name or for their own account, the trade of electrical contractor, provided that a written statement to this effect be deposited at the office of the Corporation's Secretary.

Temporary or non-resident member:

Article 11. Any person or persons, company or corporation or association domiciled outside the Province of Quebec, having no place of business in the Province of Quebec, may obtain a temporary membership certificate from the Corporation provided:

(*a*) they have successfully undergone the examination required for the securing of a contractor's license in accordance with the Electricians and Electrical Installations Act;

(*b*) before tendering or contracting, they have successfully passed the examinations before the Membership Committee in accordance with Article 68;

(*c*) they pay to the Corporation annual fees equivalent to the amount paid by regular members, registration fees, together with an additional fee of $100 per contract obtained or carried out in Quebec;

(*d*) they conform to the regulations of the Corporation on the plying of the trade in the Province.

Honorary members:

Article 12. The Council may, by resolution passed by the majority of its members, grant an honorary membership certificate to any person, for services rendered to the Corporation whether at the time of its organization or afterwards. This certificate is revocable.

Tel certificat est émis en faveur de l'individu et non pas de l'entreprise, firme, compagnie, corporation ou société à laquelle il appartient.

Il n'y aura pas plus de 15 membres honoraires en même temps.

Droits des membres:

Article 13. Les membres actifs ont droit:

a) D'exercer le métier de maître électricien défini dans la loi des maîtres électriciens, sous réserve cependant des restrictions que la loi concernant les électriciens et les installations électriques impose au porteur de la licence dont le membre est détenteur;

b) De prendre, porter ou employer le titre, ou se prévaloir du nom de maître électricien et de « Master Electrician » en anglais et de mettre après leur nom les initiales M. El. Dans le cas des compagnies, corporations ou sociétés, outre elles-mêmes, seules les personnes dont les qualifications leur permettent l'obtention de la licence de maître électricien et l'admission dans la corporation peuvent porter les initiales susdites. Les certificats et cartes de membres émis à ces compagnies, corporations ou sociétés doivent également contenir le nom de la personne qui qualifie:

c) De voter aux assemblées générales;

d) D'être élus aux fonctions d'administrateur ou d'officier de la Corporation.

Nonobstant ce qui précède, les membres temporaires et honoraires n'ont d'autres pouvoirs que ceux qui leur sont conférés par les articles des présents règlements les concernant spécifiquement.

Chapitre II

Conseil provincial d'administration

Composition:

Article 14. Les affaires de la Corporation sont administrées par un conseil appelé le « conseil provincial d'administration », constituée du comité exécutif et des administrateurs que les sections peuvent déléguer suivant ce qui est établi par les présents règlements. Les officiers du comité exécutif sont *ipso facto* les officiers du conseil provincial d'administration.

Comité exécutif:

Article 15. Le comité exécutif est constitué de neuf (9) administrateurs élus, parmi lesquels sont choisis chaque année les officiers, soit: le président, le premier vice-président, le second vice-président, le secrétaire et le trésorier, et du président sortant de charge, s'il y a lieu.

Le président sortant de charge reste membre du comité exécutif aussi longtemps qu'il n'est pas remplacé par « le nouveau président sortant de charge ». N'est pas considéré comme « nouveau président sortant de charge » le président qui, durant son terme d'office, est exclu de la Corporation, démissionne ou cesse de remplir ses fonctions à quelque titre que ce soit.

Administrateurs délégués:

Article 16. Chaque section a droit de déléguer au conseil, un administrateur par 200 membres ou fraction de deux cents (200) membres qu'elle groupe dans son territoire. Ces délégués sont choisis de la façon indiquée dans les présents règlements: article 123.

Such certificate is issued in the name of the individual and not in the name of the firm, corporation, company or society to which be belongs.

At no time shall the number of Honorary Members exceed 15.

Members' privileges:

Article 13. Regular members are entitled:

(*a*) To ply the trade of Master Electrician as defined in the Master Electricians Act, subject however to the restrictions which the Electricians Act imposes on the holder of the license held by the member;

(*b*) To use or avail themselves of the name of "Master Electrician" in English and *maître électricien* in French and place after their names the initials M.El. Only the persons, other than companies, corporations or partnerships, whose qualifications permit them to obtain a license of Master Electrician or the admission into the Corporation will use the abovementioned initials. The membership certificates and cards issued to companies, societies or corporations must show the name of the qualifying representative;

(*c*) To vote at general meetings;

(*d*) To be elected as directors or officers of the Corporation.

Notwithstanding the above, temporary or honorary members have no other powers than those conferred unto them by the articles of the present by-laws which specifically apply to them.

Chapter II

Provincial Council of Administration

Composition:

Article 14. The affairs of the Corporation are administered by a council known as "Provincial Council of Administration", composed of the Executive Committee and the administrators that the sections may delegate in accordance with the provisions of the present by-laws. The members of the Executive Committee are *ipso facto* the officers of the Provincial Administration Council.

Executive Committee:

Article 15. The Executive Committee is formed of nine (9) elected administrators, amongst whom are selected each year the officers, that is the President, the First Vice-President, the Second Vice-President, the Secretary and the Treasurer and the immediate past president.

The immediate past president remains a member of the Executive Committee so long as he is not replaced by the new immediate past president. The president who, during his term of office is excluded or resigns from the Corporation, or ceases to fulfil his functions in any way whatsoever, is not considered as "new immediate past president".

Delegated administrators:

Article 16. Each section has the right to delegate to the Council, one administrator per two-hundred (200) members or fraction thereof included in its territory. These delegates are chosen as prescribed in Article 123 of the present By-Laws.

Terme d'office et rotation:

Article 17. *a*) Le terme d'office des administrateurs délégués est de un (1) an. Ils demeurent en fonction jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle de la Corporation. Ils seront remplacés ou confirmés dans leurs fonctions de la façon prévue aux règlements.

b) Le terme d'office des administrateurs élus est de deux (2) ans. Ils demeurent en fonctions jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle. Ils seront remplacés ou confirmés dans leurs fonctions de la façon prévue aux règlements.

c) Les administrateurs élus le sont alternativement chaque année, pour une période de deux (2) ans, par l'assemblée générale annuelle à raison de quatre (4) les années paires et de cinq (5) les années impaires.

d) Le terme d'office des officiers est de un (1) an. Ils demeurent en fonctions jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle de la Corporation. Ils seront remplacés ou confirmés dans leurs fonctions de la façon prévue aux règlements.

e) Les officiers, soit: le président, le premier vice-président, le second vice-président, le secrétaire et le trésorier sont choisis chaque année après l'élection des administrateurs, par et parmi ceux-ci.

f) Le choix des officiers est immédiatement soumis au conseil provincial d'administration convoqué à cet effet, qui peut entériner ou refuser ce choix.

g) Au cas de refus, le conseil doit faire des recommandations. Les administrateurs élus se réunissent pour choisir à nouveau les officiers, jusqu'à ce qu'ils soient acceptés par le conseil.

Ré-éligibilité:

Article 18. À l'expiration de leur terme d'office, les administrateurs élus et les officiers peuvent être réélus et les administrateurs délégués peuvent être délégués de nouveau.

Article 19. Le président de la Corporation ne peut être élu pour plus de deux (2) années consécutives. Le présent article ne s'applique pas aux sections.

Déchéance:

Article 20. 1° La fonction des officiers et d'administrateur devient immédiatement vacante lorsque son titulaire est mis en faillite, dépose son bilan ou fait une proposition selon la Loi des faillites.

2° Dans tous les cas où une fonction est remplie par un délégué d'une compagnie ou société, cette fonction devient immédiatement vacante si les lettres de créance de ce délégué lui sont révoquées, si la compagnie ou société qu'il représente cesse d'être membre de la Corporation ou encore si cette compagnie ou société est mise en faillite, dépose son bilan ou fait une proposition selon la Loi des faillites.

Article 21. Un membre de l'Assemblée législative ou de la Chambre des communes ou le candidat à l'un de ces postes n'est pas éligible à la fonction de président de la Corporation ou d'une section. Le fait pour le président de la Corporation ou d'une section de se porter candidat au poste de député provincial ou fédéral rend *ipso facto* ces fonctions vacantes au sein de la Corporation.

Démission:

Article 22. *a*) Un membre du conseil peut, en tout temps, donner avis écrit au conseil de son intention de démissionner, et sur acceptation

Term of office and rotation:

Article 17. (*a*) The term of office of the delegated administrators is one (1) year. They remain in office until the end of the annual general meeting of the Corporation. They shall be replaced or confirmed in their functions in the manner provided in the by-laws.

(*b*) The term of office of the elected administrators is two (2) years. They remain in office until the end of the annual general meeting. They shall be replaced or confirmed in their functions in the manner provided in the by-alws.

(*c*) The elected administrators are, alternatively, elected each year for a period of two (2) years by the annual general meeting at the rate of four (4) in even years and five (5) in odd years.

(*d*) The term of office of the officers is one (1) year. They remain in function until the end of the annual general meeting of the Corporation. They shall be replaced or confirmed in their functions in the manner provided in the by-laws.

(*e*) The officers, i.e., the President, the First Vice-President, the Second Vice-President, the Secretary and the Treasurer are selected each year after the election of the administrators, by and among the latter.

(*f*) The choice of officers is immediately submitted to the Provincial Administration Council called together for this purpose which may confirm or refuse this choice.

(*g*) In the case of refusal, the Council must make recommendations. The elected administrators meet to select new officers until they are accepted by the Council.

Re-eligibility:

Article 18. At the expiration of their term of office, the elected administrators and the officers may be reelected and the delegated administrators may be delegated anew.

Article 19. The President of the Corporation may not be elected for more than two (2) consecutive years. This article does not apply to the sections.

Disqualification:

Article 20. 1. The office of an officer and director becomes immediately vacant when its holder is put into bankruptcy or commits an act of insolvency or makes a proposal in accordance with the Bankruptcy Act.

2. In every case where an office is filled by a representative of a company or corporation, such office shall become immediately vacant if the credentials of such a representative are revoked, if the company or corporation represented by him ceases to be a member of the Corporation or else, if the said company or corporation is put into bankruptcy, has committed an act of insolvency or made a proposition in accordance with the Bankruptcy Act.

Article 21. The Provincial or Federal Member of Parliament or the candidate to either post shall not be eligible to the function of President of the Corporation or Chairman of a section. The fact, for the President of the Corporation or the Chairman of a Section of standing as a candidate to the post of Provincial or Federal Member of Parliament renders *ipso facto* these functions vacant within the Corporation.

Resignation:

Article 22. (*a*) A member of the Council may at any time, give the Council a written notice of his intention of resigning and, upon acceptance

d'une telle démission, le poste devient vacant. Tout poste du conseil et du comité exécutif devient aussi vacant si le titulaire, pour quelque raison que ce soit, cesse d'être membre de la corporation ou en est suspendu.

b) Un membre du comité exécutif peut en tout temps donner avis écrit de son intention de démissionner; sur acceptation de la démission par le comité, le poste devient vacant.

Vacances:

Article 23. S'il se produit quelque vacance à la charge de président, premier vice-président, second vice-président, secrétaire, trésorier, le comité exécutif a le droit de nommer un membre du conseil provincial pour remplir telle vacance pour le reste du terme.

Si ce nombre occupait déjà une des charges énumérées au paragraphe précédent ou un poste de directeur, sa fonction devient vacante lorsqu'il accepte sa désignation à sa nouvelle fonction. La nouvelle vacance est comblée par le comité exécutif en la manière prévue aux présents règlements.

Si quelque vacance se produit parmi les autres membres du comité exécutif, celui-ci a le droit de nommer un membre ordinaire pour remplir telle charge vacante pour le reste du terme.

Cependant, le comité exécutif ne peut nommer à aucun poste vacant en son sein le membre démissionnaire, avant l'expiration du terme pour lequel il avait été élu, Le présent règlement s'applique aussi aux sections de la Corporation.

Éligibilité des membres: (élections)

Article 24. Tout individu, membre en règle de la Corporation, et tout délégué d'une compagnie ou société membre en règle de la Corporation est éligible à l'une quelconque des fonctions électives du conseil s'il est proposé et secondé de la façon suivante:

a) La présentation d'un candidat doit être faite sur une formule appropriée qui doit indiquer le nom du candidat, son adresse et porter la signature du proposeur et de deux (2) autres membres de la Corporation. Elle doit contenir en outre la signature du candidat, la mention de son consentement à être candidat et l'acceptation de la fonction, s'il est élu;

b) L'acte de candidature, au moins vingt (20) jours avant l'assemblée générale annuelle de la Corporation, est envoyé au comité des candidatures et des élections, à l'adresse du siège social de la Corporation.

Article 25. Au moins quarante (40) jours avant l'assemblée générale annuelle, la Corporation, par son secrétaire exécutif, avise les membres du nombre d'administrateurs qui devront être élus, et leur fait parvenir une formule de mise en nomination.

Article 26. Le comité des candidatures et des élections dresse la liste des candidats présentés de la façon décrite dans les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article 24.

Si le nombre des candidats est inférieur à cinq (5) ou à quatre (4), selon le cas, il est du devoir du comité des candidatures et des élections de proposer autant de candidats qu'il en faut pour combler les cadres, selon les dispositions des présents règlements.

Article 27. Devant l'assemblée générale annuelle, avant la tenue de l'élection, le président du comité des candidatures et des élections doit

of said resignation, the post becomes vacant. Any post on the Council and the Executive Committee also becomes vacant if the occupant for any reason whatsoever, ceases to be a member of the Corporation or is suspended by same.

(*b*) A member of the Executive Committee may, at any time, give a written notice of his intention of resigning, upon acceptance of the resignation by the Committee, the post becomes vacant.

Vacancies:

Article 23. Should a vacancy occur to the post of President, 1st Vice-President, Second Vice-President, Secretary or Treasurer, the Executive Committee has the right to appoint a member of the Provincial Council to fill such vacancy for the balance of the term.

If this member was already occupying one of the posts listed in the previous paragraph or a post of director, his function becomes vacant when he agrees to his appointment to his new post. The new vacancy is filled by the Executive Committee in the manner provided in the present by-laws.

Should a vacancy among the other members of the Executive Committee, the latter has the right to appoint an ordinary member to such vacant post for the balance of the term.

However, the Executive Committee may not designate to any post on the Executive Committee the resigning member before the expiration of the term for which he had been elected. The present by-law also applies to the sections of the Corporation.

Eligibility of members: (elections)

Article 24. Any individual member of the Corporation in good standing and any delegate from a member company or society in good standing with the Corporation is eligible to any elective post on the Council if he is put forward and seconded in the following manner:

(*a*) The nomination is made in writing on an appropriate form issued for such purpose, showing the name of the candidate, his address and bearing the signature of the proposer and that of two (2) other members of the Corporation. It must also bear the signature of the candidate, indicating his consent to the nomination and his willingness to accept the office if elected;

(*b*) This nomination of candidates, at least twenty (20) days before the annual general meeting of the Corporation, is sent to the Nominating and Election Committee and addressed to the head office of the Corporation.

Article 25. At least forty (40) days before the general meeting, the Corporation, through its Executive Secretary, notifies the members of the posts up for election and sends them a nomination form.

Article 26. The Nominating and Election Committee prepares a list of all candidates nominated as described in paragraphs "*a*" and "*b*" of Article 24.

Should the number of candidates be inferior to five (5) or four (4), depending on the case, it is the duty of the Nominating and Election Committee to select as many candidates as required to fill all posts in accordance with the provisions of the present by-laws.

Article 27. At the Annual General Meeting, before proceeding with the election, the Chairman of the Nominating and Election Committee

communiquer aux membres de l'assemblée la liste des candidats, en indiquant ceux qui sont recommandés par ledit comité et ceux qui ont été présentés de la façon indiquée dans les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article 24.

Élection par acclamation:

Article 28. Lors de la tenue de l'élection, dans les cas où il n'y aurait pas plus de candidats que de postes d'administrateurs à remplir, le président d'élection les déclare élus par acclamation.

Élection par scrutin secret:

Article 29. Si le vote est nécessaire parce qu'il y a plus de candidats que de postes à remplir, on procède au scrutin secret. Seuls les membres présents et en règle ont le droit de vote, conformément aux règlements.

Article 30. Après la tenue de l'élection, le président d'élections déclare élus membres du comité exécutif les quatre (4) ou cinq (5) candidats, selon le cas, ayant recueillir le plus grand nombre de votes.

Vote:

Article 31. Le vote se fait sous le contrôle du comité des candidatures et des élections dont le président agit à titre de président d'élection et dont les membres agissent à titre de scrutateurs. Ils doivent voir à la préparation des bulletins, à leur distribution et au recueil des votes. Le comité des candidatures et des élections doit ouvrir un ou plusieurs bureaux de scrutin à des heures déterminées pendant le congrès annuel pour recevoir les votes. Il doit prescrire tout mode d'identification des membres s'il le juge nécessaire. Le comité exécutif fixe le jour et le temps du vote qui doit se tenir lors du congrès annuel.

Article 32. Au moment de l'élection, chaque bulletin contient l'énumération alphabétique des candidats, et chaque bulletin, pour être valide, doit être paraphé par le président du comité des candidatures et des élections. Les bulletins de vote déposés dans la boîte de scrutin seront démunis de toute marque d'indentification.

Article 33. Les membres dont une croix en regard des candidats de leur choix et plient le bulletin ainsi marqué de manière que les initiales au verso puissent se voir dans qu'on ait à déplier le bulletin. Le président, sans déplier le bulletin, vérifie d'abord, par l'examen des initiales que ce bulletin est bien celui qu'il a fourni au votant, puis à la vue du votant, il dépose le bulletin dans la boîte du scrutin.

Dépouillement:

Article 34. Immédiatement après la clôture du scrutin, le comité des candidatures et des élections se réunit pour procéder au dépouillement du scrutin. Le secrétaire exécutif, les candidats ou leurs représentants, peuvent assister à tel dépouillement de scrutin.

Annulation de bulletin:

Article 35. Le comité des candidatures et des élections a discrétion de rejeter comme nul tout bulletin altéré et doit rejeter tout bulletin désignant plus de candidats qu'il n'y a de postes à remplir.

Article 36. Au cas d'égalité des voix, le comité des candidatures et des élections se réunit aussitôt en aparté et choisit par scrutin secret lequel des candidats ex aequo est élu.

must communicate to the Assembly, the list of candidates, pointing out those recommended by said Committee and those nominated as indicated in paragraphs "*a*" and "*b*" of Article 24.

Election by acclamation:

Article 28. At election time, in the cases when there should be no more candidates than the number of administrative posts to be filled, the Election Chairman declares them elected by acclamation.

Election by secret ballot:

Article 29. If a vote is necessary, there being more than one candidate to the Office, a secret ballot will then be held. Only members present and in good standing shall have the right to vote in accordance with the by-laws.

Article 30. After the election, the Election Chairman declares as elected members of the Executive Committee, the four (4) or five (5) candidates, depending on the case, who have obtained the largest number of votes.

Vote:

Article 31. All voting is held under the supervision of the nominating and election committee, the Chairman of said committee acting as Election President, the members of said committee acting as scrutineers, whose duty it shall be to prepare, distribute and collect the ballot papers. The nominating and election committee will open a poll or polls at predetermined hours during the general meeting for votes. If necessary, the committee will call for the identification of members. The Executive Committee sets the day and time of the voting, which must be held during the annual convention.

Article 32. At election time, each ballot contains the names of the candidates in alphabetical order and, to be valid, each ballot must be initialed by the President of the Nominating and Election Committee. Ballots placed in the scrutineer's box must be free from any identification mark.

Article 33. The members mark with a cross (x) opposite the name of the candidates of their choice and fold the ballot thus marked, in such manner that the initals on the back can be seen without having to unfold the ballot. The President, without opening the ballot, first verifies by examining the initials that the said ballot is the one which he has furnished to the voter, and subsequently deposits the ballot in the scrutineer's box, in the presence of the voter.

Vote count:

Article 34. Immediately after the closing of the polls, the Nominating and Election Committee meets and proceeds to count the votes. The Executive Secretary, the candidates of their representatives may attend the counting of votes.

Annulment of ballots:

Article 35. The Nominating and Election Committee has discretion to reject as void any ballot that has been altered and must reject any ballot which shows more candidates than there are offices to be filled.

Article 36. In the case of a tie, the Nominating and Election Committee meets immediately aside and chooses, by secret ballot, which candidate *ex-aequo* is elected.

Dispositions transitoires:

Article 37. À l'élection de 1968, les postes suivants: premier vice-président, trésorier et les deux administrateurs élus en 1966, sont vacants. Il y aura donc élection de quatre (4) administrateurs.

Les officiers (premier vice-président et trésorier) seront alors élus par les administrateurs formant le comité exécutif selon l'article 17.

En 1969, toutes les personnes non élus en 1968 ne sont plus en fonctions et les élections auront lieu pour autant d'administrateurs.

Alors l'article 17 entre pleinement en jeu.

Article 38. La nouvelle procédure régissant l'élection des membres du comité exécutif, à partir de l'élection de 1968, ne s'applique pas à l'élection des officiers d'un conseil de sections. Elle demeure régie *mutatis mutandis* par les règlements applicables précédemment à l'élection des officiers et administrateurs du comité exécutif.

Comité exécutif:

Article 39. Le comité exécutif a principalement pour rôle de voir à l'exécution des décisions, résolutions du conseil. Il surveille la bonne administration de la Corporation et a l'autorité d'ordonner et de disposer de tout ce lui semble nécessaire au bon fonctionnement de la Corporation.

Il fait rapport de ses décisions et de ses activités au conseil réuni en assemblée. Il a tels autres pouvoirs et devoirs que lui délègue le conseil.

Sont également de son ressort:

a) Les relations du travail;

b) La protection des droits et privilèges de la Corporation;

c) La surveillance des intérêts professionnels en toute circonstance;

d) Le placement des fonds en conformité de l'article 981 (*o*) du Code Civil de la province de Québec;

e) Les intérêts financiers;

f) Le comité exécutif doit s'assurer que tout officier, membre ou employé de la Corporation, susceptible de recevoir ou de débourser les fonds de la Corporation ou qui a autorité pour le faire, détienne aux frais de la Corporation une assurance-caution, d'une compagnie responsable de la province de Québec pour garantir l'exécution de ses devoirs et le remboursement des sommes qu'il a reçues comme tel;

g) Faire les ententes prévues aux articles 26 et 27 de la loi.

Devoirs des membres du bureau:

Article 40. *a*) *Président:* Le président de la Corporation peut convoquer et doit présider toutes les assemblées de la Corporation, les assemblées du conseil et du comité exécutif.

Il a droit à un vote prépondérant partout. Il peut exercer la surveillance générale de la Corporation. Il a voix délibérante aux assemblées, aux conseils des sections. Sauf pour le comité des candidatures et des élections, il est membre de droit de tous les comités permanents ou spéciaux, avec droit de vote. Il signe conjointement avec le secrétaire les procès-verbaux des assemblées générales de la Corporation et des assemblées du conseil et du comité exécutif. Il signe également les certificats d'admission des membres conjointement avec le secrétaire. Il doit de plus exercer tous les pouvoirs qui incombent à sa charge.

Transitory provisions:

Article 37. In the 1968 election, the following posts: First Vice-President, Treasurer and the two administrators elected in 1966, are vacant. There will then be election of four (4) administrators.

The officers, (First Vice-President and Treasurer) will then be elected by the administrators forming the Executive Committee in accordance with Article 17.

In 1969, all persons not elected in 1968, are no longer in office and elections will be held for that many administrators.

Thus, Article 17 is directly involved.

Article 38. The new procedure regulating the election of the members of the Provincial Executive Committee, beginning with the 1968 election, does not apply to the election of the officers of the administration boards of the sections. It remains regulated *mutatis mutandis* by the by-laws previously applicable to the election of the officers and administrators of the Provincial Executive Committee.

Executive Committee:

Article 39. The main duties of the Executive Committee are to see that the decisions and resolutions of the Council are executed. Also to supervise the sound administration of the Corporation and all other details necessary for the good operation of the Corporation.

It reports to the Council in session. It has such other powers and duties to perform as given by the Council.

The following functions are also within its scope:

(*a*) labour relations;

(*b*) the protection of the rights and privileges of the Corporation;

(*c*) the protection of the professional interests in every circumstances;

(*d*) investments of funds according to provisions of Article 981 (*o*) of the Civil Code of the Province of Quebec;

(*e*) financial interests;

(*f*) the Executive Committee must see that every officer, member or employee of the Corporation, whose duties include the receiving and disbursement or authority for disbursement of the funds of the Corporation, be bonded in a Guarantee Company in the Province of Quebec to assure the performance of the duties of his office and the reimbursement of money received by him as such.

(*g*) arrange all agreements specified in Articles 26 and 27 of the Act.

Duties of officers:

Article 40. (*a*) *President:* The President of the Corporation may convene and must preside at all meetings of the Corporation, meetings of the Council and of the Executive Committee. He may have a casting vote whenever necessary at every meeting. He may exercise the general supervision of the Corporation. He has a deliberative voice at the Council meetings of sections. Except as regards the Nominating and Election Committee, he is a member *ex-officio* of all the Committees, standing or special, with the rigth of vote. Jointly with the secretary, he signs the minutes of the general meetings of the Corporation, the Council and the Executive Committee. He also signs the admission certificates of the members jointly with the Secretary. He must, in addition, exercise all the powers related to his function.

Article 41. *b) Premier vice-président:* Lorsque le président est incapable ou refuse d'agir, le premier vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président.

Article 42. *c) Deuxième vice-président:* Lorsque le président et le premier vice-président sont incapables ou refusent d'agir, le second vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs d'iceux.

Article 43. *d) Le secrétaire:* Le secrétaire vérifie et fait approuver les procès-verbaux des assemblées de la Corporation et du conseil et les signe. Il fait tout ce que le conseil lui assigne. Cette fonction est différente de celle de secrétaire exécutif.

Article 44. *e) Le trésorier:* Le trésorier a la responsabilité de la tenue des comptes et doit soumettre le bilan aux membres de la Corporation, à l'assemblée générale annuelle. Il fait tout ce que le conseil lui assigne.

Article 45. *f) Le secrétaire exécutif:* Le secrétaire exécutif qui n'est pas nécessairement un membre, doit:

1° Rédiger les procès-verbaux des assemblées de la Corporation, des assemblées du conseil et du comité exécutif et y donner suite;

2° Être le dépositaire et le gardien des sceaux, de tous les livres, papers, registres, procès-verbaux, documents appartenant à la Corporation et tout ce qui peut constituer ses archives. Tels documents doivent être gardés dans les bureaux de la Corporation;

3° Les secrétaires exécutifs adjoints et les investigateurs de la Corporation sont également gardiens de la liste ou du registre des membres de la Corporation et peuvent attester de leur contenu;

4° Tenir une liste ou un registre de tous les membres de la Corporation; faire toute la comptabilité de la Corporation si le trésorier ou un autre employé n'est pas préposé à ce travail. Le secrétaire exécutif doit faire vérifier, tous les 3 mois, les états comptables de la Corporation par des experts comptables dont le rapport doit être soumis au comité exécutif à la séance suivante;

5° Voir à la correspondance de la Corporation et garder les dossiers, compiler les originaux et les copies; signer sous la direction du comité exécutif toutes conventions, documents et autres actes à être attestés par la Corporation conformément aux dispositions des règlements; contrôler les recettes et les déposer dans la banque à charte désignée par le consil;

6° Surveiller l'application de la loi des Maîtres Électriciens du Québec et les règlements de la Corporation;

7° Faire enquête et dresser un dossier dans chaque cas de plainte contre un membre de la Corporation et également contre les non-membres;

8° Sous la direction du comité exécutif ou du président, procéder contre toute personne qui exerce illégalement le métier ou commet une infraction à la Loi des Maîtres Électriciens ainsi qu'aux règlements de la Corporation. Le secrétaire exécutif, ou toute autre personne désignée par lui, par écrit, signera les plaintes portées par la Corporation contre les contrevenants;

9° Donner avis des assemblées aux membres concernés selon le cas;

Article 41. (*b*) *1st Vice-President:* The First Vice-President replaces the President when the latter is unable or unwilling to act and otherwise exercises all the powers incidental to his office.

Article 42. (*c*) *2nd Vice-President:* When the President and the First Vice-President are unable or unwilling to act, the Second Vive-President replaces them and exercises all the powers incidental to his office.

Article 43. (*d*) *Secretary:* The Secretary verifies and has the proceedings of the meetings of the Corporation and the Council approved and he signs them. He performs such duties as may be assigned to him by the council. This function is different from that of the Executive Secretary.

Article 44. (*e*) *Treasurer:* The Treasurer is responsible for the accounting and submits his financial statement to the members of the Corporation at the Annual General Meeting. He performs such duties as may be assigned to him by the Council.

Article 45. (*f*) *Executive Secretary:* The Executive Secretary, who is not required to be a member, must:

1. Take note of the proceedings of the meetings of the Corporation, the Council and the Executive Committee and must look after follow-ups;

2. Keep the Corporation seals, all books, stationery, account books, minute books, documents belonging to the Corporation and any documents constituting records, and all said documents must be kept in the offices of the Corporation;

3. Joint executive secretaries and investigators are guardians of the register of the members and, as such, must vouch for the information contained therein;

4. Keep a list or register of all the members of the Corporation, do bookkeeping of the Corporation if the Treasurer or another employee is not assigned to this work. The Executive Secretary must have the Corporation accounts verified every three months by public auditors with a report on same submitted to the Executive Committee at the next meeting;

5. See to the correspondence of the Corporation and keep files and compile originals and copies. Sign, under the direction of the Executive Committee, agreements, documents and other acts to be attested for by the Corporation according to dispositions of regulations and by-laws and receive moneys and deposit them in the Chartered Bank chosen by the Council;

6. Supervise the application of the Master Electricians of Quebec Act and By-Laws of the Corporation;

7. Investigate and make a file in each case of a complaint against any member of the Corporation and also against non-members;

8. Under the direction of the Executive Committee or the President, he must proceed against any person illegally exercising the Trade or infringing upon the Master Electricians Act and the by-laws of the Corporation. The Executive Secretary or any person designated and authorized by him in writing will sign any complaint lodged by the Corporation against offenders;

9. Give notice to all the members of any meeting concerning them;

10° Il a la direction du bureau principal ainsi que des autres bureaux de la Corporation avec autorité sur tout le personnel, y compris le pouvoir d'engager et de suspendre temporairement;

11° Il est engagé par contrat sur résolution du comité exécutif. Après 25 ans de service, il est loisible à la Corporation de lui payer jusqu'à sa mort la rente annuelle fixée par résolution du conseil;

12° Il peut assister à toutes les assemblées de la Corporation, du conseil, du comité exécutif ainsi qu'à toutes les assemblées des sections et des conseils de section.

13° Seulement sur preuve de manquement grave à son devoir, le secrétaire exécutif peut être suspendu par le comité exécutif, mais ne peut être congédié que sur un vote de la majorité absolue des membres du conseil:

Le comité exécutif, dans le cas de suspension du secrétaire exécutif a le pouvoir de nommer un remplaçant temporaire en attendant la décision du conseil.

Article 46. En l'absence du secrétaire exécutif, le secrétaire exécutif adjoint a et exerce tous les droits et pouvoirs de secrétaire exécutif.

Article 47. La personne qui remplit la fonction de secrétaire exécutif, peut, à l'égard des fonctions décrites à l'article 45 porter aussi le titre de « directeur général » de a Corporation. Celle qui l'assiste dans ses fonctions peut aussi être désignée sous le nom de « directeur général adjoint ».

CHAPITRE III

Comités

Formation:

Article 48. Le conseil ou le comité exécutif peut, quand il le juge utile ou nécessaire, former des comités ou des sous-comités et en nommer les membres.

Catégories:

Article 49. Il y a des comités temporaires et des comités permanents. Le président d'un comité permanent doit être dans la mesure du possible un membre du conseil.

Devoirs et vacances:

Article 50. Chaque comité doit faire rapport au conseil ou au comité exécutif lorsqu'il est requis de le faire, et à l'assemblée générale annuelle. Le comité exécutif pourra combler temporairement les vacances qui peuvent survenir dans les différents comités: telle nomination cependant devra être ratifiée par le conseil à sa prochaine réunion.

Terme d'office:

Article 51. Chaque membre d'un comité reste en office jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou renommé.

Article 52. Chaque comité doit tenir des procès-verbaux de toutes ses assemblées.

Article 53. Tous les actes et procédures d'un comité sont sujets à revision de la part du conseil ou de l'exécutif. À sa prochaine réunion suivant l'assemblée annuelle, le conseil doit reviser la liste des membres de tous les comités permanents pour y faire les nominations et changements qu'il croit utiles. Le conseil ou le comité exécutif voit à remplir toute vacance pouvant se produire en tout temps dans l'un des comités.

10. Have the responsibility of the General Office and any other offices of the Corporation with authority over all personnel including the power to hire and temporarily discharge such personnel;

11. Be appointed under contract by resolution of the Executive Committee. After twenty-five (25) years of service, the Corporation may pay him a life pension, the amount of which is to be determined by resolution of the Council;

12. May attend all the meetings of the Corporation, the Council, the Executive Committee, also all the section meetings and those of their Councils;

13. Upon evidence of serious breach of duty, the Executive Secretary may be suspended by the Executive Committee but may not be discharged except by a vote of absolute majority by the members of the Council;

In case of suspension of the Executive Secretary, the Executive Committee may appoint a substitute while awaiting the decision of the Council.

Article 46. In the absence of the Executive-Secretary, the deputy-executive-secretary has and exercises all the rights and powers of the executive secretary.

Article 47. The person fulfilling the function of Executive Secretary may, in regards to the functions described in Article 45, also bear the title of "general manager" of the Corporation. The one assisting him in his functions may also be designated as "deputy general manager".

CHAPTER III

Committees

Formation:

Article 48. The Council or the Executive may, whenever it deems it useful or necessary, form committees or sub-committees, and appoint members thereof.

Categories:

Article 49. There are temporary committees and permanent committees. The chairman of a permanent committee must be, as much as possible, a member of the Council.

Duties and vacancies:

Article 50. Each Committee reports to the Council or to the Executive Committee, whenever requested, and to the Annual General Meeting. The Executive Committee fills in temporarily all vacancies arising in any of the Committees; such appointment however must be ratified by the Council at its next meeting.

Term of office:

Article 51. All members of each committee remain in office until replaced or re-appointed.

Article 52. Each Committee shall keep minutes of all its meetings.

Article 53. All acts and proceedings of Committees are subject to revision by the Council or the Executive. At its first meeting following the first Annual General Meeting the Council must revise the list of members forming all standing committees to make appropriate appointments or changes that may be necessary. The Council or the Executive Committee fills in all vacancies arising in any of the Committees at any time.

Article 54. Les comités permanents de la Corporation sont les suivants:

a) le comité des candidatures et des élections;
b) le comité de législation et de règlementation;
c) le comité de promotion professionnelle;
d) le comité de finances et de vérification;
e) le comité des membres;
f) le comité d'éthique professionnelle et de discipline;
g) le comité des relations du travail;
h) le comité de pratique professionnelle;
i) l'institut de perfectionnement du maître électricien.

Nonobstant la fixation du nombre des membres composant chacun des comités dans les règlements, le conseil ou le comité exécutif peut, à son gré, augmenter le nombre des membres de chacun de ces comités.

Comité de nomination et d'élection

Composition:

Article 55. Le comité des candidatures et des élections se compose de cinq membres nommés par le conseil. Cependant, les membres du comité exécutif et tout autre membre se portant candidat à l'élection ne peuvent être membres de ce comité sous peine d'être automatiquement disqualifiés comme candidat.

Article 56. Les membres du comité des candidatures et des élections ont droit de vote.

Article 57. Ce comité, en outre d'exécuter les tâches qui lui sont particulièrement assignées par le conseil, voit généralement à l'exécution des procédures et formalités d'élection et accomplit les fonctions qui lui sont attribuées par les présents règlements. (voir articles numéros 24 à 38)

Comité de législation et des règlements

Composition:

Article 58. Le comité se compose de trois membres nommés par le conseil et peut en outre s'adjoindre le conseiller juridique de la Corporation.

Fonctions:

Article 59. Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier:

a) L'étude de la coordination des rapports et suggestions soumis au conseil, concernant la législation et les règlements et provenant des sections ou d'ailleurs;

b) La soumission à la décision du conseil de la Corporation de tout amendement projeté aux règlements;

c) L'étude et l'examen de toute législation et réglementation des autorités gouvernementales et municipales, relativement aux travaux électriques ou concernant les intérêts et les droits de la Corporation et de ses membres;

d) Le comité se tient au courant de toute instance judiciaire relative à l'application de la charte et aux règlements de la Corporation. Il doit faire rapport de ses constatations au comité exécutif et au conseil.

Comité de promotion professionnelle

Composition:

Article 60. Le comité de promotion professionnelle se compose de cinq (5) membres en règle de la Corporation, nommés par le conseil.

Article 54. The following are standing Committees:

(*a*) Nominating and Election Committee;
(*b*) Legislation and Constitutional Committee;
(*c*) Professional Promotion Committee;
(*d*) Audit and Finance Committee;
(*e*) Membership Committee;
(*f*) The Committee on Professional Ethics and Discipline;
(*g*) Industrial Relations Committee;
(*h*) The Committee on Professional Practice;
(*i*) The Institute for the Improvement of the Master Electrician.

Notwithstanding the fact that the number of members forming each committee is fixed by regulation, the Council or Executive Committee may, at its discretion, increase the number of members of each committee.

Nominating and Election Committee

Composition:

Article 55. The Nominating and Election Committee is composed of five members appointed by the Council. However, the members of the Executive Committee and any other members offering themselves as candidates in the election may not be members of this Committee under the penalty of being automatically disqualified as a candidate.

Article 56. Members of the nominating and election committee have the right to vote.

Article 57. This Committee, in addition to carrying out the duties and powers as assigned by the Council, sees that the election proceedings and formalities are carried out and exercises all the duties assigned to it by the present by-laws (see Articles Nos. 24 to 38.).

Legislation and Constitutional Committee

Composition:

Article 58. This Committee consists of three (3) members appointed by the Council and may include the Legal Adviser of the Corporation.

Functions:

Article 59. The powers and duties of this Committee are as determined by way of resolution of the Council and particularly cover:

(*a*) The study and co-ordination of reports and suggestions with respect to Legislation and By-Laws as submitted to the Council from sections or other sources;

(*b*) Submitting to the Council and the Corporation any proposed amendments to the By-Laws;

(*c*) Studying and examining of any legislation and regulation, of Governmental or Municipal authorities with respect to electrical work or concerning the interests and rights of the Corporation and its members;

(*d*) Keeping informed of all legal proceedings regarding the application of the Charter and the By-Laws of the Corporation. It shall report all findings to the Executive Committee and the Council.

Professional Promotion Committee

Composition:

Article 60. This Committee consists of five (5) members in good standing of the Corporation appointed by the Council.

Fonctions:

Article 61. Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier:

a) La rédaction et la publication de toute documentation pouvant éclairer le public sur les travaux, les buts et les activités de la Corporation, sur les qualités, les responsabilités et les fonctions des membres de la Corporation;

b) L'étude et la désignation des méthodes les plus pratiques, les plus conformes à la bonne pratique professionnelle et les plus aptes à confirmer dans le public les avantages que présentent les services des membres de la Corporation;

c) Le contrôle et la surveillance de tous les bulletins adressés aux membres. Le comité peut aussi prendre l'initiative de publier toute documentation, article, écrit; l'organisation de conférences, de cours, ou l'emploi de toutes autres méthodes susceptibles d'augmenter la compétence ou l'habilité des membres de la Corporation.

Autorisation préalable:

Article 62. Avant de mettre à exécution toute décision, ce comité doit obtenir l'autorisation du comité exécutif.

Institut de perfectionnement du maître électricien

Composition:

Article 63. Un comité est constitué sous le nom de l'institut de perfectionnement du maître électricien et se compose d'un président et de 4 membres, tous nommés par le conseil provincial d'administration.

Fonctions: Les pouvoirs et devoirs de l'institut de perfectionnement du maître électricien sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil provincial et comprennent en particulier:

a) L'organisation de cours en quelque matière que ce soit, la préparation et la correction d'examens;

b) L'attestation que les cours ont été suivis;

c) L'émission de certificats de spécialisation concernant les spécialités reconnues comme telles par les présents règlements.

Modalités: 1° Les certificats de spécialisation doivent porter, pour être valables, la signature du président provincial de la Corporation et celle du président de l'institut.

2° Le chauffage électrique constitue une spécialité pour laquelle un certificat de spécialisation peut être émis.

3° Est reconnu spécialiste en chauffage électrique le membre qui a obtenu son certificat de spécialiste de chauffage électrique de l'institut de perfectionnement du maître électricien après avoir subi avec succès les examens dudit comité personnellement ou par l'entremise d'un individu régulièrement à son emploi.

Privilèges: 1° Le certificat comporte le droit exclusif pour le membre de la Corporation qui l'a obtenu personnellement ou par l'entremise d'un individu régulièrement à son emploi de prendre la qualité de spécialiste en chauffage électrique.

2° Aucun individu ne peut qualifier plus d'un membre à la fois.

3° Dans le cas où tel individu cesse de qualifier le membre au sens du présent article, les dispositions de l'article 6 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Duties:

Article 61. The powers and duties of this Committee are as determined by resolution of the Council and particularly cover:

(*a*) Drafting and publishing of any document of interest to inform the public about the work, aims and activities of the Corporation, the qualities, responsibilities and duties of the members of the Corporation;

(*b*) Studying and designating the most practical and general methods for good professional conduct and informing the public of the advantages that the services of the members of the Corporation offer;

(*c*) Controlling and supervising of all the News Bulletins to be addressed to the members. The Committee may also take the responsibility of publishing any documentation or written articles, organize lectures and conferences or use any other methods designed to increase the skill and competency of the members of the Corporation.

Preliminary authorization:

Article 62. Before putting any decision into practice, this Committee must obtain the Executive Committee's approval.

The Institute for the Improvement of the Master Electrician

Composition:

Article 63. A Committee is constituted under the name of the "Institute for the Improvement of the Master Electrician" and is composed of a chairman and 4 members, all appointed by the Provincial Administration Council.

Functions: The powers and duties of the Institute for the Improvement of the Master Electrician are determined by resolutions from the Provincial Council and include particularly:

(*a*) The organization of courses on any subject, the preparation and the correction of examinations;

(*b*) The attestation that the courses have been attended;

(*c*) The issuing of specialization certificates on specialities recognized as such by present regulations.

Conditions: 1. Specialization certificates, to be valid, must bear the signature of the provincial president of the Corporation and that of the chairman of the Institute.

2. Electric Heating constitutes a specialty for which a specialization certificate may be issued.

3. Recognized as a specialist in electric heating is the member who has obtained his certificate as specialist in electric heating from the Institute for the Improvement of the Master Electrician after successfully undergoing the examinations of said committee in person or through the intermediary of an individual regularly in his employ.

Privileges: 1. The certificate comprises the exclusive right for the member of the Corporation who has obtained it in person or through the intermediary of an individual regularly in his employ, to assume the quality of specialist in electric heating.

2. No individual may qualify more than one member at a time.

3. In the case where such individual ceases to qualify the member within the meaning of the present article, the provisions of Article 6 apply *mutatis mutandis*.

4° Avant de mettre à exécution toute décision, ce comité devra obtenir l'autorisation du comité exécutif.

Comité de finances et de vérification

Composition:

Article 64. Le comité de finances et de vérification se compose de trois (3) membres nommés par le conseil.

Fonctions:

Article 65. Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier:

a) La considération et l'analyse du rapport annuel des vérificateurs et des revenus et dépenses de la Corporation;

b) La considération du budget annuel à être soumis par le trésorier à l'assemblée générale annuelle;

c) La considération des déboursés spéciaux à être effectués au cours de chaque année financière;

d) La considération du rapport à être soumis du conseil, des revenus, dépenses, budget et état financier de chaque section;

e) La responsabilité de voir, chaque année, à ce que les livres soient vérifiés et les états financiers préparés et attestés par un ou des comptables agréés désignés par le conseil;

f) Ce comité doit soumettre au comité exécutif un bilan vérifié, et en outre, un rapport sur les objets mentionnés dans les paragraphes « *a* », « *b* », « *c* » ci-dessus.

Comité des membres

Composition:

Article 66. Ce comité se compose de quatre (4) membres en règle, nommés par le conseil.

Séances obligatoires:

Article 67. Le comité doit tenir alternativement à Québec et à Montréal une séance d'examen à tous les deux mois aux dates qu'il fixera.

Il peut refuser à l'examen un candidat dont la demande d'admission n'a pas été déposée trente (30) jours avant la date de la séance d'examen.

Fonctions:

Article 68. Sous réserve des dispositions de la loi concernant les électriciens et sans préjudice aux droits, pouvoirs et attributions conférés par ladite loi au Bureau des Examinateurs de la province de Québec et sans préjudice également à la validité reconnue par la susdite loi et les règlements adoptés sous son empire à l'égard des licences émises par le Bureau des Examinateurs de la province de Québec, le comité à chacune de ses séances, étudie le dossier de tous les candidats à l'admission dans la Corporation. Il doit les examiner sur leurs aptitudes professionnelles, et peut pour ce faire s'adjoindre le personnel requis.

Il a autorité de décider si lesdits candidats rencontrent les prescriptions des règlements, et en conséquence, ordonne l'émission d'un certificat de membre, ou refuse l'entrée selon le cas. Seul le comité exécutif devant lequel peut être interjeté l'appel, a le pouvoir de renverser les décisions dudit comité à sa prochaine réunion.

Les examinateurs peuvent exiger des candidats une démonstration pratique aussi bien que théorique en rapport avec leur examen.

4. Before carrying out any decision, this committee must obtain the authorization of the Executive Committee.

Audit and Finance Committee

Composition:

Article 64. The Audit and Finance Committee consists of three (3) members appointed by the Council.

Functions:

Article 65. The powers and duties of this Committee are as determined by resolution of the Council and particularly cover:

(*a*) Considering and analysing the Auditors' Annual Report and the revenues and expenses of the Corporation;

(*b*) Considering the Annual Budget to be submitted by the Treasurer to the Annual General Meeting;

(*c*) Considering special expenditures to be made in the course of each fiscal year;

(*d*) Considering the report to be submitted to the Council, of the revenues, expenses, budget and financial statement of each section;

(*e*) Seeing that each year the books of the Corporation are audited and a financial statement prepared and certified by Chartered Accountants selected by the Council;

(*f*) This committee shall submit to the Executive Committee an audited balance sheet with a report on the subjects mentioned in the above paragraphs "*a*", "*b*", "*c*".

Membership Committee

Composition:

Article 66. This Committee consists of four (4) members in good standing appointed by the Council.

Obligatory sessions:

Article 67. The Committee must hold alternatively in Quebec City and Montreal an examination session every two months on dates that it shall determine.

It may refuse the examination to a candidate whose application for admission has not been deposited thirty (30) days before the date of the examination session.

Functions:

Article 68. Subject to the provisions of the Electricians Act and without prejudice to the rights, powers and attributions conferred by said act to the Board of Electrical Examiners of the Province of Quebec and equally without prejudice to the validity of the licenses issued under this act and its by-laws in regard to the Board of Electrical Examiners of the Province of Quebec, the Committee, at each sitting studies the record of each candidate seeking admission into the Corporation. It shall examine them with respect to their professional knowledge and may for that purpose add to its personnel.

It has authority to decide if such candidates fulfil the prescriptions of these regulations and by-laws and consequently authorizes the membership certificate or refuses the admission, as the case may be. Only the Executive Committee, before which notice of appeal may be given, has the power to offset at its next meeting the decisions of said Committee.

Examiners may require from candidates a practicol demonstration as well as a theretical one.

Comité d'éthique professionnelle et de discipline

Composition:

Article 69. Le comité d'éthique professionnelle et de discipline est composé de cinq (5) membres en règle, nommés par le conseil.

Cependant, les membres du comité exécutif ne peuvent faire partie de ce comité.

Fonction:

Article 70. Le comité doit enquêter sur toute plainte relative à la conduite professionnelle des membres et sur toute infraction à la charte de la Corporation et à ses règlements commise par quiconque.

Il doit promouvoir le respect du code d'éthique sanctionné par le conseil provincial d'administration.

Article 71. Ce comité doit siéger chaque fois qu'il en est requis par son président, par deux de ses membres, ou par le secrétaire exécutif. Les plaintes reçues par les sections ou par tout membre doivent être transmises au secrétaire exécutif qui en informe le président. Si le président juge que la plainte est de la nature d'une infraction, il mande le secrétaire exécutif de la Corporation d'ouvrir une enquête.

Enquête sur plainte:

Article 72. Le secrétaire exécutif de la Corporation est autorisé à faire toutes les démarches, recherches et demandes de renseignements qu'il croit utiles, au sujet des actes imputés dans la plainte. Le secrétaire exécutif fait alors au président du comité un rapport complet de son enquête.

Rejet d'une plainte:

Article 73. Le président du comité, lorsque la plainte est à sa face, frivole ou futile, ou lorsque le rapport du secrétaire exécutif le convainc que la plainte est sans aucun fondement, doit notifier par écrit le plaignant que le comité n'entend pas y donner suite.

Enquête et audition:

Article 74. Lorsque la plainte paraît fondée, le président du comité donne instructions au secrétaire-exécutif de:

a) rédiger une plainte officielle contre la personne accusée;

b) envoyer une copie de cette plainte à la personne accusée;

c) convoquer une réunion du comité pour audition de cette plainte;

d) donner, par poste recommandée, avis à la personne accusée de la tenue de telle assemblée au moins quinze jours à l'avance et l'inviter à y assister.

Avertissement sans audition préalable:

Article 75. *a*) Lorsque l'infraction reprochée lui paraît fondée mais de peu de gravité, d'après les documents qui lui sont soumis et le rapport du secrétaire exécutif, le président du comité, après avoir soumis le dossier au comité de discipline et avec l'autorisation de celui-ci, envoie une lettre d'avertissement au membre visé par la plainte.

b) Si celui-ci juge que la lettre d'avertissement n'est pas justifiée, il a droit, par lettre adressée au secrétaire exécutif de la Corporation, de demander d'être entendu par le comité de

Committee on Professional Ethics and Discipline

Composition:

Article 69. The Committee on Professional Ethics and Discipline is formed of five (5) members in good standing, appointed by the Council.

However, the members of the Executive Committee may not act as members of this Committee.

Functions:

Article 70. It investigates any complaint to the professional conduct of the members or upon any infringement by anyone upon the Corporation's Chapter and its By-Laws.

He must promote respect for the code of ethics sanctioned by the Provincial Administration Council.

Article 71. This Committee must meet whenever called by its chairman or by two of its members or by the Executive Secretary. Complaints received by the sections or by any member are referred to the Executive Secretary, who reports to the Chairman. If the Chairman judges that the complaint is in the nature of an infringement, he orders the Executive Secretary of the Corporation to start an investigation.

Investigation upon complaint:

Article 72. The Executive Secretary of the Corporation is authorized to take all steps, make all research and all information requests he considers necessary concerning the charges set forth in the complaint. The Executive Secretary then submits a complete report of his investigation to the Chairman of the Committee.

Reject of a complaint:

Article 73. The Chairman of the Committee, when according to him the complaint is frivolous or trifling, or when the report of the Executive Secretary convinces him that the complaint is completely unfounded, must notify in writing, the complainant that the Committee does not intend to take action.

Investigation and hearing:

Article 74. When the complaint seems well founded, the Chairman of the Committee gives the Executive Secretary instructions to:

(*a*) Prepare an official complaint againts the accused;

(*b*) Send a copy of the complaint to the accused;

(*c*) Convene a meeting of the Committee for the hearing;

(*d*) Give, by registered mail, notice to the accused of the meeting, at least fifteen (15) days before such meeting is to be held and invite him to attend.

Warning without a previous hearing:

Article 75. (*a*) When the alleged violation appears to him founded but not of a serious nature according to the documents submitted to him and the report from the Executive Secretary, the chairman of the Committee, after he has submitted the file to the Discipline Committee and, with its authorization, sends a letter of warning to the member involved in the complaint.

(*b*) If the latter should judge that the warning letter is not justified, he is entitled, through a letter addressed to the Executive Secretary of the Corporation, to be heard by the Discipline Com-

discipline et de fournir les explications nécessaires. Il doit alors être entendu à la séance la plus rapprochée du comité.

c) Aucune sanction autre que la lettre d'avertissement ne peut être infligée à un menbre sans qu'il ait été appelé à comparaître devant le comité en la matière prévue à l'article précédent.

Lieu de l'instruction:

Article 76. Les séances d'audition du comité se tiennent dans les bureaux de la Corporation ou ailleurs, lorsqu'en raison des circonstances, le comité le croit préférable.

Procédure lors de l'instruction:

Article 77. Lors de l'audition, des témoins peuvent être entendus à l'initiative du plaignant ou de l'accusé, du secrétaire exécutif ou du comité. L'accusé a droit de faire entendre ses représentations personnelles comme il doit se soumettre aux interrogatoires que le comité juge à propos. Lorsque l'accusé, après avoir été appelé fait défaut de comparaître ou de plaider, le comité peut procéder par défaut sur la plainte.

Délibération:

Article 78. Après l'audition des témoins et des représentations des parties intéressées, le comité délibère à huis clos et prend pour ce faire le temps requis.

Commission rogatoire:

Article 79. Dans le cas où le comité croit trop onéreux pour le plaignant, l'accusé ou la Corporation, d'exiger le déplacement des témoins devant être entendus à cause de leur nombre et de l'éloignement, de la maladie ou autre raison, ledit comité peut déléguer le président, ou le secrétaire du comité, ou le secrétaire exécutif de la Corporation à se rendre dans la ou les localités où se trouvent les témoins, afin d'y cueuillir les dépositions desdits témoins, par écrit et signées par eux. Pour procéder à ces interrogatoires, le délégué du comité doit s'adjoindre le président ou un officier de la section dans les territoires de laquelle il se trouve. Le plaignant et l'accusé ont le droit d'assister à ces interrogatoires.

Procédure pour l'instruction:

Article 80. Le président du comité ou le délégué, selon le cas, a toute l'autorité et la discrétion de déterminer la procédure et de voir à la conduite de ces séances d'enquête et a l'audition avec dignité et bon ordre. Il peut interdire l'entrée dans la salle à toute personne autre que les témoins et les parties intéressées.

Article 81. Le plaignant ou l'accusé peuvent comparaître personnellement ou par procureur, devant le comité. Toutes les assignations sont faites au nom de la Corporation par le secrétaire exécutif. Tous les avis doivent être expédiés par poste recommandé ou par voie de signification si le président du comité le juge à propos.

Article 82. Dans toutes les causes portées devant le comité, les pièces produites ne peuvent être déplacées à moins du consentement par écrit des deux parties et de la permission également écrite du président du comité. Toutes les pièces produites dans une cause deviennent communes à toutes les parties de l'instance, et elles peuvent expédier des copies par l'entremise du secrétaire exécutif qui en est aussi dépositaire. Tant que le jugement final et en dernier ressort n'est pas rendu, toute pièce produite fait partie du dossier, et après la cause définitivement

mittee and to provide the necessary explanations. He must, then, be heard at the nearest meeting of the Committee.

(c) No sanction other than the warning letter may be inflicted upon a member unless he has been called to appear before the Committee in the matter provided for in the previous article.

Hearing Session:

Article 76. The hearing sessions of the Committee take place at the Head Office of the Corporation or elsewhere when, in view of the circumstances, the Committee thinks it preferable.

Procedure for instruction:

Article 77. At the hearing, witnesses may be heard at the request of both the complainant and the accused, the Executive Secretary or the Committee. The accused has the right to make his own representations and must submit to the examination that the committee may judge. When the accused, after having been called, fails to appear or to plead, the Committee may proceed by default on the complaint.

Deliberation:

Article 78. After hearing the witnesses and the representations of the parties concerned, the Committee deliberates *in camera* and takes for this purpose, all the time required.

Rogatory Commission:

Article 79. In cases where the Committee believes that it would be too expensive for the complainant, the accused or the Corporation to demand the witnesses to be present, for reason of their number, or due to distance, sickness or other reasons, the said Committee may delegate its Chairman or Secretary or the Executive Secretary of the Corporation to the locality or localities where the witnesses are to be found and get their written and signed statements. For said examinations, the representative of the Committee must act with the President or an officer of the section concerned. The complainant and the accused have the right to attend these examinations.

Procedure for instruction:

Article 80. The Chairman of the Committee or its delegate, as the case may be, has full authority and discretion to decide about the procedure and see that these inquiries and hearings are held with dignity and good order. He may forbid the admission into the room of any person other than the witnesses and the parties concerned.

Article 81. The complainant or the accused may appear personally or by attorney before the Committee. The summons are made in the name of the President of the Corporation by the Executive Secretary. All notices must be delivered by registered mail or by special delivery if the President of the Committee so judges.

Article 82. In all cases brought before the Committee, the filed exhibits cannot be taken out without written consent by the two parties and written permission of the Chairman of the Committee. All such exhibits in the case become accessible to all parties of the instance and they may send copies through the Executive Secretary who, in such a case becomes a trustee. Until last resort and final judgment is rendered and the case is definitely disposed of, all exhibits produced from part of the record and shall not be returned to the party who produced them

terminée, ne peut être remise à la partie qui l'a produite, que sur la permission écrite du président du comité. Le comité n'est pas tenu de dévoiler le nom du dénonciateur.

Article 83. Le comité, après avoir délibéré, doit rendre son jugement par écrit. Si l'accusé est déclaré coupable, le jugement doit indiquer les peines imposées. Les décisions ne peuvent être prises que par la majorité absolue du comité.

Appel:

Article 84. Il y a appel au comité exécutif de toute décision rendue par le comité de discipline dans une instance, de même que de la décision du président de rejeter une plainte en vertu de l'article 73. L'appel peut se faire à l'initiative de toute partie, au moyen d'une inscription sommaire adressée au secrétaire exécutif de la Corporation dans les quarante-cinq (45) jours de la date d'expédition de la sentence à l'accusé.

Article 85. Cet appel est décidé par le comité exécutif à sa première réunion subséquente, permettant cependant au secrétaire exécutif d'envoyer aux parties intéressées un avis d'au moins quinze jours.

Article 86. Sur réception d'une inscription en appel, le secrétaire exécutif doit transmettre un dossier complet au comité exécutif, chaque partie pouvant y adjoindre au moins dix jours avant l'assemblée du comité exécutif un exposé ou *factum* de ses prétentions.

Article 87. Le dossier en première instance et le *factum* des parties sont les seuls documents produits en appel. Seul, le comité exécutif décide si des témoins doivent être entendus de nouveau et une nouvelle preuve faite devant lui. Cependant, les parties ont droit de se faire entendre verbalement lors de la séance. La délibération se fait à huis clos.

Article 88. Le secrétaire exécutif doit expédier au secrétaire de la section de l'accusé une copie certifiée conforme par lui de tout jugement du comité de discipline ou du comité exécutif comportant une peine afin qu'il en donne connaissance au conseil de sa section.

Mesures disciplinaires:

Article 89. Les mesures disciplinaires que le comité de discipline ou le comité exécutif ou le conseil, selon le cas, peuvent exercer contre un membre trouvé coupable, sont les suivantes:

a) Censure sous la forme de lettre signée par le président du comité et expédiée par le secrétaire exécutif;

b) Censure verbale par le président du conseil devant les membres dudit comité, le contrevenant présent;

c) Censure verbale par le président du conseil devant les membres dudit conseil réunis en assemblée, le contrevenant présent;

d) Publication dans un des bulletins officiels de la Corporation du texte de la censure;

e) Amende de pas moins de $50 et de pas plus de $500 pour une première infraction et ne dépassant pas $1,000 pour les infractions subséquentes;

f) Suspension du droit d'exercer le métier pour une durée déterminée. Le membre suspendu peut, à la discrétion du comité exécutif, obtenir la permission de continuer l'exécution des seuls travaux commencés antérieurement à la suspension;

except by written permission of the Chairman. The Committee does not have to divulge the name of the informer.

Article 83. The Committee, after deliberating, renders its judgment in writing. If the accused is declared guilty, the judgment must indicate the sentence. All decisions require the absolute majority of the Committee.

Appeal:

Article 84. An appeal may be made to the Executive Committee of any decision rendered by the Discipline Committee in any complaint, as well as of the decision of the Chairman rejecting a complaint according to section 73. The appeal may be made on the initiative of any party, by means of a summary inscription addressed to the executive-secretary of the Corporation within forty-five (45) days from the date of the sending of the sentence to the accused.

Article 85. This appeal is decided by the Executive Committee at its next meeting, allowing however the Executive Secretary to send to the parties concerned a notice of at least fifteen days.

Article 86. Upon receipt of an inscription in appeal, the Executive Secretary must submit a complete record to the Executive Committee, each party being allowed to add a statement or *factum* of his contentions at least ten days before the meeting of the Executive Committee.

Article 87. In appeal, the record of first instance and the *factum* of the parties are the only documents to be produced. The Executive Committee alone decides if witnesses should be heard over again and a new proof made before it. Nevertheless, the parties have the right to be verbally heard at such hearing. The deliberation is made *in camera*.

Article 88. The Executive-Secretary must send to the secretary of the section of the accused a copy certified by him of any judgment of the Discipline Committee or of the Executive Committee specifying the penalty, so that he may let his section council know about it.

Disciplinary measures:

Article 89. The disciplinary measures which the Discipline Committee or the Executive Committee or the Provincial Council, as the case may be, may exercise against a member found guilty are as follows:

(*a*) Censure as per letter signed by the Chairman of the Committee and mailed by the Executive Secretary;

(*b*) Verbal censure by the President of the Council in the presence of the members of said Committee, the offender being present;

(*c*) Verbal censure by the President of the Provincial Council in the presence of all the members of said Council gathered at a meeting, the offender being present;

(*d*) Publication in one of the Corporation's official bulletins of the text of the censure;

(*e*) A fine of not less than $50 and not exceeding $500 for the first offence and not exceeding $1,000 for subsequent offences;

(*f*) Suspension of the right to ply the trade for a fixed period. The suspended member may, at the discretion of the Executive Committee, obtain the permission to effect only contracts started before his suspension;

g) Exclusion du délinquant de la Corporation et radiation de son nom de la liste des membres.

Article 90. Dans le cas où la présence du délinquant est requise pour l'exécution de la peine, si celui-ci refuse ou fait défaut de se présenter, le comité ou le conseil, selon le cas, a le droit de choisir une autre peine même plus grave.

Comité des relations du travail

Composition:

Article 91. Le comité des relations du travail se compose de trois (3) membres en règle de la Corporation, désignés par le conseil, et peut s'adjoindre le conseiller juridique et le secrétaire exécutif de la Corporation.

But et objet:

Article 92. En outre des pouvoirs et devoirs qui peuvent lui être conférés expressément par résolution du conseil, ou de l'exécutif, le comité des relations du travail a pour objet:

a) de promouvoir de bonnes relations patronales-ouvrières entre les membres de la Corporation et leurs employés;

b) de constituer une source d'information capable de renseigner les membres sur la législation ouvrière et sociale de la province de Québec;

c) de promouvoir une politique uniforme et dirigée dans les relations patronales-ouvrières.

Article 93. Les sections doivent faire parvenir à ce comité copie de tout projet de convention collective particulière ou extensionnée et tout projet d'amendement d'icelle.

Comité de pratique professionnelle

Composition:

Article 94. Le comité des pratique professionnelle se compose de cinq (5) membres en règle, nommés par le conseil.

Fonctions:

Article 95. Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier:

a) l'étude des aspects économiques de la profession de maître électricien et d'entrepreneur électricien;

b) l'étude des moyens à prendre pour la sauvegarde, la récupération, l'accroissement des champs d'activités exclusifs aux maîtres électriciens et aux entrepreneurs électriciens en vertu de notre législation;

c) faire rapport des constations et formuler des recommandations au comité exécutif et au conseil.

Chapitre IV

Assemblées

Assemblées de la corporation:

Article 96. L'assemblée générale annuelle de la Corporation doit avoir lieu dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de l'année financière à telle date et tel lieu que le conseil détermine. À cette assemblée ont lieu l'élection des administrateurs et officiers, la soumission des rapports des officiers de la Corporation et de chaque comité permanent, des états financiers accompagnés du rapport des vérificateurs, du budget et la soumission de toutes questions que le Conseil désire ou doit soumettre à cette assemblée.

(g) Exclusion of the offender from the Corporation and striking off of his name from the membership list.

Article 90. In the case where the presence of the offender is required for the execution of the sentence, if the latter refuses or fails to report, the Committee or the Provincial Council, as the case may be, has the right to choose another penalty even more rigid.

Industrial Relations Committee

Composition:

Article 91. The Industrial Relations Committee is composed of three (3) members in good standing of the Corporation, appointed by the Council, and may include the legal adviser and Executive-Secretary of the Corporation.

Aim and object:

Article 92. In addition to the powers and duties which may be expressly conferred upon him by a resolution of the Council or of the Executive Board, the Industrial Relations Committee has for its objects:

(a) To promote good labour-management relations between the members of the Corporation and their employees;

(b) To establish a source of information capable of keeping the members informed on labour and social legislation of the Province of Quebec;

(c) To recommend a uniform policy aimed at labour-management relations.

Article 93. The sections shall forward to the said committee a copy of every proposed collective agreement, special or general, and of every proposal of amendments thereto.

Committee on Professional Practice

Composition:

Article 94. The Committee on Professional Practice is formed of five (5) members in good standing, appointed by the Council.

Functions:

Article 95. The powers and duties of this Committee are those determined by resolution of the Council and include in particular:

(a) The study of the economic aspects of the profession of master electrician and electrical contractor.

(b) The study of the means to be taken for the safekeeping, the recovery, the growth of the fields of activity exclusive to master electricians and to electrical contractors by virtue of our legislation.

(c) Prepare a report of the findings and formulate recommendations to the Executive Committee and to the Council.

Chapter IV

Meetings

Corporation Meetings:

Article 96. The Annual General Meeting of the Corporation must be held within ninety (90) days following the end of the fiscal year, at such date and place that the Council decides. During this meeting, is held the election of the administrators and officers: reports are submitted by the officers of the Corporation and of each permanent committee, also the financial statements accompanied by the auditor's report, the budget and all questions that the Council desires or must refer to its meeting.

Article 97. Les avis de convocation sont envoyés par le secrétaire exécutif par la poste ordinaire, à chaque membre de la Corporation, au moins trente (30) jours avant l'assemblée. L'avis doit mentionner le lieu, la ou les dates et l'heure de l'ouverture de l'assemblée.

Article 98. Une assemblée générale extraordinaire de la Corporation, portant sur toutes questions intéressant la Corporation, peut être convoquée par le conseil ou par requête écrite et signée par 10% des membres en règle de la Corporation. La convocation et la tenue de telle assemblée seront faites entièrement aux frais des requérants.

À toutes les assemblées générales, annuelles ou extraordinaires de la Corporation, seuls les membres en règle peuvent assister, sauf sur invitation du président ou du comité exécutif de la Corporation.

Article 99. Les avis d'une assemblée générale extraordinaire sont expédiés par le secrétaire exécutif, par la poste ordinaire, à chaque membre de la Corporation et doivent indiquer le lieu, la date, l'heure de l'assemblée, ainsi que la nature des sujets à y être traités. Ces avis doivent être envoyés au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour la tenue de telle assemblée.

Article 100. Aux assemblées générales extraordinaires, on peut discuter des seules questions ayant motivé sa tenue. Cependant, le comité exécutif a autorité pour décider de toutes les autres questions devant être soumises à la considération de telles assemblées.

Article 101. Le président, le comité exécutif, dix (10) membres du conseil par vote de requête écrite signée par eux et adressée au secrétaire exécutif, peuvent en tout temps exiger la tenue d'une assemblée du conseil.

Article 102. L'avis de convocation des assemblées du conseil est expédié par poste ordinaire par le secrétaire exécutif, au moins cinq (5) jours d'avance à chaque membre, en indiquant au moins la date, le lieu et l'heure de l'ouverture de l'assemblée.

Article 103. Le conseil doit obligatoirement tenir au moins deux (2) assemblées par année; l'une dans le mois précédent l'assemblée générale annuelle et l'autre dans le mois suivant l'assemblée générale annuelle.

Article 104. Les membres du comité exécutif et de tout autre comité peuvent à leur gré se réunir, convoquer une assemblée dudit comité pour disposer des affaires dont ils ont à s'occuper; ajourner et régler leurs assemblées, leurs procédures, et déterminer par simple résolution des lieux, jours, heures, modes et délais des convocations de leurs assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Article 105. Le comité exécutif doit obligatoirement tenir au moins six (6) assemblées par année.

Article 106. Les avis de convocation sont transmis par le secrétaire exécutif du siège social de la Corporation.

Article 107. Une résolution écrite, signée par tous les membres du conseil ou d'un comité est aussi valide et effective que si elle est passée à une assemblée dûment convoquée et constituée, mais elle doit être consignée au livre des procès-verbaux pour en faire partie.

Quorum:

Article 108. Le quorum des assemblées générales est de cinquante (50) membres en règle.

Article 97. The notices of the meeting must be mailed by the Executive-Secretary to each member of the Corporation at least thirty (30) days before the meeting. The notice must state the place, the date or dates and the opening time of the meeting.

Article 98. A special general meeting of the Corporation bearing on all questions concerning the Corporation may be convened by the Council or at the written and signed petition of per 10% of the members in good standing of the Corporation. The notices and holding of such meeting shall be at the sole cost of the petitioners.

At all annual general or special meetings of the Corporation, only members in good standing may attend, except in case of special invitation by the President or the Executive Committee of the Corporation.

Article 99. The notice of a special general meeting is mailed by the Executive-Secretary to each member of the Corporation, declaring the place, date, opening time and the nature of the subjects to be discussed at the meeting. This notice must be mailed at least fifteen (15) days before the date of such meeting.

Article 100. At special general meetings, only the questions mentioned in the notice are discussed. However, the Executive Committee has authority to decide any other question to be submitted for the consideration of such meetings.

Article 101. The President, the Executive Committee, ten (10) members of the Council, may by application signed by them and addressed to the Executive-Secretary, at any time demand that a meeting of the Council be held.

Article 102. Notice of the Council's Meetings is sent by ordinary mail by the Executive Secretary to all members at least five (5) days before the meeting and indicates the place, date and opening time of the meeting.

Article 103. The Council shall hold at least two (2) meetings per year, one during the month preceeding the annual general meeting, the other during the month following the said annual general meeting.

Article 104. The members of the Executive Committee and of any other Committee may meet, call a meeting of their Committee to carry out business as assigned to them, adjourn and set their meetings and proceedings and determine by their mere resolution, the places, dates, opening time, methods and delays of notices of their special or regular meetings.

Article 105. The Executive Committee must hold at least six (6) meetings each year.

Article 106. Notices of meetings are sent by the Executive Secretary from the Head Office of the Corporation.

Article 107. A written resolution signed by all the members of the Council or of any Committee is as valid and binding as if passed at a meeting regularly called and constituted; but it must be inserted in the minute book to form part thereof.

Quorum:

Article 108. Fifty (50) members in good standing constitute a quorum at all Annual General Meetings.

Le quorum des assemblées du conseil et du comité exécutif, ainsi que de tout autre comité, est de la majorité absolue.

Droit de vote:

Article 109. Aux assemblées de la Corporation, du conseil ou des comités, chaque membre présent a droit à un vote. Il n'y a pas de procuration. Sauf, prescription contraire des présents règlements, les questions sont décidées par la majorité des voix; au cas d'égalité, le président a droit à un second vote ou vote prépondérant.

Article 110. Le vote se fait à la main levée, et il est procédé au décompte des votes par le secrétaire exécutif, ou, à son défaut, par le secrétaire du comité sous la surveillance et le contrôle du président, excepté dans les cas où les règlements le prescrivent autrement.

Article 111. Les compagnies, corporations, sosiétés, agissent par un représentant délégué à toutes fins prévues par les présents règlements.

Cette délégation doit être faite par écrit et signée par le ou les officiers intéressés, ou membres, selon le cas, desdites compagnies, corporations, sociégés.

Toute telle lettre de créance doit être envoyée au secrétaire exécutif de la Corporation et elle est valable jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par la compagnie, corporation ou société concernée.

Aucune compagnie, corporation, société ne peut déléguer plus d'une personne à la fois et ce n'est que par ce délégué qu'elle peut être représentée lorsque c'est nécessaire.

Un individu ne peut être à la fois membre à titre personnel de la Corporation et représentant délégué d'une compagnie, corporation ou société. Nul ne peut être simultanément le représentant délégué de plus d'une compagnie, corporation ou société membre de la Corporation et non plus être successivement au cours d'une même assemblée le représentant délégué de plus d'une compagnie, corporation, société.

Avis de convocation:

Article 112. Tout avis envoyé par la poste est censé avoir été reçu le troisième (3) jour après la date de son départ du bureau de poste. Pour prouver son envoi, il est suffisant d'établir que l'enveloppe contenant l'avis a été correctement adressée et l'adresse du membre, telle que donnée et apparaissant dans les livres et registres de la Corporation, et le certificat du secrétaire exécutif établissant que l'enveloppe contenant l'avis a été ainsi adressée et mise à la poste, est une preuve de son envoi.

Article 113. L'omission accidentelle d'envoyer l'avis de convocation à quelques-uns des membres de la Corporation, du conseil ou de tout autre comité, n'invalide aucune résolution ou règlement adopté à cette assemblée, à moins que le membre qui a été l'objet de telle omission accidentelle ne fasse connaître, dans les quinze (15) jours où il a pris connaissance des décisions, au secrétaire exécutif de la Corporation, une opposition qui, sur son vote s'il avait été présent, aurait renversé la décision.

Ajournement:

Article 114. Le président d'une assemblée peut, avec le consentement de ladite assemblée, l'ajourner de temps en temps, de place en place. Aucune affaire n'est traitée à l'assemblée ajournée, autre que celles laissées en suspens à l'assemblée précédente, ou qui pouvaient ou devaient y être traitées.

The absolute majority is a quorum at all meetings of the Council, the Executive Committee and all committees.

Right to vote:

Article 109. At the Corporation, Council or Committee meetings, each member present is entitled to one vote. There are no proxies. Except when otherwise stipulates in these By-Laws, decisions are to be taken by the majority. In the event of a tie, the President has a second vote or casting vote.

Article 110. The vote is an open one and the votes are counted by the Executive-Secretary or, in his absence, by the Secretary of the Committee, under the supervision and control of the President, except in cases where present By-Laws otherwise overrule.

Article 111. Companies, corporation, associations, act through a representative delegated to all purposes prescribed in the present By-Laws.

This delegation is authorized by a written and signed statement from the officer or officers, or members, as the case may be, of such companies, corporations, partnerships.

Such credentials are to be sent to the Executive-Secretary of the Corporation and are binding so long as the said company, corporation or partnership does not revoke same.

No company, corporation or partnership, may delegate more than one person at a time and it is only through said delegate that it may be represented whenever necessary.

No individual may at the same time be a member on his own behalf and representative delegated by a company, corporation or association. No one may be simultaneously the representative delegated by more than a company, corporation or association, nor can he act successively during the same meeting as the delegated representative of more than a company, a corporation or an association.

Notice of meeting:

Article 112. Any notice sent by mail is presumed to have been delivered to the address three (3) days after the date it has left the Post Office. To prove the mailing, it is sufficient to establish that the envelope including the notice was correctly addressed to the member, as given and shown in the books and registers of the Corporation and the certifying of the Executive-Secretary, establishing that the envelope containing the notice was thus addressed and mailed, shall be a proof that it has been mailed.

Article 113. Accidental omission to send a notice to some of the members of the Corporation, Council or any other Committee, does not void any resolution or regulation passed at such meeting, unless the member who has been object of said accidental omission gives notice to the Executive-Secretary of the Corporation, within fifteen (15) days after having become aware of the decisions, of his opposition which, on his vote, had he been present, would have reversed the decision.

Ajournments:

Article 114. The Chairman of a meeting may, with the consent of said meeting, adjourn it from time to time, from place to place and no business is carried out at the adjourned meeting other than that left in abeyance at the previous meeting or which might or should have been discussed.

Règlements et amendements:

Article 115. À moins que la majorité des membres présents à une assemblée du conseil n'en décident autrement, aucun amendement aux règlements, ni règlements nouveaux ne peuvent être proposés et adoptés par ledit conseil, sans qu'un préavis (ou avis de motion) écrit de tel amendement ou règlement projeté n'ait été donné au secrétaire exécutif au moins quinze (15) jours avant la tenue de telle assemblée.

Allocations:

Article 116. Les membres du conseil, du comité exécutif et de tout comité constitué suivant les prévisions des règlements ou formé par le conseil ou comité exécutif ont droit à une allocation maximum de vingt ($20) dollars par jour de séance, sous forme de jetons de présence, à un maximum de quinze ($15) dollars par jour pour frais d'hôtels pour le temps minimum requis et à $2.50 pour le déjeuner et $5 pour chacun des autres repas plus les frais de transport en première classe. Dans ces deux derniers cas, lorsqu'ils sont convoqués à une assemblée tenue dans une localité autre que celle où ils résident habituellement ou lorsque le président délègue un membre à sa place pour toute autre raison, ils peuvent percevoir les allocations prévues. Si les frais de séjour dépassent ceux prévus par les règlements, ils seront acquittés sur présentation de pièces justificatives.

Le président peut autoriser le paiement des allocations prévues à l'alinéa précédent à tout membre à qui il a demandé l'accomplissement d'un travail ou d'une mission dans l'intérêt de la Corporation.

Président:

Article 117. La Corporation doit verser au président pour la période d'une assemblée générale annuelle à l'autre:

a) $4,000 à titre d'indemnité pour dépenses inhérentes à sa charge;

b) $75 par jour de sortie qu'il affirme, par écrit avoir consacré aux affaires de la Corporation jusqu'à concurrence de $7,500;

c) $15 par jour pour frais d'hôtels, $2.50 pour le déjeûner et $5 pour chacun des deux autres repas plus les frais de transport en première classe;

d) Le président peut présenter au comité exécutif ses comptes pour toutes dépenses additionnelles en plus des attributions fixées par le présent article.

Article 118. À toute assemblée, le président est le maître de la procédure. Il voit à appliquer les règlements suivants:

a) Lorsqu'un membre désire prendre la parole, il se lève et s'adresse au président. Il doit se limiter à la question débattue et éviter toute personnalité;

b) Lorsque deux membres ou plus se lèvent en même temps, le président nomme celui qui doit parler le premier;

c) Lorsqu'un membre a la parole, il ne peut pas être interrompu par un autre membre, sauf si le président le permet;

d) Lorsqu'un membre, en parlant ou autrement, enfreint les règles de procédure, le président doit le rappeler à l'ordre;

e) Aucun membre ne peut parler plus qu'une fois sur la même motion ou résolution, sauf l'auteur de la résolution ou motion auquel il est permis de répliquer, dans une limite fixée par le président;

By-Laws and amendments:

Article 115. Unless the majority of the members present at a meeting of the Council decide otherwise, no amendment to the By-Laws nor any new By-Laws may be proposed and adopted by said Council unless a written notice or (notice of motion) of said proposed amendment or By-Laws has been given to the Executive-Secretary at least fifteen (15) days before such meeting.

Allowances:

Article 116. The members of the Council, of the Executive Committee, and of all Committees constituted according to the present by-laws or formed by the Council or Executive Committee are entitled to a maximum allowance of twenty dollars ($20) per day of session as tallies; a maximum of fifteen dollars ($15) per day for room and meal expenses for the minimum time required and, as for meals, $2.50 for breakfast and $5 for each of the other meals plus first class transportation costs; in the two last instances, members are entitled to claim such expenses only when called to a meeting which is scheduled to take place outside of the locality where they reside or whenever the President delegates a member to represent him for any other reason. Should the travelling expenses exceed the amount provided in the by-laws, they will be reimbursed upon presentation of receipts.

The president may authorize the payment of allowances provided for in the preceeding paragraph to any member whom he has asked for the fulfilment of a task or a mission in the interest of the Corporation.

President:

Article 117. The Corporation shall pay to the President for the period from one Annual General Meeting to the other;

(*a*) $4,000 as indemnity for expenses inherent to his post;

(*b*) $75 for every travelling day that, in writing, he states having devoted to Corporation business up to $7,500;

(*c*) $15 per day for hotel expenses, $2.50 for breakfast and $5 for each of the other two meals plus first class transportation costs;

(*d*) The President may submit to the Executive Committee his accounts for all additional expenses besides the allowances mentioned in the present article.

Article 118. At any meeting, the President must apply the rules of order as follows:

(*a*) Whenever a member wishes to speak, he rises and adresses the President. He must restrict himself to the question discussed and avoid any personality;

(*b*) Whenever two members or more rise simultaneously, the President designates the one who shall speak first;

(*c*) Whenever a member is speaking, he shall not be interrupted by another member unless the President decides otherwise;

(*d*) Whenever a member, in speaking or otherwise, infringes the rules of order, the President must call him to order;

(*e*) No member is allowed to speak more than once on the same motion or resolution, except the mover of the resolution or motion, who is permitted to answer during a length of time determined by the President;

f) Aucun membre ne peut prendre la parole sur une question lorsqu'elle a été mise aux voix par le président;

g) Le président peut, s'il le juge à propos, exiger qu'une motion soit écrite, proposée, secondée et signée avnt qu'elle ne soit soumise au vote de l'assemblée;

h) Le président peut faire expulser de l'assemblée toute personne qui cause du désordre.

CHAPITRE V

Sections

Compétence territoriale des sections:

Article 119. Sauf le droit du conseil de former de nouvelles sections, et de modifier les territoires et la compétence des sections présentement constituées, la province est constituée en sections, ci-après nommées, qui ont compétence dans les limites territoriales ci-après déterminées:

Abitibi:

Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue-Nord.

Baie-Comeau:

Saguenay-Nord et Duplessis.

Chicoutimi — Lac Saint-Jean:

Roberval, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Saguennau-Sud.

Gaspésie:

Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Iles de la Madeleine.

Granby — Saint-Hyacinthe:

Shefford, Brôme, Missisquoi, Rouville, Bagot, Saint-Hyacinthe.

Hull:

Papineau, Pontiac, Hull, Gatineau, Témiscamingue-Sud.

Joliette:

Montcalm, Joliette, l'Assomption, Berthier.

Laurentides:

Argenteuil, Terrebonne, Deux-Montagnes, Labelle, la partie du comté Laval située en dehors de l'Ile de Montréal.

Montréal:

Maisonneuve, Jeanne-Mance, Laurier, Mercier, Outremont, Notre-Dame de Grâce, Sainte-Anne, Sainte-Marie, Saint-Henri, Saint-Jacques, Saint-Louis, Verdun, Westmount, Jacques-Cartier, la partie du comté de Laval située sur l'Ile de Montréal.

Québec:

Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, St-Sauveur, Lévis, Dorchester, Bellechasse, Beauce, Lotbinière, Portneuf, Québec-Comté, Montmorency, Charlevoix.

Rimouski:

Rimouski, Matane, Matapédia.

Sainte-Anne de la Pocatière:

Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup.

Salaberry-de-Valleyfield:

Napierville, Beauharnois, Châteauguay, Vaudreuil, Huntingdon, Saint-Jean, Iberville.

(*f*) No member speaks on any question after it has been put up to vote by the President;

(*g*) The President may, if he sees fit, insist that a motion be put down in writing, regularly proposed, seconded and signed before being put up to vote of the meeting;

(*h*) The President may have any person causing a disturbance expelled from the meeting.

CHAPTER V

Sections

Territorial jurisdiction of the sections:

Article 119. Excepting the right of the Council to form new sections and to modify the territories and the jurisdiction of the presently-constituted sections, the Province consists of sections, named hereinbelow, having jurisdiction within the terrirorial limits designated below:

Abitibi:

East Abitibi, West Abitibi, Rouyn-Noranda, North Témiscamingue.

Baie Comeau:

North Saguenay and Duplessis.

Chicoutimi — Lac St. Jean:

Roberval, Chicoutimi, Lac St. Jean, South Saguenay.

Gaspesia:

North Gaspé, South Gaspé, Bonaventure, Madeleine Island.

Granby — St. Hyacinthe:

Shefford, Brôme, Missisquoi, Rouville, Bagot, St. Hyacinthe.

Hull:

Papineau, Pontiac, Hull, Gatineau, South Témiscamingue.

Joliette:

Montclam, Joliette, L'Assomption, Berthier.

The Laurentides:

Argenteuil, Terrebonne, Deux-Montagnes, Labelle, and that part of Laval County situated outside of Island of Montreal.

Montreal:

Maisonneuve, Jeanne-Mance, Laurier, Mercier, Outremont, Notre-Dame de Grâce, Ste-Anne, Ste-Marie, St-Henri, St-Jacques, St-Louis, Verdun, Westmount, Jacques-Cartier, the part of Laval county situated on the Island of Montreal.

Quebec:

Quebec Center, Quebec East, Quebec West, St. Sauveur, Lévis, Dorchester, Bellechasse, Beauce, Lotbinière, Portneuf, Quebec County, Montmorency, Charlevoix.

Rimouski:

Rimouski, Matane, Matapédia.

Ste. Anne de la Pocatière:

Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata and Rivière-du-Loup.

Salaberry-de-Valleyfield:

Napierville, Beauharnois, Châteauguay, Vaudreuil, Huntingdon, St. Jean, Iberville.

Sherbrooke:

Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Frontenac, Compton, Stanstead.

Sorel:

Verchères, Yamaska, Chambly, Richelieu.

Trois-Rivières:

Champlain, Saint-Maurice, Laviolette, Maskinongé, Trois-Rivières.

Victoriaville:

Drummond, Arthabaska, Mégantic, Nicolet.

Article 120. Les sections sont connues et désignées sous le nom officiel de la Corporation en ajoutant, entre parenthèses, le nom de la section.

Conseil de section:

Article 121. Chaque section élit parmi ses membres en règle, un conseil composé des officiers suivants: un président, un vice-président, un second vice-président, un secrétaire, un trésorier et de cinq (5) directeurs.

Les membres du comité exécutif de la Corporation ont, d'office, le droit d'assister et voix délibérante aux assemblées des membres et du conseil de section.

Terme d'office:

Article 122. Le terme d'office des officiers de conseil de section est de deux (2) ans. Ces administrateurs sont remplacés par rotation; l'élection doit être faite pour les fonctions du premier vice-président, de trésorier, et de trois directeurs; l'année suivante, l'élection doit être faite pour le président, le deuxième vice-président, le secrétaire et deux directeurs. Ces élections annuelles se feront à une assemblée générale de la section, qui doit être tenue dans les quatre mois précédant l'assemblée générale de la Corporation.

Délégués de section:

Article 123. À cette même élection annuelle, sont aussi choisis, s'il y a lieu, le ou les délégués pour représenter la section au conseil tel que le prévoit l'article 16. Cependant, le président de la section est, *ipso facto*, délégué de sa section au conseil à moins qu'il ne soit membre du comité exécutif, auquel cas la section élit un délégué. Si le président de la section cesse d'être membre du comité exécutif, il redevient le délégué de sa section au conseil à la place du délégué élu dont les fonctions cessent à ce moment.

Procédure pour la tenue d'élection:

Article 124. Dans les sections de plus de cinquante (50) membres en règle, on doit former un comité des candidatures et des élections. Les règlements de la Corporation prévoyant la formation, les pouvoirs et les attributions du comité provincial des candidatures et des élections, ainsi que la procédure d'élection pour les administrateurs élus, s'appliquent *mutatis mutandis*.

À l'assemblée générale de fondation d'une section et dans le cas des sections de moins de cinquante (50) membres en règle, les membres du conseil de section sont élus selon la procédure suivante:

Sherbrooke:

Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Frontenac, Compton, Stanstead.

Sorel:

Verchères, Yamaska, Chambly, Richelieu.

Trois-Rivières:

Champlain, St. Maurice, Laviolette, Maskinongé, Trois-Rivières.

Victoriaville:

Drummond, Arthabaska, Mégantic, Nicolet.

Article 120. The sections are known and designated under the official name of the Corporation by adding, between brackets, the name of the section.

Board of Administration:

Article 121. Each section elects from among its members in good standing, a Board of Administration, composed of the following officers: a president, a vice-president, a second vice-president, a secretary, a treasurer and five (5) directors.

The members of the Executive Committee of the Corporation have, *ex officio*, the right to attend and the deciding vote at meetings of members and of the administrative boards of the sections.

Term of office:

Article 122. The term of office of the section officers is two (2) years. These administrators are replaced in rotation: the first year elections will take place for the offices of the first vice-president, the treasurer and three directors; the following year election will take place for the president, the second vice-president, the secretary and two directors. These annual elections will be held at a general meeting of the section, which will be held in the course of the four months preceeding the General Meeting of the Corporation.

Representatives of the sections:

Article 123. At the same annual meeting, election will be made of one or more representatives to represent the Section before the Council, as provided for in article 16 of the present regulations. However, the president of the section is, *ipso facto*, representative of the section at the Council, unless he is member of the Provincial Executive Committee, in which case the section elects a representative. If the president of the section ceases to be a member of the Provincial Executive Committee, he again becomes the representative of the Section before the Council in lieu of the elected representative whose office terminates at the same time.

Election procedure:

Article 124. In Sections of more than fifty (50) members in good standing, a nominating and election committee shall be formed. The By-Laws of the Corporation making provisions for the formation, powers and qualifications of the Provincial Nominating and Elections Committee as well as the procedure of elections respecting the elected administrators shall apply *mutatis mutandis*.

At the general meeting held on the founding of a section and in the case of sections of less than fifty (50) members in good standing, the members of the Board of Administration are elected in accordance with the following procedure:

1° L'assemblée désigne un président et un secrétaire d'élection;

2° Le président reçoit et dresse une liste des candidatures appuyées et nomme les candidats à chaque fonction;

3° Le secrétaire distribue les bulletins de vote;

4° Le président ordonne le vote pour chaque fonction séparément;

5° Le secrétaire recueille les bulletins de vote et avec le président, les dépouille et les compile;

6° Le président d'élection proclame les élus.

Article 125. Dans tous les cas où un comité des candidatures et des élections n'est pas formé selon la procédure édictée à l'article 124, le président ou un délégué *ad hoc* peut tenir le rôle de ce comité.

Pouvoirs des sections:

Article 126. *a*) Tous les membres en règle de la Corporation, résidant ou pratiquant dans les limites territoriales d'une section tracée par le conseil, deviennent automatiquement membres d'une telle section.

b) Les sections peuvent étudier, régler, décider et prendre en main toutes questions qui concernent spécialement les membres d'une telle sections, mais elles ne peuvent lier la Corporation.

c) Les sections peuvent, si le pouvoir leur en a été délégué par le conseil, négocier et signer une convention collective pour un groupe et dans un territoire désigné.

Article 127. Les conseils de section ou les officiers d'une section ne peuvent prendre aucun engagement ni faire aucun acte comportant une dépense sans l'autorisation préalable du comité exécutif ou du conseil, sauf pour les fonds qui appartiennent en propre à la section. Les sections ne peuvent imposer aucune cotisation ou contribution annuelle à leurs membres. Elles doivent, préalablement obtenir l'autorisation du comité exécutif ou du conseil pour toute initiative projetée en vue de se procurer des fonds ou pour recueillir des fonds.

Article 128. Le président d'une section peut convoquer et doit présider toutes les assemblées de sa section, les assemblées du conseil de sa section et de tout autre comité, à l'exception du comité des candidatures et des élections.

Il a droit à un vote prépondérant partout. Il peut exercer la surveillance générale de sa section, il est membre d'office de tous les comités qui peuvent être formés dans sa section, avec droit de vote, sauf pour le comité des candidatures et des élections. Il signe, conjointement avec le secrétaire, les procès-verbaux des assemblées tenues dans sa section. Il doit en plus exercer tous les pouvoirs qui incombent à sa charge.

Article 129. Le premier vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président lorsque le président est incapable ou refuse d'agir.

Article 130. Le second vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président lorsque le président et le premier vice-président sont incapables ou refusent d'agir.

Article 131. Le secrétaire doit transmettre avec diligence au siège social de la Corporation, copie des procès-verbaux de sa section.

Article 132. Le trésorier de la section doit faire rapport au conseil de sa section lorsqu'on le lui demande, et obligatoirement une fois par année, au trésorier de la Corporation au moins dix jours avant l'assemblée générale.

1. The meeting appoints a president and a secretary for the election;

2. The president receives and prepares a nomination list showing a mover and a seconder and names the candidate for each office;

3. The secretary distributes the ballots;

4. The president orders the voting for each office to take place separately;

5. The secretary collects the ballots and together with the president counts and compiles them;

6. The election president announces the results.

Article 125. Whenever the nominating and election committee is not formed in accordance with the procedure set forth in Article 124, the president or a representative *ad hoc*, may assume the role of the said committee.

Powers of the sections:

Article 126. (*a*) All the members of the Corporation in good standing, residing or operating in the territorial limits of a section as set up by the Council, automatically become members of such a section.

(*b*) The sections may study, settle, decide and see to any question of special interest to the members of such section but they may not bind the Corporation.

(*c*) If such power has been granted to them by the Council, the sections may negociate and sign a joint agreement for a group and in a specific territory.

Article 127. The section boards of administration or their officers cannot accept any engagement nor do any act involving an expenditure without the previous authorization of the Executive board or of the Council except in respect to funds properly belonging to the section. The sections cannot impose any payments or annual contributions upon their members; they must first obtain authorization from the Executive or the Council in respect of any proposal designed for the securing of funds or collecting payments.

Article 128. The President of a section may call and must preside all the meeting of his section the meetings of the board of administration or of any Committee of his section except those of the Nominating and Election Committee.

He has a casting vote whenever there is a tie. He may exercise general supervision of his section. Except for the Nominating and Election Committee, he is a member *ex-officio* of all the Committees which may have to be formed in his sections with the right to vote. He signs jointly with the Secretary the minutes of all the meetings held in his section. He also exercises all the powers incidental to his office.

Article 129. The First Vice-President exercises and has all the rights and powers when the President is unable or unwilling to act.

Article 130. The Second Vice-President exercises and has all the rights and powers whenever the President and the First Vice-President are unable or unwilling to act.

Article 131. The Secretary must promptly transmit to the head office of the Corporation a copy of the minutes of his section.

Article 132. The Treasurer of the section must submit his report to the board of administration of his section whenever requested to do so and to the Treasurer of the Corporation once a year, at least ten days before the Annual General Meeting.

Article 133. Le quorum aux assemblées des sections est de dix membres en règle pour toutes les sections comprenant 100 membres ou plus. Cinq membres en règle forment le quorum des autres sections.

Aux assemblées des conseils de section et des comités de section, le quorum est la majorité absolue.

Article 134. Tout officier qui manque plus de trois (3) assemblées consécutives sans avoir communiqué par lettre ou téléphone au secrétaire de la section, avant la tenue de l'assemblée, un avis d'absence invoquant une raison trouvée valable par le conseil de la section, pourrait être démis de ses fonctions à la discrétion du conseil intéressé. La vacance sera comblée de la manière établie dans les présents règlements.

Avis de convocation:

Article 135. Les avis de convocation sont transmis par le secrétaire exécutif, à partir du siège social de la Corporation. En cas d'urgence, le secrétaire de la section, sur demande son président, peut envoyer les avis à sa section et doit en faire tenir copie au secrétaire exécutif. Il doit aussi lui faire rapport.

Article 136. Chaque section doit tenir au moins quatre (4) assemblées par année.

Procédure aux assemblées:

Article 137. Les dispositions de l'article no 118 s'appliquent aux assemblées des sections du conseil d'une section et des comités, *mutatis mutandis*.

Article 138. Sauf pour ce qui est incompatible avec ce qui est stipulé dans le présent chapitre et ce qui ne relève pas des attributions des sections, les règlements généraux de la Corporation s'appliquent au fonctionnement des sections, *mutatis mutandis*.

Article 139. Lorsque les membres d'une section négligent de constituer régulièrement et complètement leur conseil de section dans les délais prescrits par les présents règlements, le comité exécutif prend possession de ses biens et effets et en assume entièrement l'administration tant et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.

Article 140. Lorsqu'un conseil de section néglige de remplir les fonctions qu lui incombent en vertu des règlements, le comité exécutif peut suspendre en bloc ce conseil de section et agir à sa place. Il peut aussi dans un tel cas, déchoir de leur fonction l'un ou plusieurs membres de ce conseil et désigner un ou des remplaçants parmi les autres officiers du conseil de la section ou parmi les membres en règle de la section intéressée.

Chapitre VI

Actes dérogatoires (Discipline)

Article 141. Se rendent coupables d'actes dérogatoires à l'honneur du métier et sont passibles des peines disciplinaires prévues par les règlements, les membres qui font les actes suivants:

1° Le fait d'user de fausses représentations, de calomnier, de médire, ou d'employer d'autres procédés de dénigrement à l'égard d'un confrère dans le but de lui faire perdre la confiance d'un client actuel ou éventuel ou du public en général;

Article 133. Ten members in good standing constitute a quorum at the meeting of a section of 100 members or more. Five members in good standing constitute a quorum in the other sections.

At meetings of the administrative boards and section committees, the quorum is absolute majority.

Article 134. Any officer who is absent at more than three (3) consecutive meetings without advising the Secretary of the Section, either by letter or telephone or by notice of absence explaining his reasons for being absent, reasons to be accepted by the Executive of the section, may be dismissed from office at the discretion of the Executive concerned. The vacancy will be filled in the manner set forth in the present by-laws.

Notices:

Article 135. The notices are mailed from the Head Office of the Corporation by the Executive Secretary. In cases of emergency, the Secretary of a section, acting at the request of the President of the section concerned, sends notice to his section, addressing a copy of said notice to the Executive Secretary and reporting to him.

Article 136. Each section must hold at least four (4) meetings each year.

Rules of Order:

Article 137. The provisions of section 118 apply to section boards of administration or Committee meetings *mutatis mutandis*.

Article 138. Apart from whatever is incompatible with the present chapter and does not depend upon the attributions of the Sections, the general By-Laws of the Corporation apply to the operations of the sections *mutatis mutandis*.

Article 139. When members of a section neglect to form regularly and completely a board of administration in the period of time specified by the rules and regulations, the Provincial Executive Committee of the Corporation takes over the full assets and administration of the section for as long as the unsatisfactory situation exists.

Article 140. If the board of administration of a section fails to perform the functions imposed on it by the regulations, the Executive Committee may suspend the entire board of the said section and act in tis place. In such case also, it can deprive one or more members of the Council of their respective offices and appoint one or more substitutes from the number of other officers of the board of directors of the section concerned or from the members in good standing of the section concerned.

Chapter VI

Derogatory Acts (Discipline)

Article 141. Members who are guilty of acts derogatory to the honour of the trade are liable to disciplinary penalties imposed by the By-Laws. Such acts are:

1. Using false pretences, slandering or libelling, vilifying or using or any other means of damaging the reputation of a fellow-member with intent to obtain an actual or potential customer or have the public in general lose confidence in him.

2° Le fait d'user de procédés déloyaux et malhonnêtes pour s'attirer l'obtention d'un ou de plusieurs contrats et la faveur de la clientèle;

3° Le fait d'user de corruption, de subordination de toute personne, dans le but d'obtenir des renseignements sur une ou des soumissions faites par un ou des confrères;

4° Le fait de rechercher des travaux, des contrats, de la clientèle au moyen de concessions, commissions, remises sur les profits, ou autres avantages ou faveurs offerts à des intermédiaires;

5° Le fait de frauder un client, en connaissance de cause, dans l'exécution d'un ouvrage ou d'un contrat, soit sur la quantité, sur la qualité des matériaux soitsur la main-doeuvre (le prix et le nombre d'heures de travail de ses employés), ou de forfaire aux plans et devis convenus;

6° Le fait d'avoir été convaincu devant le tribunal compétent de contraventions ou infractions aux prescriptions de la loi des électriciens, et ce, sur poursuite du bureau des examinateurs;

7° Le fait d'être trouvé coupable par un tribunal compétent d'une offense criminelle et condamné à l'incarcération dans l'un des pénitenciers de la province ou du Canada. Dans ce cas, le membre est exclu et son nom est radié des registres de la Corporation sur la seule preuve d'une copie certifiée du jugement final le condamnant;

8° Le fait d'être trouvé coupable par un tribunal compétent d'une offense criminelle, et d'être condamné à l'emprisonnement dans l'une des prisons communes de district de cette province ou du Canada; ou de commettre toute infraction ou contravention qui, selon l'opinion du conseil, entache le contrevenant d'indignité;

9° Le fait d'accepter de l'argent ou tout autre avantage ou promesses d'avantages, pour contribuer ou avoir contribué à faire adopter un procédé ou une décision quelconque au détriment de la Corporation;

10° Le fait pour un membre de prêter à une compagnie, corporation ou société, son nom et ses qualifications sans en être un directeur ou un membre, selon le cas, intéressé au sens de l'article 5 dans le but de favoriser à cette compagnie, corporation ou société l'admission ou le maintien dans la Corporation. En telle occurrence la compagnie, corporation ou société est coupable au même degré;

11° Le fait de frauder ses employés en retenant, se faisant remettre une partie quelconque des traitements ou salaires auxquels ils ont droit en vertu des lois, ordonnances et décrets en vigueur et applicables, émis par les autorités compétentes de cette province;

12° Le fait pour un membre de s'associer directement ou indirectement, prêter son nom, son industrie, sa licence, d'accepter comme associé, membre ou directeur; d'exécuter des travaux à commission, pourcentage ou autrement, généralement de fournir des services professionnels, sous une forme ou sous une autre, à toute personne, sauf la Couronne et les hôpitaux, qui n'ont pas le droit d'exercer le métier de maître électricien;

13° Le fait de dénigrer la Corporation, de nuire à sa réputation, de chercher à semer le trouble, la division, et l'animosité au sein de la Corporation, ou du bureau des examinateurs et de ses employés chargés de l'application de la loi des électriciens, chapitre 152 et ses amendements;

14° Le fait pour un membre de porter frivolement des plaintes non fondées contre un ou plusieurs confrères;

2. Using disloyal or dishonest means to obtain one or several contracts and the favour of the clientele.

3. Using corruption or subornation of any person with intent to obtain information about one or several tenders made by one or several fellow-members.

4. Seeking work, contracts, connections by means of concessions, commissions, remittances on profits or any other advantages or favours to intermediates.

5. Consciously defrauding a client in the execution of some work or contract, be it in the quantity or quality of materials or in the work (rates and amount of working hours of his employees) or forfeiting agreed plans and estimates.

6. Of being found guilty by a court of competent jurisdiction of violations and infractions of the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act, upon prosecution made by the Board of Examiners.

7. Of being found guilty by a Court of competent jurisdiction of a criminal offence and sentenced to incarceration in one of the penitentiaries of the Province of of Canada. (In such occurence, the member is excluded and his name struck off the register of the Corporation upon mere receipt of a certified copy of the fianl judgment).

8. Of being found guilty by a Court of competent jurisdiction of a criminal offence and sentenced to imprisonment in one of the district jails of this Province or of Canada, or of committing any infraction or violation, which, according to the Council, casts a slur on the offender's dignity.

9. Accepting money or any other advantage or promise of money or advantage for contributing or having contributed to have a decision or proceeding adopted to the prejudice of the Corporation.

10. Lending to a company, corporation or partnership, his name and qualifications, without being a member or director as per the terms of section 5 of the present By-Laws, with intent to favor this company, corporation or partnership, with its admission or standing in the Corporation. In such case, the company, corporation or partnership is guilty to the same degree.

11. Defrauding his employees by keeping for himself or compelling them to reimburse to him part of the salaries or wages they are entitled to according to laws, ordinances or decrees in effect and applicable as ordered by the competent authorities of this Province.

12. Associating himself directly or indirectly, lending his name, industry or license, accepting as associate, member or director, performing jobs on a commission or percentage basis or otherwise, generally supplying his professional services one way or another to any person having no right whatsoever to exercise the trade of Master Electrician, except work performed for the Crown or Hospitals.

13. Causing prejudice to the Corporation, damaging its reputation, seeking to spread trouble, division and spite amongst members of the Corporation, the Board of Examiners and its employees in charge of the application of the Electricians Act, (RSQ 1964, Chapter 152 and amendments).

14. Frivolously making groundless complaints against one or several fellow-members.

15° Le fait de contrevenir à l'un ou l'autre des présents règlements;

16° Le fait d'employer, d'user, de se servir d'un titre ou de la désignation d'une fonction que le membre ou son délégué occupe ou a occupée dans la Corporation, dans une annonce commerciale ou enseigne;

17° Le fait pour un membre de faire de fausses déclarations, entrées, inscriptions dans les carnets des apprentis ou compagnons-électriciens ou tout autre document pouvant servir à l'obtention d'une licence, d'un certificat ou d'un degré quelconque de compétence;

18° Le fait pour un membre d'avoir fait ou obtenu de fausses déclarations en rapport avec son apprentissage, son compagnonnage, en vue de lui permettre son admission au sein de la Corporation;

19° Le fait pour un membre de s'annoncer ou de se prévaloir de quelque façon que ce soit du titre de spécialiste en chauffage électrique alors qu'il ne détient pas un certificat de spécialiste en cette matière conformément à l'article 63.

Faillite:

Article 142. Un membre qui fait cession de ses biens ou est déclaré en faillite, selon la Loi de faillite du Canada, est automatiquement exclu de la Corporation.

Dans le cas de l'alinéa précédent, l'intéressé ou la personne qui qualifie, s'il s'agit d'une société, compagnie ou corporation, ne peut redevenir membre de la Corporation, soit à titre personnel soit à titre de personne qui qualifie, d'une nouvelle société, compagnie ou corporation, à moins et avant d'avoir fourni au comité des membres les preuves suivants:

a) Libération légalement obtenue;

b) Délai d'un an écoulé depuis ladite cession des biens ou de la faillite;

c) Rapport du syndic ne le tenant pas responsable d'un acte frauduleux de faillite ou n'ayant pas été reconnu par un tribunal compétent d'un acte frauduleux de faillite;

Le comité exécutif peut décréter une dispense des conditions et formalités prévues aux paragraphes "*a*" et "*b*" ci-dessus.

Bureau des soumissions déposées:

Article 143. Le conseil peut conclure une entente avec toute chambre de construction ou autre corporation pour l'établissement d'un bureau des soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.

Le comité exécutif peut nommer les représentants de la Corporation aux Bureaux des Soumissions Déposées ainsi établis. Il tient compte des personnes suggérées par la ou les sections intéressées ou en nomme d'autres si jugé nécessaire.

À compter de l'entrée en vigueur d'une telle entente, aucun membre ne peut sans se rendre coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur du métier et être passible de subir les peines disciplinaires prévues par les règlements;

a) Soumissionner de quelque manière pour l'exécution des travaux compris dans les catégories définies par une entente autrement que de la façon qu'elle prescrit;

b) Prendre des contrats pour l'exécution de tels travaux autrement qu'aux prix et conditions de sa soumission déposée suivant cette entente;

15. The action of violating the present regulations.

16. The fact of employing, using, utilizing, a title or the designation of a function that the member or his delegate occupied or has occupied in the Corporation in a commercial advertisement or on a sign.

17. The fact for a member of making false statements, entries, inscriptions in the books of apprentices or journeymen-electricians or any other document which may serve for the obtention of a license, a certificate or any type of a competence degree.

18. The fact for a member of having made or obtained false statements in connection with his apprenticeship, his journeymanship in view of being granted admission to the Corporation.

19. The fact for a member of advertising himself or of using for himself the title of specialist in electric heating while not holding a certificate as specialist in this matter in accordance with Article 63.

Bankruptcy:

Article 142. A member who assigns his possessions or is declared bankrupt in accordance with the Canadian Brankruptcy Act, is automatically excluded from the Corporation.

In the case of the preceeding paragraph, the individual concerned or the qualified license holder in the case of a society, company or corporation, may not again become a member of the Corporation, either as an individual or as qualifier of a new society, company or corporation unless and not before he has supplied to the membership committee the following proofs:

(*a*) A release legally obtained;

(*b*) A delay of one year since said assignment of possessions or bankruptcy;

(*c*) A report from the Assignee not holding him responsible for a fraudulous act of bankruptcy or if he has not been found guilty by a competent tribunal of a fraudulous act of bankruptcy.

The Executive Committee may decree an exemption from the conditions and formalities provided in the above paragraphs "*a*" and "*b*".

Bid depository office:

Article 143. The Council may agree with any builders' exchange or other corporation to establish a bid depository office in regard to certain categories of works in a specific territory.

The Executive Committee may appoint the representatives of the Corporation to the Bid Depositories thus established. It takes into consideration the persons suggested by the section or sections concerned or appoints others it deems necessary.

As of the effective date of such an agreement, no member may, without being guilty of a derogatory act against the precepts of the trade and being liable to disciplinary fines, stipulated by the regulations:

(*a*) Put up tenders in any manner to effect specific works included in categories defined in an agreement other than according to prescriptions;

(*b*) Contract for the execution of such work otherwise than at the terms, prices and conditions of the tender deposited following such agreement;

c) Accorder quelque réduction sur le prix de sa soumission ou verser quelque commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en réduire le prix véritable;

d) Chercher à obtenir des renseignements sur une soumission avant qu'elle ne soit ouverte régulièrement.

CHAPITRE VII

Siège social:

Article 144. Le siège social de la Corporation est à Montréal.

Article 145. L'année financière de la Corporation et de ses sections et comités se termine le 31 juillet.

Article 146. La Corporation peut s'affilier à tout mouvement canadien groupant des entrepreneurs en électricité si l'assemblée générale le juge à propos.

Cotisation:

Article 147. a) Le membre doit payer chaque année à la Corporation, une cotisation basée sur le chiffre total de ses affaires en installations électriques exécutées dans la province de Québec au cours de sa dernière année financière précédant immédiatement celle de la Corporation suivant l'échelle ci-après:

Chiffre d'affaires annuel	*Cotisation*
$000,000 à $100,000	$100
100,000 à 200,000	200
200,000 à 300,000	300
300,000 à 400,000	400
400,000 et plus	500

Le membre doit accompagner l'envoi de sa cotisation d'une déclaration écrite indiquant dans lequel des échelons ci-dessus se situe son chiffre d'affaires concerné.

Lorsque le secrétaire exécutif a des raisons de croire inexacte la déclaration du membre et insuffisante la cotisation versée, il lui en fait part. Après échange d'explications, s'il le juge à propos, le secrétaire-exécutif réfère le cas au comité de discipline.

b) Dans tous les cas non prévus au paragraphe « a », la cotisation annuelle est de $100.

c) Cependant, un membre peut obtenir un remboursement de $25 sur la cotisation payée si avec sa cotisation annuelle ou dans les trois mois de la transmission de celle-ci, il soumet au directeur général de la Corporation, sa déclaration faite sous serment ou un certificat d'un comptable agréé à l'effet que pendant la dernière année financière terminée avant l'envoi de sa cotisation, son chiffre d'affaires était inférieur à $50,000.

Le directeur général de la Corporation a le droit de faire toute enquête qu'il juge appropriée pour vérifier l'exactitude de la déclaration qui lui est soumise.

Ristournes aux sections:

d) La Corporation doit verser à chaque section pour sa régie interne $10 par membre dans son territoire.

Article 148. Les cotisations annuelles sont dues le 1er août de chaque année. Le membre qui n'a pas payé sa cotisation le ou avant le 31 août de chaque année est considéré comme étant en retard.

Article 149. Le secrétaire exécutif doit aviser par lettre recommandée le membre dont la cotisation est en souffrance, que son nom sera radié du registre des membres de la Corporation,

(c) Give discounts on prices as shown in the tender or give any commission, refunds, participation or any other advantages having for result to bring down the original cost;

(d) Try to obtain information on a tender before the official opening of the envelopes.

CHAPTER VII

Head Office:

Article 144. The Head Office of the Corporation is in Montreal.

Article 145. The fiscal year of the Corporation and its sections and committees ends on July 31st.

Article 146. The Corporation may affiliate to any Canadian movement of electrical contractors if the general meeting so decides.

Membership fee:

Article 147. (a) The member must pay every year to the Corporation a fee based on the total amount of the electrical installations he has executed in the province of Quebec during his last fiscal year immediately preceding that of the Corporation, according to the following scale:

Annual business volume	*Fee*
$000,000 to $100,000	$100
100,000 to 200,000	200
200,000 to 300,000	300
300,000 to 400,000	400
400,000 and more	500

The member must send, at the same time as his fee, a written statement indicating where his own business volume should be classified on the chart.

When the executive secretary has motives for believing inexact the members' statement and insufficient the fee which has been paid, he notifies him accordingly. After an exchange of explanations, if he so deems, the Executive-Secretary refers the case to the Discipline Committee;

(b) In all cases not provided for in paragraph "a", the annual fee is $100.

(c) However, a member may obtain a refund of $25 if, along with his annual fee or within the three months following sending of same, he submits to the General Manager of the Corporation his sworn declaration or a certificate from a chartered accountant to the effect that, during the last fiscal year ending before the sending of his fee, his sales volume was lower than $50,000.

The General Manager of the Corporation has the right to effect any investigation which he deems appropriate to verigy the exactness of the statement submitted to him.

Refunds to sections:

(d) The Corporation shall refund to each section for its own administration $10 per member in its territory.

Article 148. Annual fees are due on August 1st of each year. Members who have failed to pay their membership fee on or before August 31st of each year are considered as delinquent.

Article 149. The Executive Secretary must notify by a registered letter the delinquent members that, if their membership fee is not paid on or before September 30th of the current

s'il n'acquitte pas sa cotisation le ou avant le 30 septembre de l'année en cours. Une liste des membres en règle de la Corporation doit être publiée chaque année.

Article 150. Le membre qui n'a pas payé sa cotisation le ou avant le 30 septembre de chaque année est automatiquement exclus de la Corporation.

Article 151. À sa discrétion, le comité exécutif peut réadmettre un membre qui a été radié du registre des membres de la Corporation, pour défaut d'acquittement de sa cotisation, sur demande de ce dernier à cet effet et paiement de tous arrérages avant son arrêt de la pratique du métier et des frais de réinscription au montant de $75.

Cependant, si la demande de réadmission est faite avant trois (3) ans de son expulsion automatique, le membre est dispensé de payer les frais de réinscription au montant de $75.

Article 152. Tout membre désireux d'abandonner la profession doit donner avis de son intention au secrétaire exécutif de la Corporation et indiquer la date à compter de laquelle il cesse d'exercer son métier, et partant, de faire partie de la Corporation. Son nom est rayé des registres de la Corporation. Le membre démissionnaire ne peut réclamer aucune partie de la cotisation payée.

Article 153. Lorsqu'un membre démissionnaire désire reprendre l'exercice de son métier, il doit faire parvenir une demande écrite à cet effet au secrétaire exécutif, accompagnée du paiement de la cotisation pour l'année en cours et des frais de réinscription au montant de soixante-quinze ($75) dollars. Le comité exécutif a la discrétion pour le réadmettre.

Cependant, si la demande de sa réadmission est faite avant trois (3) ans de la démission, le membre est dispensé de payer les frais de réinscription au montant de $75.

Minutes, registres, correspondance:

Article 154. Durant les heures normales d'affaires, les membres ont accès aux livres de la Corporation, aux procès-verbaux des assemblées générales et registres des membres. La correspondance, les dossiers et les procès-verbaux des assemblées du conseil et des comités sont secrets et ne peuvent être consultés que par les membres du conseil et des comités respectifs.

Droits et privilèges:

Article 155. Pour se prévaloir des prérogatives et des privilèges conférés par la Corporation, toute personne doit être inscrite aux registres des membres de la Corporation et doit avoir payé sa contribution annuelle.

Dissension:

Article 156. Toute cause de dissension entre les membres de la Corporation ou entre les sections doit être soumise au comité exécutif pour arbitrage. La décision dudit comité est sans appel et lie toutes les parties.

Sceau:

Article 157. Le sceau de la Corporation est de la forme déterminée par résolution du comité exécutif et demeure sous la garde du secrétaire exécutif de la Corporation.

year, their names will be stricken off the record book of the members of the Corporation. A list of the members of the Corporation in good standing shall be published annually.

Article 150. Members who have failed to pay their fee on or before September 30th of each year are automatically excluded from the Corporation.

Article 151. At its discretion, the Executive Committee may re-admit a member who has been stricken off from the record book of the Corporation, for failure to pay his fee, upon request by him to this effect and payment of all amounts due prior to his discontinuation of practice of the trade, in addition to registration fees to the amount of $75.

However, should the application for re-admission be made before three (3) years of his automatic expulsion, the member is dispensed from paying the re-admission fee of $75.

Article 152. A member who wishes to cease plying the trade must give notice of his intention to the Executive Secretary of the Corporation and state the date when he intends to cease to ply the trade and thus cease to be a member of the Corporation, and his name shall be struck off the Corporation register. The resignee cannot claim any part of paid up membership fees.

Article 153. When a member who has resigned wishes to resume plying his trade, he must send a written application to this effect to the Executive Secretary along with payment of the fee for the current year and the registration fees to the amount of seventy-five ($75) dollars. This re-admission is left to the discretion of the Executive Committee.

However, should the application for re-admission be made before three (3) years from the resignation, the member is dispensed from the re-admission fee of $75.

Minutes, registers, correspondence:

Article 154. During business hours members have access to the books of the Corporation, to the minutes of the general meetings and the membership list, but the correspondence, files and minutes of the Provincial Council or committee meetings are secret and are not to be consulted by others than the members of the Provincial Council or and the committees concerned.

Rights and privileges:

Article 155. To avail oneself of the rights and privileges conferred by the Corporation, the electrical contractor must have his name appear in the register of the Corporation and have paid his annual membership fees.

Disputes:

Article 156. All matters of dispute between members of the Corporation or between sections are submitted to the Executive Committee for arbitration and its decision is final and binding on all parties.

Seal:

Article 157. The Corporation's seal is in the design set by resolution of the Executive Committee of the Corporation and remains in the custody of the Executive Secretary of the Corporation.

Certificat:

Article 158. Le certificat de membre doit être affiché dans le bureau d'affaires de la personne faisant partie de la Corporation.

Article 159. Les personnes détenant les licences A-2 peuvent être constituées en section par résolution du conseil provincial sous le nom des maîtres électriciens A-2. Les articles des règlements concernant les sections s'appliqueront *mutatis mutandis* à tous égards aux maîtres électriciens A-2.

À l'expiration des trente jours suivant la présente publication, lesdits règlements seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil et entreront en vigueur après publication d'un avis de cette approbation.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1968. 24554-o

Avis d'approbation d'amendement de règlements

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (SRQ 1964, ch. 143), que, par l'arrêté en conseil numéro 1342 du 2 mai 1968, les règlements spéciaux du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 601 (D) du 12 juin 1957 et subséquemment modifiés à plusieurs reprises, ont de nouveau été modifiés de la façon suivante:

À l'article 18 (*Certificat de qualification et carnet d'apprentissage*), les mots « tireur de joint de gyproc » sont ajoutés après les mots « couvreur de plancher ».

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1968. 24554-o

Certificate:

Article 158. The certificate granted to each member must be posted up in his place of business.

Article 159. A-2 license holders may constitute a section called "Section of A-2 Master Electricians" by resolution of the Provincial Council. Rules and regulations concerning the sections also apply *mutatis mutandis* in the case of A-2's, in all respects."

Thirty days after this publication, the said by-laws will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval and will become effective after publication of a notice of such approval.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 11, 1968. 24554-o

Notice of Approval of an Amendment to By-laws

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order in Council number 1342, dated May 2, 1968, the special by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec (approved by Order in Council number 601 (D), dated June 12, 1957, and amended thereafter) have once again been amended as follows:

In section 18 (*Competency certificates and apprenticeship record books*), the words "Gyproc joint pointer" are added after the words "floor covering layer".

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 11, 1968. 24554-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1272

Québec, 25 avril 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2%.

ATTENDU QUE l'article 33 de la Loi de l'Impôt sur la vente en détail donne droit aux municipalités à une compensation payable sur le fonds consolidé du revenu pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe de vente en détail;

ATTENDU QUE par un amendement édicté par 15-16 Elizabeth II, chapitre 34, article 10, l'article 41 est remplacé afin que la population d'une municipalité pour les fins de la répartition aux municipalités soit celle qui est indiquée au dernier dénombrement fait pour l'ensemble de la province et reconnu valide à ces fins par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'un dénombrement a été fait pour l'ensemble de la province par le Gouvernement du Canada pour l'année 1966 et qu'il a été publié en juin 1967.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1272

Quebec, April 25, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax.

WHEREAS section 33 of the Retail Sales Tax Act entitled the municipalities to a compensation payable out of the consolidated revenue fund in lieu of the right to impose a retail sales tax;

WHEREAS in an amendment enacted by 15-16 Elizabeth II, chapter 34, section 10, section 41 is replaced in order that the population of a municipality, for the purpose of the apportionment among the municipalities, be that shown in the last enumeration of inhabitants made for the whole of the province and recognized as valid by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS an enumeration of inhabitants has been made for the whole province by the Government of Canada for the year 1966 and has been published in June 1967.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé « Règlement concernant la compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2% ».

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Règlement concernant la compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2%.

La population d'une municipalité pour les fins de la répartition aux municipalités de la compensation prévue par la Loi de l'impôt sur la vente en détail est, à compter du 1er avril 1967, celle du dénombrement pour l'ensemble de la province fait par le Gouvernement du Canada en 1966 et publié en juin 1967.
24517-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1344

Québec, le 2 mai 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 mars 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe 3 de l'article X-A est remplacé par le suivant:

« 3. Le salarié a droit pour son congé à la rémunération suivante:

Deux pour cent (2%) du salaire gagné dans la période de service de moins de trois (3) mois, et quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période de service de trois (3) mois ou plus. »

2° L'alinéa 3 du paragraphe « 6-*a*) » de l'article XII est modifié en y retranchant, après le mot « rémunération », les mots « soit à la semaine, à la journée, à l'heure ou à la pièce. »

3° Le nouvel alinéa « *c* » suivant est ajouté au paragraphe 6 de l'article XII:

« *c*) L'employeur de travailleurs à domicile définis aux présentes, doit fournir au travailleur à domicile, en même temps qu'il lui remet son

WHEREFORE it is ordered upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled: "Regulation concerning the compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax" be adopted.

Certified true copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax.

For the purposes of the apportionment among the municipalities of the compensation provided for by the Retail Sales Tax Act, the population of a municipality shall be, as of April 1, 1967 that of the enumeration of inhabitants for the whole of the province made by the Government of Canada in 1966 and published in June 1967.
24517-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1344

Quebec, May 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Dress Industry in Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Dress Industry in Quebec (made binding by Decree number 3519 of September 24, 1940, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 9, 1968;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 3519 be amended as follows:

1. Subsection 3 of section X-A is superseded by the following:

"3. The employee is entitled to the following vacation pay:

Two per cent (2%) of wages earned if he has less than three (3) months' service and four per cent (4%) of wages earned if he has three (3) months' service or more.

2. Paragraph 3 of subsection 6-(*a*) of section XII is amended by deleting the words "whether by the week, day, or hour or by the piece" after the word "payment".

3. The following new paragraph "*c*" is added to subsection 6 of section XII:

"(*c*) All homework employers as herein defined must supply every homeworker at the time the homework is given with forms which may

travail à effectuer à domicile, une formule qu'il peut obtenir de la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec, et sur laquelle apparaissent les mentions suivantes:

1) Les nom et adresse de l'employeur de travailleurs à domicile ou de l'agent dont le travailleur à domicile a reçu le travail à effectuer;

2) Les nom et adresse du travailleur à domicile;

3) La date de réception par le travailleur à domicile du travail à effectuer;

4) Le métier visé par le travail à effectuer à domicile, le numéro du modèle, la description et la quantité de vêtements ainsi que le taux à la pièce payable au travailleur à domicile;

5) Tout autre renseignement que la Commission conjointe peut juger nécessaire.

Le travailleur à domicile doit dûment remplir, attester et signer cette formule en double exemplaire, et en faire parvenir un exemplaire à la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec le jour même où il reçoit le travail à effectuer. Le travailleur à domicile doit conserver le double de cette formule pendant au moins un an et le tenir en tout temps à la disposition de la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec, de son administrateur, de ses représentants et de ses inspecteurs. »

4° L'article XVI-A est modifié en y ajoutant, à la sixième ligne, après le mot « décret », les mots » et sans restriction, y compris les travailleurs à domicile. »

5° L'article XVII est remplacé par le suivant:

« XVII. *Bulletin de paie:*

Au moment de la paie, l'employeur doit remettre au salarié un état de sa rémunération inscrit sur l'enveloppe de paie ou sur un bulletin de paie distinct.

Les mentions suivantes doivent apparaître sur cet état de la rémunération:

1) le nom de l'employeur;

2) le matricule du salarié à l'horloge de pointage;

3) les nom et prénoms du salarié;

4) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

5) le nombre d'heures normales et le nombre d'heures supplémentaires;

6) le taux horaire, s'il y a lieu;

7) le nombre de pièces et le taux à la pièce, s'il y a lieu;

8) le montant du salaire brut;

9) la nature et le montant des retenues opérées;

10) le montant du salaire net. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

24554-o

be obtained upon request from the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, showing:

(1) the name and address of the homework employer or agent from whom the homeworker received the work;

(2) the name and address of the homeworker;

(3) the date when the said work was received by the homeworker;

(4) the craft of the said work, the style number, description and quantity of the garments and the piece-work rate payable therefor to the homeworker;

(5) such other information as the Joint Commission may deem necessary.

Such forms must be duly completed in duplicate, certified and signed by the homeworker and one copy shall be forwarded to the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec on the same day the homeworker receives such work. A duplicate must be kept by the homeworker for at least one year and be held available for examination at any time by the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, its administrator, representatives and inspectors."

4. Section XVI-A is amended by adding in the fifth line, after the word "decree", "and without limitation including homeworkers".

5. Section XVII replaced by the following:

"XVII. *Earnings statement:*

Every employer must give to each employee at payment time, a statement contained on or in each employee's pay envelope, showing the following details:

(1) employer's name;

(2) employee's punch clock number;

(3) employee's given and family names;

(4) payment date and work period corresponding thereto;

(5) number of regular hours and number of overtime hours;

(6) hourly rate, if any;

(7) number of pieces and the piece-work rate, if any;

(8) amount of gross earnings;

(9) type and amount of deductions made;

(10) take-home pay."

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

24554-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1255

Quebec, 24 avril 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les services de santé de la Direction générale du Nouveau-Québec.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 613 du 8 avril 1963, a été créée, au sein du ministère des Richesses Naturelles, la direction générale du Nouveau-Québec, chargée d'administrer

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1255

Quebec, April 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the health services of the general direction of New Quebec.

WHEREAS by Order in Council number 613 of April 8, 1963 established under the authority of the Natural Resources department, the general direction of New Quebec, responsible for the

toute l'action gouvernementale provinciale sur la partie non organisée du territoire du Nouveau-Québec, à l'exception des services ressortissant à la juridiction du ministère des Terres et Forêts et à celle du ministère de la Justice;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 du chapitre 9 de la Loi du pouvoir exécutif, le lieutenant-gouverneur en conseil peut... transférer un ou plusieurs services d'un ministère du contrôle d'un membre du Conseil exécutif au contrôle d'un autre membre...;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 2614 du 27 septembre 1967, le personnel et les crédits budgétaires dont disposait la direction générale du Nouveau-Québec du ministère des Richesses Naturelles pour fins d'opérations médicales et de santé ont été transférés au ministère de la Santé;

IL EST ORDINNÉ, en conséquence sur la proposition du ministre des Richesses Naturelles et du ministre de la Santé:

QUE l'arrêté en conseil numéro 2614 du 27 septembre 1967 soit abrogé et que la Direction générale du Nouveau-Québec du ministère des Richesses Naturelles assume de nouveau la responsabilité de l'action gouvernementale dans le domaine de la santé au Nouveau-Québec;

QUE le personnel et les crédits budgétaires inscrits au budget des dépenses 1968-69 du ministère de la Santé, en conformité de l'arrêté en conseil numéro 2614 du 27 septembre 1967, pour fins d'opérations médicales et de santé dans le territoire du Nouveau-Québec, soient transférés au ministère des Richesses Naturelles, Direction générale du Nouveau-Québec;

QUE l'arrêté en conseil numéro 859 du 29 mars 1968 soit abrogé.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
24516-o JACQUES PRÉMONT.

administration of all Provincial governmental action on the unorganized part of the territory of New Quebec, with the exception of the branches under the jurisdiction of the Department of Lands and Forests and those of the Department of Justice, was created for the Department of Natural Resources;

WHEREAS pursuant to section 7 of chapter 9 of the Executive Power Act, the Lieutenant-Governor in Council may... transfer one or more branches of a Department from the control of a member of the Executive Council to the control of any other member...;

WHEREAS by Order in Council nujber 2614 of September 27, 1967, the personnel and the budgetary credits which the general direction of New Quebec of the Department of Natural Resources disposed of for the purposes of medical and health operations were transferred to the Department of Health;

IT IS ORDERED, THEREFORE, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources and the Minister of Health:

THAT Order in Council number 2614 of September 27, 1967, be abrogated and that the general direction of New Quebec of the Department of Natural Resources assumes once more the responsibility of governmental action in the field of Health in New Quebec;

THAT the personnel and the budgetary credits inscribed in the expense budget of 1968-69 of the Department of Health, in conformity with Order in Council number 2614 of September 27, 1967, for the purposes of medical and health operations in the territory of New Quebec, be transferred to the Department of Natural Resources, general direction of New Quebec;

THAT Order in Council number 859 of March 29, 1968, be abrogated.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
24516 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1347

Québec, le 2 mai 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'émission d'un permis provisoire de circulation sur les routes de la province aux propriétaires de véhicules de promenade immatriculés pour circuler dans certaines régions non reliées aux grandes voies publiques.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1. *a*) du Code de la route (S. R. Q. 1964, chapitre 231) le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier les honoraires payables au sujet de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire des règlements nouveaux à leur sujet;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1334 du 8 août 1963, un tarif spécial a été établi pour l'immatriculation des véhicules automobiles dans certaines régions de la province non reliées aux grandes voies publiques, soit cinq dollars pour les voitures de promenade et vingt-six dollars pour les camions et tracteurs autres que les tracteurs de ferme;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1347

Quebec, May 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the issue of a temporary permit to circulate on the roads of the Province to owners of pleasure vehicules registered to circulate in certain regions not linked to the main public highways.

WHEREAS pursuant to section 82, paragraph 1. (*a*) of the Highway Code (R.S.Q. 1964, ch. 231) the Lieutenant-Governor in Council may alter the fees payable in connection with registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;

WHEREAS pursuant to Order in council number 1334 of August 8, 1963, a special rate has been established for the registration of motor vehicles in certain regions not linked to the main public highways, that is five dollars for pleasure vehicles and twenty-six dollars for trucks and tractors other than farm tractors;

ATTENDU QUE les propriétaires des véhicules de promenade mentionnés précédemment sont intéressés, parfois pour des vacances ou autrement, à circuler avec leur véhicule de promenade ailleurs que dans leur propre région respective;

ATTENDU QUE la plaque avec préfixe « K » qui leur est présentement émise ne leur permet de circuler que dans leur propre région non reliée aux grandes voies publiques;

ATTENDU QU'il serait juste et raisonnable de leur émettre, pour être affiché sur le pare-brise avant de leur véhicule et au coût d'un dollar, un permis provisoire de circuler avec leur véhicule de promenade seulement sur toutes les routes de la province, pour une période ne devant pas excéder trois mois consécutifs pendant la même année d'immatriculation.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports et Communications:

QU'un permis provisoire, devant être affiché sur le parebrise avant du véhicule et au coût d'un dollar, soit émis aux propriétaires de véhicules de promenade habitant certaines régions de la province non reliées aux grandes voies publiques, afin de leur permettre de circuler sur toutes les routes de la province, pour une période n'excédant pas trois mois consécutifs pendant la même année d'immatriculation.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
24571-o JACQUES PRÉMONT.

WHEREAS the owners of the abovementioned pleasure vehicles are interested, sometimes for holidays or otherwise, to circulate with their pleasure vehicle elsewhere than in their own respective region;

WHEREAS the plates bearing the prefix "K" which are issued in their behalf allow them to circulate only in their own region, not linked to the main public highways;

WHEREAS it would be fair and legitimate to issue, at the cost of one dollar, for them to stick on their car from windshield, a temporary permit to circulate with their pleasure vehicle only on all the highways of the Province, for a period of time not to exceed three consecutive months during the same registration year.

IT IS ORDAINED THEREFORE, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications;

THAT a temporaty permit, which should be stuck on the car front windshield and at the cost of one dollar, be issued to pleasure vehicle owners living in certain regions of the Province not linked to the main public highways, with a view to allow them to circulate on all the roads of the Province, for a period of time not to exceed three consecutive months during the same registration year.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
24571 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1340

Québec, le 2 mai 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abrogation du droit de prélèvement du Comité paritaire des Métiers de la Construction de Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire des Métiers de la Construction de Trois-Rivières, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 352 du 14 février 1968, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

Le greffier du Conseil exécutif,
24554-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1340

Quebec, May 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the repeal of the right to levy of The Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières (authorized by a by-law approved by Order in Council number 352, dated February 14, 1968, be annulled and repealed for all purposes of the law.

JACQUES PRÉMONT,
24554-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1341

Québec, le 2 mai 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 2970 du 31 octobre 1967, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Trois-Rivières, soit abrogé à toute fin que de droit.

Le greffier du Conseil exécutif,
24554-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1341

Quebec, May 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the repeal of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Trois-Rivières region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Decree number 2970 of October 31, 1967 (Construction Industry and Trades in the Trois-Rivières Region) be repealed for all purposes of the law.

JACQUES PRÉMONT,
24554-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1345

Québec, le 2 mai 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans le Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans le Québec, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 mars 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *c* » de l'article I:

« De plus, les jours fériés qui suivent, lorsqu'ils tombent un jour ouvrable, doivent être chômés et payés au tax de salaire normal, au cours de l'année 1968, dans les ateliers antérieurement régis par ledit décret numéro 758. Ces jours sont le premier Jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi saint, l'Ascension, la fête du Travail, Noël et le 26 décembre. »

Le greffier du Conseil exécutif,
24554-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1343

Québec, le 2 mai 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à la tôlerie (métal en feuille) dans l'Ile de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), le ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 827 du 14 août 1958 et amendements, relatif à la tôlerie (métal en feuille) dans l'Ile de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1345

Quebec, May 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Manufacturing of Paper Boxes in Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Paper Boxes in Quebec (made binding by Decree number 1884 of November 12, 1947, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 30, 1968;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1884 be amended as follows:

The following paragraph is added to subsection "*c*" of section I:

"Moreover, the following general holidays, whenever they fall on a working day, shall be non-working days and shall be paid for at regular rates during 1968, in shops that were once governed by Decree number 758: New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th."

JACQUES PRÉMONT,
24554-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1343

Quebec, May 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Sheet-Metal Products Fabricating Industry in the Island of Montreal and a 25-mile radius of its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Minister of Labour has given notice that he intended submitting an amendment to Decree number 827 of August 14, 1958, as amended (Sheet-Metal Products Fabricating Industry in the Island of Montreal and a 25-mile radius of its limits) to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the notice was published in the *Quebec Official Gazette* of December 16, 1967;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 827, soit modifié comme suit:

Le paragraphe « *b* » de l'article III est remplacé par le suivant:

« *b*) Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du paragraphe « *c* » du présent article, le présent décret ne s'applique pas à la fabrication ou à la construction:

1. (en série, cataloguée, pour usage domestique), de tuyaux de poêle, conduits, raccords en métal en feuille;

2. (en série, cataloguée), de coffrets ou boites de métal pour appareils électroniques;

3. de cuisinières et fournaises;

4. (pour usage domestique), de réfrigérateurs électriques, d'humidificateurs électriques;

5. de navires de plus de vingt-cinq (25) pieds de longueur;

6. d'avions, de véhicules automobiles ou remorques;

7. de boites en métal (cannettes) et ustensiles;

8. de radiateurs électriques, chaufferettes électriques, lampes électriques, appareils et accessoires électriques;

9. de cylindres de métal destinés à l'entreposage et à la distribution du gaz propane. »

Le greffier du Conseil exécutif,

24554-o JACQUES PRÉMONT.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 827 be amended as follows:

Subsection "*b*" of section III is superseded by the following:

"(*b*) Contingent upon the provisions of the second paragraph, subsection "*c*" of this section, this decree does not cover the manufacturing or construction of:

1. sheet-metal stove pipes, ducts and fittings (standardized production, catalogued, for home use);

2. metal cabinets and housings for electronic equipment (standardized production, catalogued);

3. stoves and furnaces;

4. electric refrigerators and humidifiers for home use;

5. boats over twenty-five (25) feet long;

6. aircraft, motor vehicles or trailers;

7. tin cans and utensils;

8. electric radiators, heaters, lamps, appliances and accessories;

9. metal cylinders for propane gas storage and distribution."

JACQUES PRÉMONT,

24554-o *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Carl Julian Warshaw

Avis est par les présentes donné que Carl Julian Warshaw, domicilié à 5799 Plantagenet, de la cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Carl Jason Pines.

Montréal, le 23 avril, 1968.

Le procureur du requérant,

24413-18-2-o DAVID KIRSHENBLATT.

Jack Postelnick

Avis est donné que Jack Postelnick, résidant à 437, avenue Mitchell, ville Mont Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret, lui permettant de changer son nom en celui de « Jack Post », et que celui de son épouse, Gloria Segal et ceux de ses enfants mineurs, Jeffrey, Rhona et Patricia Lynn, soient également changés de « Postelnick » à celui de « Post », ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Montréal, 26 avril 1968.

Le procureur du requérant,

24459-18-2 LOUIS SCHIFF.

Joseph Kenneth Haley

Avis est par les présentes donné que Joseph Kenneth Haley, apprenti réparateur d'appareils électriques, célibataire, domicilié à Garden Road, Lucerne, province de Québec, fils majeur de Martin Haley et de feu Mary Bernadette Farnand, désire changer de nom en celui de Joseph Kenneth Milks en s'adressant par requête à son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, conformément au Bill 31 de la Loi du changement de nom.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant.

24518-19-2-o

Miscellaneous Notices

Carl Julian Warshaw

Notice is hereby given that Carl Julian Warshaw, residing at 5799 Plantagenet Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Carl Jason Pines.

Montreal, April 23, 1968.

DAVID KIRSHENBLATT,

24413-18-2-o *Attorney for the petitioner.*

Jack Postelnick

Notice is hereby given that Jack Postelnick, residing at 437 Mitchell Avenue, town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of "Jack Post", and that of his wife, Gloria Segal and minor children, Jeffrey, Rhona and Patricia Lynn, from "Postelnick" to that of "Post", the said name to serve for all legal purposes.

Montreal, April 26, 1968.

LOUIS SCHIFF,

24459-18-2-o *Attorney for the petitioner.*

Joseph Kenneth Haley

Notice is hereby given that Joseph Kenneth Haley, apprentice repairman of electrical applicances, bachelor, residing on Garden Road, in Lucerne, Province of Quebec, son of Martin Haley and deceased Mary Bernadette Farnand, wishes to change his name to Joseph Kenneth Milks by a petition to Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in accordance with Bill 31 of the Change of Name Act.

This change will not affect other persons than the petitioner.

24518-19-2-o

Richard Gerald Edgar Jean

Richard Gerald Edgar Jean de 302 avenue Willibrord, Verdun, célibataire, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire changer son nom à Richard Jean Martin.
24481-18-2-o

Eugen Marunczak

Avis est par les présentes donné que Eugen Marunczak, de la cité et du district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'une demande de changer son nom en celui de James Eugen Marunzak.

Montréal, le 24 avril 1968.

24519-19-2-o EUGEN MARUNCZAK.

Succession Patrick Gauthier

Prenez avis que les héritiers présomptifs de feu Patrick Gauthier, de son vivant, huissier, domicilié à 2654 ouest, rue King, Sherbrooke, qui est décédé *ab intestat* le 27 décembre 1967, ont accepté sous bénéfice d'inventaire ladite succession, par acte exécuté devant Me Armand Bolduc, notaire à Sherbrooke, le 10 avril 1968, dont copie a été enrégistrée à Sherbrooke, le 18 avril 1968 sous le numéro 153233.

24520-o

Meier Abramovici

Avis est donné que Meier Abramovici, agent d'immeubles, résidant à 70, avenue Church Hill, en la cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Marcel Adams; ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse née Aviva Cohen, à ses fils mineurs: Julian Abramovici et Sylvan Abramovici, et à sa fille mineure Linda Abramovici, tous de la même adresse.

Montréal, 2e jour de mai 1968.

Les Procureurs du requérant,
GREENBLATT, GODINSKY &
24570-19-2 RESIN.

Yue Lee

Avis est donné que Yue Lee cuisinier, de 3837, rue Clarke, ville et district de Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir que son nom soit changé en celui de Gang Woo Chang, ainsi que celui de son épouse Dame May Ngor Chui (Lee) et celui de son fils Peter (Lee) et celui de sa fille Hoy York (Lee), de la même adresse, conformément à la Loi du changement de nom.

Montréal, 1er mai 1968.

24514-19-2 SAUL HANDELMAN, avocat.

André Gulleerberg

Avis est donné que André Gulleerberg, vendeur de 4530, chemin Côte des Neiges, app. 1714, des ville et district de Montréal, en la province de Québec, a l'intention de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom en celui de André Gilbert, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, 1 mai 1968.

Le procureur du requérant,
24535-19-2 Me SAM GOLDWATER, avocat.

Richard Gerald Edgar Jean

Richard Gerald Edgar Jean of 302 Willibrord Avenue, Verdun, unmarried, will apply to the Lieutenant-Governor in council to have his name changed to Richard Jean Martin.
24481-18-2-o

Eugen Marunczak

Notice is hereby given that Eugen Marunczak of the city and district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to James Eugen Marunzak.

Montreal, April 24, 1968.

24519-19-2-o EUGEN MARUNCZAK.

Estate Patrick Gauthier

Take notice that the presumptive heirs of the late Patrick Gauthier, in his lifetime bailiff, domiciled at 2654 King Street West, Sherbrooke, who deceased *ab intestat* on December 27, 1967, have accepted under benefit of inventory said estate, by a deed of acceptance dated April 10, 1968, passed before Me Armand Bolduc, notary at Sherbrooke, copy of which was registered at Sherbrooke on April 18, 1968, under number 153233. 24520

Meier Abramovici

Notice is hereby given that Meier Abramovici, Realtor, residing at 70 Church Hill Avenue, in the city of Westmount, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing his name to Marcel Adams; such change of name shall also benefit his wife née Aviva Cohen, his minor sons Julian Abramovici and Sylvan Abramovici, and his minor daughter Linda Abramovici, all of the same address.

Montreal, 2nd day of May 1968.

GREENBLATT, GODINSKY &
RESIN,
24570-19-2-o *Attorneys for Applicant.*

Yue Lee

Notice is given that Yue Lee, cook of 3837 Clarke Street, city and district of Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to Gang Woo Chang, and that of his wife Dame May Ngor Chui (Lee) and that of his son Peter (Lee) and his daughter Hoy York (Lee), of the same address pursuant to the change of names Act.

Montreal, May 1 st, 1968.

24514-19-2-o SAUL HANDELMAN, advocate.

André Gulleerberg

Notice is hereby given that André Gulleerberg, salesman, of 4530 Côte des Neiges Road, Apt. 1714, of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in council requesting the change of his name to André Gilbert, pursuant to the provisions of the change of name Act.

Montreal, May 1, 1968.

Me SAM GOLDWATER, Advocate,
24535-19-2-o *Attorney for Petitioner.*

John Alper

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1284, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de Jan Alperowicz en celui de John Alper.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

Borbala Gerlai

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1280, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de Borbala Klein en celui de Borbala Gerlai.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

David Vivian Hazan

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1285, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de David Vivien Totah en celui de David Vivian Hazan.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

Jack Abraham Marco

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1282, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de Jack Abraham Marcovitz en celui de Jack Abraham Marco.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

Saul Marco

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1281, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de Saul Marcovitz en celui de Saul Marco.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

Sidney Sam Schwartz

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1286, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de Sam Schwartz en celui de Sidney Sam Schwartz.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

Michael Simmer

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1287, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de Moshe Tzimerinov en celui de Michael Simmer.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

Peter Stone

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1283, du 25 avril 1968, d'effectuer le changement de nom de Peter Szmuk en celui de Peter Stone.

Québec, 1er mai 1968.

Le sous-seérétaire de la province,

24498-o RAYMOND DOUVILLE.

John Alper

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1284, dated April 25, 1968, to change the name of Jan Alperowicz to that of John Alper.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistant Secretary of the Province.*

Borbala Gerlai

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1280, dated April 25, 1968, to change the name of Borbala Klein to that of Borbala Gerlai.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistat Secretary of the Province.*

David Vivian Hazan

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1285, dated April 25, 1968, to change the name of David Vivien Totah to that of David Vivian Hazan.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistant Secretary of the Province.*

Jack Abraham Marco

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1282, dated April 25, 1968, to change the name of Jack Abraham Marcovitz to that of Jack Abraham Marco.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistant Secretary of the Province.*

Saul Marco

The Lieutenant-Governori in Council has been pleased, by decree number 1281, dated April 25, 1968, to change the name of Saul Marcovitz to that of Saul Marco.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistant Secretary of the Province.*

Sidney Sam Schwartz

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1286, dated April 25, 1968, to change the name of Sam Schwartz to that of Sidney Sam Schwartz.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistant Secretary of the Province.*

Michael Simmer

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1287, dated April 25, 1968, to change the name of Moshe Tzimerinov to that of Michael Simmer.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistant Secretary of the Province.*

Peter Stone

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1283, dated April 25, 1968, to change the name of Peter Szmuk to that of Peter Stone.

Quebec, May 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24498 *Assistant Secretary of the Province.*

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36*a*. de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36*a*. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;

c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le régistrateur est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes. »

La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif en date du 7 mars 1968, le plan 0-49 Notre-Dame-de-Grâce montrant la partie sud-ouest du lot No 177-472 (autrefois

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36*a*. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

"36*a*. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the Public Works Department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

(*a*) the full text of this article;

(*b*) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;

(*c*) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above-mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years."

The City of Montreal has approved through a resolution of its Executive Committee dated March 7, 1968, Plan 0-49 Notre-Dame-de-Grâce showing the southwest part of lot No. 177-472

P. 177-95 ruelle) située au sud-ouest de l'avenue Old Orchard et au nord-ouest de la rue Saint-Jacques et faisant partie du cadastre officiel de la Municipalité de la Paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal, borné au nord-est par une autre partie du lot 177-472, au sud-est par une partie du lot 177-95 (ruelle), au sud-ouest par une partie du lot 176 et au nord-ouest par une autre partie du lot 177-95 (ruelle); mesurant cinq cent vingt-cinq pieds (525.0′) au nord-est et au sud-ouest, onze pieds (11.0′) au sud-est et au nord-ouest; contenant en superficie cinq mille sept cent soixante-quinze pieds carrés (5,775.), mesures anglaises, préparé pour que cette partie sud-ouest du lot No 177-472 (autrefois P. 177-95 ruelle) devienne propriété de la ville en conformité des dispositions susdites; et le soussigné déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionné dûment certifié en date du 19 mars 1968 par monsieur Eugène Péloquin, arpenteur géomètre, a été déposée le 25 mars 1968 sous le No 2051036, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service des travaux publics sous ledit No 0-49 Notre-Dame-de-Grâce.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36*a*. de la charte de la Ville.

Le greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 11 mai 1968. 24515-19-2-o

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36*a*. de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36*a*. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;

c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

(formerly lane P. 177-95) located southwest of Old Orchard Avenue, and northwest of Saint-Jacques Street and being part of the official cadastre of the Municipality of the Parish of Montreal, Montreal Registration Division, bounded on the northeast by another part of lot 177-472, on the southeast by a part of lot 177-95 (lane), on the southwest by a part of lot 176 and on the northwest by another part of lot 177-95 (lane); measuring five hundred and twenty-five feet (525.0′) on the northeast and on the southwest, eleven feet (11.0′) on the southeast and on the northwest; containing a superficial area of five thousand seven hundred and seventy-five square feet (5,775.), English measure, which has been prepared so that the said section southwest of lot No. 177-472 (formerly lane P. 177-95) is to become the property of the city in accordance with the above mentioned provisions; and the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan duly certified on March 19, 1968 by Mr. Eugène Péloquin, Surveyor, was filed on March 25, 1968 under No. 2051036 in the office of the Montreal Registry Division, and that the original of the said plan has been filed of record in the Public Works Department under the said No. 0-49 Notre-Dame-de-Grâce.

This notice is the first which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of Section 36*a*. of the Charter of the City.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, May 11, 1968. 24515-19-2-o

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36*a*. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

"36*a*. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the Public Works Department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

(*a*) the full text of this article;

(*b*) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;

(*c*) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le régistrateur est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes. »

La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date du 12 mars 1968, le plan L-265 Longue-Pointe montrant une partie du lot 184-65 (autrefois rue Jetté), une partie du lot 184-113 (ruelle) et le lot 184-93 (ruelle) faisant partie du cadastre officiel de la Paroisse de la Longue-Pointe, division d'enregistrement de Montréal dont la description suit:

1° *P. 184-65* (*rue*) De figure trapézoidale, borné vers le nord-est par les lots 184-74 à 184-92, une partie du lot 184-113 (ruelle) et le lot 184-114, où il mesure cinq cent quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre-vingt-dix centièmes de pied (598.90′), vers le sud-est par une partie du lot 184-65 (rue), où il mesure cinquante pieds (50.0′), vers le sud-ouest par une partie du lot 42-506 (ruelle), le lot 42-507 (ruelle), le lot 42-508, où il mesure cinq cent quatre-vingt-dix-sept pieds et quatre-vingt-seize centièmes de pied (597.96′), vers le nord-ouest par le lot 184-152 (rue), où il mesure cinquante pieds (50.0′); contenant en superficie vingt-neuf mille neuf cent vingt-deux pieds carrés (29,922), mesures anglaises.

2° *P. 184-113* (*ruelle*) De figure rectangulaire, borné vers le nord-est par une partie du lot 184-113 (ruelle), vers le sud-est par le lot 184-92, le lot 184-93 (ruelle) et une partie du lot 184-112, vers le sud-ouest par une partie du lot 184-65 (rue) et vers le nord-ouest par les lots 184-114 à 184-119 et une partie du lot 184-120; mesurant douze pieds (12.0′) de largeur sur cent soixante-six pieds (166.0′) de profondeur; contenant en superficie mille neuf cent quatre-vingt-douze pieds carrés (1,992), mesures anglaises.

3° *184-93* (*ruelle*) De figure rectangulaire, borné vers le nord-est par une partie des lots 184-94 à 184-112, vers le sud-est par une partie du lot 184-73 (ruelle), vers le sud-ouest par les lots 184-74 à 184-92 et vers le nord-ouest par une partie du lot 184-113 (ruelle); mesurant douze pieds (12.0′) de largeur sur quatre cent quatre-

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above-mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years."

The City of Montreal has approved, through a resolution of its Executive Committee, dated March 12, 1968, Plan L-265 Longue-Pointe, showing the section of a part of lot 184-65 (formerly Jetté Street), a part of lot 184-113 (lane) and lot 184-93 (lane) being part of the official cadastre of the Parish of Longue-Pointe, Montreal Registry Division in accordance with the following description:

1. *P. 184-65* (*street*) Of trapezoidal shape, bounded towards the northeast by lots 184-74 to 184-92, a part of lot 184-113 (lane) and lot 184-114, where it measures five hundred and ninety-eight feet and ninety hundredths of a foot (598.90′), towards the southeast by a part of lot 184-65 (street), where it measures fifty feet (50.0′), towards the southwest by a part of lot 42-506 (lane), lot 42-507 (lane), lot 42-508, where it measures five hundred and ninety-seven feet and ninety-six hundredths of a foot (597.96′), towards the northwest by lot 184-152 (street), where it measures fifty feet (50.0′); containing a superficial area of twenty-nine thousand nine hundred and twenty-two square feet (29,922), English measure.

2. *P. 184-113* (*lane*) Of rectangular shape, bounded towards the northeast by a part of lot 184-113 (lane), toward the southeast by lot 184-92, lot 184-93 (lane) and a part of lot 184-112, towards the southwest by a part of lot 184-65 (street) and towards the northwest by lots 184-114 to 184-119 and a part of lot 184-120; measuring twelve feet (12.0′) in width by one hundred and sixty-six feet (166.0′) in depth; containing a superficial area of one thousand nine hundred and ninety-two square feet (1,992), English measure.

3. *184-93* (*lane*) Of rectangular shape, bounded towards the northeast by a part of lots 184-94 to 184-112, towards the southeast by a part of lot 184-73 (lane), towards the southwest by lots 184-74 to 184-92 and towards the northwest by a part of lot 184-113 (lane); measuring twelve feet (12.0′) in width by four hundred and eighty-

vingt-six pieds et sept dixièmes de pied (486.7′) de profondeur; contenant en superficie cinq mille huit cent quarante pieds carrés (5,840), mesures anglaises.

préparé pour que ces parties des lots 184-65 (autrefois rue Jetté), 184-113 (ruelle) et le lot no 184-93 (ruelle) deviennent propriété de la ville en conformité des dispositions susdites; et le soussigné déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionnée dûment certifié en date du 20 mars 1968 par monsieur Jacques Beaudry, arpenteur géomètre, a été déposé le 25 mars 1968 sous le no 2051037, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service des travaux publics sous ledit no L-265 Longue-Pointe.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36*a*. de la charte de la Ville.

Le greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 11 mai 1968. 24515-19-2-o

six feet and seven tenths of a foot (486.7′) in depth; containing a superficial area of five thousand eight hundred and forty square feet (5,840), English measure.

which has been prepared so that the said section of a part of lot 184-65 (formerly Jetté Street), a part of lot 184-113 (lane) and lot 184-93 (lane) is to become the property of the City in accordances with the above mentioned provisions; and the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan duly certified on March 20, 1968, by Mr. Jacques Beaudry, surveyor, was filed on March 25, 1968, under No. 2051037 in the office of the Montreal Registry Division and that the original of the said plan has been filed of record in the Public Works Department under the said No. L-265 Longue-Pointe.

This notice is the first which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of Section 36*a*. of the Charter of the City.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, May 11, 1968. 24515-19-2-o

Règlement des prix scientifiques du Québec 1968

Secrétariat des Prix scientifiques

Les prix scientifiques du Québec ont été institués en 1967 en conformité avec la loi du même nom (S.Q. 1962, c. 24) et la responsabilité de leur organisation a été confiée au ministère des Affaires culturelles.

I — Les prix

Deux sont décernés annuellement: ils consistent en deux chèques de 5,000 dollars et de 3,000 dollars.

Ces chèques sont remis aux lauréats par le Ministre des Affaires culturelles — ou son représentant — au cours d'une séance du Congrès annuel de l'ACFAS, ou d'une manifestation du même genre, à la discrétion du ministre des Affaires culturelles.

II — Attribution des prix

Le champ d'attribution est celui des sciences pures et appliquées, à l'exclusion des sciences humaines, sociales et économiques.

Il y a rotation des disciplines sur une base de quatre (4) ans. Cette rotation s'effectue dans l'ordre suivant:

1967: sciences chimiques et connexes
1968: sciences biologiques et connexes
1969: sciences physiques et connexes
1970: sciences de la nature et connexes
1971: le cycle recommence.

Définition des disciplines.

Les définitions suivantes sont suggérées, à titre indicatif et non exhaustif:

Sciences biologiques et connexes:
Biologie, biochimie, biophysique, médecine, etc.

Sciences physiques, mathématiques et connexes:
Physique, mathématiques, génie électrique, génie mécanique, etc.

Sciences chimiques et connexes:
Chimie, génie chimique, métallurgie, pharmacologie, etc.

Sciences naturelles et connexes:
Botanique, zoologie, géologie, génie minier, agronomie, etc.

Quebec Scientific Competition Rules 1968

Scientific Competition Secretariat

In accordance with legislation adopted in 1962 (10-11 Eliz. II, c. 24), Quebec established a scientific competition under Cultural Affairs Department jurisdiction.

I — Awards

Cash prizes of $3,000 and $5,000 will be awarded for the best two entries.

Presentation will be made by the Cultural Affairs Minister, or his representative, at the annual convention of the Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) or during a similar meeting, at the Minister's discretion.

II — Categories

Only pure or applied science entries will be accepted; works in human, social and economic sciences are not eligible for this competition.

A four-year cycle covering various disciplines has been established as follows:

1967: Chemistry and related fields
1968: Biology and related fields
1969: Physics and related fields
1970: Natural sciences and related fields
1971: Cycle begins again.

Definitions.

The following definitions are given as guidelines only and should not be considered all-inclusive.

Chemistry and related fields:
Chemistry, chemical engineering, metallurgy, pharmacology.

Biology and related fields:
Biology, biochemistry, biophysics, medicine.

Physics and related fields:
Physics, mathematics, electrical engineering, mechanical engineering.

Natural sciences and related fields:
Botany, zoology, geology, mining engineering, agronomy.

Les lauréats doivent s'être particulièrement distingués par leurs travaux de recherches ou leur contribution à l'avancement de la discipline scientifique dans laquelle ils oeuvrent. Ils doivent être sujets canadiens, domiciliés au Québec et y avoir effectué la majeure partie de leurs travaux. Les prix leur sont attribués pour un ensemble de travaux ou une réalisation exceptionnelle.

III — Formation et fonctions du jury

Les membres du jury, au nombre de cinq (5), sont désignés par le ministre des Affaires culturelles, d'après une liste de noms soumis par l'ACFAS au plus tard le 31 janvier de chaque année.

Le directeur du Service des Lettres et du Livre agit comme secrétaire du jury. Il n'a pas voix délibérante.

Le jury peut demander de suggérer des lauréats aux personnes et institutions qu'il juge bon de consulter.

Le jury se réunit sur convocation du secrétaire. Il doit arrêter son choix des lauréats au plus tard le 10 octobre. Un procès-verbal des délibérations est remis au ministre des Affaires culturelles avec les noms des lauréats. Une mention d'attribution de 50 à 100 mots suit les noms de chacun des lauréats et indique l'aspect particulier du travail et des mérites de chacun.

La décision du jury est finale et sans appel.

Chaque membre du jury a droit à un cachet de 50 dollars et au remboursement, sur présentation de pièces comptables, de ses frais de voyage et de séjour occassionnés par les séances de travail du jury.

Québec, le 29 janvier 1968. 24540-o

Prize winners will be selected from candidates who have gained recognition through research or contributions to the advancement of the scientific branch in which they specialize. Besides being Canadian citizens, they must be residing in Quebec and have done most of their work in this province. The prizes will be awarded for collections of works or outstanding accomplishments.

III — Adjudicators and their duties

The Cultural Affairs Minister will appoint five (5) judges from a list of names submitted annually by the ACFAS on or before January 31.

The Letters and Publication Service Director will act as panel secretary but will have no vote.

At its discretion, the panel may ask responsible individuals or institutions to recommend candidates.

Panel sessions will be called by the secretary. Selection of winning entries must be made on or before October 10 and minutes of meetings as well as names of successful candidates will be submitted to the Cultural Affairs Minister, along with a commentary of 50 to 100 words following each name to sum up the characteristics and merits of the entry. The judges' decisions are final.

Each panel member will receive a $50 fee and a refund covering duly certified travelling and living expenses incurred in connection with work sessions held by the panel.

Quebec, January 29, 1968. 24540-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

Calgon Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Calgon Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André Desjardins, suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498 22-68 — 1418/103

Company Licensed to do Business

Calgon Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Calgon Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec.

The principal office of the company in the Province is at Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498-o 22-68 — 1418/103

Associations coopératives

L'Institut coopératif Desjardins, Association Coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la modification au règlement de régie interne de « L'Institut coopératif Desjardins, Association Coopérative », créant un comité exécutif, et ce avec effet rétroactif au 13 mars 1968.

Québec, le 6 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24572-o

Cooperative Associations

L'Institut coopératif Desjardins, Association Coopérative

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the amendment to the by-law of internal regulations of "L'Institut coopératif Desjardins, Association Coopérative", creating an executive committee, and such with a retroactive effect on March 13, 1968.

Quebec, May 6, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24572

L'Association Coopérative d'Éditions Québécoises Audio-Visuelles

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association Coopérative d'Éditions Québécoises Audio-Visuelles ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 2140, Côte Vertu, ville Saint-Laurent, Québec, dans le district électoral de Saint-Laurent.

Québec, le 6 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

24573-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association Coopérative d'Éditions Québécoises Audio-Visuelles

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association Coopérative d'Éditions Québécoises Audio-Visuelles".

The head office of this cooperative association is situated at 2140 Côte Vertu, town of Saint-Laurent, Quebec, in the electoral district of Saint-Laurent.

Quebec, May 6, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24573 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Auto-Location Moisan limitée

Prenez avis que la compagnie « Auto-Location Moisan limitée », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à St-Raymond, comté de Portneuf, ce 24 avril 1968.

Le procureur de la compagnie,

24521-o MTRE MARCEL LA RUE, notaire.

Lavelette limitée

Avis est par les présentes donné, que la compagnie « Lavalette limitée », de Québec, une société régie par la Loi des compagnies, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce trentième jour d'avril mil neuf cent soixante-huit.

24522-o FERNAND JOBIN, notaire.

Natural Gas Leasing Limited

Avis est donné par les présentes que « Natural Gas Leasing Limited », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal présentera une application au secrétaire de la province de Québec pour obtenir permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17ième jour d'avril 1968.

Le secrétaire,

24523-o J. K. REYNOLDS.

Pacona Corporation

Avis est donné que « Pacona Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Québec, ce 30ème jour d'avril 1968.

Les procureurs de la requérante,

CARTER, LEAHY, REMILLARD & VÉZINA.

24524-o

Payette & Adamson inc.

Prenez avis que la compagnie « Payette & Adamson inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

St-Jean le 30 avril 1968.

Les Procureurs de la compagnie,

24525-o TREMBLAY, RANCOURT & ROY.

Charters — Surrender of

Auto-Location Moisan limitée

Notice is hereby given that "Auto-Location Moisan limitée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Given in St. Raymond, county of Portneuf, April 24, 1968.

MTRE MARCEL LA RUE, notary,

24521 *Attorney for the company.*

Lavalette limitée

Notice is hereby given that "Lavalette limitée", of Quebec, an association governed by the Companies Act, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Quebec, this thirtieth day of April, one thousand nine hundred and sixty-eight.

24522 FERNAND JOBIN, notary.

Natural Gas Leasing Limited

Notice is hereby given that "Natural Gas Leasing Limited", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of April, 1968.

J. K. REYNOLDS,

24523-o *Secretary.*

Pacona Corporation

Notice is hereby given that "Pacona Corporation", incorporated under the Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Quebec, this 30th day of April 1968.

CARTER, LEAHY, REMILLARD & VÉZINA,

24524-o *Attorneys for Petitioner.*

Payette & Adamson inc.

Take notice that "Payette & Adamson inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

St. Johns, April 30, 1968.

TREMBLAY, RANCOURT & ROY,

24525 *Attorneys for the Company.*

Tantari Inc.

Avis est donné que « Tantari Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Québec, ce 30e jour d'avril 1968.

Les procureurs du requérant,
CARTER, LEAHY,
REMILLARD & VÉZINA.

24526-o

Tantari Inc.

Notice is hereby given that "Tantari Inc.", incorporated under the Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Quebec, this 30th day of April 1968.

CARTER, LEAHY,
REMILLARD & VÉZINA,
Attorneys for Petitioner.

24526-o

B.N.M. Inc.

Avis est par les présentes donné, que la compagnie « B.N.M. Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 3 mai 1968.

Le Procureur de la compagnie,
MICHEL GAUDETTE.

24555-o

B.N.M. Inc.

Notice is hereby given that "B.N.M. Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, May 3, 1968.

MICHEL GAUDETTE,
Attorney for the Company.

24555

Banville Industries Limitée

Avis est, par les présentes, donné que « Banville Industries Limitée », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social à Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Signé à Montréal, ce 6ième jour de mai 1968.

Les Procureurs de la requérante,
DESJARDINS, DUCHARME,
DESJARDINS & CORDEAU.

24556-o

Banville Industries Limitée

Notice is hereby given that "Banville Industries Limitée", a company duly incorporated under the Companies Act (Quebec) and having its head office in Montreal, will apply to the secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Signed at Montreal, this 6th day of May, 1968.

DESJARDINS, DUCHARME,
DESJARDINS & CORDEAU,
Attorneys for the petitioner.

24556-o

Marcel Robert inc.

Avis est par les présentes donné que « Marcel Robert inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 18 avril 1968.

L'administrateur,
CLAUDE DECARUFEL.

24557-o 13512-62

Marcel Robert inc.

Notice is hereby given that "Marcel Robert inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the provincial secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this April 18, 1968.

CLAUDE DECARUFEL,
Director.

24557 13512-62

Proulx Business College Inc.

Prenez avis que la compagnie « Proulx Business College Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs,
MES MARQUIS & TAILLEFER.

24564-o

Proulx Business College Inc.

Take notice that "Proulx Business College Inc.", will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

MES MARQUIS & TAILLEFER,
Attorneys.

24564

Divers
Compagnies

Garage Auclair & Painchaud inc.

Avis est donné que la compagnie « Garage Auclair & Painchaud inc. » a fixé le nombre de ses administrateurs à 4.

Le secrétaire,
PIERRETTE BEAULIEU AUCLAIR.

24499-o 3660-67

Gestion Joliette limitée

Avis est donné que la compagnie « Gestion Joliette limitée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
ANTONIO ROBITAILLE.

24500-o 12434-62

Miscellaneous
Companies

Garage Auclair & Painchaud inc.

Notice is hereby given that "Garage Auclair & Painchaud inc.", has fixed to 4, the number of its directors.

PIERRETTE BEAULIEU AUCLAIR,
Secretary.

24499 3660-67

Gestion Joliette limitée

Notice is hereby given that "Gestion Joliette limitée" has changed the number of its directors, from 3 to 4.

ANTONIO ROBITAILLE,
President.

24500 12434-62

Prelco Electronics Ltd.

Avis est donné que « Prelco Electronics Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 6.

Le président,
JOSEPH PASCAL.

24501 10187-62

Real Estate Investors Corporation

Avis est donné que « Real Estate Investors Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs, de 8 à 5.

Le secrétaire,
DAVID BLOOM.

24502 10732-56

Walker Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné que « Walker Manufacturing Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
CHARLES LEBLANC.

24503 10085-60

René T. Leclerc incorporée

Avis est donné que la compagnie « René T. Leclerc incorporée » a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 12.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL-M. DAVID.

24530-o 1419-22

Association Générale des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 avril 1968, approuvé les amendements aux articles 20, 22, 25*a*, 27, 29, 34 et 73*a* des règlements généraux de l'« Association Générale des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24527-o 14369-59

The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc. L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 avril 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc.— L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24529-o 7345-50

The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc. L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc.

Avis est donné que la corporation « The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc.— L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le secrétaire,
N. A. RILL.

24529-o 7345-50

Prelco Electronics Ltd.

Notice is given that "Prelco Electronics Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

JOSEPH PASCAL,
President.

24501-o 10187-62

Real Estate Investors Corporation

Notice is given that "Real Estate Investors Corporation" has changed the number of its directors from 8 to 5.

DAVID BLOOM,
Secretary.

24502-o 10732-56

Walker Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that "Walker Manufacturing Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

CHARLES LEBLANC,
Secretary.

24503-o 10085-60

René T. Leclerc incorporée

Notice is hereby given that "René T. Leclerc incorporée" has changed the number of its directors from 9 to 12.

PAUL-M. DAVID,
Secretary-Treasurer.

24530 1419-22

Association Générale des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 5, 1968, approved the amendments to sections 20, 22, 25*a*, 27, 29, 34 and 73*a* of the general by-laws of "Association Générale des Étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24527 14369-59

The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc. L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 26, 1968, approved the general by-laws of "The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc.— L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24529 7345-50

The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc. L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc.

Notice is hereby given that "The Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc.— L'Institut des Pourvoyeurs de Linge et Vêtements Industriels du Québec inc.", has changed the number of its directors from 5 to 9.

N. A. RILL,
Secretary.

24529 7345-50

Brosnan Canadian Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Brosnan Canadian Mines Limited » (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
RAYMOND L'ÉCUYER.

24528-o 8054-53

Brosnan Canadian Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Brosnan Canadian Mines Limited" (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 7 to 3.

RAYMOND L'ÉCUYER,
Secretary.

24528 8054-53

Pépinière Fleur de Lys inc.

Avis est donné que la compagnie « Pépinière Fleur de Lys inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
LOUIS BOUCHARD.

24531-o 3258-65

Pépinière Fleur de Lys inc.

Notice is hereby given that "Pépinière Fleur de Lys inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

LOUIS BOUCHARD,
Secretary.

24531 3258-65

Broadway Knitting Mills Ltd.

Avis est donné que « Broadway Knitting Mills Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

L'assistant-secrétaire,
J. M. TARDIF.

24536 10066-56

Broadway Knitting Mills Ltd.

Notice is given that "Broadway Knitting Mills Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

J. M. TARDIF,
Assistant-Secretary.

24536-o 10066-56

Les Importations Gemini inc.
Gemini Imports Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Importations Gemini inc.— Gemini Imports Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
RICHARD MORANVILLE.

24563-o 3259-66

Les Importations Gemini inc.
Gemini Imports Inc.

Notice is hereby given that "Les Importations Gemini inc.— Gemini Imports Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

RICHARD MORANVILLE,
Secretary.

24563 3259-66

Sièges sociaux

Pierre Lalonde inc.

Avis est donné que la compagnie « Pierre Lalonde inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, première partie, en date du 29 décembre 1964, et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 5431 rue Coolbrock, l'a transporté au numéro 3465 rue Redpath, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18ième jour de juillet 1966.

(Sceau) *Le président,*
24505-o PIERRE LALONDE.

Lapointe, Associés inc.

Avis est donné que la compagnie « Lapointe, Associés inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 février 1968 et ayant son siège social à Ste-Foy, Québec 10, a établi son bureau au 1090 de la rue Louis Riel, Ste-Foy, district de Québec, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ste-Foy, le 14e jour de février 1968.

(Sceau) *Le président,*
Y.-ANSELME LAPOINTE.

24506-o 319-68

Head Offices

Pierre Lalonde inc.

Notice is hereby given that "Pierre Lalonde inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, on December 29, 1964, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up today at number 5431 Coolbrook Street, has moved it to 3465 Redpath Street, in Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 18th day of July, 1966.

(Seal) PIERRE LALONDE,
24505 *President.*

Lapointe, Associés inc.

Notice is hereby given that "Lapointe, Associés inc.", company incorporated by letters patent on February the 14, 1968, and having its head office at Ste. Foy, Quebec 10, has established its office at 1090 Louis Riel Street, Ste. Foy, district of Quebec, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Ste. Foy, this 14th day of February 1968.

(Seal) Y.-ANSELME LAPOINTE,
President.

24506 319-68

Camp Mod-L inc.

Avis est donné que la compagnie « Camp Mod-L inc. » a changé son siège social de Montréal, au numéro 7951, 22e Avenue, St-Michel.

Le secrétaire,
JEAN-MARC POULIN.

24504-o 381-68

Unibraze of Canada Ltd.
Unibraze du Canada ltée

Avis est par les présentes donné que « Unibraze of Canada Ltd. — Unibraze du Canada ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 29 décembre 1967, a son siège social situé à suite 612, 800 Place Victoria, Montréal 3, Québec,

Montréal, le 25 mars 1968.

(Sceau) *Le président,*
JEROME L. ROBINSON.

24507-o 58-68

Brosnan Canadian Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Brosnan Canadian Mines Limited » (No Personal Liability) a changé son siège social de Chibougamau, au numéro 110, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien.

Le secrétaire,
RAYMOND L'ÉCUYER.

24528-o 8054-53

Pépinière Fleur de Lys inc.

Avis est donné que la compagnie « Pépinière Fleur de Lys inc. » a changé son siège social de Montréal, à Repentigny.

Le secrétaire,
LOUIS BOUCHARD.

24531-o 3258-65

E. J. Glowka & Associates Inc.
E. J. Glowka et Associés inc.

Avis est donné que la compagnie « E. J. Glowka & Associates Inc.— E. J. Glowka & Associés inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 14 décembre 1967, émises conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à suite M-21, Hôtel Sheraton Mount Royal, 1455, rue Peel.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'avril 1968.

Le président,
EDWARD J. GLOWKA.

24538 4314-67

Vanier Fils Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Vanier Fils Transport inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 19 février 1968, aura sa place d'affaires au numéro 6780, rue Garnier, Montréal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le 15 avril 1968.

Le président,
J. ALBERT VANIER.

24562-o 779-68

Camp Mod-L inc.

Notice is hereby given that "Camp Mod-L inc.", has changed its head office from Montreal, to number 7951, 22nd Avenue, St. Michel.

JEAN-MARC POULIN,
Secretary.

24504 381-68

Unibraze of Canada Ltd.
Unibraze du Canada ltée

Notice is hereby given that "Unibraze of Canada Ltd. — Unibraze du Canada ltée", incorporated under the Companies Act on the 29th day of December, 1967 by letters patent bearing said date, has established its head office at suite 612, 800 Place Victoria, Montreal 3, Quebec.

Montreal, March 25, 1968.

(Seal) JEROME L. ROBINSON,
President.

24507-o 58-68

Brosnan Canadian Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Brosnan Canadian Mines Limited" (No Personal Liability) has changed its head office from Chibougamau to 110 Sacré-Coeur Boulevard, St-Félicien.

RAYMOND L'ÉCUYER,
Secretary.

24528 8054-53

Pépinière Fleur de Lys inc.

Notice is hereby given that "Pépinière Fleur de Lys inc.", has changed its head office from Montreal, to Repentigny.

LOUIS BOUCHARD,
Secretary.

24531 3258-65

E. J. Glowka et Associés inc.
E. J. Glowka & Associates Inc.

Notice is hereby given that "E. J. Glowka & Associates Inc.—E. J. Glowka et Associés inc.", incorporated by letters patent dated December 14, 1967 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act of the Province of Quebec, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite M-21, Sheraton Mount Royal Hotel, 1455 Peel Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 24th day of April 1968.

EDWARD J. GLOWKA
President.

24538-o 4314-67

Vanier Fils Transport inc.

Notice is hereby given that "Vanier Fils Transport inc.", a company incorporated by letters patent issued under Part of the Companies Act, on the 19th day of February 1968, has its head office at 6780 Garnier Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, April 15, 1968.

J. ALBERT VANIER,
President.

24562 779-88

Elkon Electrical Company Ltd.

Avis est donné que « Elkon Electrical Company Ltd. », a changé son siège social de 196, rue Norman, St-Pierre, à 1961, 55e avenue, Dorval.

Le secrétaire,
T. G. HARBOTTLE.

24537 14715-61

Elkon Electrical Company Ltd.

Notice is given that "Elkon Electrical Company Ltd.", has transferred its head office from 196 Norman Street, St. Pierre, to 1961, 55th Avenue, Dorval.

T. G. HARBOTTLE,
Secretary.

24537-o 14715-61

Lakeshore Travel Service Limited

Avis est donné que la compagnie « Lakeshore Travel Service Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 19 mars 1968, a changé son siège social de la ville de Montréal, à la cité de Pointe Claire, district de Montréal.

Montréal, 28 mars 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
24539 W. D. THORNS.

Lakeshore Travel Service Limited

Notice is hereby given that "Lakeshore Travel Service Limited", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 19, 1968, has moved its head office from the city of Montreal to the city of Pointe Claire, district of Montreal.

Montreal, March 28, 1968.

(Seal) W. D. THORNS.
24539-o *Secretary.*

Gareau Motor Sales Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gareau Motor Sales Inc. », consittuée en corporation par lettres patentes en date du 28ième jour de février 1956, et ayant son siège social social dans les cité et district de Montréal, où elle avait son bureau au 8065, boulevard Décarie, Montréal 9, a relocalisé son bureau au 10175, avenue Papineau, Montréal 12.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6ième jour de novembre 1967.

Le secrétaire,
RAYMOND GAREAU.

24559-o 10491-56

Gareau Motor Sales Inc.

Notice is hereby given that the "Gareau Motor Sales Inc.", company incorporated by letters patent, on the 28th day of February, 1956, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was at 8065 Décarie Boulevard, Montréal 9, has relocated it to 10175 Papineau Avenue, Montréal 12.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of November 1967.

RAYMOND GAREAU,
Secretary.

24559-o 10491-56

Mil-Standard Screw Prod. Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mil-Standard Screw Prod. Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 janvier 1968 et ayant son siège social dans la cité de Montréal a établi son bureau au numéro 155 de la rue Port-Royal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25ième jour d'avril mil neuf cent soixante-huit.

Le secrétaire-trésorier,
MARC HUBERDEAU.

24560-o 410-6

Mil-Standard Screw Prod. Co. Ltd.

Notice is hereby given that the "Mil-Standard Screw Prod. Co. Ltd." company, incorporated by letters patent on the January 31st, 1968 and having its head office in Montreal has established its office at No. 155 Port-Royal Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of April nineteen hundred and sixty-eight.

MARC HUBERDEAU,
Secretary-Treasurer.

824560-o 410-68

Guthrie Woods & Associates Ltd.
Guthrie Woods & Associés ltée

Avis est donné que la compagnie « Guthrie Woods & Associates Ltd.— Guthrie Woods & Associés ltée », constituée en corporation le 4 août 1967 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 1010, rue Ste-Catherine ouest, suite 801.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18ième jour d'avril 1968.

Le vice-président,
F. E. JONES.

24558-o 3348-67

Guthrie Woods & Associates Ltd.
Guthrie Woods & Associés ltée

Notice is hereby given that "Guthrie Woods & Associates Ltd.— Guthrie Woods & Associés ltée", incorporated on August 4, 1967, and having its head office in Montreal, has established its office at number 1010, Ste-Catherine Street, West, suite 801.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of April, 1968.

F. E. JONES,
Vice-President.

24558 3348-67

Les Placements Collectifs inc.
Collective Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie, « Les Placements Collectifs Inc. — Collective Investments Inc. », a transporté son siège social du numéro 333 est, rue Craig, Montréal, au numéro 500, Place d'Armes, Montréal 1.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE VARY.

24561-o

Les Placements Collectifs inc.
Collective Investments Inc.

Notice is hereby given that the company "Les Placements Collectifs Inc. — Collective Investments Inc.", has moved its head office from 333, Craig Street East, Montreal to 500, Place d'Armes, Montreal 1,.

CLAUDE VARY,
Secretary-Treasurer.

24561-o

Demandes à la Législature

Ville de Laval

Avis est par les présentes donné que la ville de Laval s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

1° Réglementer sur l'usage de l'écusson, des armoiries ou du nom corporatif de la ville.

2° Réglementer la suspension des permis de construction dans certains cas.

3° Permettre la refonte et la consolidation des règlements de zonage.

4° Prévoir peine plus sévère en Cour Municipale pour des personnes effectuant des travaux sans permis.

5° Réglementer les entrées charretières sur les lots non bâtis.

6° Permettre de nommer et de changer le nom des rues privées.

7° Réglementer la cession de terrains nécessaires à l'ouverture ou à l'élargissement de la voie publique.

8° Réglementer les affiches ou enseignes.

9° Confirmer les procédures des règlements de zonage.

10° Réglementer sur la rénovation urbaine et le réaménagement de secteurs mal lotis.

11° Modifier l'article 129 de la Loi des Cités et Villes concernant la production des résolutions par toute compagnie à fonds social appelée à voter à une élection.

12° Modifier l'article 135 de la Loi des Cités et Villes en ce qui regarde la date où les mutations peuvent être enregistrées.

13° Modifier les articles 137 et 140 de la Loi des Cités et Villes quant au nombre de voteurs dans chaque arrondissement.

14° Modifier la Loi des Cités et Villes en ce qui concerne les corrections à être apportées à la liste électorale.

15° Modifier l'article 171 de la Loi des Cités et Villes concernant les honoraires exigibles de ceux qui veulent se procurer la liste électorale.

16° Modifier l'article 8 de la Loi 13-14, Elizabeth II, chap. 89, concernant la division de la ville par quartiers.

17° Modifier l'article 11 de la Loi 13-14 Elizabeth II, chap. 89, concernant la représentation dans chacun des quartiers.

18° Modifier la procédure de l'élection du maire ou d'un échevin par le conseil.

19° Modification de l'article 485 de la Loi des Cités et Villes pour permettre à l'estimateur de faire un rôle de valeurs locatives séparé du rôle général.

20° Exemption du paiement au Gouvernement de la Province des licences pour les véhicules automobiles.

21° Modifier le paragraphe 8 de l'article 429 de la Loi des Cités et Villes concernant le fonds prévu pour parcs et terrains de jeux.

Applications to Legislature

Town of Laval

Notice is hereby given that the city of Laval, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. Regulate on the use of the shield, coat of arms or of the corporative name of the City.

2. Regulate the suspension of construction permits in certain cases.

3. Allow the revision and consolidation of zoning by-laws.

4° Foresee a more severe penalty in Municipal Court for persons executing works without permits.

5. Regulate remps on unbuilt lots.

6° Allow to name or change the names of private streets.

7. Regulate the session of lands necessary to the opening or the widening of public road.

8. Regulate posters or signs.

9. Confirm zoning by-law procedures.

10. Regulate on the urban renewal or the re-development ill-divided sectors.

11. Modify article 129 of the Cities and Towns Act concerning the presentation of resolutions by all joint-stock companies called to vote at an election.

12. Modify article 135 of the Cities and Towns Act concerning the date when the mutations can be registered.

13. Modify articles 137 and 140 of the Cities and Towns Act regarding the number of voters in each subdivision.

14. Modify the Cities and Towns Act concerning the corrections to be brought to the electoral list.

15. Modify article 171 of the Cities and Towns Act concerning the fees required from any applying for the electoral list.

16. Modify article 8 law 13-14 Elizabeth II, chap. 89, concerning the wards division of the City.

17. Modify article 11, law 13-14, Elizabeth II, chap. 89, concerning the representation in each ward.

18. Modify the procedure for the election of the mayor or an alderman, by the council.

19. Modification of article 485 of the Cities and Towns Act to allow the assessor to prepare a rental values roll separated from the general roll.

20. Exemption of payment to the Provincial Government of licenses for motor-vehicles.

21. Modify paragraph 8 of article 429 of the Cities and Towns Act concerning the provided fund for parks and playgrounds.

22° Modifier la Loi concernant le mode d'imposition de la taxe spéciale pour paiement des travaux municipaux déjà exécutés.

23° Modifier la Loi des Cités et Villes concernant les biens non imposables.

24° Modifier la Loi des Cités et Villes concernant les modalités d'emprunt pour l'exécution des travaux permanents.

25° Modifier la Loi des Cités et Villes concernant la procédure à suivre pour décréter des emprunts temporaires.

26° Modifier la Loi des Cités et Villes aux fins de décréter des travaux par résolution.

27° Modifier la Loi des Cités et Villes pour établir des rôles de répartition du coût des travaux permanents.

28° Modifier la Loi des Cités et Villes concernant les pouvoirs de normaliser les taux pour les services d'égouts, d'aqueduc, de pavage, de trottoirs, de chaînes et d'éclairage de rues.

29° Établir des procédures concernant l'utilisation des deniers disponibles sur les règlements d'emprunts ou des déficits sur certains règlements.

Et pour toute autre fin qui lors de l'étude et de la présentation des amendements à la charte de la ville de Laval, pourrait être dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables.

Ville de Laval, ce 11e jour d'avril 1968.

Le procureur de la ville de Laval,

24255-16-4-o ROGER SAVARD, C.R.

22. Modify the law concerning the taxation of the special tax for payments of municipal works already executed.

23. Modify the Cities and Towns Act regarding non taxable properties.

24. Modify the Cities and Towns Act concerning loan methods for the execution of permanent works.

25. Modify the Cities and Towns Act concerning the procedure to order temporary loans.

26. Modify the Cities and Towns Act to order works by resolution.

27. Modify the Cities and Towns Act to establish rolls for repartition of cost for permanent works.

28. Modify the Cities and Towns Act concerning the powers to standardize the rates for sewers services, aqueduc, paving, sidewalks, kerbs and street lighting.

29. Establish procedures concerning the use of available moneys on loan by-laws or deficits on certain by-laws.

And for all other purposes which during the studying and presentation of amendments to the charter of the City of Laval could be in the interest of the City and its taxpayers.

City of Laval, this 11th day of April 1968.

ROGER SAVARD, Q.C.,

24255-16-4-o *Attorney for the city of Laval.*

La Cité de Dorval

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Dorval s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

a) refondre la charte de la cité;

b) acquérir seul ou conjointement avec toute municipalité voisine un ou des terrains situés en dehors de leurs limites pour servir à des fins municipales;

c) approprier des argents disponibles à la construction d'un hôtel de ville;

d) autoriser un mode spécial de taxation pour les travaux d'améliorations locales;

e) exiger à titre de frais de perception un montant de 5% des taxes scolaires;

Et pour toutes autres fins.

Dorval, 17 avril 1968.

Le procureur de la requérante,

24348-17-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

The City of Dorval

Notice is hereby given that the City of Dorval, will apply to the Legislature of the province of Quebec, during the present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

(*a*) revise the charter of the city;

(*b*) purchase, alone or jointly with any neighbouring municipality, some land located outside their limits to be used for municipal purposes;

(*c*) apply available sums of monies to the construction of a City Hall;

(*d*) authorize a special system of taxation for local improvement works;

(*e*) require as collection fees an amount of 5% of the school taxes.

And for all other purposes.

Dorval, April 18, 1968.

MAURICE R. MARCOTTE,

24348-17-4-o *Attorney for the petitioner.*

Succession Jack Sadovnik

Avis est donné que Monsieur Jack Sadovnik, marchand de fourrure, domicilié à Outremont, Harry Abramovitch, comptable, domicilié à Montréal et Dame Sarah Sadovnik Beck domiciliée à Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi leur permettant d'hypothéquer et de vendre les immeubles portant les numéros civiques 53 et 57 rue St-Jacques Ouest, Montréal, de même que la Ferme Sadovnik portant les numéros 363 et 365 parties du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, comté de Terrebonne, lesquelles propriétés ils administrent en leur qualité d'exécuteurs et de fiduciaires du dernier testament de feu Benny Sadovnik.

Québec, ce 17 avril 1968.

Les procureurs des requérants,

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,

24349-17-4-o MCNICOLL & LEVASSEUR.

Estate Jack Sadovnik

Take notice that Mr. Jack Sadovnik, fur merchand, of the City of Outremont, Mr. Harry Abramovitch, accountant of the city of Montreal and Mrs. Sarah Sadovnik Beck of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act permitting to mortgage and sell the immovable properties bearing civic numbers 53 and 57 St. James Street West, Montreal, and the Sadovnik Farm at Prévost, county of Terrebonne, which they administer in their quality of executors and trustees of the last will of the late Benny Sadovnik.

Quebec, April 17, 1968.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
MCNICOLL & LEVASSEUR,

24349-17-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Cité de Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Lachine » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: pour autoriser l'adoption d'un règlement concernant les exemptions de taxes d'améliorations locales imposées sur les presbytères et églises; ratifier l'acte de vente passé devant Me Jean-Marie Trépanier, notaire, le 2 février 1968, entre la cité de Lachine et Lachine Racing Canoe Club Inc., enregistré à Montréal sous le numéro 2042092; autoriser la vente du Parc Brewster à la Corporation du Centre d'Accueil de Lachine; autoriser l'adoption d'un règlement modifiant les règlements numéros 1431, 1566 et 1704, pour changer le mode de taxation; ratifier le règlement numéro 1861, modifiant les règlements numéros 1666, 1673, 1699, 1711, 1728, 1731 et 1734; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 22 avril 1968.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU,
BÉLANGER, PAGÉ,
HÉBERT & MAILLOUX.

24384-17-4-o

City of Lachine

Public notice is hereby given that the "City of Lachine" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes: to authorize the adoption of a by-law, concerning exemptions of local improvement taxes imposed on presbyteries and churches; to ratify the deed of sale passed before Me Jean-Marie Trépanier, notary, on February 2, 1968, between the city of Lachine and Lachine Racing Canoe Club Inc., registered at Montreal under number 2042092; to authorize the sale of Brewster Park to the Corporation du Centre d'Accueil de Lachine; to authorize the adoption of a by-law, amending by-laws numbers 1431, 1566 and 1704, to change the method of taxation; to ratify by-law number 1861, amending by-laws numbers 1666, 1673, 1699, 1711, 1728, 1731 and 1734; and for all other purposes.

Montreal, April 22, 1968.

LACROIX, VIAU,
BÉLANGER, PAGÉ,
HÉBERT & MAILLOUX.
Attorneys.

24384-17-4-o

La Corporation de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes, s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

a) obtenir une incorporation de ville;

b) ratifier la procédure suivie en matière d'expropriation de terrains pour fins industrielles;

c) obtenir certains pouvoirs additionnels aux mêmes fins.

Et pour toutes autres fins.

Varennes, 11 avril 1968.

Le procureur de la requérante,
MAURICE R. MARCOTTE.

24256-16-4-o

The Corporation of the Parish of Sainte-Anne-de-Varennes

Notice is hereby given that the corporation of the parish of Sainte-Anne-de-Varennes, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

(*a*) to obtain the status of a town;

(*b*) ratify the procedure followed for the expropriation of land for industrial purposes;

(*c*) obtain additional powers for the same purposes.

And for all other purposes.

Varennes, April 11, 1968.

MAURICE R. MARCOTTE,
Attorney for the petitioner.

24256-16-4-o

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Department of Industry and Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.3 région s'étendant du pont de la rivière Blanche — pont de la rivière Colombier

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 30 avril 1968.

Le ministre de l'Industrie et Commerce,
JEAN-PAUL BEAUDRY.

24535-o

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.3 area extending from the bridge over the rivière Blanche — bridge over the rivière Colombier

are no longer toxic to a degree unsafe for use as *a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to open the said areas to fishing, and to permit whomsoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

Quebec, April 30, 1968.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
Minister of Industry and Commerce.

24535

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome
Table of entries for admission to the practice of the profession of agrologist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Aird, Paul Leet	38	R.R. No 1, Hudson Heights, Comté de Vaudreuil	Cornell University.
Babiuk, Eugène	45	10540, rue de Lille Montréal 12	École Polytechnique Ukrainienne.
Baillargeon, François	22	L'Ange-Gardien, comté de Rouville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bailly, Louise	22	2639, avenue des Forges, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bariteau, André	23	10484, boul. St-Michel, Montréal-Nord	Faculté d'Agriculture de l'Université McGill.
Bélair, Jean-Louis	27	St-Barthélemy, comté de Berthier	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Belzile, Lucien dit Lucius	25	St-Clément, comté de Rivière-du-Loup	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Benjamin, Roger	28	1590, rue de la Vérendrye, app. 5, Québec 3	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Boisvert, Roland	27	1284, 2e Avenue, app. 2, Québec 3	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Brisson, Denis	22	350, chemin Larocque, Valleyfield, comté de Beauharnois	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bussières, Jacques	21	St-Michel, comté de Bellechasse	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Caron, René	24	C.P. 9, Amqui, comté de Matapédia	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Chamberland, Ginette	22	2948, avenue Deschambault, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Charland, André	24	Ste-Cécile de Lévrard, comté de Nicolet	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Charron, Édouard dit Eddy	21	Rivière Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup	Faculté d'Agriculutre de l'Université Laval.
Chicoine, Roger	22	305, 4e Avenue, Iberville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Choinière, André	21	326, rue Church, Cowansville, Comté de Missisquoi	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Desmarais, Maurice	24	701, avenue Joffre, app. 3, Québec 6	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dufour, Clément	26	St-Alexis de Matapédia, comté de Bonaventure	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gagnon, Henri-Louis	22	St-Côme de Linière, comté de Beauce	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gagnon, Michel	24	69, 4e Avenue Nord, Roxboro, comté de Jacques-Cartier	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gales, Robert Lorne	22	486, Mountain Avenue, Montréal 6.	Faculty of Agriculture of McGill University.
Gaudette, André	26	204, 3e Avenue, La Pocatière, comté de Kamouraska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gauvin, Michel	26	885, avenue Joffre, Québec 6	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Holtmann, Wilfread B.	28	706, De Norvège Avenue, apt. 2, Québec 10	University of Wisconsin.
Jubinville, Jacques	21	R.R. No 3, Coaticook, comté de Stanstead	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lagacé, Jacques	21	St-Ulric, comté de Matane	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Landry, Jacques	20	1195, rue St-Raymond, Sherbrooke	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laprise, André	25	2643, boul. des Quatre-Bourgeois, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lasnier, Michel	21	Ste-Brigide, comté d'Iberville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Leclerc, Michel	24	1991, rue Poulin, Giffard, Québec 5	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Locas, Antoine	25	Agricultural Economics Building, University of Guelph, Guelph, Ontario	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome
Table of entries for admission to the practice of the profession of agrologist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Mainville, Orance	24	2002, ave Chapdelaine, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marceau, Réal	21	Rang Lamontagne, St-Anselme, comté de Dorchester	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marquis, Alfred	23	2156, avenue Charleroi, Giffard, Québec 5	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Martin, Aurèle	24	R.R. No 2, St-Basile, comté de Madawaska, N.B.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Melançon, Éphrem	42	49, rue Desnoyers, Pont-Viau, ville de Laval	Cornell University.
Michaud, Réal	25	St-Alexandre, comté de Kamouraska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Miousse, Michel	22	Hâvre-Aubert, Iles-de-la-Madeleine	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Montcalm, Gilles	23	879, Place Beloeil, app. 1, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Montpetit, Jean-Claude	21	St-Stanislas de Kostka, comté de Beauharnois	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Olivier, Jacques	20	333, rue Visitation, Joliette	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Palmer, George	25	8031, Avon Road, apt. 15, Montréal West	Faculty of Agriculture of McGill University.
Pelletier, Jean-Pierre	24	32, rue des Érables, Montmagny	Faculté d'Agriculture de l'Univresité Laval.
Proulx, Yvon	29	841, rue du Vallon, app. 23, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Rioux, Jacques	28	2790, rue Gaspard, app. 3, Giffard, Québec 5	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Rocheleau, Gilles	24	2071, rue St-Jean, St-Maurice, comté de Champlain	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Tessier, Roger	24	St-Casimir, comté de Portneuf	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Vézina, André	20	400, avenue Claudel, ville Les Saules, comté de Québec	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Montréal 12, le 22 avril 1968 — Montréal 12, April 22, 1968.

Le secrétaire général de la Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, *agronome.*
24426-18-2-o *Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Victoriaville

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 1315 du 25 avril 1968 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 201 N.S. du conseil municipal de la ville de Victoriaville et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire-d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, et annexé à la ville de Victoriaville.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire-d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire, canton d'Arthabaska, les lots ou

Department of Municipal Affairs

Town of Victoriaville

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1315, dated April 25, 1968, and pursuant to section 43 of the Cities and Towns Act (RSQ 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 201 N.S. of the municipal council of the town of Victoriaville, and to decree that, from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is detached from the municipality of the parish of Sainte-Victoire-d'Arthabaska, county of Arthabaska, and annexed to the town of Victoriaville.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of Sainte-Victoire-d'Arthabaska, county of Arthabaska, comprising, with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Victoire, township of Arthabaska, the

parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots originaires 497 et 498 avec le côté sud-est de la route No 5; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ledit côté sud-est de ladite route en allant vers le nord-est jusqu'à une ligne dans le lot 505 parallèle à la ligne sud-ouest dudit lot 505 à une distance perpendiculaire de cent cinquante pieds (150′); ladite ligne parallèle en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du susdit lot 505; une ligne brisée séparant les lots originaires 504, 503, 502 et 498 des lots 500 et 499; puis suivant les limites actuelles de la ville de Victoriaville, le côté nord-est de la rue Laurier en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 497 et 498 et enfin ladite ligne séparative de lot jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre des affaires municipales,
24532-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, watercourses or parts thereof, the whole enclosed by the perimeter hereinafter described, to wit: starting at the point of intersection of the line separating original lots 497 and 498 with the southeast side of Route No. 5; thence, successively, the following lines and demarcations: the said southeast side of the said highway going towards the northeast to the line on lot 505 parallel to the southwest line of said lot 505 to a perpendicular distance of one hundred and fifty feet (150′); the said parallel line going towards the southeast to the southeast line of said lot 505; a broken line separating original lots 504, 503, 502 and 498 from lots 500 and 499; then, following the present boundaries of the town of Victoriaville, the northeast side of Laurier St. going towards the northwest to the line separating original lots 497 and 498, and, finally, the said line separating the lots to the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
24532 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Giffard, par sa requête en date du 13 février 1968, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant les articles 13, 14, 15, 16 et 24 de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 83, et l'article 2 de la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 89, par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 917, en date du 29 mars 1968, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Giffard, en date du 13 février 1968, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Giffard soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

Canada,
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1964, chapter 193) decrees that the Lieutenant-Governor in Council, by petition of the council of a municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act corresponding to it;

WHEREAS the council of the city of Giffard, by its petition dated February 13, 1968, asks that letters patent be issued in its favour to amend its charter by replacing sections 13, 14, 15, 16 and 24 of Act 2-3 Elizabeth II, chapter 83, and section 2 of Act 5-6 Elizabeth II, chapter 89, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by the Act have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant this petition.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 917, dated March 29, 1968, We grant the petition of the council of the city of Giffard, dated February 13, 1968, and We declare and order, by the present letters patent which will come into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the provisions hereabovementioned of the charter of the city of Giffard be replaced by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the whole in conformity with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes 1964, chapter 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le sous-ministre des affaires municipales,
24532-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will come into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
24532 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Canton de Franklin

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 mars 1968 par le conseil municipal du canton de Franklin, comté d'Huntingdon, et conformément aux dispositions de l'article 131-A du Code municipal, il a révoqué, en date du 25 avril 1968, le décret émis par le gouverneur général en conseil le 12 avril 1858, ordonnant que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation précitée se fassent dans la langue anglaise seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131-A du Code municipal.

Le ministre des affaires municipales,
24533-o ROBERT LUSSIER, M.D.

Township of Franklin

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on March 4, 1968 by the municipal council of the township of Franklin, county of Huntingdon, and pursuant to section 131-A of the Municipal Code, he repeals, as from April 25, 1968, the decree issued by the Governor General in council on April 12, 1858, ordaining that the publication of all public notices, regulations, resolutions or orders of the abovenamed corporation be made in the English language only.

The present notice is published pursuant to section 131-A of the Municipal code.

ROBERT LUSSIER, M.D.,
24533 *Minister of Municipal Affairs.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU que la Loi sur le divorce adoptée le 1er février 1968 par le Parlement du Canada sera administrée au Québec par la Cour de l'Échiquier à moins que le gouvernement du Québec ne recommande qu'elle le soit par la Cour Supérieure du Québec;

ATTENDU QUE l'administration de cette loi par la Cour de l'Échiquier serait susceptible de causer des conflits avec les décisions rendues par la Cour Supérieure du Québec en ce qui concerne les obligations alimentaires et la garde des enfants;

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Deputy Attorney General,
JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS the divorce Act adopted on February 1, 1968, by the Canadian Parliament will be governed in the Province of Quebec by the Exchequer Court unless the Quebec Government recommend that it should be by the Quebec Superior Court;

WHEREAS this Act being governed by the Exchequer Court, conflicts are liable to arise with the decisions rendered by the Quebec Superior Court concerning alimony and custody of children;

ATTENDU QU'il n'est pas souhaitable que deux Cours différentes aient à juger de questions semblables;

ATTENDU QUE l'administration d'une loi sur le divorce doit être reliée le plus étroitement possible aux services sociaux à la famille et qu'il est par conséquent préférable qu'elle relève de tribunaux provinciaux;

ATTENDU QU'il faut dès maintenant songer à la possibilité de confier l'administration d'une telle loi à des tribunaux familiaux, qui ne peuvent être que des tribunaux provinciaux;

ATTENDU QUE le Québec a déjà manifesté son intention d'assumer, dans la perspective d'une nouvelle constitution, une compétence en matière de mariage et de divorce;

ATTENDU QUE, dans les circonstances toutefois, sous réserve de l'intention manifestée par le Québec, il convient que, comme dans le cas des autres provinces, la Loi fédérale sur le divorce soit administrée par la Cour Supérieure du Québec.

À ces causes, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 795, en date du 29 mars 1968, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la Cour Supérieure du Québec soit, au Québec, le tribunal compétent aux fins de la Loi sur le divorce.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o

WHEREAS it is not deemed desirable that two different Courts adjudicate on similar matters;

WHEREAS the administration of a Divorce Act should be connected as closely as possible with social services to the family and that it is therefore preferable that it belong to the jurisdiction of provincial courts;

WHEREAS it should be considered forthwith that such an Act be governed by family courts, which should be provincial courts;

WHEREAS the Province of Quebec has already shown her intention of assuming, in view of a new constitution, a jurisdiction in marriage and divorce matters;

WHEREAS in the circumstances however, subject to the intention shown by the Province of Quebec, it is deemed expedient that, as in other Provinces, the federal Divorce Act be administered by the Quebec Superior Court;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 795, dated March 29, 1968, We have decreed and ordered and, by the presents, order and decree that the Quebec Superior Court be, in the Province of Quebec, the Law-Court for the purpose of the Divorce Act.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom the presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of April in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498

Syndicats professionnels

Le Syndicat des Salariés de l'Industrie du Meuble de Québec, inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 avril 1968, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat des Employés du Bois Ouvré de Beauport inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de l'« Association des Employés de Meubles Grenier Furniture Inc. », a été autorisée le 1er février 1961, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Le Syndicat des Salariés de l'Industrie du Meuble de Québec, inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 19 avril 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24510-o 11-61

Professional Syndicates

Le Syndicat des Salariés de l'Industrie du Meuble de Québec, inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on April 16, 1968, authorized the change of name of "Le Syndicat des Employés du Bois Ouvré de Beauport inc.", the incorporation of which, under the original name of "Association des Employés de Meubles Grenier Furniture Inc.", was authorized on February 1, 1961, and the head office of which is situated in Quebec, to that of "Le Syndicat des Salariés de l'Industrie du Meuble de Québec, inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, April 19, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24510 11-61

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Jonquière

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Jonquière », a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er mai 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 437, St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 3 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24544-o 40-68

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Jonquière

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Jonquière", has been authorized by the Provincial Secretary on May 1, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 437 St-Hubert, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Québec, May 3, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24544 40-68

Syndicat des Producteurs de Bois du Saguenay-Lac St-Jean

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 novembre 1967, autorisé le changment de nom de « Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois du Saguenay », dont la constitution a été autorisée le 3 octobre 1956, et dont le siège social est situé à Chicoutimi, en celui de « Syndicat des Producteurs de Bois du Saguenay-Lac St-Jean », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 27 novembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24545-o 555-56

Syndicat des Producteurs de Bois du Saguenay-Lac St-Jean

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on November 21, 1967, authorized the change of name of "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois du Saguenay", the incorporation of which was authorized on October 3, 1956, and the head office of which is situated in Chicoutimi, to that of "Syndicat des Producteurs de Bois du Saguenay-Lac St-Jean", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, November 27, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24545 555-56

Syndicat des Professeurs du Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rouyn-Noranda

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Professeurs du Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rouyn-Noranda », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 29 mars 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Rouyn-Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Québec, le 2 avril 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24546-o 88-67

Syndicat des Professeurs du Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rouyn-Noranda

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Professeurs du Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rouyn-Noranda", has been authorized by the Provincial Secretary on March 29, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at Rouyn-Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Quebec, April 2, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24546 88-67

Ministère des Finances
Assurances

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester » a été formée par un règlement du Conseil Municipal adopté le 5 décembre 1910;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 23 octobre 1967, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Department of Finance
Insurance

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, county of Dorchester

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, county of Dorchester", has been incorporated by a Municipal Council By-law on the 5th of December 1910;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 23rd of October 1967, a By-law to the effect of repealing the By-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Attendu que le secrétaire-trésorier de ladite municipalité a produit au Service des assurances, le 29 avril 1968, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester » sont annulés à compter du 1er mai 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 1er mai 1968.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

24565-19-2-o

Whereas the secretary-treasurer of the said Municipality has filed, on the 29th of April 1968, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, county of Dorchester", are cancelled as from the 1st of May 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 1st of May 1968.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

24565-99-2-o

Ventes pour taxes

Municipalité du comté No 3 de Gaspé

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Louis-Philippe Langelier, secrétaire-trésorier de la municipalité de comté No-3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous désignés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste-Anne-des-Monts, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain (1968) à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles lesdits immeubles sont tenus et grevés soient d'aujourd'hui à cette date payés avec les frais encourus.

Sales for Taxes

Municipality of County No. 3 of Gaspé

Public notice is hereby given by the undersigned, Louis-Philippe Langelier, secretary-treasurer of the municipality of county No. 3 of Gaspé, that the immovables hereunder designated and described will be sold by public auction at the Court House of Ste-Anne-des-Monts, THURSDAY, the THIRTEENTH day of JUNE next (1968) at TEN o'clock in the morning, unless the taxes, costs and other charges to which the said immovables are held and burdened be paid with the costs incurred today.

Corporation municipale de Rivière Madeleine
Municipal Corporation of Rivière Madeleine

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Drolet, Marc	32-5 et-and 33, avec bât.-with bldgs	1er-st.	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River			
Drolet, Marc	32-6, 32-A-1, 32-A-2, 31-A-7	1er-st.	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River	$397.56	$1,609.01	$ 2,006.57
Côté, René	Maison construite sur le-House built on lot 41-2-8	1er-st.	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River	12.69	52.55	65.24
Langlois, M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Jean-Marie	11-3, avec bât. dessus construites-with bldgs constructed thereon	1er-st.	Mun. de-of St-Macime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River	35.38	111.12	146.50
Gagnon, Henri-Georges	8-2, 9-1 et-and 10-1, avec bât.-dessus construites-with bldgs constructed thereon	1er-st.	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River			
Gagnon, Henri-Georges	18-1 et-and 18-2	1er-st.	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River	104.07	366.74	470.81
Langlois, Lionel	2-A-3, 2-A-5, 2-B-6 et-and 2-C-2, avec bât.-with bdgs	1er-st.	Mun. de-of St-Maxime du Mont-Louis comprenant la-including the Seign. de-of Rivière Madeleine River	54.45	132.98	187.43
Pelchat, Moïse	21-A-5 et-and 21-A-6, avec bât.-with bdgs	1er-st.	Canton de-township of Taschereau	41.72	70.92	112.64

Corporation municipale de Saint-Joachim de Tourelle
Municipal Corporation of Saint-Joachim de Tourelle

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
St-Laurent, M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Elzéar (occupant) Gérard Pelletier	3-D-5, avec bât.-with bldg	1er-st.	Canton de-township of Tourelle	$ 3.46	$ 81.30	$ 84.76
Servant, Agapit et Héritiers légaux de feue son épouse-and legal Heirs of his late wife, Marie-Elda Vallée	Maison construite sur-House built on part of lot pt. du-of lot 21-B-4	1er-st.	Canton de-township of Tourelle	33.18	113.02	146.20
Bérubé, Henri-Paul	P. 19-A-1, avec bât.-with bldgs	1er-st.	Canton de-township of Tourelle	28.25	224.87	253.12

Étant un terrain de forme irrégulière mesurant 91 pieds au nord-ouest, environ 160 pieds au nord-est et au sud-ouest et 62 pieds au sud-ouest, le tout plus ou moins, sans garantie précise, désigné comme faisant partie du lot portant le numéro dix-neuf subdivision A resubdivision un (Ptie de 19-A,-1 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Tourelle et borné comme suit: au nord-ouest par l'emprise sud-est du boulevard Perron actuel; au nord-est et au sud-est par le résidu du lot 19-A-1 appartenant pour partie à Germain Labrie et au sud-ouest par le lot 18-C-2 de Paul Aimé Dupuis ou représentant.

Being a piece of land of an irregular form, measuring 91 feet on the northwest, approximatively 160 feet on the northeast and southwest and 62 feet on the southwest, the whole more or less, without precise guarantee, designated as being part of the lot bearing number nineteen subdivision A resubdivision one (Part of 19-A,-1) on the plan and book of reference of the official cadastre for the first range of the township of Tourelle and bounded as follows: on the northwest by the southeast right of way of actual Perron Boulevard; on the northeast and southeast by the remainder of lot 19-A-1 belonging, part to Germain Labrie and on the southwest by lot 18-C-2 belonging to Paul Aimé Dupuis or representatives.

Pelchat, Mme-Mrs Éphrem, née-born Imelda Dupuis	P. de-of 9-A-14, avec bât.-with bldgs	1er-st.	Canton de-township of Tourelle	23.21	41.71	65.92

Étant un terrain de forme irrégulière mesurant une largeur de 47 pieds par une profondeur de 81 pieds au nord-est et de 89 pieds au sud-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, désigné comme faisant partie du lot 9-A-14 pour le premier rang du canton de Tourelle et borné comme suit: au nord-ouest par un chemin public; au nord-est par le lot 9-A-13 d'Horace Minville; au sud-est et au sud-ouest par le résidu du lot 9-A-14 de Philippe St-Laurent.

Being a piece of land of an irregular form measuring a width of 47 feet by a depth of 81 feet on the northeast and 89 feet on the southwest, the whole more or less, English measure, with buildings constructed thereon, designated as being part of lot 9-A-14 for the first range of the township of Tourelle and bounded as follows: on the northwest by a public road; on the northeast by lot 9-A-13 belonging to Horace Minville; on the southeast and southwest by the remainder of lot 9-A-14 belonging to Philippe Sy-Laurent.

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts
Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts

Daraiche, Jean-Marc	Maison construite sur partie du-House built on part of lot 37-8	1er-st.	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame	$ 35.98	$ 29.61	$ 65.59
Lebreux, Albert	Lots 38-5 e.-and 41-2, avec maison dessus construite-with a house built thereon	1er-st.	Bl. A, canton de-township of Tourelle	36.51	127.86	164.37
Lebreux, Edmond	Lot 21-6, avec maison dessus construite-with a house constructed thereon	1er-st.	Bl. A, canton de-township of Tourelle	134.31	187.08	321.39
Lebreux, Roland	Maison construite sur partie du-House built on part of lot 21-6	1er-st.	Bl. A, canton de-township of Tourelle	161.59	81.27	242.86
Levesque, Joseph-Marie	P. du-of lot 4-13	O.-W. Riv. Ste-Anne	Canton de-township of Cap-Chat	22.42	50.94	73.36

Étant un terrain mesurant une largeur de 85 pieds par une profondeur de nord-est au sud-ouest de 90 pieds, mesure anglaise désigné comme faisant partie du lot 4-13 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le rang ouest de la rivière Ste-Anne en le canton de Cap-Chat et borné comme suit: au nord-ouest par le lot 4-12 de Louis Pelletier; au nord-est par la route Bellevue; au sud-est et au sud-ouest par le résidu du lot 4-13 d'André-Albert Pelletier.

Being a piece of land measuring 85 feet in width by a depth of 90 feet, northeast to the southwest, English measure, designated as being part of lot 4-13 on the plan and book of reference of the official cadastre for the western range of the Ste Anne River, in the township of Cap-Chat, and bounded as follows: in the northwest by lot 4-12 belonging to Louis Pelletier; in the northeast by Bellevue road; on the southeast and in the southwest by the remainder of lot 4-13 belonging to André-Albert Pelletier.

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts (*suite*)
Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts (*continued*)

Propriétaire Proprietor	Numéro du lot Number of lot	Rang Range	Canton ou Fief Township or Fief	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Therrien, Omer (Jos.).	Lot 14-14, avec maison dessus construite-with a house constructed thereon	1er-st..	Bl. A, canton de-township of Tourelle	$172.75	$ 102.40	$ 275.15
Vallée, succ.-est. Joachim	Maison construite sur partie du lot-House constructed on part of lot 29-7	1er-st..	Bl. B, canton de-township of Rourelle	34.31	32.99	67.30
Lafontaine, Raynald..	Maison construite sur-House built on lot 12-17	1er-st..	Bl. A, canton de-township of Tourelle	336.03	146.00	482.03

Donné à Ste-Anne-des-Monts, ce vingtième jour d'avril 1968.

Le secrétaire-trésorier,
LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

24451-18-2-o

Given at Ste-Anne-des-Monts, on this twentieth day of April, 1968.

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
Secretary-Treasurer.

24451-18-2

Ville de Rivière-du-Moulin

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Rivière-du-Moulin que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 5 avenue Jean-Langevin, JEUDI, le SIXIÈME jour de JUIN 1968 à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Rivière-du-Moulin

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the abovementioned municipality, 5 Jean-Langevin Avenue, on THURSDAY, the SIXTH day of JUNE 1968, at TEN o'clock in the forenoon for non payment of municipality and school taxes and interest.

Noms des propriétaires Owner's name	Numéros de cadastre Cadastral numbers	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest	Total
Léopold Châteauneuf, 56 rue Renaud St., Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P20A, du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road, cad. offic. de la par. de-official cad. of the par-parish of Chicoutimi	$ 437.80	$471.43	$ 11.00	$ 920.23
Foyer N.-Dame du Saguenay a/s Benoit Dugal, 1084 Beauregard St., Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 69 et-and 70A, 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd.-Road, etc.	23.85	53.43	0.71	77.99
Derville Lapointe, 5 rue Bon-Conseil St., Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 71-1, P. 72A-10, 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd. etc	799.33	575.09	15.34	1,389.76
Gustave Larouche, 165 Le Boulevard Blvd, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 71G, 1er rg-on the 1st rge P. 19E-2nd rge N.E. Chemin Syd.-Road, etc	400.38	349.20	5.34	754.92
Fabien Lavallée, 8 ave Paul-Vézina Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P19A-2-101, 102 et-and 103 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road, etc	311.12	139.71	1.97	452.80
Guy Lessard, 28 ave De-Paris Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P20A-36, 37 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc..	539.88	511.33	21.07	1,072.28
Mars Finance Inc., 31 rue Racine ouest, Chicoutimi, P.Q.	19A-11 et-and 20A-8 du 2e rg-on the 2nd N.E. Chemin Syd. Road etc	285.21	340.08	6.00	631.29
Mme-Mrs. Lucien Savard, 123 ave Du-Parc Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	20A-231 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Sydenham Road, etc	560.28	365.74	8.35	934.37
Maurice Savard, 123 ave Jean-Langevin Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 19P-2-10 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc.	447.36	.....	32.50	479.86

Noms des propriétaires Owner's name	Numéros de cadastre Cadastral numbers	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest	Total
Jos.-Émile Tremblay, 84 Le Boulevard, The Blvd, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 71-A, 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd. Road, etc.....	$1,117.16	$435.02	$ 25.71	$ 1,577.89
Ls-Philippe Turgeon, Rang St-Jean-Bte, rge Chicoutimi, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 20A, du 2e rg-on the 2nd rge, N.E. Chemin Syd. Road, etc.....	603.53	185.26	3.87	792.66
François-Xavier Villeneuve. 420 rue Ste-Marie, Chicoutimi-Nord, P.Q.	P. 60, P. 68 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd Road, etc.....	239.02	57.25	.....	296.27

Tous ces lots apparaissant au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

N.B. — Autorisation de la Commission municipale de Québec, de faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles a être mis en vente pour non paiement des taxes, le 28 février 1968.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 26ième jour d'avril 1968.

Copie certifiée. *Le secrétaire-trésorier,*
24508-19-2-o MARTIAL TREMBLAY.

All these lots appear in the official cadastre of the parish of Chicoutimi.

N.B. — Autorization by the Quebec Municipal to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, on February 28, 1968.

Given at Rivière-du-Moulin, this 26th day of April 1968.

Certified copy. MARTIAL TREMBLAY,
24508-19-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Rosemère

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au poste de Police, 428 Grande-Côte, Rosemère, comté de Terrebonne, Qué., le MERCREDI, VINGT-NEUVIÈME jour de MAI, mil neuf cent soixante-huit (1968) à DIX heures du matin (heure avancée de l'est), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 16 avril 1968, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Town of Rosemère

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Police Station, 428 Grande-Côte, Rosemère, county of Terrebonne, Que., on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY, nineteen hundred and sixty-eight (1968), at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated April 16, 1968, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre Cadastral No.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Baker, G.	35-17, -18.	$ 21.49	$ 36.67	$ 58.16
Lapointe, Mme-Mrs. L.	15-68, 15P-67.	313.49	.....	313.49
Wasserman, J.	237-146, -145.	187.38	36.92	224.30
Wasserman, J.	42-47.	83.31	35.31	118.62
Herco Invest. Inc.	235-38-2, -39-1.	196.77	14.26	211.03
Herco Invest. Inc.	235-45-1, -45-2, -46-1.	305.08	15.56	320.64
Herco Invest. Inc.	235-46-2, -49.	180.49	13.82	194.31
Herco Invest. Inc.	235-51, -52-1.	185.82	14.05	199.87
Herco Invest. Inc.	235-52-2, -53-1.	185.82	14.05	199.87
Wasserman, J.	28-2-2, -22-2.	282.33	163.71	446.04
Herco Invest. Inc.	235-14, -15-1, -15-3.	35.92	11.89	47.81
Sarjeant, E.	45-23.	357.71	369.08	726.79
Marconi Const. Ltd.	42-24, -23, 43-10, -11.	293.86	370.07	663.93
Marconi Const. Ltd.	42-22, 43-9.	303.49	278.78	582.27
Marconi Const. Ltd.	43-8, 42-21.	318.47	331.10	649.57
Millington, Mme-Mrs. R.	P42-8, -10, 42-9.	658.41	.....	658.41
Maisonneuve, H.	254-26, -32.	387.18	26.99	414.17
Herco Invest. Inc.	235-22, 49-53, 49-54-1.	198.50	8.53	207.03
Herco Invest. Inc.	49-128.	44.39	14.69	59.08
Herco Invest. Inc.	49-129.	56.79	18.80	75.59
Herco Invest. Inc.	49-130.	51.84	13.40	65.24
Herco Invest. Inc.	235-75, 49-131.	16.08	9.07	25.15
Herco Invest. Inc.	49-132, 235-74.	27.43	9.10	36.53
Herco Invest. Inc.	235-73.	27.43	9.08	36.51
Herco Invest. Inc.	235-72.	27.43	9.08	36.51

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre Cadastral No.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Herco Invest. Inc.	235-71, P235	$ 30.04	$ 9.95	$ 39.99
Herco Invest. Inc.	235-24, -27-1, -23-26-1	195.35	9.10	204.45
Herco Invest. Inc.	49-108, -109-1, -107, -106-1	159.60	9.82	169.42
Herco Invest. Inc.	49-92, -106-3, -93-1	199.43	10.37	209.80
Herco Invest. Inc.	49-139-2	257.54	18.16	275.70
Herco Invest. Inc.	49-133	173.54	16.86	190.40
Herco Invest. Inc.	49-134, 235-70	28.07	9.31	37.38
Herco Invest. Inc.	235-69, 49-135	27.43	9.07	36.50
Herco Invest. Inc.	235P-67, 235-68	47.01	15.57	62.58
Langlois, R.	65-102	724.26	.....	724.26
Dion, H.	29-35	732.25	677.15	1,409.40
St. Jacques, M. A.	16-1, -2	271.15	42.70	313.85
Lagacé, J. M.	29P	181.30	104.76	286.06
Les Entreprises Riviera Ltée	36-85	307.80	31.61	339.41
Succ.-est. A. Billet	37-43, P37-42	573.35	211.15	784.50
Les Entreprises Riviera Ltée	36-111	184.20	20.04	204.24
Wasserman, J.	36-112	184.20	.....	184.20
Mathe, Pierre	28-66, P28	547.03	.....	547.03
Willowtree Inv. Inc.	54-9, 56-19, 57-47	29.57	13.58	43.15
Willowtree Inv. Inc.	54P, 56P, 57P	218.27	73.21	291.48
Succ.-est. A. Billet	53-27	628.03	221.15	849.18
Poissant, J.-P.	27-42	107.92	6.29	114.21
Guiliani, J. C. *et al* et/ou-and/or Dagenais, Réal	27-51	199.31	.....	199.31
Giroux, J. succ.-est. et/ou-and/or Eldorado Investment Corp.	27-36, -32	574.93	.....	574.93
Nikitin, J.	27-31, -30	420.29	978.39	1,398.68
Wagner, Ortwin	272-83	357.86	307.64	665.50
Isherwood, Mme-Mrs. R. J.	260-77	264.54	.....	264.54
Saindon, Mme-Mrs. C.	253-78	352.63	117.03	469.66
Saindon, Mme-Mrs. C.	253-79	351.97	96.59	448.56
Saindon, Mme-Mrs. C.	253-87	425.18	113.58	538.76
Maisonneuve, H.	254-33	520.53	36.89	557.42
Wasserman, J.	33-26, -27	203.91	.....	203.91
Guilfoyle, B. R.	37-22-2, -24, -23	689.63	446.47	1,136.10
Silvera, S.	272-72	42.40	44.22	86.62
Feinstein, M. *et al*	P236	281.37	271.81	553.18
Baker, G.	35-22, -3-3	113.15	21.43	134.58
Wasserman, J.	35-40	129.37	10.50	139.87
Rigby, E.	241-255	499.26	188.26	687.52
Yanitski, F. J.	241-231Pt., -235, -234, -236	536.43	322.10	858.53
Barbo Inv. *et al* et/ou-and/or Mme-Mrs. R. Beaulieu	70-17	233.06	5.26	238.32
Barbo Inv. *et al* et/ou-and/or Mme-Mrs. R. Beaulieu	70-18	228.44	4.99	233.43
Barbo Inv. *et al* et/ou-and/or Mme-Mrs. R. Beaulieu	70-19	228.44	4.99	233.43
Lafortune, Mme-Mrs. L.	31-28	107.89	11.06	118.95
Giouard, Mme-Mrs. Y.	P31	243.48	104.70	348.18
Wasserman, J.	43P	4.56	.....	4.56
Wasserman, J.	43-103	82.65	.....	82.65
Wasserman, J.	237-244	83.31	.....	83.31
Succ.-est. P. Larose	43-47	83.22	.....	83.22
Newman, Mme-Mrs. D. et/ou-and/or Eldorado Inv. Corp.	43-56, -57	454.31	.....	454.31
Wasserman, J.	43-58	80.70	30.40	111.10
Wasserman, J.	43-71	52.71	.....	52.71
Willowtree Inv. Inc.	66-59	180.21	30.08	210.29
Willowtree Inv. Inc.	66-66, -65-1	205.54	33.31	238.85
Willowtree Inv. Inc.	66-67	174.99	26.31	201.30
Herco Inv. Inc.	49-105, -104-2	183.90	15.56	199.46
Wasserman, J.	928-68	160.89	48.44	199.33
Beaulieu, H.	928-88	104.10	.....	104.10
Herco Inv. Inc.	49-140-2, 235-61	175.60	14.26	189.86
Herco Inv. Inc.	235-41-2, -42	234.71	13.82	248.53
Corbeil, Guy	74P-3	420.15	812.60	1,232.75
Wasserman, J.	27-64	141.93	.....	141.93

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse et situés dans la ville de Rosemère.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné à Rosemère, ce 23ème jour d'avril 1968.

La secrétaire-trésorière,

24412-18-2-o PH. GARDINER.

The above immovables are all on the plan and book of the parish of Ste. Thérèse and situated in the town of Rosemère.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Rosemère, this 23rd day of April, 1968.

PH. GARDINER,

24412-18-2-o *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le Conseil de comté tient ses sessions, MERCRE-

Municipality of the county of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY,

DI, le DOUZIÈME jour de JUIN, 1968, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité de Bernierville

Les lots Nos 404-2 et 405-1, du cadastre officiel « Revisé » de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, pour la municipalité du village de Bernierville, avec les bâtisses y érigées.

Connus comme appartenant à Gilles Grenier. Taxes dues: $800.94.

Les lots Nos 519-6 et 519-7, du cadastre officiel « Revisé » de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, pour la municipalité du village de Bernierville, avec les bâtisses y érigées.

Connus comme appartenant à Laval Savoie. Taxes dues: $836.48.

Municipalité de Leeds

Le lot No 6-B, du rang 2, du cadastre officiel du canton de Leeds.

Connu comme appartenant à Dame Bertha Nutbrown. Taxes dues: $145.49.

Municipalité du canton de Nelson

Le lot No 7-B et partie du lot No 7-C, du rang 15, du cadastre officiel du canton de Nelson, telle partie du lot No 7-C étant constituée par ce lot, moins la partie vendue à Robert Scott par acte enregistré sous le No 25887 et moins cette partie vendue à Charles McCullough. Aussi cette partie du lot No 8-A, du même 15e rang du canton de Nelson, mesurant une acre en superficie conformément à l'acte de vente par Robert Scott à G. R. Cox enregistré sous le No 25886, avec toutes les bâtisses dessus construites.

Connus comme appartenant à Alphonso Beattie. Taxes dues: $194.58.

Une partie du lot No 7-A, du rang 14, du cadastre officiel du canton de Nelson, à prendre à 175 pieds de la ligne de division entre les lots Nos 7-A et 8-A dudit rang, mesurant 125 pieds de largeur en front sur le chemin et aussi en arrière, sur la profondeur qu'il y a à partir de la route conduisant du 13e rang au 14e rang à aller à 175 pieds du lot No 8-A appartenant à Alphonse Gagné, bornée en front au nord-est au chemin public ci-dessus mentionné, d'un côté au nord-ouest à 825 pieds de distance du cordon entre les rangs 13 et 14, de l'autre côté au sud-est et en arrière au sud-ouest au résidu du même lot appartenant à Philémon Bolduc.

Connue comme appartenant à Laurent Gagné. Taxes dues: $57.17.

Municipalité de St-Joseph de Coleraine

Le lot No 19, du rang « A », du cadastre officiel du canton de Coleraine.

Connu comme appartenant à Richard N. Smith. Taxes dues: $34.93.

Le lot No 22, du rang « B », du cadastre officiel du canton de Coleraine.

Connu comme appartenant à Richard N. Smith. Taxes dues: $23.15.

the TWELFTH day of JUNE, 1968, at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality of Bernierville

The lots Nos. 404-2 and 405-1, of the official "Revised" cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, for the municipality of the village of Bernierville, with the buildings thereon erected.

Known as belonging to Gilles Grenier. Taxes due: $800.94.

The lots Nos. 519-6 and 519-7, of the official "Revised" cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, for the municipality of the village of Bernierville, with the buildings thereon erected.

Known as belonging to Laval Savoie. Taxes due: $836.48.

Municipality of Leeds

The lot No. 6-B, of the 2nd range, of the official cadastre of the township of Leeds.

Known as belonging to Mrs. Bertha Nutbrown. Taxes due: $145.49.

Municipality of the township of Nelson

The lot No. 7-B and part of the lot No. 7-C, of the 15th range, of the official cadastre of the township of Nelson, said part of lot No. 7-C being that lot less the part sold to Robert Scott by deed registered under No. 25887 and less the part sold to Charles McCullough. Also that part of lot No. 8-A, of the said 15th range of the township of Nelson, containing one acre in superficies according to the deed of sale by Robert Scott to G. R. Cox, registered under the No. 25886, with all the buildings thereon erected.

Known as belonging to Alphonso Beattie. Taxes due: $194.58.

A part of the lot No. 7-A, of the 14th range, of the official cadastre of the township of Nelson, to be taken at 175 feet of the division line between lots Nos. 7-A and 8-A of the said range, measuring 125 feet in front on the road and also at the rear, by the depth there is from the road leading from the 13th range to the 14th range on a distance of 175 feet from the lot No. 8-A belonging to Alphonse Gagné, bounded in front to the northeast by the public road above mentioned, on one side to the northwest at a distance of 825 feet from the division line between ranges 13 and 14, on the other side to the southeast and at the rear to the southwest by the residue of the same lot belonging to Philémon Bolduc.

Known as belonging to Laurent Gagné. Taxes due: $57.17.

Municipality of St-Joseph de Coleraine

The lot No. 19, range "A", of the official cadastre of the township of Coleraine.

Known as belonging to Richard N. Smith. Taxes due: $34.93.

The lot No. 22, range "B", of the official cadastre of the township of Coleraine.

Known as belonging to Richard N. Smith. Taxes due: $23.15.

Le lot No 23, du rang « B », du cadastre officiel du canton de Coleraine.

Connu comme appartenant à Richard N. Smith. Taxes dues: $24.75.

Municipalité de Ste-Julie

Les lots Nos 439 et 440, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Nord, contenant 98 acres en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Sauf et à distraire la partie sud-ouest du lot No 439 appartenant à Adélard Laverdière, ou son représentant, laquelle est bornée à chaque bout au cordon du rang, d'un côté au sud-ouest au lot No 438 et de l'autre côté au nord-est à la partie nord-est du lot No 439 présentement vendue. Sujets à la servitude de passage en faveur de la Cie d'Électricité Shawinigan.

Connus comme appartenant à Bertrand Bélanger. Taxes dues: $203.57.

1° Les lots Nos 58-1, 58-2, 58-3, 58-4, 58-5, 58-6, 58-7 et 58-8, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Nord.

2° Les lots Nos 58-26, 58-27 et 58-28, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Nord. Avec droit pour le ou les propriétaires desdits lots, leur famille et leurs invités, de se rendre à la plage portant le No 58-13, de s'en servir avec tous autres y ayant droit et de se baigner à la rivière.

Connus comme appartenant à Micheline Chevrier. Taxes dues: $369.37.

Municipalité de la paroisse de Plessisville

La partie ouest du lot No 144, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud.

Connue comme appartenant à Maurice Cantin. Taxes dues: $206.09.

Le lot No 411, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, contenant 98 acres en superficie, avec les bâtisses dessus construites.

Connu comme appartenant à Fernand Fortier. Taxes dues: $530.06.

La moitié nord-est du lot No 21-A rang 6, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, sujette au billet de location.

Connue comme appartenant à Marcel Tardif. Taxes dues: $202.63.

Les 14.3 pieds de largeur nord-ouest du lot No 145-23 et les 35.7 pieds de largeur sud-est du lot No 145-24, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, bornés en avant au nord-est à la rue St-Isidore (lot 145-18), en arrière au sud-ouest à une partie non subdivisée dudit lot No 145, d'un côté au nord-ouest au résidu dudit lot No 145-24 appartenant à Lucien Pilotte ou représentants et de l'autre côté au sud-est au résidu dudit lot No. 145-23 appartenant à succession Edmond Gosselin ou représentants.

Connus comme appartenant à Gérard et Bernard Gagné. Taxes dues: $198.90.

Inverness, le 25 avril, 1968.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ CHEVRIER.

24458-18-2-o

The lot No. 23, range "B", of the official cadastre of the township of Coleraine.

Known as belonging to Richard N. Smith. Taxes due: $24.75.

Municipality of Ste-Julie

The lots Nos. 439 and 440, of the official cadastre of the municipality of Somerset-North, containing 98 acres in superficies, more or less, with all the buildings thereon erected. Less and to be deducted the southwest part of the lot No. 439 belonging to Adélard Laverdière or his representative, which is bounded at both ends by the limits of the lot, on one side to the southwest by the lot No. 438 and on the other side to the northeast by the northeast part of the lot No. 439 presently sold. Subject to the right of way in favor of the Shawinigan.

Known as belonging to Bertrand Bélanger. Taxes due: $203.57.

1. The lots Nos. 58-1, 58-2, 58-3, 58-4, 58-5, 58-6, 58-7 and 58-8, of the official cadastre of the municipality of Somerset-North.

2. The lots Nos. 58-26, 58-27 and 58-28, of the official cadastre of the municipality of Somerset-North. With the right for the owner or owners of the said lots, their family and guests, to go to the beach bearing the lot No. 58-13 to use it with the others having rights thereon with the right to swim in the river.

Known as belonging to Micheline Chevrier. Taxes due: $369.37.

Municipality of the parish of Plessisville

The west part of lot No. 144, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South.

Known as belonging to Maurice Cantin. Taxes due: $206.09.

The lot No. 411, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, containing 98 acres in superficies, with the buildings thereon erected.

Known as belonging to Fernand Fortier. Taxes due: $530.06.

The northeast half of the lot No. 21-A, range 6, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, subject to the "billet de location".

Known as belonging to Marcel Tardif. Taxes due: $202.63.

The northwest 14.3 feet in width of the lot No. 145-23 and the southeast 35.7 feet in width of the lot No. 145-24, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, bounded in front to the northeast by the St-Isidore street (lot 145-18), at the rear to the southwest at the unsubdivided part of the said lot No. 145, on one side to the northwest by the residue of the said lot No. 145-24 belonging to Lucien Pilotte or representatives and on the other side to the southeast by the residue of the said lot No. 145-23 belonging to the Estate Edmond Gosselin or representatives.

Known as belonging to Gérard and Bernard Gagné. Taxes due: $198.90.

Inverness, April 25, 1968.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

24458-18-2-o

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 17 avril 1968.

M. René Langevin, de Montréal, commissaire *per dedimus potestatem* aux fins de faire prêter les serments d'allégeance et d'office des régistrateurs et députés-régistrateurs avant leur entrée en fonction.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24498-o 44-68

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, April 17, 1968.

Mr. René Langevin, of Montreal, commissioner *per dedimus potestatem* for the purpose of taking an oath of allegiance and office for registrars and deputy-registrars before their coming into office.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24498 44-68

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Cox

Cadastre officiel du canton de Cox, municipalité de Paspébiac*, division d'enregistrement de Bonaventure No 1.

Avis est par la présente donné que les lots 302-A, 302-B, 302-C, 302-D, 303-A sont corrigés et le lot 2451 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 avril 1968.

Le sous-ministre,
24541-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton de Letellier, municipalité de la cité de Sept-Iles, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que dans le Rang III, village des Sept-Iles, une partie des lots 3 et 4 est annulée et les lots 494 à 508 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 avril 1968.

Le sous-ministre,
24541-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton de Letellier, municipalité de la cité de Sept-Iles, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que dans le Rang III, village des Sept-Iles, une partie du lot 9 est annulée et les lots 485 à 493 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 avril 1968.

Le sous-ministre,
24541-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Baie St-Paul

Cadastre officiel de la paroisse de Baie St-Paul, municipalité de la ville de Baie St-Paul, division d'enregistrement de Charlevoix No 2.

Avis est par la présente donné que le lot 894-1 est annulé et le lot 892-3 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 avril 1968.

Le sous-ministre,
24541-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Cox

Official cadastre of township of Cox, municipality of Paspébiac*, registration division of Bonaventure No 1.

Notice is hereby given that lots 302-A, 302-B, 302-C, 302-D, 303-A are corrected and the lot 2451 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 9, 1968.

FERNAND BOUTIN,
24541-o *Deputy-minister.*

Township of Letellier

Official Cadastre of township of Letellier, municipality of the city of Sept-Iles, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that in Range III, village des Sept-Iles, one part of lots 3 and 4 is cancelled and lots 494 to 508 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 30, 1968.

FERNAND BOUTIN,
24541-o *Deputy-minister.*

Township of Letellier

Official cadastre of township of Letellier, municipality of the city of Sept-Iles, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that in Range III, village des Sept-Iles, one part of lot 9 is cancelled and lots 485 to 493 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 30, 1968.

FERNAND BOUTIN,
24541-o *Deputy-minister.*

Parish of Baie St-Paul

Official cadastre of the parish of Baie St-Paul, municipality of the town of Baie St-Paul, registration division of Charlevoix No 2.

Notice is hereby given that lot 894-1 is cancelled and the lot 892-3 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 10, 1968.

FERNAND BOUTIN,
24541-o *Deputy-minister.*

Paroisse de Ste-Julie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Julie, municipalité de la paroisse de Ste-Julie, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 84, 85, 90, 93, 103, 106, 107, 110 à 114, 114A, 115, 120 et une partie des lots 87 à 89, 91, 92, 94 à 102, 104, 105, 108, 116 à 118, 121, 122, 125 à 127, 297 et 298 sont annulés et le lot 607 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 avril 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

24541-o

Parish of Ste-Julie

Official cadastre of the parish of Ste-Julie, municipality of the parish of Ste-Julie, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 84, 85, 90, 93, 103, 106, 107, 110 to 114, 114A, 115, 120 and one part of lots 87 to 89, 91, 92, 94 to 102, 104, 105, 108, 116 to 118, 121, 122, 125 to 127, 297 and 298 are cancelled and the lot 607 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 25, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

24541-o

Soumissions

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe

Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Jacques Lafontaine, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, 905, rue du Palais, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, P.Q., et par après de 7.30 heures du soir jusqu'à 8 heures du soir, à l'École du Sacré-Coeur (filles), 775, rue du Sacré-Coeur, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, P.Q., mercredi, le 29 mai 1968, pour l'achat de $228,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 16 août 1967 — $228,000 — agrandissement des écoles élémentaires St-Sacrement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — $228,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er juin 1969	x	$33,000
1er juin 1970	x	35,000
1er juin 1971	x	37,500
1er juin 1972	x	40,000
1er juin 1973		3,000
1er juin 1974		3,000
1er juin 1975		3,500
1er juin 1976		3,500
1er juin 1977		4,000
1er juin 1978		4,000
1er juin 1979		4,500
1er juin 1980		5,000
1er juin 1981		5,000
1er juin 1982		5,500
1er juin 1983		6,000
1er juin 1984		6,500
1er juin 1985		6,500
1er juin 1986		7,000
1er juin 1987		7,500
1er juin 1988		8,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $160,000 accordé par le gouvernement provincial

Tenders

School Commissioners for the municipality of the city of St-Hyacinthe

County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Jacques Lafontaine, N.P., secretary-treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., 905 du Palais Street, St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, P.Q., and after from 7:30 o'clock p.m., until 8:00 o'clock, p.m., at Sacré-Coeur School (girls), 775 Sacré-Coeur Street, St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, P.Q., Wednesday, May 29, 1968, for the purchase of an issue of $228,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the city of St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 16, 1967 — $228,000 — enlargement of St-Sacrement elementary schools.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — $228,000 — 20 years

Year		*Capital*
June 1, 1969	x	$33,000
June 1, 1970	x	35,000
June 1, 1971	x	37,500
June 1, 1972	x	40,000
June 1, 1973		3,000
June 1, 1974		3,000
June 1, 1975		3,500
June 1, 1976		3,500
June 1, 1977		4,000
June 1, 1978		4,000
June 1, 1979		4,500
June 1, 1980		5,000
June 1, 1981		5,000
June 1, 1982		5,500
June 1, 1983		6,000
June 1, 1984		6,500
June 1, 1985		6,500
June 1, 1986		7,000
June 1, 1987		7,500
June 1, 1988		8,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $160,000 granted by the Provincial Government and

et payable en quatre versements de $40,000 chacun, de 1969 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 29 mai 1968, à 8 heures du soir, à l'École du Sacré-Coeur (filles), 775, rue du Sacré-Coeur, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, (Comté de St-Hyacinthe), ce 6 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
Me JACQUES LAFONTAINE, N.P.

905, rue du Palais,
St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 773-8428, code 514. 24568-o

payable in four instalments of $40,000 each, from 1969 to 1972 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, May 29, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at Sacré-Coeur School (girls), 775 Sacré-Coeur Street, St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hyacinthe, (County of St-Hyacinthe), May 6, 1968.

Me JACQUES LAFONTAINE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

905 du Palais Street,
St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 773-8428, code 514. 24568

Municipalité de Ste-Thérèse-Ouest
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rosaire G. Brisson, secrétaire-trésorier, Édifice Municipal, 901, boulevard Ste-Thérèse-Ouest, Ste-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 28 mai 1968, pour l'achat de $900,000 d'obligations de la municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 188 — $255,000 — aqueduc, égouts; 190 — $126,000 — aqueduc, égouts; 192 — $170,000 — aqueduc, égouts; 203 — $106,000 — aqueduc, égouts; 205 — $155,000 — aqueduc, égouts; 208 — $46,000 — éclairage; 209 — $12,000 — aqueduc, égouts; 215 — $30,000 — passage à niveau.

Municipality of Ste-Thérèse-West
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Rosaire G. Brisson, secretary-treasurer, Municipal Building, 901 Ste-Thérèse-West Boulevard, Ste-Thérèse-West, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 28, 1968, for the purchase of an issue of $900,000 of bonds for the municipality of Ste-Thérèse-West, county of Terrebonne, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest may, in addition to the initial rate of interest, be accepted in the case of bonds issued as ten-year or fifteen-year short-term bonds, or as twenty-year fixed-term, provided that the amounts so issued, at such different rate, be for entire maturities, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice.

By-laws Nos. 188 — $255,000 — aqueduct, sewers; 190 — $126,000 — aqueduct, sewers; 192 — $170,000 — aqueduct, sewers; 203 — $106,000 — aqueduct, sewers; 205 — $155,000 — aqueduct, sewers; 208 — $46,000 — lighting; 209 — $12,000 — aqueduct, sewers; 215 — $30,000 — railway crossing.

Pour l'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — $900,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1969	$ 11,000
1er juin 1970	11,000
1er juin 1971	13,000
1er juin 1972	13,000
1er juin 1973	14,000
1er juin 1974	15,000
1er juin 1975	16,000
1er juin 1976	17,000
1er juin 1977	19,000
1er juin 1978	20,000
1er juin 1979	21,000
1er juin 1980	23,000
1er juin 1981	24,000
1er juin 1982	25,000
1er juin 1983	28,000
1er juin 1984	29,000
1er juin 1985	32,000
1er juin 1986	33,000
1er juin 1987	36,000
1er juin 1988	500,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $62,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de $500,000 comprend un solde de $462,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1989	$ 33,000
1er juin 1990	36,000
1er juin 1991	38,000
1er juin 1992	41,000
1er juin 1993	44,000
1er juin 1994	46,000
1er juin 1995	50,000
1er juin 1996	54,000
1er juin 1997	58,000
1er juin 1998	62,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $500,000. Toutefois si elles

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — $900,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1969	$ 11,000
June 1, 1970	11,000
June 1, 1971	13,000
June 1, 1972	13,000
June 1, 1973	14,000
June 1, 1974	15,000
June 1, 1975	16,000
June 1, 1976	17,000
June 1, 1977	19,000
June 1, 1978	20,000
June 1, 1979	21,000
June 1, 1980	23,000
June 1, 1981	24,000
June 1, 1982	25,000
June 1, 1983	28,000
June 1, 1984	29,000
June 1, 1985	32,000
June 1, 1986	33,000
June 1, 1987	36,000
June 1, 1988	500,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $62,000, and, if higher than this latter amount, this part must include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables appearing in this notice, and starting by the last maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1988 maturity in the amount of $500,000, comprises a balance of $462,000 renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1989	$ 33,000
June 1, 1990	36,000
June 1, 1991	38,000
June 1, 1992	41,000
June 1, 1993	44,000
June 1, 1994	46,000
June 1, 1995	50,000
June 1, 1996	54,000
June 1, 1997	58,000
June 1, 1998	62,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $500,000. However,

sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $500,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 mai 1968, à 8 heures du soir, Édifice Municipal, 901, boulevard Ste-Thérèse-Ouest, Ste-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-Ouest, (Comté de Terrebonne), ce 1er mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ROSAIRE G. BRISSON.

Édifice Municipal,
901, boulevard Ste-Thérèse-Ouest,
Ste-Thérèse-Ouest, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 453-6571, code 514. 24542-o

if they are issued partly as twenty-year fixed-term for an amount greater than $500,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 28, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Building, 901 Ste-Thérèse-West Boulevard, Ste-Thérèse-West, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse-West, (County of Terrebonne), May 1, 1968.

ROSAIRE G. BRISSON.
Secretary-Treasurer.

Municipal Building,
901 Ste-Thérèse-West Boulevard,
Ste-Thérèse-West, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 453-6571, code 514. 24542

Cité de LaSalle

Comté de Marguerite-Bourgeoys

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée, Mlle Jacqueline Giguère, greffier, Hôtel de Ville, 13, avenue Strathyre, LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, P.Q., jusqu'à 5 heures p.m., lundi, le 27 mai 1968, pour l'achat de $2,159,500 d'obligations de la cité de LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos 994 — $136,200 — pavage; 996 — $65,400 — pavage; 1020 — $131,500 — machinerie, voirie; 1024 — $20,100 — égouts; 1025 — $93,200 — aqueduc; 1031 — $114,400 — égouts, aqueduc; 1038 — $301,300 — pavage et trottoirs; 1039 — $94,200 — éclairage; 1044 — $26,600 — égouts; 1045 — $48,600 — aqueduc; 1046 — $3,200 — éclairage; 1052 — $128,000 — pavage et trottoirs; 1055 — $253,200 — pavage et trottoirs; 1057 — $149,200 — égouts; 1058 — $191,000 — aqueduc; 1059 — $46,700 — pavage; 1062 — $64,000 — pavage; 1064 — $50,000 — machineries, voirie; 1065 — $136,900 — aqueduc; 1066 — $23,600 — éclairage; 1079 — $82,200 — parc (clôture).

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

City of LaSalle

Comté de Marguerite-Bourgeoys

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Miss Jacqueline Giguère, City Clerk, City Hall, 13 Strathyre Avenue, LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, P.Q., until 5 o'clock p.m., Monday, May 27, 1968, for the purchase of an issue of $2,159,500 of bonds for the City of LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, dated June 1, 1968 and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest may, in addition to the initial rate of interest, be accepted in the case of bonds issued as ten-year or fifteen-year short-term bonds or as twenty-year fixed-term bonds, provided that the amounts so issued, at such different rate, be for entire maturities, bearing in mind the maturity tables appearing in this notice.

By-laws Nos: 994 — $136,200 — paving; 996 — $65,400 — paving; 1020 — $131,500 — machinery, roads; 1024 — $20,100 — sewers; 1025 — $93,200 — aqueduct; 1031 — $114,400 — sewers, aqueduct; 1038 — $301,300 — paving and sidewalks; 1309 — $94,200 — lighting; 1044 — $26,600 — sewers; 1045 — $48,600 — aqueduct; 1046 — $3,200 — lighting; 1052 — $128,000 — paving and sidewalks; 1055 — $253,200 — paving and sidewalks; 1057 — $149,200 — sewers; 1058 — $191,000 — aqueduct; 1059 — $46,700 — paving; 1062 — $64,000 — paving; 1064 — $50,000 — machinery, roads; 1065 — $136,900 — aqueduct; 1066 — $23,600 — lighting; 1079 — $82,200 — park (fencing.)

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Tableau d'amortissement — $2,159,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1969	$ 62,500
1er juin 1970	64,000
1er juin 1971	67,000
1er juin 1972	70,000
1er juin 1973	72,000
1er juin 1974	79,000
1er juin 1975	83,000
1er juin 1976	88,000
1er juin 1977	90,000
1er juin 1978	93,000
1er juin 1979	77,000
1er juin 1980	80,000
1er juin 1981	82,000
1er juin 1982	91,000
1er juin 1983	94,000
1er juin 1984	96,000
1er juin 1985	97,000
1er juin 1986	104,000
1er juin 1987	113,000
1er juin 1988	557,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $59,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de $557,000 comprend un solde de $441,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1989	$28,000
1er juin 1990	29,000
1er juin 1991	36,000
1er juin 1992	36,000
1er juin 1993	42,000
1er juin 1994	44,000
1er juin 1995	54,000
1er juin 1996	55,000
1er juin 1997	58,000
1er juin 1998	59,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à LaSalle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $557,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $557,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par

Table of redemption — $2,159,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1969	$ 62,500
June 1, 1970	64,000
June 1, 1971	67,000
June 1, 1972	70,000
June 1, 1973	72,000
June 1, 1974	79,000
June 1, 1975	83,000
June 1, 1976	88,000
June 1, 1977	90,000
June 1, 1978	93,000
June 1, 1979	77,000
June 1, 1980	80,000
June 1, 1981	82,000
June 1, 1982	91,000
June 1, 1983	94,000
June 1, 1984	96,000
June 1, 1985	97,000
June 1, 1986	104,000
June 1, 1987	113,000
June 1, 1988	557,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds with the balance being partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided however that the latter part be for an amount not-less than $59,000, and if higher than this latter amount, this part must include only one or entire annual amortizations, taking into consideration the maturity tables appearing in this notice, beginning by the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 1, 1988, in the amount of $557,000 comprises a balance of $441,000 renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1989	$ 28,000
June 1, 1990	29,000
June 1, 1991	36,000
June 1, 1992	36,000
June 1, 1993	42,000
June 1, 1994	44,000
June 1, 1995	54,000
June 1, 1996	55,000
June 1, 1997	58,000
June 1, 1998	59,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest, if any, by certified cheque payable at par at LaSalle.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially, or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal or less than $557,000. However, if they are issued in part as twenty-year fixed-term for an amount higher than $557,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipa-

anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 27 mai 1968, à 5 heures p.m., Hôtel de ville, 13, avenue Strathyre, LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

LaSalle, (Comté de Marguerite-Bourgeoys), ce 2 mai 1968.

Le greffier,
MLLE JACQUELINE GIGUÈRE.

Hôtel de Ville, 13, avenue Strathyre,
LaSalle (Marguerite-Bourgeoys), P.Q.
Téléphone: 366-7110, code 514. 24566-o

Ville de Saint-Félicien
Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. J. A. Blouin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 64, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien, comté de Roberval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 28 mai 1968, pour l'achat de $72,000 d'obligations de la ville de Saint-Félicien, comté de Roberval, P.Q., datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 438 — $30,000 — voirie; 478 — $39,000 — fins industrielles; 501 — $3,000 — électricité.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — $72,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1969	$2,500
1er juin 1970	2,500
1er juin 1971	3,000
1er juin 1972	3,000
1er juin 1973	3,000
1er juin 1974	3,000
1er juin 1975	3,500
1er juin 1976	3,500
1er juin 1977	4,000
1er juin 1978	4,500
1er juin 1979	4,500
1er juin 1980	5,000
1er juin 1981	5,500
1er juin 1982	5,500
1er juin 1983	6,000
1er juin 1984	2,000
1er juin 1985	2,500
1er juin 1986	2,500
1er juin 1987	3,000
1er juin 1988	3,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans

tion, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issued, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 27, 1968, at 5 o'clock p.m., in the City Hall, 13 Strathyre Avenue, LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

LaSalle, (County of Marguerite-Bourgeoys), May 2, 1968.

Miss JACQUELINE GIGUÈRE,
City Clerk.

City Hall, 13, Strathyre Avenue,
LaSalle, (Marguerite-Bourgeoys), P.Q.
Telephone: 366-7110, code 514. 24566

Town of Saint-Félicien
County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. J. A. Blouin, secretary-treasurer, Town Hall, 64 Sacré-Coeur Boulevard, Saint-Félicien, county of Roverval, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 28, 1968, for the purchase of an issue of $72,000 of bonds for the town of Saint-Félicien, county of Roberval, P.Q., dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 438 — $30,000 — roads; 478 — $39,000 — industrial purposes; 501 — $3,000 — electricity.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — $72,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1969	$2,500
June 1, 1970	2,500
June 1, 1971	3,000
June 1, 1972	3,000
June 1, 1973	3,000
June 1, 1974	3,000
June 1, 1975	3,500
June 1, 1976	3,500
June 1, 1977	4,000
June 1, 1978	4,500
June 1, 1979	4,500
June 1, 1980	5,000
June 1, 1981	5,500
June 1, 1982	5,500
June 1, 1983	6,000
June 1, 1984	2,000
June 1, 1985	2,500
June 1, 1986	2,500
June 1, 1987	3,000
June 1, 1988	3,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders

ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicatiare s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Félicien.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront rachetables par anticipation en tout ou en partie à toute date d'échéance d'intérêt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 mai 1968 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 64, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien, comté de Roberval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Félicien, (Comté de Roberval), ce 7 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
J. A. BLOUIN.

64, boulevard, Sacré-Coeur,
Saint-Félicien, (Roberval), P.Q.
Téléphone: 679-0251, code 418. 24567-o

shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Félicien.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned on the loan procedure.

The said bonds will be redeemable by anticipation, in whole or in part at any date of maturity.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 28, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 64 Sacré-Coeur Boulevard, Saint-Félicien, county of Roberval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Félicien, (County of Roberval), May 7, 1968.

J. A. BLOUIN,
Secretary-Treasurer.

64 Sacré-Coeur Boulevard,
Saint-Félicien, (Roberval), P.Q.
Telephone: 679-0251, code 418. 24567

Ville de Shawinigan-Sud
Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Pinel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 900, 6ième Avenue, Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 27 mai 1968, pour l'achat de $265,000 d'obligations de la ville de Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlement numéro 181 — $265,000 — Aqueduc, égouts, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — $265,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1969	$ 1,000
1er juin 1970	1,000
1er juin 1971	1,000
1er juin 1972	1,000
1er juin 1973	1,000
1er juin 1974	2,000
1er juin 1975	2,000
1er juin 1976	2,000
1er juin 1977	2,000

Town of Shawinigan-South
County of St-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Pinel, secretary-treasurer, Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, county of St-Maurice, P.Q., until 8:30 o'clock, p.m., Monday, May 27, 1968, for the purchase of an issue of $265,000 of bonds for the town of Shawinigan-South, county of St-Maurice, dated June 1, 1968 and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue, however a different rate of interest could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-tear short-term bonds, or 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-law number 181 — $265,000 — aqueduct, sewers, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — $265,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1969	$ 1,000
June 1, 1970	1,000
June 1, 1971	1,000
June 1, 1972	1,000
June 1, 1973	1,000
June 1, 1974	2,000
June 1, 1975	2,000
June 1, 1976	2,000
June 1, 1977	2,000

1er juin 1978	$ 2,000
1er juin 1979	2,000
1er juin 1980	3,000
1er juin 1981	3,000
1er juin 1982	3,000
1er juin 1983	3,000
1er juin 1984	3,000
1er juin 1985	4,000
1er juin 1986	4,000
1er juin 1987	4,000
1er juin 1988	221,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $20,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de $221,000 comprend un solde de $216,000 renouvelable pour un période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1989	$ 5,000
1er juin 1990	5,000
1er juin 1991	6,000
1er juin 1992	6,000
1er juin 1993	7,000
1er juin 1994	7,000
1er juin 1995	8,000
1er juin 1996	8,000
1er juin 1997	9,000
1er juin 1998	9,000
1er juin 1999	10,000
1er juin 2000	11,000
1er juin 2001	12,000
1er juin 2002	13,000
1er juin 2003	14,000
1er juin 2004	15,000
1er juin 2005	16,000
1er juin 2006	17,000
1er juin 2007	18,000
1er juin 2008	20,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $221,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $221,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation,

June 1, 1978	$ 2,000
June 1, 1979	2,000
June 1, 1980	3,000
June 1, 1981	3,000
June 1, 1982	3,000
June 1, 1983	3,000
June 1, 1984	3,000
June 1, 1985	4,000
June 1, 1986	4,000
June 1, 1987	4,000
June 1, 1988	221,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term bonds serially, also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part, and the other part as 20-year fixed bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than $20,000, and if higher than this latter amount, this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables appearing in the present notice, and in starting by the last maturities of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated therein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1988 maturity in the amount of $221,000 includes a balance of $216,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1989	$ 5,000
June 1, 1990	5,000
June 1, 1991	6,000
June 1, 1992	6,000
June 1, 1993	7,000
June 1, 1994	7,000
June 1, 1995	8,000
June 1, 1996	8,000
June 1, 1997	9,000
June 1, 1998	9,000
June 1, 1999	10,000
June 1, 2000	11,000
June 1, 2001	12,000
June 1, 2002	13,000
June 1, 2003	14,000
June 1, 2004	15,000
June 1, 2005	16,000
June 1, 2006	17,000
June 1, 2007	18,000
June 1, 2008	20,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Shawinigan-South.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-terms, for an amount equal or less than $221,000. However, if they are issued in part as 20-year fixed-term for an amount higher than $221,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on June

au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 mai 1968, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 900, 6ième Avenue, Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Sud, (Comté de St-Maurice), ce 30 avril 1958. *Le secrétaire-trésorier,*
GILLES PINEL.

Hôtel de Ville, 900, 6ième Avenue,
Shawinigan-Sud, (St-Maurice), P.Q.
Téléphone: 536-5671, code 819. 24543-o

Ville de Plessisville
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Benoît Laliberté, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1700, St-Calixte, casier postal 850, Plessisville, comté de Mégantic, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 28 mai 1968, pour l'achat de $678,000 d'obligations de la ville de Plessisville, comté de Métantic, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½% ni supérieur à 7½% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'ichéances apparaissant dans le présent avis.

Règlement Nos: 357 — $38,500 — voirie, aqueduc, égouts; 358 — $567,000 — aqueduc et égouts; 359 — $72,500 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — $678,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1969	$ 5,000
1er juin 1970	5,000
1er juin 1971	6,000
1er juin 1972	6,000
1er juin 1973	7,000
1er juin 1974	8,000
1er juin 1975	8,000
1er juin 1976	8,000
1er juin 1977	9,000
1er juin 1978	9,000
1er juin 1979	11,000
1er juin 1980	11,000
1er juin 1981	12,000
1er juin 1982	13,000
1er juin 1983	13,000
1er juin 1984	15,000
1er juin 1985	16,000
1er juin 1986	17,000
1er juin 1987	18,000
1er juin 1988	481,000

1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 27, 1968, at 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, county of St-Maurice, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-South, (County of St-Maurice), April 30, 1968. GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 900, 6th Avenue,
Shawinigan-South, (St-Maurice), P.Q.
Telephone: 536-5671, code 819. 24543

Town of Plessisville
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Benoit Laliberté, secretary-treasurer, Town Hall, 1700, St. Calixte, P.O. Box 850, Plessisville, county of Mégantic, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 28, 1968, for the purchase of an issue of $678,000 of bonds for the town of Plessisville, county of Mégantic, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969, to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different rate of interest could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or 20-year fixed-term bonds, provided that the amounts thus issued at this different rate, be for whole maturities, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-laws Nos.: 357 — $38,500 — roads, aqueduct sewers; 358 — $567,000 — aqueduct and sewers; 359 — $72,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — $678,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1969	$ 5,000
June 1, 1970	5,000
June 1, 1971	6,000
June 1, 1972	6,000
June 1, 1973	7,000
June 1, 1974	8,000
June 1, 1975	8,000
June 1, 1976	8,000
June 1, 1977	9,000
June 1, 1978	9,000
June 1, 1979	11,000
June 1, 1980	11,000
June 1, 1981	12,000
June 1, 1982	13,000
June 1, 1983	13,000
June 1, 1984	15,000
June 1, 1985	16,000
June 1, 1986	17,000
June 1, 1987	18,000
June 1, 1988	481,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $42,000, et ni supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term bonds serially. Also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part, and the other part as 20-year fixed-term bonds, provided however that this latter part be not for less than an amount less than $42,000, and if higher than this latter amount, this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the maturity tables appearing in the present notice, and in starting by the last maturities of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated thereon. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de $481,000 comprend un solde de $462,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1989	$11,000
1er juin 1990	12,000
1er juin 1991	13,000
1er juin 1992	14,000
1er juin 1993	14,000
1er juin 1994	15,000
1er juin 1995	17,000
1er juin 1996	18,000
1er juin 1997	19,000
1er juin 1998	20,000
1er juin 1999	21,000
1er juin 2000	24,000
1er juin 2001	26,000
1er juin 2002	27,000
1er juin 2003	29,000
1er juin 2004	31,000
1er juin 2005	34,000
1er juin 2006	36,000
1er juin 2007	38,000
1er juin 2008	42,000

The June 1, 1988 maturity in the amount of $481,000 includes a balance of $462,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1989	$11,000
June 1, 1990	12,000
June 1, 1991	13,000
June 1, 1992	14,000
June 1, 1993	14,000
June 1, 1994	15,000
June 1, 1995	17,000
June 1, 1996	18,000
June 1, 1997	19,000
June 1, 1998	20,000
June 1, 1999	21,000
June 1, 2000	24,000
June 1, 2001	26,000
June 1, 2002	27,000
June 1, 2003	29,000
June 1, 2004	31,000
June 1, 2005	34,000
June 1, 2006	36,000
June 1, 2007	38,000
June 1, 2008	42,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Plessisville.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque, payable at par at Plessisville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $481,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $481,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-terms, for an amount equal or less than $481,000, however, if they are issued in part as 20-year fixed-term for an amount higher than $481,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certificate cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 mai 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1700, St-Calixte, Casier postal 850, Plessisville, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Plessisville, (Comté de Mégantic), ce 30 avril 1968.

Le secrétaire-trésorier,
BENOIT LALIBERTÉ.

Hôtel de Ville, 1700, St-Calixte, casier postal 850, Plessisville, (Mégantic), P.Q.
Téléphone: 362-7155, code 819. 24509-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 28, 1968, at 8:00 p.m., Town Hall, 1700 St. Calixte, P.O. Box 850, Plessisville, county of Mégantic, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Plessisville, (County of Mégantic), April 30, 1968.

BENOIT LALIBERTÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1700, St. Calixte, P.O. Box 850, Plessisville, (Mégantic), P.Q.
Telephone: 362-7155, code 819. 24509

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 7388. WILLIE GALARNEAU, rentier, domicilié au No 6217, rue Lasalle, à Verdun, district de Montréal, requérant, et JEAN-PAUL GALARNEAU, domicilié au No 433, boul. Pie XII, à St-Timothée, district de Beauharnois, intimé, suivant jugement rendu le 22 mars 1968, par l'honorable Juge André Nadeau, J.C.S., ordonnant la vente de l'immeuble suivant savoir:

« Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Timothée, comme faisant partie nord-est du lot numéro deux cent trente-neuf (Ptie 239) mesurant un quart d'arpent de largeur sur un arpent de profondeur, borné en front par le résidu dudit lot No 239, appartenant au vendeur et au nord-ouest par cette partie dudit lot No 239 formant l'emplacement de J. B. Lamarche.

Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Valleyfield, le SEIZIÈME jour de JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ERNEST LEBLANC.

Salaberry de Valleyfield, le 29 avril 1968. 24547-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 7388. WILLIE GALARNEAU, annuitant, domiciled at No. 6217 Lasalle St., in Verdun, district of Montreal, petitioner, *vs* JEAN-PAUL GALARNEAU, domiciled at No. 433 Pie XII Blvd., in St-Timothée, district of Beauharnois, respondent, following a judgment rendered on March 22, 1968, by the Honourable Mr. Justice André Nadeau, S.C.J., ordering the sale of the following immovable, to wit:

"An emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Timothée, as forming the north-east part of lot number two hundred and thirty-nine (P. 239), measuring one-quarter arpent in width by one arpent in depth, bounded in front by the remainder of said lot No. 239, belonging to the vendor, and on the north-west by that part of said lot No. 239 which forms the emplacement of J. B. Lamarche.

With the buildings constructed thereon."

To be sold in the Sheriff's Office, in the Court House, Valleyfield, on the SIXTEENTH day of JUNE, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Salaberry de Valleyfield, April 29, 1968. 24547

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, Bref No 1139. HOME DEVELOPMENT ACCEPTANCE CORPORATION, ccorporation légalement constituée, ayant place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demandeur, *vs* ROLLAND COUTURE, domicilié à St-Edmond, comté de Drummond, district de Drummond, défendeur.

Désignation

1° Le lot trois cent quatre-vingt-trois (383) du cadastre de la paroisse de St-Guillaume d'Upton, maintenant partie de la paroisse de St-Edmond de Grantham, comté de Drummond.

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Superior Court, Writ No. 1139. HOME DEVELOPMENT ACCEPTANCE CORPORATION, body legally incorporated, having its head office in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *versus* ROLLAND COUTURE, domiciled at Saint-Edmond, county of Drummond, district of Drummond, defendant.

Designation

1. Lot three hundred and eighty-three (383) of the cadastre of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, now part of the parish of Saint-Edmond de Grantham, county of Drummond.

2° Un certain morceau de terre situé en la même paroisse, connu et désigné auxdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, canton de Grantham, comme distrait des nos: sept cent quatre-vingt-huit et sept cent quatre-vingt-neuf en bois, tenant d'un bout à la Rivière David, de l'autre bout au cordon du septième rang, au sud-ouest à Rodolphe Gélinas et de l'autre côté à l'acquéreur.

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Drummond au Palais de Justice à Drummondville, JEUDI le TREIZIÈME jour de JUIN 1968 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Drummondville,
ce 29, jour d'avril 1968.

Le shérif,
STEPHEN DOLAN.

24548-o

2. A certain piece of land situated in the same parish, known and designated on the said official plan and book of reference of the registry cadastre of the county of Drummond, township of Grantham, as withdrawn from numbers: seven hundred and eighty-eight and seven hundred and eighty-nine, wooded, bounded at one end by the David river, at the other end by the seventh range line, at the southwest by Rodolphe Gélinas and at the other side by the purchaser.

To be sold in the registrar's office, Drummond registry division, in the Court House in Drummondville, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of JUNE, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Drummondville,
this 29th day of April, 1968.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff.

24548

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 5469. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENTS, corporation dûment constituée par acte spécial du Parlement Canadien, ayant bureau d'affaires à Québec, district de Québec, demanderesse; *vs* GASTON PERREAULT, domicilié à 807 rue Rodrigue, Hauterive, district de Hauterive. défendeur.

« La subdivision soixante-quinze du lot deux, Rang un (2-75, Rg. 1), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Laflèche, comté de Saguenay, ville de Hauterive, avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances, et dépendances et plus particulièrement la maison portant le numéro civique 807 de la rue Rodrigue, à Hauterive. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, district de Hauterive, MARDI, le ONZIÈME jour du mois de JUIN 1968 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Baie Comeau, le 1er mai 1968.

Le shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

24549-o

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 5469. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation duly constituted by a special Act of the Canadian Parliament, having an office of business in Quebec, district of Quebec, plaintiff, *vs* GASTON PERREAULT, domiciled at 807 Rodrigue Street, Hauterive, district of Hauterive, defendant.

"Subdivision seventy-five of lot two, range one (2-75, Rg. 1) on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Laflèche, county of Saguenay, town of Hauterive, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and more particularly the house bearing civic number 807 Rodrigue Street, in Hauterive."

To be sold at the Registrar's Office, Registry Division for the county of Saguenay, at the Court House of Baie Comeau, district of Hauterive, TUESDAY, the ELEVENTH day of the month of JUNE, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, May 1, 1968.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff.

24549

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale, No 1362. LES INDUSTRIES PROVINCIALES LTÉE, corporation légalement constituée et ayant sa place d'affaires à St-Damien, comté de Bellechasse, demanderesse, *vs* FERNAND GARANT, St-Raphaël, comté de Bellechasse, défendeur.

Pour être vendu les immeubles ci-après décrit:

1. Le lot de terre connu au cadastre officiel de la paroisse de St-Raphaël, Bellechasse, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie 298); à distraire les terrains appartenant: *a*) à Armand Fleury, suivant enregistrement No 79636; *b*) au ministère de la Voirie, suivant enregistrement No 92500; *c*) à Québec-Power Co., suivant enregistrement Nos 45441 et 47318; *d*) à Joseph Roy, suivant enregistrement Nos 83550 et 91951.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Provincial Court, No. 1362. LES INDUSTRIES PROVINCIALES LTÉE, a corporation legally constituted, and having its place of business in St. Damien, county of Bellechasse, plaintiff, *vs* FERNAND GARANT, St. Raphaël, county of Bellechasse, defendant.

To be sold, the immovables hereafter described:

1. The lot of land known on the official cadastre for the parish of St. Raphaël, Bellechasse, under number two hundred and ninety-eight (Pt. 298); to withdraw, the lands belonging: *a*) to Armand Fleury, pursuant to registation No. 79636; *b*) to the Department of Roads, pursuant to registration No. 92500; *c*) to Quebec-Power Co., pursuant to registration Nos. 45441 and 47318; *d*) to Joseph Roy, pursuant to registration Nos. 83550 and 91951.

2. Le lot de terre connu au cadastre de St-Raphaël (Bellechasse) sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (Ptie 299), à distraire le terrain vendu à Québec Power Co., suivant enregistrement Nos 45551, 46292, 47318 et à Gérard Garant, suivant enregistrement No 74230.

3. Le lot de terre connu au cadastre de St-Raphaël, (Bellechasse), sous le numéro trois cent (Ptie 300), à distraire les emplacements vendus suivant enregistrement Nos 70347, 92583, 92500, 45441, 46292, 47318 et 91919. Le tout avec bâtisses dessus construites sur ces lots, circonstances et dépendances.

4. Les lots de terre connus au cadastre officiel pour la paroisse de St-Raphaël, (Bellechasse), sous les numéros cinq cent vingt-deux et cinq cent vingt-trois (522 et 523), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5. Un terrain en bois debout contenant un arpent de terre de front sur environ douze à quinze arpents de profondeur, plus ou moins pour le tout, faisant partie du lot de terre connu au cadastre officiel pour la paroisse de St-Raphaël (Bellechasse), sous le No cinq cent quatre-vingt-trois (Ptie 583), borné comme suit: au nord par le trait carré, au sud par Arthur Théberge, à l'est et à l'ouest par Joseph Boutin.

Sujets les lots 522, 523 et partie de 583 susdits, au droit de coupe de tout le sapin, pin, épinette et tremble s'y trouvant, en faveur de Josaphat Guillemette, et avec tous les droits inhérents à ladite coupe de bois y compris droit de passage, suivant enregistrement No 98502.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Raphaël, comté de Bellechasse, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Montmagny, le 29 avril 1968. 24513-o

2. The lot of land known on cadastre for St. Raphaël (Bellechasse), under number two hundred and ninety-nine (Pt. 299), to withdraw the land sold to Quebec Power Co., pursuant to registration Nos. 45551, 46292, 47318 and to Gérard Garant pursuant to registration No. 74230.

3. The lot of land known on cadastre for St. Raphaël, (Bellechasse), under No. three hundred (Pt. 300), to withdraw the emplacements sold pursuant to registration Nos. 70347, 92583, 92500, 45441, 46292, 47318 and 91919. The whole with the buildings erected on these lots, circumstances and dependencies.

4. The lots of land known on the official cadastre for the parish of St. Raphaël, (Bellechasse), under numbers five hundred and twenty-two and five hundred and twenty-three (522 and 523), with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. A wooded lot containing one arpent of land in front by about twelve to fifteen arpents in depth, more or less for the whole forming part of the lot of land known on the official cadastre for the parish of St. Raphaël, (Bellechasse), under No. five hundred and eighty-three (Pt. 583), bounded as follows: on the north by the "Trait carré", on the south by Arthur Théberge, on the east and west by Joseph Boutin.

The aforesaid lots 522 and 523 and part of 583 subjects to the right to cut timber of all the fir, pine, spruce and taspen trees standing thereon, in favor of Josaphat Guillemette, and with all the rights attached to the said right to cut timber, including the right of passage, pursuant to registration No. 98502.

To be sold at the registry office of St. Raphaël, county of Bellechasse, the SEVENTEENTH day of JUNE 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office
Montmagny, April 29, 1968. 24513

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 745 799. MONTREAL TRUST COMPANY, demandeur, *vs* L'HORIZON LTD., défendeur.

« Un emplacement formant l'angle sud de l'avenue des Pins ouest et de la rue Drummond, dans la cité de Montréal, province de Québec, mesurant au total cent soixante-huit pieds et cinquante-trois centièmes de pied (168.53′) sur sa ligne nord-ouest, le long de l'avenue des Pins ouest, et cent cinquante-trois pieds et cinquante-sept centièmes de pied (153.57′) sur une de ses lignes sud-est, le long du chemin privé qui le borne au sud-est, et sept pieds et six dixièmes de pied (7.6′) sur son autre ligne sud-est, par cent soixante-seize pieds et quatre-vingt-douze centièmes de pieds (176.92′) de profondeur sur sa ligne nord-est, le long de la rue Drummond, et soixante et un pieds et soixante-quinze centièmes de pied (61.75′) sur une de ses lignes sud-ouest, qui est celle qui commence à l'avenue des Pins ouest, et quatre-vingt-dix-neuf pieds et quatre-vingt-deux centièmes de pied (99.82′) sur son autre ligne sud-ouest, qui est celle qui se termine audit chemin privé, et qui se compose des subdivisions qui suivent, lesquelles appa-

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 745 799. MONTREAL TRUST COMPANY, plaintiff, *vs* L'HORIZON LTD., defendant.

"An emplacement forming the south corner of Pine Avenue West and Drummond Street, in the city of Montreal, Province of Quebec, measuring altogether one hundred and sixty-eight feet and fifty-three hundredths of a foot (168.53′) in its northwest line along Pine Avenue West, and one hundred and fifty-three feet and fifty-seven hundredths of a foot (153.57′) in one of its southeast lines along the private roadway which bounds it to the southeast, and seven feet and six-tenths of a foot (7.6) in its other southeast line, by one hundred and seventy-six feet and ninety-two hundredths of a foot (176.92′) in depth in its northeast line along Drummond Street, and sixty-one feet and seventy-five hundredths of a foot (61.75′) in one of its southwest lines, being that commencing on Pine Avenue West, and ninety-nine feet and eighty-two hundredths of a foot (99.82′) in its other southwest line, being that ending at said private roadway, and composed of the following subdivisions, all of which, and the land contiguous

raissent toutes ainsi que le terrain contigu aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, à savoir:

1° La subdivision cent vingt-deux du lot originaire numéro mille sept cent cinquante-cinq (1755-122).

2° La subdivision cent trente dudit lot originaire numéro mille sept cent cinquante-cinq (1755-130).

3° La subdivision un du lot originaire numéro mille sept cent cinquante-six (1756-1).

4° La subdivision deux dudit lot originaire numéro mille sept cent cinquante-six (1756-2).

5° La subdivision trois dudit lot originaire numéro mille sept cent cinquante-six (1756-3).

6° La subdivision quatre dudit lot originaire numéro mille sept cent cinquante-six (1756-4).

Telle que ladite propriété subsiste avec tous ses droits, membres et appartenances, y compris toutes les bâtisses y érigées et à y être érigées.

Toutes les mesures ci-dessus sont des mesures anglaises et plus ou moins, et ledit emplacement est tel qu'on peut le voir sur une copie d'un plan dudit emplacement préparé par Basil Smith, arpenteur, daté du vingt-et-unième jour de juillet, mil neuf cent soixante-quatre (1964), plan numéro F.L. 105 36, après avoir été reconnu comme vrai et signé pour identification.

Le tout avec un droit de passage et de vue en faveur desdits lots numéros 1756-2 et 1756-3, et sujets à un droit de passage et de vue, en commun avec d'autres y ayant des droits, dans, sur et par-dessus le chemin privé connu sous le nom de ruelle Drummond, située le long du côté sud-est de l'emplacement décrit ci-dessus, et s'étendant de la rue Drummond à la rue Mountain, et se composant d'une partie non subdivisée dudit lot originaire numéro mille sept cent cinquante-six (Partie non subdivisée 1756), mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur sur la rue Drummond et sur la rue Mountain, par toute la profondeur qu'il y a entre les deux dites rues sur ses lignes nord-ouest et sud-est, et borné au nord-ouest par l'emplacement décrit ci-dessus, et par une autre partie non subdivisée dudit lot originaire numéro mille sept cent cinquante-six, au sud-est par une autre partie non subdivisée dudit lot originaire mille sept cent cinquante-six, ou de ses subdivisions, qui sont la propriété de Dame Gertrude Mary Devlin, épouse de James T. Davis, ou représentants, au nord-est par la rue Drummond, et au sud-ouest par la rue Mountain, le tout tel qu'établi par la destination des propriétaires et dans l'acte de vente de mademoiselle Amy Charlotte Lindsay et de Dame Edith Lindsay, épouse de Edward Hastings Carter, à Dame Gertrude Mary Devlin, épouse de James T. Davis, passé devant John Fair, notaire, le quinzième jour de juin, mil neuf cent neuf (1909), enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le numéro 147204, et tel qu'établi dans l'acte de vente de mademoiselle Amy Charlotte Lindsay à Frederick E. Meredith, passé devant John Fair, notaire, le septième jour de juin, mil neuf cent vingt-six (1926), enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 114642.

thereto, being on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, namely:

1. Subdivision one hundred and twenty-two of the original lot number one thousand seven hundred and fifty-five (1755-122).

2. Subdivision one hundred and thirty of the said original lot number one thousand seven hundred and fifty-five (1755-130).

3. Subdivision one of the original lot number one thousand seven hundred and fifty-six (1756-1).

4. Subdivision two of said original lot number one thousand seven hundred and fifty-six (1756-2).

5. Subdivision three of said original lot number one thousand seven hundred and fifty-six (1756-3).

6. Subdivision four of said original lot number one thousand seven hundred and fifty-six (1756-4).

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, including all the buildings erected and to be erected thereon.

All the above measurements are English measure and more or less, and the said emplacement is as shown on a white print of a plan thereof, prepared by Basil Smith, Q.L.S., dated the twenty-first day of July, nineteen hundred and sixty-four (1964), plan number F.L. 105 36, after having been acknowledged as true and signed for identification.

Together with a right of passage and view in favour of said lots numbers 1756-2, and 1756-3, and subject to a right of passage and of view, in common with others having rights therein, in, over and upon the private road known as Drummond Lane, situated along the southeast side of the emplacement hereinabove described, and extending from Drummond Street to Mountain Street, composed of an unsubdivided part of said original lot number one thousand seven hundred and fifty-six (unsubdivided part 1756), measuring twenty-five feet (25′) in width on Drummond Street and on Mountain Street, by all the depth between the said two Streets in its northwest and southeast lines, and bounded to the northwest by the emplacement hereinabove described, and by another unsubdivided part of said original lot number one thousand seven hundred and fifty-six, to the southeast by another unsubdivided part of said original lot one thousand seven hundred and fifty-six, or subdivisions thereof, being the property of Dame Gertrude Mary Devlin, wife of James T. Davis, or representatives, to the northeast by Drummond Street, and to the southwest by Mountain Street, the whole as established by the destination of the proprietors and under the deed of sale from Miss Amy Charlotte Lindsay and Dame Edith Lindsay, wife of Edward Hastings Carter, to Dame Gertrude Mary Devlin, wife of James T. Davis, before John Fair, notary, on the fifteen day of June, nineteen hundred and nine (1909), registered at the registry office for the registration division of Montreal West under number 147204, and as established in the deed of sale from Miss Amy Charlotte Lindsay to Frederick E. Meredith, before John Fair, notary, on the seventh day of June, nineteen hundred and twenty-six (1926), registered in the Montreal registry office under number 114642.

Ledit lot numéro 1755-122 avec et sujet aux servitudes suivantes, créées dans l'acte de vente de Frederick Parker Walton à Charles William Colby, passé devant W. de M. Marler, notaire, le vingt-cinquième jour de mars, mil neuf cent cinq (1905), enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, sous le numéro 140539, à savoir:

a) sujet à une servitude en faveur de cette partie dudit lot originaire mil sept cent cinquante-cinq (lot 1755), située directement au sud-ouest dudit lot 1755-122, concernant les fenêtres donnant sur la partie sud-ouest dudit lot 1755-122 dans le mur nord-est (en pignon) de la maison érigée sur cette dernière partie dudit lot originaire numéro 1755, dans les six pieds (6′), mesure française, de la ligne sud-ouest dudit lot 1755-122, mais à plus de trois pieds six pouces (3′6″), mesure anglaise.

b) de même avec une servitude en faveur dudit lot 1755-122 sur la dernière partie dudit lot originaire numéro 1755, mettant des restrictions sur la position et la qualité de la bâtisse devant être érigée sur cette dernière partie dudit lot originaire numéro 1755.

c) de même avec un droit en faveur dudit lot numéro 1755-122, pour un passage à pied d'une largeur de six pieds (6′), allant le long de la ligne de côté sud-est de cette dernière partie dudit lot originaire numéro 1755, et s'étendant jusqu'à l'extension alors projetée de la rue Mountain.

Toutes les autres servitudes affectant la propriété immobilière ci-dessus décrite, se sont éteintes à cause des fonds dominants et des fonds servants qui ont été réunis dans la même personne par droit de propriété. »

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour du mois de JUIN 1968, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 3 mai 1968. 24550

Said lot number 1755-122 with and subject to following servitudes created in the deed of sale by Frederick Parker Walton to Charles William Colby, executed before W. de M. Marler, notary, on the twenty-fifth day of March, nineteen hundred and five (1905), registered in the Montreal West registry office under number 140539, namely:

(*a*) Subject to the servitude in favour of that part of said original lot one thousand seven hundred and fifty-five (lot 1755), situated immediately to the southwest of said lot 1755-122, for windows overlooking the southwest part of said lot 1755-122 in the northeast gable wall of the house erected on the latter part of said original lot number 1755, within six feet (6′), French measure, of the southwest line of said lot 1755-122, but not nearer to said line than three feet six inches (3′6″), English measure.

(*b*) Together with a servitude in favour of said lot 1755-122 over the latter part of said original lot number 1755, restricting the position and class of building to be erected on said latter part of said original lot number 1755.

(*c*) Together with a right in favour of said lot number 1755-122 of use of the footpath of six feet (6′) in width, running along the southeast side line of the latter part of said original lot number 1755, and extending to the then proposed extension of Mountain Street.

All of the other servitudes affecting the immovable property hereinabove described, have been extinguished because the servient lands and the dominant lands have been united in the same person by right of ownership."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of the month of JUNE 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 3, 1968. 24550-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 746 574. ROCKMORE INVESTMENTS LTD., demanderesse, *vs* LES IMMEUBLES GRANBY LTÉE, défenderesse.

1. La subdivision numéro cinq du lot originaire numéro trois cent cinquante-six (356-5) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Bruno, situé à St. Bruno de Montarville, comté de Chambly.

Ledit lot était autrefois connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro trois cent cinquante-six (Ptie 356) du cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, de figure irrégulière, mesurant en front dans sa ligne sud-est (boulevard Sir Wilfrid Laurier) cent vingt-deux pieds (122′), dans sa ligne sud-ouest, quatre vingt-quinze pieds (95′), dans sa ligne nord-ouest, en arrière cinquante-trois pieds (53′) et dans sa ligne nord-est, cent dix pieds (110′) mesures anglaises et plus ou moins, bornée comme suit: en front au sud-est par le Boulevard Sir Wilfrid Laurier, au sud-ouest par le lot numéro 356-2, au nord-ouest et au nord-est par le résidu dudit lot numéro 356, avec toutes les bâtisses y érigées.

2. Un emplacement situé au même endroit composé de la subdivision numéro quatre, du lot originaire numéro trois cent cinquante-six (356-4) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 746 574. ROCKMORE INVESTMENTS LTD., plaintiff, *versus* LES IMMEUBLES GRANBY LTÉE, defendant.

1. Subdivision number five of original lot number three hundred and fifty-six (356-5) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Bruno, situated at Saint-Bruno de Montarville, county of Chambly.

The said lot was formerly known and designated as being a part of original lot number three hundred and fifty-six (Part 356) on the official cadastre of the parish of Saint-Bruno, of irregular figure, measuring in front on its southeast line (Sir Wilfrid Laurier Boulevard) one hundred and twenty-two feet (122′) ,on its southwest line, ninety-five feet (95′), on its northwest line, at the rear fifty-three feet (53′) and on its northeast line, one hundred and ten feet (110′) English measure and more or less, bounded as follows: in front on the southeast by Sir Wilfrid Laurier Boulevard, on the southwest by lot number 356-2, on the northwest and on the northeast by the residue of said lot number 356, with all buildings thereon erected.

2. An emplacement situated at the same place, constituted by subdivision number four, of original lot number three hundred and fifty-six (356-4) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Bruno.

Avec les unités de motel dessus érigées et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, circonstances et dépendances et

La totalité du lot numéro trois de la subdivision du lot originaire numéro trois cent cinquante-six (356-3) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno, division d'enregistrement de Chambly. Ce dit lot mesure cent quatre-vingt douze pieds et trois dixièmes de pied (192.3′) dans une ligne sud, cinquante-huit pieds et deux dixièmes de pieds (58.2′) dans l'autre ligne sud, deux cent quinze pieds (215′) dans la ligne nord-ouest, vingt-huit pieds (28′) dans la ligne sud-ouest, quatre-vingt-dix pieds et cinq dixièmes de pied (90.5′) dans la ligne nord-est, neuf pieds et huit dixièmes de pieds (9.8′) dans la ligne ouest, et contient dix mille sept cent dix pieds carrés (10,710 p.c.) en superficie.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, en la cité de Longueuil, le QUATORZIÈME jour du mois de JUIN 1968, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 3 mai 1968. 24552-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 745 240. LA MUTUAL LIFE, compagnie d'Assurances du Canada, demanderesse, *vs* MAURICE VAILLANCOURT, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Cardinal, en la ville de St-Martin, dans la paroisse de St-Martin, mesurant soixante-quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur (64′ x 85′) et composé comme suit:

a) La partie nord-est de la resubdivision numéro un du numéro de subdivision trois cent vingt-deux du lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159 n.e. ptie 322-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant vingt-quatre pieds de largeur sur soixante-deux pieds de profondeur (24′ x 62′) et borné en front au nord-ouest par ladite rue Cardinal, en arrière au sud-est par cette partie de resubdivision numéro deux ci-après (*b*) décrite, d'un côté au nord-est par la resubdivision numéro cinq ci-après (*c*) décrite et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu de ladite resubdivision numéro un.

(*b*) La partie nord-ouest de la partie nord-est de la resubdivision numéro deux de ladite subdivision numéro trois cent vingt-deux dudit lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159 n.o. ptie de n.e. ptie 322-2) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-trois pieds sur ses lignes de côté nord-est et sud-ouest et vingt-quatre pieds sur ses lignes de côté nord-ouest et sud-est (23′ & 24′) et bornée au nord-est par cette partie de la resubdivision numéro cinq ci-après (*c*) décrite, au nord-ouest, par cette partie de la resubdivision numéro un ci-dessus (*a*) décrite et au sud-ouest et sud-est par le résidu de ladite resubdivision numéro 2; et

(*c*) La partie sud-ouest de la resubdivision numéro cinq de ladite subdivision numéro trois cent vingt-deux dudit lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159 ptie s.o.-322-5) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant quarante pieds de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de

With the motel units thereon erected and with all the servitudes active and passive, apparent or occult attached to said immovable, circumstances and dependencies and

The whole of lot number three of the subdivision of original lot number three hundred and fifty-six (356-3) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Bruno, registry division of Chambly. The said lot measures one hundred and ninety-two feet and three tenths of a foot (192.3′) on its south line, fifty-eight feet and two tenths of a foot (58.2′) on the other south line, two hundred and fifteen feet (215′) on its northwest line, twenty-eight feet (28′) on its southwest line, ninety feet and five tenths of a foot (90.5′) on its northeast line, nine feet and eight tenths of a foot (9.8′) on its west line, and has a surface area of ten thousand, seven hundred and ten square feet (10,710 sq. feet).

To be sold at the registry office of the county of Chambly, in the city of Longueuil, on the FOURTEENTH day of the month of JUNE, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 3, 1968. 24552

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 745 240. LA MUTUAL LIFE, compagnie d'Assurances du Canada, plaintiff, *vs* MAURICE VAILLANCOURT, defendant.

That certain emplacement fronting on Cardinal Street, in the town of St. Martin, in the parish of St. Martin, measuring sixty-four feet in width by eighty-five feet in depth (64′ x 85′) and composed as follows:

(*a*) The Northeast part of resubdivision number one of subdivision number three hundred and twenty-two of original lot number one hundred and fifty-nine (159 N.E. Pt. 322-1) upon the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring twenty-four feet in width by sixty-two feet in depth (24′ x 62′) and bounded in front to the Northwest by said Cardinal Street, in rear to the Southeast by that part of resubdivision number two hereinafter (*b*) described, on one side to the Northeast by resubdivision number five hereinafter (*c*) described and on the other side to the Southwest by the residue of said resubdivision number one.

(*b*) The Northwest part of the Northeast part of resubdivision number two of said subdivision number three hundred and twenty-two of said original lot number one hundred and fifty-nine (159 N.W. Pt. of N.E. Pt. 322-2) upon said official plan and book of reference measuring twenty-three feet in its Northeast and Southwest side lines and twenty-four feet in its Northwest and Southeast side lines (23′ & 24′) and bounded to the Northeast by that part of resubdivision number five hereinafter (*c*) described, to the Northwest by that part of resubdivision number one hereinabove (*a*) described and to the Southwest and Southeast by the residue of said resubdivision number two; and

(*c*) The Southwest part of resubdivision number five of said subdivision number three hundred and twenty-two of said original lot number one hundred and fifty-nine (159 S.W. Pt. 322-5) upon said official plan and book of reference, measuring forty feet in width by eighty-five feet

profondeur (40′ x 85′) et bornée en front au nord-ouest par ladite rue Cardinal, en arrière au sud-est par la resubdivision numéro quatre, d'un côté au sud-ouest partiellement par cette partie de la resubdivision numéro un et partiellement par cette partie de la resubdivision numéro deux, toutes deux ci-dessus (*a*) et (*b*) décrites et de l'autre côté au nord-est par le résidu de ladite resubdivision numéro cinq.

Ensemble avec la maison d'habitation détachée dessus érigée et portant le numéro civique 170 de ladite rue Cardinal.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu, au Bureau d'Enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le TREIZIÈME jour du mois de JUIN 1968, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 3 mai 1968. 24551

in depth (40′ x 85′) and bounded in front to the Northwest by said Cardinal Street, in rear to the Southeast by resubdivision number four, on one side to the Southwest partly by that part of resubdivision number one and partly by that part of resubdivision number two both hereinabove (*a*) and (*b*) described and on the other side to the Northeast by the residue of said resubdivision number five.

Together with the detached dwelling house thereon erected bearing Civic No. 170 of said Cardinal Street.

All the above measurements are English measure, more or less."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, the THIRTEENTH day of the month of JUNE, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 3, 1968. 24551-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 151-273. } FRENETTE & FRÈRES LIMITÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à ville de Portneuf, district de Québec, *contre* HENRIOT GINGRAS, Notre-Dame des Anges, district de Québec.

« Une certaine étendue de terrain située à Notre-Dame des Anges, connue et désignée comme faisant partie des lots numéros neuf, dix, onze ((Ptie 9, Ptie 10, Ptie 11) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels faits pour le premier rang nord-est du canton Chavigny, contenant neuf arpents de longueur sur toute la largeur desdits lots; bornée en front vers le nord à Fernando Bourré, au sud en profondeur, également audit Fernando Bourré, joignant du côté est la Rivière Batiscan et du côté-ouest le lot numéro huit (8), avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le DOUZIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,

Bureau du shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 8 mai 1968. 24569-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 151-273. } FRENETTE & FRÈRES LIMITÉE, a corporation legally incorporated having its head office in the town of Portneuf, district of Quebec, *vs* HENRIOT GINGRAS, Notre-Dame des Anges, district of Quebec.

"A certain strip of land situated at Notre-Dame des Anges, known and designated as being part of lot numbers nine, ten, eleven (Part 9, Part 10, Part 11), on the official plan and book of reference for the first northeast range of the township of Chavigny, containing nine arpents in length on the entire width of the said lots; bounded in front on the north by Fernando Bourré, on the south in depth, also by the said Fernando Bourré, joining on the east side Batiscan River and on the west side lot number eight (8) with buildings constructed thereon."

To be sold at the Registry Office of Portneuf, at Cap-Canté, county of Portneuf, on the TWELFTH day of JUNE next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT-F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Quebec, May 8, 1968. 24569

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 32,668. } CARLO FABI, domicilié à Sherbrooke, dans le district de St-François, demandeur; *vs* NORMAND CORMIER, domicilié à 2320 Portland, à Sherbrooke, dans le district de St-François, défendeur.

Un certain morceau de terrain au canton de Compton connu comme étant partie du lot un-A (ptie 1-A) dans le septième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Compton de forme triangulaire borné et décrit comme suit: commençant à un coin du côté est du chemin public, conduisant de Coaticook à Compton lequel point se trouve à une distance de 275 pieds de la ligne sud du lot un-A (1-A)

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, (Sherbrooke), No. 32,668. } CARLO FABI, residing at Sherbrooke, in the district of St. Francis, plaintiff; *vs* NORMAND CORMIER, residing at 2320 Portland, Sherbrooke, in the district of St. Francis, defendant.

A certain piece of land in the township of Compton known as being part of lot one-A (part 1-A) in the seventh range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Compton of a triangular form bounded and described as follows: starting at a corner of the east side of the public road, leading from Coaticook to Compton which point is found at a distance of 275 feet from the

puis de là vers le sud ou du côté est du chemin 275 pieds jusqu'à l'intersection du chemin public et de la ligne sud du lot un-A (1-a) puis vers l'est en suivant la ligne de division du canton de Compton et du canton de Barford 307 pieds et 7 pouces à un point puis de là dans une direction nord-ouest 403 pieds et 2 pouces au point de départ. Le tout borné comme suit à l'ouest par le chemin public au sud par la ligne sud du lot un-A (1-A) ou encore la propriété d'un nommé John Brennen au nord-est par partie du lot un-A (ptie 1-A) appartenant à Paul Nolin ou représentant. Le tout avec les bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Sherbrooke, MARDI le ONZIÈME jour de JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 2 mai 1968. 24553-o

south line of lot one-A (1-A) thence to the south or on the east side of the road 275 feet up to the intersection of the public road and from the south line of lot one-A (1-A) thence east following the division line of the township of Compton and of the township of Barford 307 feet and 7 inches to a point thence in a northwesterly direction 403 feet and 2 inches at the point of departure. The whole bounded as follows on the west by the public road, on the south by the south line of lot one-A (1-A) or by the property of the said John Brennen, on the northeast by part of lot one-A (part 1-A) belonging to Paul Nolin or representative. The whole with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, at Sherbrooke, TUESDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1968, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, May 2, 1968. 24553

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 583631. DAME FRIEDA ENGELBRECHT, cuisinière, épouse divorcée d'Alois Munstermann, présentement des ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* JOSEPH (JOSEF) PRIZANT, des ville et district de Montréal, défendeur.

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession du défendeur, Joseph (Josef) Prizant.

« Ce certain emplacement connu et désigné comme étant la partie résiduelle du lot vingt-huit du troisième rang du canton de Morin (ptie 28, r. 3) aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, étant la propriété de Étienne Fekete, Joseph Prizant, George Egerszegi, Kalman Feher et Dezso Trosok.

Ledit lot vingt-huit est de forme irrégulière, borné au sud-est par la ligne des second et troisième rang et un chemin public, au nord-ouest par la ligne entre les troisième et quatrième rang et un lac; au sud-ouest, par le lac Bouchette, et le lot vingt-quatre; au nord-est par le lot vingt-sept « B » mesurant quatre-vingt-quatre acres, plus ou moins.

À distraire cependant, dudit lot vingt-huit, cette portion ayant front sur le lac Bouchette, étant la propriété de Laszlo Szemenyei mesurant cinquante-neuf pieds et huit dixièmes d'un pied (59.8′) sur sa ligne ouest; cent quarante pieds et quatre-vingt-sept centièmes d'un pied (140.87′) sur sa ligne nord; cinquante-trois pieds (53′) sur sa ligne nord-est; trente pieds et un dixième d'un pied (30.1′) sur sa ligne sud-est et cent soixante-quatorze pieds et vingt-quatre centièmes d'un pied (174.24′) sur sa ligne sud, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée à l'ouest par ledit lac Bouchette, au nord et au sud par la portion résiduelle dudit lot vingt-huit (ptie 28) et au nord-est et au sud-est par deux chemins (ptie 28).

Le coin sud-ouest de ladite portion distraite du lot vingt-huit (ptie 28) est à une distance de trois cent soixante-deux pieds (362′) de la ligne nord-est du lot vingt-neuf du troisième rang, canton de Morin, mesurés le long de la ligne nord-ouest

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 583631. DAME FRIEDA ENGELBRECHT, cook, divorced wife of Alois Munstermann, now of the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* JOSEPH (JOSEF) PRIZANT, of the city and district of Montreal, defendant.

The immovable hereinafter mentioned and in the possession of the defendant Joseph (Josef) Prizant.

"That certain emplacement known and designated as the residual part of lot twenty-eight in the third range of the township of Morin (3rd range, pt. 28) on the official plan and book of reference of the said township, being the property of Étienne Fekete, Joseph Prizant, George Egerszegi, Kalman Feher, and Dezso Trosok.

The said lot twenty-eight is of irregular figure, bounded on the southeast by the line of the second and third ranges and a public road, on the northwest by the line between the third and fourth range and a lake; on the southwest by Lake Bouchette and lot twenty-four; on the northeast by lot twenty-seven "*b*", measuring eighty-four acres, more or less.

To be deducted, however, from the said lot twenty-eight, that portion thereof fronting on Lake Bouchette, being the property of Laszlo Szemenyei measuring fifty-nine feet and eight-tenths of a foot (59.8′) in its west line; one hundred and forty feet and eighty-seven-hundredths of a foot (140.87′) in its north line; fifty-three feet (53′) in its northeast line; thirty feet and one-tenth of a foot (30.1′) in its southeast line and one hundred and seventy-four feet and twenty-four hundredths of a foot (174.24′) in its south line, English measure, and more or less, and bounded to the west by said Lake Bouchette, to the north and south by the residual portion of said lot twenty-eight (pt. 28) and to the northeast and southeast by two roads (pt. 28).

The southwest corner of the said deducted portion of lot twenty-eight (pt. 28) is at a distance of three hundred and sixty-two feet (362′) from the northeast line of lot twenty-nine in the third range, township of Morin, measured along the

dudit lot vingt-huit dans la ligne sud dudit emplacement et la ligne nord-ouest du lot vingt et un d'un angle de 119° 27'. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à 430 rue Grâce, Lachute, MARDI le ONZIÈME jour de JUIN mil neuf cent soixante-huit à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions comptant.

Le shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 30 avril 1968. 24511

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 59,629. LA MACHINERIE IDÉALE CO. LTÉE, corporation dûment instituée en vertu de la Loi des Compagnies du Québec, ayant sa principale place d'affaires à St-Césaire, demanderesse, *vs* MIKE POPIK, résidant à 107 rang Mascouche, Ste-Anne des Plaines, défendeur.

Les immeubles ci-après mentionnés et en la possession du défendeur Mike Popik:

« Le lot No 47, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne des Plaines avec bâtisses y érigées, moins les emplacements vendus.

Le lot No 46, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne des Plaines avec bâtisses y érigées, moins les emplacements vendus.

Le lot No 45, à distraire les parties vendues avec bâtisses y érigées.

Une ferme située dans le rang Bas Mascouche portant le numéro 84 du cadastre officiel de la paroisse Ste-Anne des Plaines, avec bâtisses y érigées portant le numéro civique 107 rang Bas Mascouche à distraire les parties vendus à la Commission scolaire et enregistrées numéro 63,813.

Le tout en vertu d'un jugement rendu le 5 février 1968.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne situé Édifice Caisse Populaire, 190 rue Parent, Saint-Jérôme, MERCREDI le DOUZIÈME jour de JUIN mil neuf cent soixante-huit à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Le shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du shérif,
St-Jérôme, le 30 avril 1968. 24512-o

northwest line of said lot twenty-eight in the south line of said emplacement and the northwest line of lot twenty-one from and angle of 119° 27'".

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, situated at 430 Grâce Street, Lachute, TUESDAY the ELEVENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-eight, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, April 30, 1968. 24511-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 59,629. LA MACHINERIE IDÉALE CO. LTÉE, a corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act, having its principal place of business in St-Césaire, plaintiff, *vs* MIKE POPIK, residing at 107 Mascouche Range, Ste-Anne des Plaines, defendant.

The immovables hereafter mentioned and in the possession of the defendant Mike Popik:

Lot No. 47, on the official cadastre for the parish of Ste-Anne des Plaines, with buildings thereon erected, less the emplacements sold.

Lot No. 46, on the official cadastre for the parish of Ste-Anne des Plaines with buildings thereon erected, less the emplacements sold.

Lot No. 45, to be deducted the parts sold with the buildings thereon erected.

A farm situated in range Bas Mascouche bearing number 84 on the official cadastre for the parish of Ste-Anne des Plaines, with buildings thereon erected bearing civic number 107 Bas Mascouche Range, to be deducted the parts sold to the School Commission and registered number: 63,813.

The whole in virtue of a judgement rendered on February 5, 1968.

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated « Edifice Caisse Populaire", 190 Parent Street, Saint-Jérôme, WEDNESDAY, the TWELFTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-eight at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, April 30, 1968. 24512

INDEX No 19

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1255 — Services de santé de la Direction générale du Nouveau-Québec 2778
1255 — Health Services of the General Direction of New Quebec 2778
1272 — Compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2% 2776
1272 — Compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax 2776
1340 — Construction, Trois-Rivières 2780
1341 — Construction, Trois-Rivières (Region) 2780
1343 — Métal en feuille, (Tôlerie), Ile de Montréal et un rayon de 25 milles de ses limites ... 2781
1343 — Sheet-Metal, Island of Montreal and a 25-mile radius of its limits 2781
1344 — Robe, province 2777
1344 — Dress, Province 2777
1345 — Boîte de carton, province 2781
1345 — Paper Box, Province 2781
1347 — Véhicules de promenade immatriculés pour circuler dans certaines régions non reliées aux grandes voie publique, émission d'un permis provisoire de circulation sur les routes de la province 2779
1347 — Pleasure vehicles registered to circulate in certain regions not linked to the main public highways, issue of a temporary permit to circulate on the roads of the Province ... 2779

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative d'éditions Québecoises Audio-Visuelles (L') (*Formation*)..... 2790
Institut coopératif Desjardins, Association coopérative (*Appr.*)..... 2789

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Abramovici, Meier (*Dem.-Appl.*)..... 2783
Alper, John (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Estate Patrick Gauthier (*Benefit of Inventory*)..... 2783
Gerlai, Borbala (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Gulleerberg, André (*Dem.-Appl.*)..... 2783
Haley, Joseph Kenneth (*Dem.-App.*)..... 2782
Hazan, David Vivian (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Jean, Richard Gerald Edgar, (*Dem.-Appl.*)..... 2783
Lee, Yue (*Dem.-Appl.*)..... 2783
Marco, Jack Abraham (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Marco, Saul (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Manunczak, Eugen (*Dem.-Appl.*)..... 2783
Montréal, ville-city (*Rues-Ruelles-Streets-Lanes*)..... 2785
Montréal, ville-city (*Rues-Ruelles-Streets-Lanes*)..... 2786
Postelnick, Jack (*Dem-Appl.*)..... 2782
Prix scientifique du Québec 1968 (*Règlement*)..... 2788
Schwartz, Sidney Sam (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Scientific Competition Rules 1968 (Quebec)..... 2788
Simmer, Michael (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Stone, Peter (*Acc.-Grant.*)..... 2784
Succession Patrick Gauthier (*Bénéfice d'inventaire*)..... 2783
Warshaw, Carl Julian (*Dem.-Appl.*)..... 2782

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisée à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Calgon Corporation..... 2789

Chartes — — ***Charters —***

Abandon de — ***Surrender of***

Auto-Location Moisan ltée..... 2709
B. N. M. Inc..... 2791
Banville Industries limitée..... 2791
Lavalette limitée..... 2790
Natural Gas Leasing Limited..... 2790
Pacona Corporation..... 2790
Payette & Adamson inc..... 2790
Proulx Business College inc..... 2791
Robert (Marcel) inc..... 2791
Tantari inc..... 2791

Divers — ***Miscellaneous***

Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.C.E.-U.S.) (*Règl.-By-laws*)..... 2792
Broadway Knitting Mills Ltd. (*Dir.*)... 2793
Brosnan Canadian Mines Limited (*Dir.*) 2793
Garage Auclair & Painchaud inc. (*Dir.*). 2791
Gemini Imports Inc. (*Dir.*)..... 2793
Gestion Joliette limitée (*Dir.*)..... 2791
Importations Gemini inc. (Les) (*Dir.*).. 2793
Institut des pourvoyeurs de linge et vêtements industriels du Québec inc. (L') (*Dir.*) (*Règl.*)..... 2792
Leclerc (René T.) incorporée (*Dir.*)..... 2792
Pépinière Fleur de Lys inc. (*Dir.*)..... 2793
Prelco Electronics Ltd. (*Dir.*)..... 2792
Real Estate Investors Corporation (*Dir.*)..... 2792
Quebec Institute of Linen and Industrial Supply Services Inc. (*Dir.*) (*By-laws*). 2792
Walker Manufacturing Co. Ltd. (*Dir.*). 2792

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A-1 Lumber Inc..... 2684
A.B.L. distribution inc..... 2684
A.L.D.L. distributeurs ltée..... 2685
Adamo Equipment Ltd..... 2708
Alex's Radiator Service Inc..... 2685
Allard (Pierre) inc..... 2685
Alliages & Acier J. M. ltée..... 2718
Ameublements Acton ltée..... 2686
Amuse-Gueules des Iles inc. (Les)..... 2718
Aquastructures inc..... 2686
Arenco Ltd..... 2686
Arenco ltée..... 2686
Arga Ltd..... 2687
Arga ltée..... 2687
Aspell's Ranch & Lodge Inc..... 2687
Association des Écoles de Sports aquatiques du Québec, inc..... 2687
Association des enseignants professionnels de la danse du Québec..... 2688
Association des Épiciers Détaillants du Comté de Bonaventure inc. (L')..... 2688
Association Québécoise de judo et des disciplines associées inc. (L')..... 2688
Auberge des Pins inc..... 2689
Auberges Espagnoles ltée (Les)..... 2689
Au Vrai Smoke Meat inc..... 2689
Balmoral Construction Inc..... 2690
Basics Little Shops Inc..... 2690
Becker & Son Limited..... 2690
Bellefeuille tailleur inc..... 2691
Beloin auto & camion service inc..... 2691
Beloin Auto & Truck Service Inc..... 2691
Benoit (Claude) ltée..... 2691
Bertozzi (John) Ltd..... 2692
Bérubé (Charles Omer) ltée..... 2692
Blow-Up Photo Enterprises Inc..... 2692
Boutique Bagatelle inc..... 2693
Boutique Chérie ltée..... 2693
Boutique Silbro ltée (La)..... 2741
Brasserie du Relais inc. (La)..... 2693
Build-Fast Structures Ltd..... 2694
Cachet Rouge inc. (Le)..... 2694
Camat Transportation Consultants Inc. 2694
Canetti (Jacques) inc..... 2695
Carrières du Golfe inc. (Les)..... 2695

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Centre de Nettoyage de Repentigny inc. (Le) 2695
Centre de réadaptation du Lac Édouard. 2696
Centre-Médico-Social des Monts 2696
Chabot (Napoléon) & fils inc. 2696
Charest (F.) ltée 2697
Charest (Roméo) ltée 2697
Château Montlabert inc. 2697
Chaussures Chez Pat ltée 2697
Chenard (Robert) inc. 2698
Chez Melina (Montreal) Ltd. 2698
Chez Melina (Montréal) ltée. 2698
Cinevision Studios Ltd. 2698
Clément (Jules) & fils assurances inc. 2699
Clément (Jules) & Sons Insurance Inc. 2699
Club Ami-sport inc. 2699
Club Clé Theresien inc. 2700
Club des 1000 inc. 2700
Club social de la loge 2161 Jonquière-Kénogami inc. (Le) 2700
Club social de Saint-Raphaël inc. (Le). 2701
Club social Thermo inc. 2701
Comptoirs Michel inc. 2701
Corporation de récipients inoxydables (La) 2743
Coulon (Ned) Enterprises Inc. 2702
Corporation de l'Hôpital Saint-Charles Borromée (La) 2702
Cortunon inc. 2702
Cosmétiques Rodriguez inc. (Les) 2702
D & M Sales Agency Ltd 2703
Dagneault (Jean C.) inc. 2703
D'Aoust et Montpetit auto ltée 2703
Delâge & Parent inc. 2704
Burger (Delly) Inc. 2704
Delmar Construction Inc. 2704
Déménagements Tremblay Express ltée (Les) 2705
Deny's Drive-In Restaurant Inc. 2705
Desgagné (Jean-Paul) (caboteur) inc. 2705
Des Écores Enterprises Inc. 2708
Dial Distributors Inc. 2706
Domaine du Parc Bonaventure inc. 2706
Domaine Joseph Bastien inc. 2706
Dune Farms Inc. 2710
Dynamique électrique inc. 2707
École de Karate de Montréal inc. 2707
Enseignes Nationales (1968) inc. 2707
Entreprises Des Écores inc. (Les) 2708
Entreprises Hudon-Paquin inc. (Les). 2708
Enterprises Hudon-Paquin Inc. (The). 2708
Équipement Adamo ltée 2708
Escourt auto service ltée 2709
Executive Automobile Limited 2709
Expert Tailor Shops Ltd. 2709
Fab Holdings Limited 2710
Ferme Lambert inc. 2710
Fermes Dune inc. 2710
Fonds Global ltée 2711
Fortin & Benoît inc. 2711
Foyer de Coaticook inc. 2711
Foyer de Vallée, inc. (Le) 2712
Fusey Bar-B-Q inc. 2712
G.B.R. inc. 2712
Gallec électrique ltée 2712
Garage St-Adolphe inc. 2713
Gaudet T.V. ltée 2713
Gerelco inc. 2713
Girard publicité inc. 2714
Goudreault Chain Saw Inc. 2714
Goulet, Marengo & associés inc. 2714
Gremont ltée 2715
Guilbault, Spénard et associés, inc. 2715
Harel & frères inc. 2715
Hellenic Canadian Philatelic Society 2716
Hôtel Motel Lucien Gagnon inc. 2716
Hum Investments Ltd. 2716
Immeubles La Gaude inc. (Les) 2717
Industries d'emballage Port-Royal inc. (Les) 2735
Industries Manicoua ltée 2717
Industries R. T. inc. 2717
Inter-Ex inc. 2718
Island Tasteasers Inc. 2718
J. M. Alloys & Steel Ltd. 2718
Jacmond inc. 2719
Jawsop Limited 2719
Jeune Chambre de Montréal (La) 2719
Kart Equipment Co. Ltd. 2719
Kasba inc. (La) 2720
Kealin Studies Limited 2720
L.P.J. garage, inc. 2720
Lacasse (Chas. A.) Ltd. 2721
Lacasse (Chas. A.) ltée 2721
Lake Copper Ltd. 2721
Lake Rinfret Mines Limited 2722
Langis (Louis) 2722
Lanterne Noire inc. (La) 2722
La Pizza croustillante de Montréal ltée 2731
Lapointe (Marcel) inc. 2723
Lavalco inc. 2722
Le Blanc (Pierre) musique inc. 2723
Levitt's Strictly Kosher Restaurants Inc. 2723
Librairie Cosmos limitée 2724
Lionel Associates Ltd. 2724
M. L. transport inc. 2724
Maison de Caroline inc. (La) 2725
Maison Tomasso Spaghetti et Vins inc. (La) 2725
Manicoua Industries Ltd. 2717
Masson (Albert) ltée 2725
Mallard Maintenance Service Ltd. 2726
Marché M. Girard limitée 2726
Marché R. Mayrand (Montréal-Nord) ltée 2726
Marchés Godbout inc. (Les) 2727
Martel & Héroux Auto Body Inc. 2727
Martin & Godin inc. 2727
Marton's Stores Inc. 2727
Matane courrier inc. 2728
Menuiserie Syrica ltée 2728
Metro Answering Service (1968) inc. 2728
Metropolitan Securities Ltd. 2729
Meunerie St-Guillaume inc. 2729
Mines du Lac Rinfret limitée (Les) 2722
Miss Chinatown (Montreal) Ltd. 2729
Moderno Ltd. 2730
Monette Brothers Cartage Inc. 2730
Monette et Frères transport inc. 2730
Monnoir Construction Inc. 2730
Montreal Crispy Pizza Ltd. 2731
Montreal Lightning Rods Inc. 2731
National Signs (1968) Inc. 2707
Niels (Georges) (Québec) inc. 2731
Ottoni (V.) & Sons Ltd. 2732
Ouellette & Laforest inc. 2732
Pantoufle Mauricienne inc. 2732
Paratonnerres Montréal inc. 2731
Pepin (Auguste) et fils ltée 2733
Pik-A-Toy Hosiery Division Ltd. 2733
Pilon (Gaetan) Ltd. 2733
Pilon (Gaetan) ltée 2733
Placements T.R. inc. 2733
Place Berlin inc. 2734
Placements Anik ltée 2734
Placements A.P.M. inc. (Les) 2734
Plaza Jean-Talon inc. 2735
Port Royal Packaging Industries Inc. 2735

Lettres patentes (*suite*) — *Letters patent* (*continued*)

Productions Croto inc. 2735
Productions Vandôme ltée (Les) 2736
Progress Sailing Corp. 2736
Publicontact inc. 2736
Quebec Dynatherm Inc. 2737
Quebec Shipriggers & Sailmakers Inc. 2737
Quevillon (J.R.) & fils inc. 2737
Quincaillerie DuRi inc. 2738
R.T. Industries Inc. 2717
Rapido Auto Secours inc. 2738
Restaurant « Roesti » inc. 2738
Roy & Cloutier plomberie et chauffage inc. 2738
Roy (Yvon) sports ltée 2739
St. Maurice Travelodge Inc. 2739
St-Onge (Jacques) inc. 2739
Sanschagrin (Marcel) inc. 2740
Sereq inc. 2740
Service du Cultivateur (1968) inc. (Au) 2740
Services Disco-Tech inc. (Les) 2741
Sherbrooke contrôle ltée 2741
Silbro Boutique Ltd 2741
Skolar (Julian) Ltd. 2743
Société des Dessinateurs de Montréal inc (La) 2742
Société des Philatélistes Canadiens Helléniques 2716
Société musicale Sainte - Agathe - des - Monts 2742
Spanish Inns Inc. 2689
Stainless Container Corporation 2743
Sussex Candy Co. Ltd 2743
Tessier (Bertrand) inc 2744
Tierco inc 2744
Tomasso Spaghetti and Wine House Inc 2725
Tytex Incorporated 2744
Union Dante Agence d'assurance générale ltée 2745
Union Dante General Insurance Agency Inc. 2745
Van Realties Ltd 2745
Vendôme Productions Ltd 2736
Vêtements Kébec inc. (Les) 2745
188 inc. (Le) 2746

Sièges sociaux — *Head Offices*

Brosnan Canadian Mines Limited 2794
Camp Mod-L inc. 2794
Collective Investments Inc. 2796
Elkon Electrical Company Ltd. 2795
Gareau Motor Sales Inc. 2795
Glowka (E.J.) & Associates Inc. 2794
Glowka (E.J.) et Associés inc. 2794
Guthrie Woods & Associates Ltd. 2795
Guthrie Woods & Associés ltée. 2795
Lakeshore Travel Service Limited 2795
Lalonde (Pierre) inc. 2793
Lapointe, Associés inc. 2793
Mil-Standard Screw Prod. Co. Ltd. 2795
Pépinière Fleur de Lys inc. 2794
Placements Collectifs inc. (Les) 2796
Unibraze du Canada ltée 2794
Unibraze of Canada Ltd 2794
Vanier & Fils Transport inc 2794

DEMANDES à la Législature — *APPLICATIONS to Legislature*

Dorval, cité-city 2797
Estate Jack Sadovnik 2797
Lachine, cité-city 2798
Laval, ville-town 2796
Ste-Anne-de-Varennes, par 2798
Succession Jack Sadovnik 2797

EXAMEN des Agronomes — *EXAMINATION Agronomists*

Québec, Practice-Pratique 2799

MINISTÈRES — *DEPARTMENT*

Affaires municipales — *Municipal Affairs*

Franklin, canton-township (*Publ.*) 2802
Giffard, cité-city (*L.P.*) 2801
Victoriaville, ville-town (*Annex.*) 2800

Éducation — *Education*

Municipalité scolaire de: — *School Municipal ty of:*

Haut Saint-Maurice (*Dem.-Appl.*) 2812

Finances — *Finance*

Assurances: — *Insurance:*

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la municipalité de la paroisse de Ste-Hénédine, comté de Dorchester (*Annul.*) 2804

Industrie et Commerce — *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coques 2798
Shell fishing notice 2798

Terres et Forêts — *Lands and Forests*

Cadastre: — *Cadastre:*

Baie St-Paul, par. 2812
Cox, canton-township 2812
Letellier, canton-township 2812
Letellier, canton-township 2812
Ste-Julie, par. 2813

Travail — *Labour*

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Construction, Québec (*Appr.*) 2776
Corporation des Maîtres Électriciens du Québec (*Mod.*) 2746
Corporation of Master Electricians of Quebec (*Amend.*) 2746

Nomination — *Appointment*

Divers 2812
Miscellaneous 2812

PROCLAMATION — *PROCLAMATION*

Divorce, administration de la Loi fédérale 2802
Divorce, administration of the Federal Act 2802

SOUMISSIONS — *TENDERS*

LaSalle, cité-city 2816
Plessisville, ville-town 2821
St-Félicien, ville-town 2818
St-Hyacinthe, c.s.-s.c. 2813
Ste-Thérèse-Ouest-West, munic. 2814
Shawinigan-Sud-South, ville-town 2819

SYNDICATS Professionnels — *SYNDICATES Professional*

Association des camionneurs artisans du comté de Jonquière (*Const.-Inc.*) 2804
Syndicat des producteurs de bois du Saguenay-Lac-St-Jean (*Nom-Name ch.*) 2804
Syndicat des professeurs du collège d'enseignement général et professionnel de Rouyn-Noranda (*Const.-Inc.*) 2804
Syndicat des salariés de l'industrie du meuble du Québec, inc. (*Nom-Name ch.*) 2803

VENTES *SALES*
SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauharnois ***Beauharnois***
Galarneau *vs* Galarneau..... 2823

Drummond ***Drummond***
Home Development Acceptance Corp *vs* Couture..... 2823

Hauterive ***Hauterive***
Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Perreault..... 2824
Société centrale d'hypothèques et de Logement (La) *vs* Perreault..... 2824

Montmagny ***Montmagny***
Industries provinciales ltée (Les) *vs* Garant..... 2824

Montreal ***Montreal***
Montreal Trust Company *vs* l'Horizon Ltd..... 2825
Mutual Life, compagnie d'assurance du Canada (La) *vs* Vaillancourt..... 2828
Rockmore Investments Ltd. *vs* Les Immeubles Granby ltée..... 2827

Québec ***Quebec***
Frenette & Frères limitée *vs* Gingras.... 2829

Saint-François ***Saint Francis***
Fabi *vs* Cormier..... 2829

Terrebonne ***Terrebonne***
Engelbrecht *vs* Prizant..... 2830
Machinerie Idéale Co. Ltée (La) *vs* Popik..... 2831

Taxes ***Taxes***
Gaspé No 3, comté-county..... 2805
Mégantic, comté-county..... 2809
Rivière-du-Moulin, ville-town..... 2807
Rosemère, ville-town..... 2808